

Rosa Luxemburg (1925)

Introduction à l'économie politique

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Rosa Luxemburg (1925)

Introduction à l'économie politique

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Rosa Luxemburg, Introduction à l'économie politique. Traduction française : 1951.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Le 1^{er} mars 2002

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''



Table des matières

- Chapitre I. [Qu'est-ce que l'économie politique](#)
- Chapitre II. [La société communiste primitive](#)
- Chapitre III. [La dissolution de la société communiste primitive](#)
- Chapitre IV. [La production marchande](#)
- Chapitre V. [Le travail salarié](#)
- Chapitre VI. [Les tendances de l'économie capitaliste](#)

Annexes

- I. [Rosa Luxemburg, enseignante](#)
- II. [L'école du Parti](#)

ROSA LUXEMBURG

introduction à l'économie politique

La présente traduction a été effectuée par J. B. d'après le texte allemand publié sous le titre

ROSA LUXEMBURG:
Einführung in die Nationalökonomie

dans :

AUSGEWÄHLTE REDEN UND SCHRIFTEN

chez
Dietz Verlag, Berlin - 1951 (Vol. I, pp. 411-741)

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre premier

QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE POLITIQUE?

I

[Retour à la table des matières](#)

L'économie politique est une science remarquable. Les difficultés et les désaccords y commencent dès le premier pas, dès qu'on se pose cette question très élémentaire : Quel est au juste l'objet de cette science ? Le simple ouvrier, qui n'a qu'une idée tout à fait vague de ce que l'économie politique enseigne, attribuera son incertitude à l'insuffisance de sa propre culture générale. En l'occurrence, cependant, il partage en un sens son infortune avec beaucoup de savants et d'intellectuels qui écrivent de volumineux ouvrages et donnent dans les universités des cours à la jeunesse étudiante sur l'économie politique. Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est pourtant un fait que la plupart des spécialistes d'économie politique n'ont qu'une notion très confuse du véritable objet de leur savoir.

Comme il est d'usage chez Messieurs les spécialistes de travailler sur des définitions, c'est-à-dire d'épuiser l'essence des choses les plus compliquées en quelques phrases bien ordonnées, informons-nous donc, à titre d'essai, auprès d'un représentant officiel de l'économie politique, et demandons-lui ce qu'est au fond cette science.

Qu'en dit le doyen des professeurs allemands, auteur d'innombrables et énormes manuels d'économie politique, fondateur de l'école dite « historique », *Wilhelm Roscher* ? Dans son premier grand ouvrage, *Les fondements de l'économie politique, manuel et recueil de lectures pour hommes d'affaires et étudiants*, paru en 1854 et 23 fois réédité depuis lors, nous lisons au chapitre 2. § 16 :

« Nous entendons par économie politique la doctrine du développement des lois de l'économie nationale ¹, de la vie économique nationale (philosophie de l'histoire de l'économie nationale d'après *von Mangoldt*). Comme toutes les sciences portant sur la vie d'une nation, elle se rattache d'une part à l'étude de l'individu, et s'étend d'autre part à l'étude de toute l'humanité. »

Les « hommes d'affaires et étudiants » comprennent-ils maintenant ce qu'est l'économie politique ? C'est précisément... l'économie politique. Qu'est-ce que des lunettes d'écaille ? Ce sont des lunettes à monture d'écaille. Qu'est-ce qu'un âne de charge ? Un âne sur lequel on charge des fardeaux. Procédé des plus simples, en vérité, pour expliquer à des enfants l'usage de telles locutions.* Le seul ennui est que si l'on ne comprend pas le sens des mots en question, on n'est pas plus avancé quand ils sont disposés autrement.

Adressons-nous à un autre savant allemand, qui enseigne actuellement l'économie politique à l'université de Berlin, le professeur *Schmoller*, lumière de la science officielle. Dans le *Dictionnaire des sciences politiques*, grand ouvrage collectif de professeurs allemands, publié par les professeurs *Conrad* et *Lexis*, Schmoller donne, dans un article sur l'économie politique, la réponse suivante à la question : qu'est-ce que cette science ? « Je dirais que c'est la science qui veut décrire, définir, expliquer par leurs causes et comprendre comme un tout cohérent les phénomènes économiques, à condition évidemment que l'économie politique ait été auparavant correctement définie. Au centre de cette science se trouvent les phénomènes typiques qui se répètent chez les peuples civilisés contemporains, phénomènes de division et d'organisation du travail, de circulation, de répartition des revenus, d'institutions économiques sociales, qui, s'appuyant sur certaines formes du droit privé et public, dominés par des forces psychiques identiques ou semblables, engendrent des dispositions ou des forces semblables ou identiques et représentent dans leur description d'ensemble une sorte de tableau statique du monde civilisé économique d'aujourd'hui, une sorte de constitution moyenne de ce monde. A partir de là, cette science a ensuite cherché à constater ici et là les variations des différentes économies nationales entre elles, les diverses formes d'organisation, elle s'est demandée par quel enchaînement et quelle succession ces diverses formes apparaissent, parvenant ainsi à se représenter le développement causal de ces formes l'une à partir de l'autre, et la succession historique des situations économiques ; elle a ainsi articulé l'aspect dynamique sur l'aspect statique. Et de même que dès ses débuts elle a pu, grâce à des jugements de valeur éthico-historiques, établir des idéaux, elle a toujours conservé jusqu'à un certain degré cette fonction pratique. Elle a toujours, à côté de la théorie, établi des enseignements pratiques pour la vie. »

¹ Économie nationale.

* Le terme allemand correspondant à « économie politique », traduit littéralement, signifie « économie nationale », « économie d'un peuple, d'une nation » (N. d. T.).
D'où l'ironie de Rosa Luxemburg : « l'économie nationale » est « l'économie d'une nation » ; la belle explication !

Ouf ! Reprenons notre souffle. De quoi s'agit-il donc ? Institutions économiques sociales - droit privé et public - forces psychiques - semblable et identique - identique et semblable - statistique - statique - dynamique - constitution moyenne - développement causal - jugements de valeur éthico-historiques... Le commun des mortels aura sans doute l'impression après tout cela qu'une roue de moulin tourne dans sa tête. Dans sa soif obstinée de savoir et sa confiance aveugle en la sagesse professorale, il se donnera la peine de relire deux, trois fois ce galimatias pour y trouver un sens. Nous craignons que ce soit peine perdue. Car ce qu'on nous offre là, ce ne sont que phrases creuses et assemblage clinquant et ampoulé de mots. Il y a pour cela un signe qui ne trompe pas : quiconque pense clairement et maîtrise lui-même à fond ce dont il parle, s'exprime clairement et de manière compréhensible. Quiconque s'exprime de façon obscure et prétentieuse, alors qu'il ne s'agit ni de pures idées philosophiques ni des élucubrations de la mystique religieuse, montre seulement qu'il ne voit pas clair lui-même ou qu'il a de bonnes raisons d'éviter la clarté. Nous verrons plus tard que ce n'est pas un hasard si les savants bourgeois se servent d'une langue obscure et confuse pour parler de l'essence de l'économie politique, que cela traduit au contraire aussi bien leur propre confusion que le refus tendancieux et acharné de clarifier réellement la question.

Que la conception de l'économie politique ne puisse être énoncée avec clarté peut se comprendre si l'on considère que les opinions les plus contradictoires ont été émises sur l'ancienneté de son origine. Un historien connu, ancien professeur d'économie politique à l'université de Paris, *Adolphe Blanqui* - frère du célèbre dirigeant socialiste et combattant de la Commune, *Auguste Blanqui* - commence, par exemple, le premier chapitre de son *Histoire de l'évolution économique* parue en 1837, par le titre suivant : « L'économie politique est plus ancienne que l'on ne croit. Les grecs et les romains avaient déjà la leur. » D'autres historiens de l'économie politique, comme par exemple l'ancien professeur à l'université de Berlin, *Eugen Dühring*, s'attachent au contraire à souligner que l'économie politique est beaucoup plus récente qu'on ne croit d'ordinaire, que cette science n'est apparue en réalité que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Et, pour citer aussi des socialistes, *Lassalle*, fait en 1864, dans la préface à son écrit polémique classique contre *Schultze-Delitzsch*, *Capital et travail*, la remarque suivante : « L'économie politique est une science qui commence seulement et qui est encore à faire. »

Par contre, *Karl Marx* a donné à son principal ouvrage économique, *Le Capital*, dont le premier livre parut trois ans plus tard, comblant pour ainsi dire l'espoir exprimé par *Lassalle*, le sous-titre *Critique de l'économie politique*. De cette façon, *Marx* place son propre ouvrage en dehors de l'économie politique, la considérant comme quelque chose d'achevé et de terminé, sur quoi il exerce à son tour une critique. Une science qui pour certains est presque aussi ancienne que l'histoire écrite de l'humanité, que d'autres disent ne pas dater de plus d'un siècle et demi, d'autres, qu'elle n'en est encore qu'aux premiers balbutiements, d'autres encore qu'elle est déjà dépassée et qu'il est temps de l'enterrer par la critique - il est clair qu'une telle science soulève un problème assez spécial et complexe.

Mais nous serions tout aussi mal inspirés en demandant à l'un des représentants officiels de cette science de nous expliquer pourquoi l'économie politique n'est apparue, comme c'est maintenant l'opinion courante, que si tard, il y a à peine 150 ans. Le professeur *Dühring* nous expliquera par exemple, à grand renfort de discours,

que les anciens grecs et les romains n'avaient pas encore de notions scientifiques des réalités de l'économie politique, mais seulement des idées « irresponsables », « superficielles », « tout ce qu'il y a de plus ordinaires », tirées de l'expérience quotidienne ; que le Moyen Age n'avait aucune notion scientifique. Cette savante explication ne nous fait pas avancer d'un pas et ses généralités sur le Moyen Age ne peuvent que nous induire en erreur.

Une autre explication originale nous est fournie par le professeur *Schmoller*. Dans l'article tiré du *Dictionnaire des sciences politiques* que nous avons cité plus haut, il nous « régale » des considérations suivantes :

« Pendant des siècles, on a observé et décrit des faits particuliers de l'économie privée et sociale, on a reconnu des vérités économiques particulières, on a débattu de questions économiques sur les systèmes de morale et de droit. Ces schémas partiels n'ont pu créer une science, mais à partir du moment où les questions d'économie politique acquièrent, du XVIIe au XIXe siècle, une importance jamais soupçonnée auparavant pour la conduite et l'administration des États, lorsque de nombreux auteurs s'y intéressèrent, lorsqu'il devint nécessaire d'en instruire la jeunesse étudiante et qu'en même temps l'essor général de la pensée scientifique conduisit à relier l'ensemble des principes et des vérités relevant de l'économie politique en un système autonome dominé par certaines idées fondamentales comme la monnaie et l'échange, la politique économique de l'État, le travail et la division du travail - et c'est ce que tentèrent les principaux auteurs du XVIIIe siècle - à partir de ce moment l'économie politique exista en tant que science autonome. »

Si l'on résume le sens assez mince de ce long passage, on en tire cette leçon : des observations économiques restées longtemps éparses se sont réunies en une science à part quand la « direction et l'administration des États », c'est-à-dire le gouvernement, en ressentit le besoin et quand il devint nécessaire à cette fin d'enseigner l'économie politique dans les universités. Comme cette explication est admirable et classique pour un professeur allemand ! En vertu d'un « besoin » de ce cher gouvernement, une chaire est créée - qu'un professeur s'empresse d'occuper. Ensuite, il faut naturellement créer la science correspondante ; sinon qu'enseignerait en effet le professeur ? On songe à ce maître de cérémonies qui affirmait que les monarchies devraient toujours exister, car à quoi servirait un maître de cérémonies, s'il n'y avait pas de monarchie ? Il semblerait donc que l'économie politique est apparue en tant que science du fait des besoins des États modernes. Un bon de commande des autorités aurait donné naissance à l'économie politique ! Que les besoins financiers des princes, qu'un ordre des gouvernements suffise à faire jaillir de terre une science entièrement nouvelle, voilà bien la manière de penser de ce professeur, domestique intellectuel des gouvernements du Reich qui se charge, à volonté, en leur nom, de faire de l'agitation « scientifique » pour tel projet de budget de la marine, tel projet douanier ou fiscal, voutour des champs de bataille qui prêche en temps de guerre l'excitation chauvine contre les peuples et le cannibalisme moral. Une telle conception est toutefois difficile à digérer pour le reste de l'humanité, pour tous ceux qui ne sont pas payés par le Trésor. Mais cette théorie nous donne une nouvelle énigme à résoudre. Que s'est-il passé pour que, vers le XVIIe siècle, comme l'affirme le professeur *Schmoller*, les gouvernements des États modernes aient soudain senti le besoin d'écorcher leurs chers sujets selon des principes scientifiques, alors que tout avait si bien marché pendant des siècles à la mode patriarcale et sans ces principes ? Ne faudrait-il pas ici aussi remettre les choses en place, et ces besoins nouveaux des « Trésors princiers » ne seraient-ils pas eux-mêmes une modeste conséquence du grand bouleversement.

historique dont la nouvelle science de l'économie politique est sortie vers le milieu du XIXe siècle ?

Quoi qu'il en soit, la corporation des savants ne nous ayant pas appris ce dont traite réellement l'économie politique, nous ne savons pas non plus quand et pourquoi elle est apparue.

II

[Retour à la table des matières](#)

Une chose est certaine, en tout cas : dans toutes les définitions des intellectuels à la solde des capitalistes que nous avons citées plus haut, il est question de « Volkswirtschaft ». Le terme « Nationalökonomie » n'est en effet qu'une expression étrangère pour : doctrine de l'économie politique.¹ La notion d'économie politique est au centre des explications de tous les représentants officiels de cette science. Or, qu'est-ce que l'économie politique ? Le professeur *Bûcher*, dont l'ouvrage sur *L'origine de l'économie politique* jouit d'une grande renommée tant en Allemagne qu'à l'étranger, donne à ce sujet l'information suivante :

« L'ensemble des manifestations, institutions et phénomènes que provoque la satisfaction de tout un peuple constitue l'économie politique. » L'économie politique se décompose à son tour en de nombreuses économies particulières qui sont liées entre elles par la circulation des biens et entretiennent de multiples liens d'interdépendance du fait que chacune remplit certaines tâches pour toutes les autres et fait remplir de telles tâches par d'autres, pour elle-même. »

Essayons de traduire aussi cette savante « définition » en langage courant. Quand nous entendons d'abord parler de *l'ensemble* des institutions et phénomènes qui sont destinés à satisfaire les besoins de tout un peuple, il nous faut penser à toutes sortes de choses possibles : aux usines et ateliers, à l'agriculture et à l'élevage, aux chemins de fer et aux magasins, mais aussi aux sermons religieux et aux commissariats de police, aux spectacles de ballet, aux bureaux d'état civil et aux observatoires astronomiques, aux élections parlementaires, aux souverains et aux associations de combattants, aux clubs d'échecs, aux expositions canines et aux duels - car tout cela et encore une infinité d'autres « institutions et phénomènes » servent aujourd'hui à « satisfaire les besoins de tout un peuple ». L'économie politique serait alors tout ce qui se passe entre ciel et terre et la science de l'économie politique serait la science universelle « de toutes choses et de quelques-unes encore », comme dit un proverbe latin.

Il faut manifestement apporter une limitation à la définition trop large du professeur de Leipzig. Il ne voulait probablement parler que d'« institutions et phénomènes » servant à la satisfaction des besoins *matériels* d'un peuple, ou, plus exacte-

¹ Voir la note précédente sur l'économie nationale.

ment, à la « satisfaction des besoins par des choses matérielles ». Même ainsi, « l'ensemble » serait encore beaucoup trop largement compris et se perdrait facilement dans les nuages. Essayons pourtant de nous y retrouver autant que faire se peut.

Tous les hommes ont besoin pour vivre de nourriture et de boisson, d'un logement, de vêtements et de toutes sortes d'ustensiles à usage domestique. Ces choses peuvent être simples ou raffinées, chichement ou largement mesurées, elles sont de toute façon indispensables à l'existence dans toute société humaine et doivent donc être continuellement fabriquées - puisque nulle part les alouettes ne nous tombent toutes rôties dans la bouche. Dans les États civilisés, s'y ajoutent encore toutes sortes d'objets qui rendent la vie plus agréable et qui aident à satisfaire des besoins moraux et sociaux - et même des armes pour se protéger des ennemis. Chez ceux qu'on appelle les sauvages, ce sont des masques de danse, l'arc et les flèches, les statues d'idoles ; chez nous, ce sont les objets de luxe, les églises, les mitrailleuses et les sous-marins. Pour produire tous ces objets, il faut des matières premières et des outils. Ces matières premières, telles que les pierres, le bois, les métaux, les plantes, etc., exigent du travail humain, et les outils dont on se sert pour les obtenir sont également des produits du travail humain.

Si nous nous satisfaisions provisoirement de ce tableau grossièrement tracé, nous pourrions nous représenter l'économie politique à peu près ainsi : tout peuple crée, constamment, par son propre travail, une quantité de choses nécessaires à la vie - nourriture, vêtements, habitations, ustensiles ménagers, parures, armes, etc. - ainsi que des matières et des outils indispensables à la production des premiers. La manière dont un peuple exécute tous ces travaux, dont il répartit les biens produits parmi ses différents membres, dont il les consomme et les produit à nouveau dans l'éternel mouvement circulaire de la vie, tout cela ensemble constitue l'économie du peuple en question, c'est-à-dire une « économie politique ». Tel serait à peu près le sens de la première phrase dans la définition du professeur *Bûcher*. Mais continuons notre explication.

« L'économie politique se décompose à son tour en de nombreuses économies particulières qui sont liées entre elles par la circulation et qui entretiennent de multiples liens d'interdépendance du fait que chacune remplit certaines tâches pour toutes les autres et fait remplir d'autres tâches pour elle-même. »

Nous voici devant un nouveau problème : que sont ces « économies particulières », à partir desquelles l'« économie politique » que nous venons à grand-peine de situer, se décompose ? A première vue, il semble bien qu'il faille entendre par là les ménages et les économies domestiques. De fait, tout peuple, dans les pays dits civilisés, se situe par rapport à un certain nombre de familles et toute famille a en règle générale, nue vie « économique ». En quoi consiste cette économie ? La famille a certaines rentrées d'argent, de par l'activité de ses membres adultes, ou par d'autres sources, et avec ces rentrées elle fait face à ses besoins en nourriture, vêtements, logement, etc.

Et quand nous pensons à une économie familiale, nous voyons la mère de famille, la cuisine, l'armoire à linge et la chambre d'enfants. L'« économie politique » se décomposerait-elle en de telles « économies particulières » ? Nous nous trouvons dans un certain embarras. Dans l'économie politique, telle que nous venons de la situer, il s'agissait avant tout de la *production* de tous les biens nécessaires à la vie et au travail, la nourriture, les vêtements, le logement, les meubles, les outils et les

matières premières. Dans les économies familiales, en revanche, il ne s'agit que de la consommation des objets que la famille se procure tout faits par l'argent qu'elle possède. Nous savons aujourd'hui que la plupart des familles, dans les États modernes, achètent presque tous les vivres, vêtements, meubles, etc., dans les magasins ou au marché. Dans une économie domestique, on ne prépare les repas qu'à partir de vivres achetés, et on ne confectionne tout au plus les vêtements qu'à partir d'étoffes achetées. Ce n'est que dans des régions rurales tout à fait arriérées que l'on trouve encore des familles paysannes qui, par leur propre travail, se procurent directement la plupart de ce dont elles ont besoin pour vivre. Évidemment, il y a aussi, dans les États modernes, de nombreuses familles qui produisent à domicile divers produits industriels, ainsi les tisserands, les ouvriers de la confection ; il y a aussi, nous le savons, des villages entiers où l'on fabrique des jouets ou des objets analogues. Mais dans ce cas, justement, le produit du travail domestique appartient exclusivement à l'entrepreneur qui le commande et le paie, pas la moindre parcelle n'est consommée à l'intérieur de l'économie familiale où se fait ce travail. Pour leur économie domestique, les travailleurs à domicile achètent avec leur maigre salaire des objets tout-faits, exactement comme les autres familles. Ce que dit *Bûcher*, selon qui l'économie politique se décomposerait en économies particulières, signifie finalement, en d'autres termes, que la production des moyens d'existence de tout un peuple se « décompose » en consommation de ces moyens par les familles particulières - ce qui est une absurdité.

Un autre doute nous vient encore. Les « économies particulières » seraient aussi, d'après le professeur *Bûcher*, « reliées entre elles par la circulation » et entièrement dépendantes les unes des autres, puisque « chacun remplit certaines tâches pour toutes les autres ». De quelle circulation et de quelle dépendance peut-il bien vouloir parler ? S'agit-il des échanges entre familles amies et voisines ? Mais cette circulation, qu'aurait-elle à voir avec l'économie politique et avec l'économie en général ? Toute bonne maîtresse de maison vous dira que moins il y a de circulation de maison à maison, mieux cela vaut pour l'économie et la paix domestiques. Et en ce qui concerne la « dépendance », on ne voit pas du tout quelles « tâches » l'économie domestique du rentier Meyer remplirait pour l'économie domestique du professeur Schulze et « pour toutes les autres ». Manifestement, nous nous sommes égarés et devons reprendre la question par un autre bout.

L'« économie politique » du professeur *Bûcher* ne se décompose donc pas en économies familiales particulières. Se décomposerait-elle, en usines, ateliers, exploitations agricoles, etc. ? Un indice semble nous confirmer que non ; sommes cette fois sur la bonne voie. On produit effectivement dans ces entreprises ce qui sert à l'entretien de tout le peuple et il y a effectivement circulation et interdépendance entre elles. Une fabrique de boutons de culotte par exemple dépend entièrement des ateliers de tailleurs où elle trouve preneur pour sa marchandise, tandis que les tailleurs à leur tour ne peuvent confectionner des culottes sans boutons de culotte. Les ateliers de tailleurs ont d'autre part besoin de matières premières et dépendent ainsi des fabriques de tissus de laine et de coton, qui dépendent à leur tour de l'élevage de mou. tons et du commerce de la laine, et ainsi de suite. Nous constatons effectivement ici, dans la production, une interdépendance avec de nombreuses ramifications. Il est certes un peu pompeux de parler de « tâches » que chacune de ces entreprises « remplit pour toutes les autres », à propos de la vente de boutons de culotte à des tailleurs, de laine de mouton à des filatures et autres opérations des plus ordinaires. Mais ce sont là les inévitables fleurs de rhétorique du jargon professoral qui aime à enrober de poésie et de « jugements de valeur moraux », comme le, dit si bien le professeur *Schmoller*, les

petites affaires lucratives du inonde des entrepreneurs. Il nous vient cependant ici des doutes encore plus graves. Les diverses usines, exploitations agricoles, mines de charbon, aciéries seraient autant d' « économies particulières » en quoi se « décompose » l'économie politique. Mais la notion d' « économie » implique, manifestement, tout au moins c'est ainsi que nous nous sommes représenté l'économie politique, tant la production que la consommation de moyens de subsistance dans un certain périmètre. Or dans les usines, ateliers, mines, on ne fait que produire, *et* pour d'autres. On ne consomme là que les matières premières dont sont faits les outils et les outils, avec lesquels on travaille. Quant au produit fini, il n'est pas du tout consommé dans l'entreprise. Pas un bouton de *culotte* n'est consommé par le fabricant et sa famille, et encore moins par les ouvriers de l'usine ; pas un tube d'acier n'est consommé en famille par le propriétaire des aciéries. En outre, si nous voulons déterminer de plus près ce qu'est l' « économie », il nous faut la concevoir comme un tout fermé en quelque sorte, produisant et consommant les moyens de subsistance les plus importants pour l'existence humaine. Mais les entreprises industrielles ou agricoles actuelles ne fournissent chacune qu'un, ou au plus quelques produits qui ne suffiraient pas de loin à l'entretien humain, qui souvent même ne sont pas consommables mais constituent seulement une partie, ou la matière première ou l'outil d'un moyen de subsistance. Les entreprises actuelles de production ne sont en effet que des fractions d'une, économie, qui n'ont en elles-mêmes, du point de vue économique, ni sens ni but et ont *ceci* de caractéristique justement, même au regard le moins averti, qu'elles ne constituent chacune qu'une parcelle informe d'une économie, et non une « économie ». Si l'on dit par conséquent que l'économie politique, c'est-à-dire l'ensemble des institutions et phénomènes qui servent à la satisfaction des besoins d'un peuple, se décompose en économies particulières, en usines, ateliers, mines, etc., on pourrait aussi bien dire que l'ensemble des « institutions » biologiques qui servent à l'accomplissement de toutes les fonctions de l'organisme humain, c'est l'homme lui-même et que cet homme se décompose à son tour en beaucoup d'organismes particuliers, à savoir le nez, les oreilles, les jambes, les bras, etc. Et une usine actuelle est de fait à peu près autant une « économie particulière » que le nez est un organisme particulier.

Nous arrivons donc par cette voie aussi à une absurdité, preuve que les ingénieuses définitions des savants bourgeois, bâties uniquement sur des signes extérieurs et des subtilités verbales, visent à éviter en ce cas le fond du problème. Essayons de soumettre nous-mêmes la notion d'économie politique à un examen plus précis.

III

[Retour à la table des matières](#)

On nous parle des besoins d'un peuple, de la satisfaction de ces besoins dans une économie formant un tout et, en ce cas, de l'économie d'un peuple. La théorie de l'économie politique doit être la science qui nous explique l'essence de l'économie d'un peuple, c'est-à-dire les lois selon lesquelles un peuple, par son travail, crée sa richesse, l'augmente, la répartit entre les individus, la consomme et la crée à nouveau.

L'objet de l'étude doit donc être la vie économique de tout un peuple, par opposition à l'économie privée ou particulière, quelle que soit la signification de cette dernière. Confirmant apparemment cette façon de voir, l'ouvrage classique, paru en 1776, de l'Anglais *Adam Smith*, que l'on appelle le père de l'économie politique, porte le titre de *La richesse des nations*.

Mais existe-t-il en réalité quelque chose qui soit l'économie d'un peuple ? C'est ce que nous devons nous demander. Les peuples ont-ils donc chacun leur propre vie économique particulière et close sur elle-même ? L'expression d' « économie nationale » est employée avec une particulière prédilection en Allemagne ; tournons donc nos regards vers l'Allemagne.

Les mains des ouvrières et ouvriers allemands produisent chaque année dans l'agriculture et l'industrie une énorme quantité de biens de consommation de toutes sortes. Tous ces biens sont-ils produits pour la propre consommation de la population du Reich allemand ? Nous savons qu'une partie très importante et chaque année plus grande des produits allemands est exportée pour d'autres peuples, vers d'autres pays et d'autres continents. Les produits sidérurgiques allemands vont vers divers pays voisins d'Europe et aussi vers l'Amérique du Sud et l'Australie : le cuir et les objets en cuir vont vers tous les États européens ; les objets en verre, le sucre, les gants vont vers l'Angleterre ; les fourrures vers la France, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie ; le colorant alizarine vers l'Angleterre, les États-Unis, l'Inde ; des scories servant d'engrais aux Pays-Bas, à l'Autriche-Hongrie ; le coke va vers la France ; la houille vers l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse ; les câbles électriques vers l'Angleterre, la Suède, la Belgique ; les jouets vers les États-Unis ; la bière allemande, l'indigo, l'aniline et d'autres colorants à base de goudron, les médicaments allemands, la cellulose, les objets en or, les bas, les étoffes et vêtements de laine et de coton, les rails de chemin de fer sont expédiés dans presque tous les pays commerçants du monde.

Mais inversement, le travail du peuple allemand dépend à chaque étape, dans sa consommation quotidienne, des produits de pays et de peuples étrangers. Notre pain est fait avec des céréales russes, notre viande provient du bétail hongrois, danois, russe ; le riz que nous consommons vient des Indes orientales ou d'Amérique du Nord ; le tabac, des Indes néerlandaises ou du Brésil ; nous recevons notre cacao d'Afrique occidentale, le poivre, de l'Inde, le saindoux, des États-Unis. le thé, de la Chine, les fruits, d'Italie, d'Espagne et des États-Unis, le café, du Brésil, d'Amérique centrale ou des Indes néerlandaises ; les extraits de viande nous proviennent d'Uruguay, les oeufs de Russie, de Hongrie et de Bulgarie ; les cigares de Cuba, les montres de Suisse, les vins mousseux de France, les peaux d'Argentine, le duvet de Chine, la soie d'Italie et de France, le lin et le chanvre de Russie, le coton des États-Unis, des Indes, d'Égypte, la laine fine d'Angleterre ; le jute des Indes ; le malt d'Autriche-Hongrie ; la graine de lin d'Argentine ; certaines sortes de houille d'Angleterre ; la lignite d'Autriche ; le salpêtre du Chili ; le bois de Quebracho ; pour son tannin, d'Argentine ; les bois de construction de Russie ; les fibres pour la vannerie, du Portugal ; le cuivre des États-Unis ; l'étain de Londres, des Indes néerlandaises ; le zinc d'Australie ; l'aluminium d'Autriche-Hongrie et du Canada ; l'amiante du Canada ; l'asphalte et le marbre d'Italie ; les pavés de Suède ; le plomb de Belgique, des États-Unis, d'Australie ; le graphite de Ceylan ; la chaux d'Amérique et d'Algérie ; l'iode du Chili, etc.

Des plus simples aliments quotidiens aux objets de luxe les plus recherchés et aux matières premières ou aux outils les plus nécessaires, la plupart proviennent directement ou indirectement, en tout ou en partie, de pays étrangers et sont le produit du travail de peuples étrangers. Pour pouvoir vivre et travailler en Allemagne, nous faisons ainsi travailler pour nous presque tous les pays, tous les peuples, tous les continents et travaillons à notre tour pour tous les pays.

Pour nous représenter les dimensions énormes de ces échanges, jetons un regard sur les statistiques officielles des importations et exportations. D'après *l'Annuaire statistique du Reich allemand* de 1914, le commerce allemand, à l'exclusion des marchandises en transit, se présentait comme suit :

L'Allemagne a importé en 1913 :

matières premières	5 262 millions de M.
produits semi-finis	1 246 millions de M.
produits finis	1 776 millions de M.
produits alimentaires	3 063 millions de M.
animaux vivants	289 millions de M.
<i>Total</i>	11 638 millions de M.

soit presque 12 milliards de marks.

La même année, l'Allemagne a exporté :

matières premières	1 720 millions de M.
produits semi-finis	1 159 millions de M.
produits finis	6 642 millions de M.
produits alimentaires	1 362 millions de M.
animaux vivants	7 millions de M.
<i>Total</i>	10 891 millions de M.

soit presque 11 milliards de marks. Ensemble, cela fait plus de 22 milliards de marks pour le commerce extérieur annuel de l'Allemagne.

Mais la situation est la même, dans une proportion moindre ou plus grande, pour les autres pays modernes, c'est-à-dire pour ceux précisément dont la vie économique est l'objet exclusif de l'économie politique. Tous ces pays produisent les uns pour les autres, en partie aussi pour les continents les plus reculés, mais utilisent aussi pour leur consommation comme pour leur production des produits de tous les continents.

Comment peut-on, face à un développement aussi énorme des échanges, tracer les limites entre l'« économie » d'un peuple et celle d'un autre peuple, parler d'autant d'« économies nationales » comme s'il s'agissait de domaines formant un tout et pouvant être considérés en eux-mêmes ?

Les échanges internationaux et leur augmentation ne sont évidemment pas une découverte qui aurait échappé aux savants bourgeois. Les statistiques officielles, publiées dans des rapports annuels, font que ces réalités relèvent du domaine public, pour tous les gens cultivés ; l'homme d'affaires, l'ouvrier d'industrie les connaissent en outre par leur vie de tous les jours. La croissance rapide du commerce mondial est aujourd'hui un fait si universellement connu et reconnu que personne ne peut plus le contester ou en douter. Mais comment ce fait est-il compris par les experts en économie politique ? Comme une relation purement extérieure, comme l'exportation de ce qu'ils appellent l' « excédent » de la production d'un pays par rapport à ses propres besoins, et l'importation qui « manquerait » à sa propre économie - relation qui ne les empêche absolument pas de continuer à parler d' « économie politique ».

C'est ainsi que par exemple le professeur *Bücher*, après nous avoir instruit en long et en large de l'« économie politique » actuelle, stade ultime et suprême dans la série des forces économiques historiques, proclame :

« C'est une erreur de croire que les facilités apportées par l'ère libérale au commerce international amèneront le déclin de la période de l'économie nationale, qui fera place à la période de l'économie mondiale. Certes, nous voyons aujourd'hui en Europe une série d'États privés d'autonomie nationale dans leur approvisionnement en biens, dans la mesure où ils sont contraints de recevoir de l'étranger d'importantes quantités de produits alimentaires, tandis que leur production industrielle a dépassé de beaucoup les besoins nationaux et fournit continuellement des excédents qui doivent trouver leur utilisation à l'étranger. Mais il ne faut pas voir dans la cohabitation de pays industriels et de pays fournissant les matières premières, dépendant les uns des autres, dans cette « division internationale du travail », un signe que l'humanité est sur le point de franchir une nouvelle étape de son évolution, étape qui s'opposerait aux précédentes sous le nom d'économie *mondiale*. Car, d'une part, aucune étape économique n'a jamais garanti la pleine satisfaction des besoins ; elles ont toutes laissé subsister certaines lacunes qu'il fallait combler de façon ou d'autre. D'autre part, cette prétendue économie mondiale n'a, jusqu'ici du moins, pas fait apparaître de phénomènes différant essentiellement de ceux de l'économie nationale et l'on peut douter qu'il en apparaisse dans un avenir prévisible. » ¹

Avec plus d'audace encore, Sombart, jeune collègue du professeur *Bücher*, déclare tout de go que nous n'entrons pas dans l'économie mondiale, mais au contraire que nous nous en éloignons toujours davantage : « J'affirme que les peuples civilisés ne sont pas aujourd'hui de plus en plus liés entre eux par des relations commerciales, mais au contraire le sont de moins en moins. L'économie nationale particulière n'est pas aujourd'hui plus intégrée au marché mondial qu'il y a cent ou cinquante ans, mais moins. Cependant, nous ne devons pas admettre que les relations commerciales internationales acquièrent une importance relativement croissante pour l'économie politique moderne. C'est l'inverse qui se produit. « Le professeur Sombart est convaincu que « les différentes économies nationales deviennent des microcosmes de plus en plus achevés et que pour toutes les industries le marché intérieur l'emporte toujours plus sur le marché mondial. » ²

¹ Bücher: «La formation de l'économie nationale» («Die Entstehung der Volkswirtschaft»), 5e éd., p. 147.

² W. Sombart: «L'économie nationale allemande au XIXe siècle», 2e éd., 1909, pp. 399-420.

Cette brillante ineptie, qui bafoue sans gêne toutes les observations courantes de la vie économique, souligne à merveille l'acharnement avec lequel messieurs les savants refusent de reconnaître l'économie mondiale comme une nouvelle phase de l'évolution de la société humaine - refus dont nous avons à prendre note pour en chercher les racines cachées.

Ainsi, parce qu'aux « étapes antérieures de l'économie », aux temps du roi Nabuchodonosor, par exemple, « certaines lacunes » de la vie économique étaient déjà comblées par l'échange, le commerce mondial actuel ne signifie rien et il faut en rester à l'« économie nationale ». Tel est l'avis du professeur *Bücher*.

Cela caractérise bien la grossièreté des conceptions historiques d'un savant dont la réputation repose justement sur sa prétendue perspicacité et sur ses profondeurs de vues en histoire économique ! Il met, sans plus, dans le même sac, au nom d'un schéma absurde, le commerce international d'étapes de l'économie et de la civilisation les plus diverses et le tout séparé par des millénaires ! Certes, il n'y a pas eu d'étapes dans la société sans échanges. Les fouilles préhistoriques les plus anciennes, les cavernes les plus grossières qui ont servi d'habitat à l'humanité « antédiluvienne », les tombes préhistoriques les plus primitives témoignent toutes d'un certain échange de produits entre contrées éloignées les unes des autres. L'échange est aussi ancien que l'histoire des civilisations humaines, il les a de tout temps accompagnées, et a été le plus grand moteur de leur progrès. Or c'est dans cette vérité générale et, par là même, tout à fait vague, que notre savant noie toutes les particularités des époques, les étapes de la civilisation, les formes économiques. Si la nuit tous les chats sont gris, dans l'obscurité de cette théorie universitaire, les formes les plus diverses de communication ne font qu'un. L'échange primitif d'une tribu indienne du Brésil qui troque à l'occasion ses masques de danse contre les arcs et les flèches d'une autre tribu ; les étincelants magasins de Babylone où s'amoncelait la splendeur des cours orientales ; le marché antique de Corinthe où se vendaient à la nouvelle lune les linons d'Orient, les poteries grecques, le papier de Tyr, les esclaves de Syrie et d'Anatolie pour des riches esclavagistes ; le commerce maritime de la Venise médiévale qui fournissait aux cours féodales et aux maisons patriciennes d'Europe les objets de luxe... et le commerce mondial capitaliste d'aujourd'hui qui étend son réseau sur l'Orient et l'Occident, sur le nord et le sud, sur tous les océans et tous les coins du monde, qui brasse bon an mal an des masses énormes - depuis le pain quotidien et l'allumette du mendiant jusqu'à l'objet d'art le plus recherché du riche amateur, du plus simple produit de la terre jusqu'à l'outil le plus compliqué, sorti des mains de l'ouvrier, source de toute richesse, jusqu'aux outils de meurtre de la guerre - tout cela ne fait qu'un tout pour notre professeur d'économie politique : c'est le simple « remplissage » de « certaines lacunes » dans des organismes économiques autonomes ! ...

Il y a cinquante ans, *Schultze Von Delitzsch* racontait aux ouvriers allemands que chacun aujourd'hui produit d'abord pour lui-même, mais donne « en échange des produits des autres » ceux « dont il n'avait pas l'usage pour lui-même ». *Lassalle* a répondu de manière catégorique à ce non-sens :

« Monsieur Schultze ! N'avez-vous donc aucune idée de la réalité du travail social d'aujourd'hui ? N'êtes-vous donc jamais sorti de Bitterfeld et de Delitzsch ? Dans quel siècle médiéval vivez-vous encore avec toutes vos conceptions ? « ... Ignorez-vous donc complètement que le travail social *d'aujourd'hui a justement ceci de caractéristique* que chacun ne produit *pas* pour lui-même ? Ignorez-vous donc *complètement*

qu'il en est *nécessairement* ainsi depuis la grande industrie, qu'en cela réside aujourd'hui la *forme et l'essence* du travail et que si l'on ne *s'en tient* pas rigoureusement à ce *point*, on ne peut pas comprendre un seul aspect de la situation économique actuelle, un seul des phénomènes économiques actuels ?

« D'après vous, Monsieur Leonor Reichenheim, de WüsteGiersdorf, produit d'abord le fil de coton dont il a lui-même besoin. Il échange l'excédent que ses filles ne peuvent plus transformer en bas et en chemises de nuit.

« Monsieur Borsig produit d'abord des machines pour ses besoins familiaux. Puis il vend les machines en excédent.

« Les magasins d'articles de deuil travaillent d'abord en prévision de décès dans leur propre famille. Et ceux-ci étant trop rares, ils échangent ce qui leur reste.

« Monsieur Wolff, propriétaire du bureau local des télégraphes, reçoit d'abord les dépêches servant à sa propre information et pour sa propre satisfaction. Ce qui reste, quand il en a eu son content, il l'envoie aux agioteurs et aux rédacteurs de presse qui, en échange, mettent à son service les correspondants qu'ils ont de trop ! ...

« Le caractère distinctif du travail, dans les périodes sociales antérieures, caractère auquel il faut se tenir rigoureusement, était de produire pour les besoins locaux et de rendre ou troquer l'excédent, c'est-à-dire de pratiquer de façon prédominante *l'économie naturelle*. Or, le *caractère distinctif* et spécifique du travail dans la société moderne est que chacun produit non pas ce dont il a besoin, mais que chacun produit des *valeurs d'échange*, comme on produisait autrefois des *valeurs d'usage*.

« Et ne comprenez-vous pas, Monsieur Schultze, que c'est la forme *nécessaire*, et toujours plus répandue, du Travail dans une société où la *division du travail* a pris l'extension qu'elle a dans la société moderne ? »

Ce que *Lassalle* essaie d'expliquer ici à *Schultze* à propos de l'entreprise privée capitaliste, s'applique chaque jour davantage aujourd'hui au mode d'économie des pays capitalistes aussi évolués que l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis, sur les traces desquels les autres pays s'engagent les uns après les autres. Et la façon dont le juge progressiste de Bitterfeld cherchait à tromper les ouvriers, était beaucoup plus naïve mais n'était pas plus grossière que la controverse d'un *Bücher* ou d'un *Sombart* sur le concept de l'économie mondiale.

Le professeur allemand, fonctionnaire ponctuel, aime avoir de l'ordre dans son domaine. Par amour de l'ordre, il range le monde, bien proprement, dans les compartiments d'un schéma scientifique. Et tout comme il dispose ses livres sur les rayons de sa bibliothèque, il répartit les pays sur deux rayons : ici, les pays qui produisent des biens industriels et en ont « un excédent » ; là, les pays qui pratiquent l'agriculture et l'élevage et dont les matières premières manquent aux autres pays. La naît, et là-dessus repose, le commerce international.

L'Allemagne est un des pays les plus industrialisés du monde. D'après ce schéma, elle devrait avoir les échanges les plus actifs avec un grand pays agricole comme la Russie. Comment se fait-il que les échanges commerciaux les plus importants de l'Allemagne se fassent avec deux autres pays industrialisés, les États-Unis d'Amérique

du Nord et l'Angleterre⁹ En effet, les échanges de l'Allemagne avec les États-Unis en 1913 se sont montés à 2,4 milliards de marks, ceux avec l'Angleterre à 2,3 milliards de marks ; la Russie ne vient qu'au troisième rang. Et, particulièrement en ce qui concerne les exportations, le premier État industriel du monde est aussi le plus grand acheteur vis-à-vis de l'industrie allemande : en important annuellement 1,4 milliard de marks de marchandises allemandes, l'Angleterre vient largement en tête des autres pays. Et l'Empire britannique absorbe un cinquième des exportations allemandes. Que pense de ce phénomène remarquable le docte professeur ?

D'un côté un État industriel, de l'autre un État agraire, telle est l'ossature rigide des relations économiques mondiales à partir de laquelle opèrent le professeur *Bûcher* et la plupart de ses collègues. Or, dans les années 60, l'Allemagne était un État agraire ; elle exportait l'excédent de ses produits agricoles et devait s'approvisionner en biens industriels les plus indispensables auprès de l'Angleterre. Depuis lors, elle est devenue elle-même un État industriel et le plus puissant rival de l'Angleterre. Les États-Unis d'Amérique sont en train de franchir en un délai encore plus bref la même étape que l'Allemagne des années 70 et 80. Ils sont encore, avec la Russie, le Canada, l'Australie et la Roumanie, l'un des plus grands pays producteurs de blé du monde ; aux dernières statistiques (de 1900) 36 % de la population était encore occupée par les travaux agricoles. Mais en même temps l'industrie des États-Unis progresse avec une rapidité sans exemple et devient une dangereuse rivale des industries anglaise et allemande. Nous mettons au concours, pour une éminente faculté d'économie politique, la question suivante : Faut-il, dans le schéma du professeur *Bûcher*, classer les États-Unis dans la rubrique des États agricoles ou dans la rubrique des États industriels ? La Russie aussi s'engage lentement dans la même voie et, dès qu'elle se sera débarrassée de structures étatiques anachroniques, son immense population et ses inépuisables richesses naturelles lui feront rattraper le retard avec des bottes de sept lieues, pour égaler, voire dépasser peut-être, de notre vivant encore, la puissance industrielle de l'Allemagne, de l'Angleterre et des États-Unis. Le monde n'a donc pas, comme le déclare la sagesse professorale, une ossature rigide ; il se meut, il vit, il change. La polarité entre industrie et agriculture, d'où naîtraient les échanges internationaux, est elle-même un élément fluide qui est de plus en plus repoussé à la périphérie du monde civilisé moderne. Mais que devient entre temps le commerce au sein de ce monde civilisé ? Selon la théorie du professeur *Bûcher*, il devrait être de plus en plus réduit. Au lieu de cela - ô miracle - il prend de plus en plus d'ampleur entre pays industriels.

Rien de plus instructif que le tableau offert par l'évolution de notre monde économique moderne depuis un quart de siècle. Bien que nous assistions depuis 1880 à une véritable orgie de protection douanière, c'est-à-dire que les « économies nationales » se ferment artificiellement les unes aux autres, dans tous les pays industriels et grands États d'Europe, le développement du commerce mondial, dans le même temps, non seulement ne s'est pas arrêté, mais a pris un cours vertigineux. Même un aveugle peut voir l'étroite liaison entre industrialisation croissante et commerce mondial, en observant les trois pays pilotes, l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis.

Le charbon et le fer sont l'âme de l'industrie moderne.

Or l'extraction de charbon est passée entre 1855 et 1910 :

en Angleterre	de	162	à	269	millions de tonnes
en Allemagne	de	74	à	222	millions de tonnes
aux États-Unis	de	101	à	455	millions de tonnes

Dans le même temps, la production de fonte brute est passée :

en Angleterre	de	7,5	à	10,2	millions de tonnes
en Allemagne	de	3,7	à	14,8	millions de tonnes
aux États-Unis	de	4,1	à	27,7	millions de tonnes

Et le commerce extérieur annuel (importation et exportation) passait entre 1855 et 1912 :

en Angleterre	de	13	à	27,4	milliards de marks
en Allemagne	de	6,2	à	21,3	milliards de marks
aux États-Unis	de	5,5	à	16,2	milliards de marks

Si l'on prend l'ensemble du commerce extérieur (importation et exportation) de *tous* les pays importants du globe, il est passé de 105 milliards de marks en 1904 à 165 milliards de marks en 1912. Soit une augmentation de 57 % en huit ans ! En vérité, c'est un rythme d'évolution économique sans exemple dans toute l'histoire mondiale jusqu'ici ! « Les morts vont vite. » L'« économie nationale » capitaliste semble être pressée d'épuiser ses capacités d'existence, de raccourcir son sursis. Que dit de tout cela le schéma professoral avec son opposition grossière entre États industriels et États agraires ?

Il y a cependant bien d'autres énigmes du même genre dans la vie économique moderne. Examinons d'un peu plus près le tableau des importations et exportations allemandes, au lieu de nous contenter des sommes globales de marchandises échangées ou des grandes catégories générales ; passons en revue les genres les plus importants de marchandises du commerce allemand.

En 1913, l'Allemagne a :

importé			exporté		
	millions de M.			millions de M.	
du coton brut	pour	607	des machines	pour	680
du blé	pour	417	quincaillerie	pour	652
de la laine	pour	413	houille	pour	516
de l'orge	pour	390	cotonnades	pour	446
du cuivre brut	pour	335	lainages	pour	271
des peaux	pour	322	papier et ses produits	pour	263
du minerai de fer	pour	227	fournitures brutes	pour	225
de la houille	pour	204	fer en barres	pour	205
des oeufs	pour	194	soieries	pour	202
des fournitures brutes	pour	188	coke	pour	147
du salpêtre chilien	pour	172	produits d'aniline et autres à base de goudron	pour	142
de la soie brute	pour	158	vêtements	pour	132
du caoutchouc	pour	147	objets en cuivre	pour	130
bois de conifère scié	pour	135			
fil de coton	pour	116	empeignes	pour	114
fil de laine	pour	108	objets en cuir	pour	114
bois de conifère brut	pour	97	tôle d'acier	pour	102
			jouets	pour	103
peaux de veau	pour	95	fil de laine	pour	91
jute	pour	94	tube d'acier	pour	84
machines	pour	80	peaux (bovins)	pour	81
peaux (agneau, chèvre)	pour	73	fil d'acier	pour	76
cotonnades	pour	72	rails de chemin de fer, etc.	pour	73
lignite	pour	69	fonte	pour	65
laine cardée	pour	61	lainages	pour	43
			fil de coton	pour	61
			objets en caoutchouc	pour	57

Deux faits frappent immédiatement l'observateur même superficiel. Le premier est que la même catégorie de marchandises figure plusieurs fois dans les deux colonnes, quoique pour des quantités différentes. L'Allemagne exporte une impressionnante quantité de machines, mais elle en importe également pour la somme non négligeable de 80 millions de marks. De même, on exporte d'Allemagne de la houille, mais en même temps on importe de la houille étrangère. Il en est de même pour les cotonnades, le fil de laine, les lainages, de même aussi pour les peaux et fournitures et pour beaucoup d'autres marchandises qui ne figurent pas dans ce tableau. Du point de vue simpliste de l'opposition entre industrie et agriculture qui, telle la lampe merveilleuse d'Aladin, permet à notre professeur d'économie politique d'éclaircir tous les mystères du commerce mondial moderne, cette remarquable dualité est tout à fait incompréhensible ; elle fait même l'effet d'une totale absurdité. Mais quoi ? l'Allemagne a-t-elle un « excédent au-delà de ses propres besoins » en machines, ou a-t-elle « certaines lacunes » ? Et qu'en est-il pour la houille et pour les cotonnades ? Et pour les peaux ? Et pour cent autres choses ! Ou comment une « économie nationale » aurait-elle simultanément, et pour les mêmes produits, continuellement un éventuel « excé-

dent » et « certaines lacunes » ? La lampe d'Aladin vacille. Manifestement, le fait observé ne peut s'expliquer que si nous admettons qu'il existe entre l'Allemagne et les autres pays des relations économiques complexes et poussées, une division du travail aux ramifications nombreuses et subtiles en fonction de laquelle certaines espèces des mêmes produits sont commandées en Allemagne pour l'étranger et d'autres à l'étranger pour l'Allemagne, suscitant un va-et-vient quotidien où chaque pays n'est qu'un élément organique dans un ensemble plus vaste.

Un autre fait doit frapper à première vue dans ce tableau : importation et exportation n'y apparaissent pas comme deux phénomènes séparés s'expliquant, ici par les « lacunes », là par les « excédents » de l'économie du pays ; ce sont bien plutôt des phénomènes étroitement liés entre eux par des liens de cause à effet. Les énormes importations allemandes de coton ne s'expliquent évidemment pas par les besoins propres de la population, elles permettent les importantes exportations allemandes d'étoffes et de vêtements de coton. Un rapport semblable existe entre les importations de laine et les exportations de lainages, entre les importations de minerais étrangers et les exportations de marchandises de toutes sortes en acier, et il en est de même à chaque pas. L'Allemagne importe donc pour pouvoir exporter. Elle se crée artificiellement « certaines lacunes », pour transformer ensuite ces lacunes en autant d' « excédent ». Le « microcosme » allemand apparaît ainsi dès l'abord comme une parcelle d'un tout plus grand, comme un atelier du monde.

Examinons de plus près ce « microcosme » dans son autonomie « toujours plus parfaite ». Imaginons que quelque catastrophe sociale ou politique ait réellement coupé l'« économie nationale » allemande du reste du monde, qu'elle en soit réduite à vivre sur elle-même. Quelle image s'offrirait alors à notre regard ?

Commençons par le pain quotidien. La productivité du sol est, en Allemagne, deux fois ce qu'elle est aux États-Unis ; elle n'est dépassée dans le monde que par les pays de culture intensive, la Belgique, l'Irlande et les Pays-Bas. Il y a 50 ans, avec une agriculture beaucoup moins évoluée, l'Allemagne faisait partie des greniers à blé de l'Europe et nourrissait les autres pays avec son excédent. Aujourd'hui, le sol allemand, malgré sa productivité, est loin de suffire à nourrir sa propre population et son propre bétail ; un sixième des produits alimentaires doit être importé. Autrement dit, si l'on coupe l'« économie nationale » allemande du reste du monde, un sixième de la population allemande, soit plus de 11 millions d'Allemands, serait privé de vivres !

Le peuple allemand consomme annuellement pour 220 millions de marks de café, pour 67 millions de marks de cacao, pour 8 millions de marks de thé, pour 61 millions de marks de riz ; il absorbe pour environ une douzaine de millions d'épices diverses et pour 134 millions de marks de feuilles de tabac étranger. Tous ces produits sans lesquels le plus pauvre d'entre nous ne peut vivre aujourd'hui, qui font partie de nos habitudes quotidiennes et de notre niveau de vie, ne sont pas (ou peu, comme pour le tabac) produits en Allemagne, pour des raisons de climat. Que l'on coupe l'Allemagne du reste du monde et le niveau de vie du peuple allemand, qui correspond à sa civilisation actuelle, s'effondre.

Après la nourriture viennent les vêtements. Le linge de corps et l'ensemble de l'habillement des larges masses sont aujourd'hui presque exclusivement en coton, le linge de la bourgeoisie aisée est en lin, leurs vêtements, de laine fine et de soie. Or, l'Allemagne ne produit ni coton ni soie, ni non plus ce textile très important qu'est le

jute, pas plus que la laine fine, dont l'Angleterre a le monopole mondial ; il y a en Allemagne un grand déficit en chanvre et en lin. Que l'on coupe l'Allemagne du reste du monde, qu'on la prive des matières et des débouchés étrangers, et toutes les couches du peuple allemand sont privées de leur habillement le plus indispensable ; l'industrie textile allemande qui, avec l'industrie du vêtement, nourrit aujourd'hui 1400 000 travailleurs et travailleuses, adultes et jeunes, est ruinée.

Allons plus loin. Ce qu'on appelle l'industrie lourde, la production de machines et la transformation des métaux, constitue l'armature de la grande industrie d'aujourd'hui ; mais l'armature de cette industrie lourde, c'est le minerai. L'Allemagne consomme annuellement (en 1913) environ 17 millions de tonnes de fonte. Elle en produit elle-même également 17 millions. A première vue, on pourrait penser que l'« économie nationale » allemande couvre ainsi ses propres besoins en fer. Mais la fonte se fabrique à partir du minerai de fer. Or, l'Allemagne n'en extrait qu'environ 27 millions de tonnes pour une valeur de plus de 110 millions de marks, tandis que 12 millions de tonnes de minerai de plus haute qualité, qui représentent plus de 200 millions de marks et sont indispensables à la sidérurgie allemande, viennent de Suède, de France et d'Espagne.

Nous nous trouvons à peu près dans la même situation pour les autres métaux. L'Allemagne consomme annuellement 220 000 tonnes de zinc, elle en produit elle-même 270 000 tonnes dont elle exporte 100 000 tonnes, tandis que plus de 50 000 tonnes de zinc étranger doivent permettre de couvrir les besoins du pays. Le minerai de zinc lui aussi n'est extrait que partiellement en Allemagne : un demi-million de tonnes, représentant une valeur de 50 millions de marks. 300 000 tonnes de minerai de plus haute qualité, représentant 40 millions de marks, doivent être importées. L'Allemagne importe 94 000 tonnes de plomb raffiné et 123 000 tonnes de minerai de plomb. Enfin, en ce qui concerne le cuivre, en consommant annuellement 241 000 tonnes, l'Allemagne doit en importer ¹ 206 000 tonnes. L'étain, lui, vient entièrement de l'extérieur. Que l'on coupe l'Allemagne du reste du monde, et avec cet apport de métaux de grande qualité, avec ces débouchés étrangers pour les produits d'acier et les machines d'Allemagne, disparaissent les fondements de l'industrie allemande de transformation des métaux qui emploie 662 000 travailleurs, et l'industrie des machines qui fait vivre 1 130 000 ouvriers et ouvrières s'effondrerait aussi. D'autres branches de l'industrie qui tirent des précédentes leurs matières premières et leurs outils et celles qui leur fournissent matières premières et matières annexes, les mines en particulier, enfin celles qui produisent des vivres pour les puissantes armées ouvrières de ces industries disparaîtraient.

Mentionnons encore *l'industrie chimique* avec ses 168 000 travailleurs, qui produit pour le monde entier. Mentionnons *l'industrie du bois* qui emploie aujourd'hui 450 000 travailleurs et qui, sans les bois étrangers, devrait arrêter sa production. Mentionnons *l'industrie du cuir* qui, avec ses 117 000 travailleurs, serait paralysée sans les peaux étrangères et ses grands débouchés à l'étranger. Mentionnons *l'or* et *l'argent*, matériaux de la monnaie, et comme tels base indispensable de toute la vie économique actuelle, mais qui ne sont pratiquement pas produits en Allemagne. Représentons-nous tout cela de façon vivante, et posons-nous ensuite la question : qu'est-ce que l'« économie nationale » allemande ? Autrement dit, à supposer que l'Allemagne soit réellement et durablement coupée dit reste du monde et que son économie doive se suffire à elle-même, qu'advierait-il de la vie économique

¹ Dans le manuscrit : exporter.

actuelle et par là même de toute la civilisation allemande d'aujourd'hui ? La production s'effondrerait, secteur après secteur, l'un entraînant l'autre, une énorme masse prolétarienne serait inoccupée, toute la population serait privée de la nourriture la plus indispensable et de vêtements, le commerce serait privé de sa base, les métaux précieux, et toute l'« économie nationale » ne serait qu'un amas de ruines. Voilà ce qu'il en est de « certaines lacunes » dans la vie économique allemande et du « microcosme toujours plus parfait » qui plane dans l'éther azuré de la théorie professorale.

Halte ! Et la guerre mondiale de 1914, la grande mise à l'épreuve de l'« économie nationale » ? N'a-t-elle pas donné brillamment raison aux *Bûcher* et aux *Sombart* ? N'a-t-elle pas montré au monde envieux que le « microcosme » allemand peut parfaitement subsister, fort et vigoureux, dans un isolement hermétique par rapport au Commerce mondial, grâce à son organisation étatique rigoureuse et à son haut rendement ? L'alimentation de la population n'a-t-elle pas été pleinement suffisante, sans recours à l'agriculture étrangère ? Et les rouages de l'industrie n'ont-ils pas continué à tourner allègrement sans apport de l'étranger ni débouchés extérieurs ?

Examinons les faits. D'abord le ravitaillement. L'agriculture allemande était loin d'y pourvoir seule. Plusieurs millions d'adultes, appartenant à l'armée, ont été entretenus pendant presque toute la durée de la guerre par des pays étrangers : par la Belgique, le nord de la France, et en partie par la Pologne et la Lituanie. L'« économie nationale » s'est donc trouvée, pour le ravitaillement du peuple allemand, agrandie de toute la surface des régions occupées de Belgique et du nord de la France et, dans la deuxième année de la guerre, de la partie occidentale de l'Empire russe, dont les produits agricoles couvraient pour une importante proportion l'absence d'importations. La contre-partie en était l'effrayante sous-alimentation des populations de ces régions occupées, secourues à leur tour - comme par exemple la Belgique - par l'aide américaine en produits agricoles. Le deuxième aspect complémentaire, c'était, en Allemagne, le renchérissement de tous les produits alimentaires de 100 à 200 % et la terrible sous-alimentation des plus larges couches de la population.

Et les rouages de l'industrie ? Comment ont-ils pu rester en mouvement sans l'apport en matières premières et autres moyens de production venant de l'étranger et dont nous avons vu l'énorme importance ? Comment un tel miracle a-t-il pu se produire ? Le mystère s'explique de la façon la plus simple et sans aucun miracle. L'industrie n'a pu rester en activité que parce qu'elle a constamment été alimentée en matières premières étrangères indispensables, et ceci par trois canaux : premièrement, par les grands stocks de coton, de laine, de cuivre sous différentes formes que l'Allemagne possédait déjà et n'avait qu'à faire sortir de leurs cachettes; deuxièmement, par les stocks qu'elle a réquisitionnés dans les Pays occupés, en Belgique, dans le nord de la France, et en partie en Lituanie et en Pologne, et utilisés pour sa propre industrie ; troisièmement, par les importations de l'étranger qui, par l'intermédiaire de pays neutres et du Luxembourg, n'ont pas cessé durant toute la guerre. Si l'on ajoute que d'énormes stocks de métaux précieux étrangers, condition indispensable de toute cette « économie de guerre », se trouvaient accumulés dans les banques allemandes, il apparaît que l'isolement hermétique de l'industrie et du commerce allemands est une légende, tout comme l'alimentation suffisante de la population allemande par l'agriculture du pays, et que la prétendue autosuffisance du « microcosme » allemand pendant la guerre mondiale repose sur des contes de bonne femme.

Quant aux débouchés de l'industrie allemande, si importants dans toutes les régions du monde, comme nous l'avons constaté, ils ont été remplacés pendant la

durée de la guerre par les besoins de guerre de l'État allemand lui-même. En d'autres termes, les branches industrielles les plus importantes, les industries des métaux, des textiles, du cuir, des produits chimiques, avaient été converties en industries livrant exclusivement pour l'armée. Comme le coût de la guerre était à la charge des contribuables allemands, cette conversion de l'industrie en industrie de guerre signifiait que l'« économie nationale » allemande, au lieu d'envoyer une grande partie de ses produits à l'étranger pour les échanger, les abandonnait à la destruction continuelle, mais ces pertes, par l'intermédiaire du système de crédit public, grevaient pour des décennies les résultats futurs de l'économie.

Si l'on résume le tout, il est clair que la merveilleuse prospérité du « microcosme » pendant la guerre représentait à tous égards une expérience dont il faut seulement se demander combien de temps elle pouvait être prolongée sans que l'édifice artificiel s'effondre comme un château de cartes.

Jetons encore un regard maintenant sur un phénomène remarquable. Si l'on considère les chiffres globaux du commerce extérieur allemand, on est frappé par la nette supériorité des importations sur les exportations : les premières se montaient en 1913 à 11,6 milliards de marks, les secondes à 10,9 milliards. Et 1913 ne constitue pas une exception, le même rapport se vérifie sur une longue série d'années. Il en est de même pour la Grande-Bretagne qui, en 1913, a importé pour 13 milliards de marks et exporté pour 10 milliards de marks. La situation est la même en France, en Belgique, aux Pays-Bas. Comment un tel phénomène est-il possible ? Le professeur *Bücher* ne veut-il pas nous apporter la lumière de sa théorie de l'« excédent par rapport aux propres besoins » et de « certaines lacunes » ?

Si les relations économiques entre les différentes « économies nationales » se réduisent, comme nous l'enseigne le professeur, à ce que les « économies nationales » se passent leurs « excédents » comme au temps de Nabuchodonosor, si le simple échange de marchandises est le seul pont traversant l'éther bleu qui isole les uns des autres ces « microcosmes », il est clair qu'un pays ne peut importer que tout juste autant qu'il exporte. Car, dans le simple échange marchand, la monnaie n'est qu'un intermédiaire, chacun paie la marchandise étrangère en dernière analyse avec sa propre marchandise. Comment une « économie nationale » peut-elle donc réaliser cet exploit d'importer de façon permanente plus qu'elle n'exporte de son propre « excédent » ? Peut-être le professeur va-t-il s'écrier en nous raillant : Mais la solution est la plus simple du monde ! Le pays importateur n'a qu'à couvrir l'excédent de ses importations sur ses exportations en argent liquide. Mais pardon ! Jeter ainsi, bon an mal an, dans le gouffre de son commerce extérieur une quantité importante d'argent liquide, c'est un luxe que pourrait se permettre à la rigueur un pays dont le sous-sol serait riche en or et en argent, ce qui n'est le cas ni de l'Allemagne, ni de la France, ni de la Belgique ni des Pays-Bas. De plus, nous avons - ô miracle ! - une autre surprise : l'Allemagne n'importe pas seulement plus de marchandises, mais plus de monnaie qu'elle n'en exporte ! Les importations allemandes en or et en argent se sont ainsi montées en 1913 à 441,3 millions de marks, tandis que les exportations étaient de 102,8 millions de marks, et la proportion est à peu près la même depuis des années. Que dit de ce mystère le professeur *Bücher* avec ses « excédents » et ses « lacunes » ? La lampe merveilleuse vacille tristement.

Nous commençons à pressentir que, derrière ces mystères du commerce mondial, il doit y avoir entre les différentes « économies nationales » des relations économiques d'un tout autre genre que de simples échanges marchands. Manifestement,

seul un pays qui aurait, par exemple, des droits économiques sur d'autres pourrait de façon permanente recevoir d'eux plus de produits qu'il ne leur en donne lui-même. Ces droits n'ont rien à voir avec des échanges entre partenaires égaux. De tels droits et relations de dépendance existent effectivement entre les pays, bien que les théories professorales les ignorent. Les relations de ce que l'on appelle la métropole avec ses colonies représentent de telles relations de dépendance, sous leur forme la plus simple. La Grande-Bretagne lève annuellement, sous des formes diverses, un tribut de plus d'un milliard de marks aux Indes britanniques. Et les exportations des Indes dépassent de 1,2 milliard par an ces importations. Cet « excédent » n'est que l'expression économique de l'exploitation coloniale des Indes par le capitalisme anglais - que les marchandises soient directement destinées à la Grande-Bretagne ou que les Indes les exportent ailleurs pour pouvoir verser leur tribut à l'exploiteur anglais. Il y a d'autres relations de dépendance qui ne sont pas fondées sur l'oppression politique ¹. Les exportations annuelles de la Russie dépassent d'un milliard de marks ses importations de marchandises. Est-ce le grand « excédent » des produits du sol sur les besoins de l'économie nationale qui draine annuellement ce puissant courant de marchandises hors de l'Empire russe ? On sait cependant que le moujik russe, dont le blé part ainsi pour l'étranger, souffre du scorbut par suite de sous-alimentation et mange du pain où l'on a ajouté de l'écorce d'arbre. L'exportation massive de céréales, commandée par un système financier et fiscal approprié à l'intérieur, est en fait une nécessité vitale pour l'État russe, afin de faire face aux obligations nées d'emprunts étrangers.

Depuis la crise de la guerre de Crimée et sa modernisation par des réformes, l'appareil d'État russe ne se maintient pour une bonne part que grâce aux capitaux étrangers, essentiellement français. Pour payer les intérêts de ces capitaux français, la Russie doit vendre chaque année des masses de blé, de bois, de lin, de chanvre, de bétail et de volailles à l'Angleterre, à l'Allemagne, aux Pays-Bas. L'énorme excédent des exportations russes représente ainsi le tribut du débiteur à son créancier, situation à laquelle correspond pour la France un large excédent en importations. Mais en Russie même, l'enchaînement des relations économiques va plus loin.

Les capitaux français servent principalement depuis des décennies à deux buts : la construction de chemins de fer avec garantie de l'État et les dépenses militaires. Pour répondre à ces deux buts, une grande industrie puissante est née en Russie depuis les années 70 - à l'abri d'un système de protections douanières renforcées. Le capital français a fait surgir en Russie un jeune capitalisme qui a besoin à son tour d'être constamment soutenu par d'importantes importations de machines et autres moyens de production en provenance des pays industriels pilotes, l'Angleterre et l'Allemagne. Il se tisse ainsi entre la Russie, la France, l'Allemagne et l'Angleterre des relations économiques, dont l'échange de marchandises n'est que la conclusion logique.

Cela n'épuise pas la diversité des relations économiques entre pays. Un pays comme la Turquie ou comme la Chine soumet une nouvelle énigme au schéma professoral : ces pays ont, à l'inverse de la Russie, et à l'instar de l'Allemagne et de la France, des importations largement excédentaires, certaines années elles représentent près du double des exportations. Comment la Turquie ou la Chine peuvent-elles se permettre le luxe de remplir si largement les « lacunes » de leur « économie natio-

¹ Note marginale de R. L. : arrière-plan en Inde: l'«économie nationale» de la commune *paysanne s'effondre*. Industrie... Les chiffres muets des importations et exportations parlent un langage saisissant...

nale ». alors qu'elles ne sont pas en mesure de céder les « excédents » correspondants ? Les puissances d'Europe occidentale font-elles, par charité chrétienne, bon an mal an, cadeau au Croissant ou à l'Empire céleste de plusieurs centaines de millions de marks de marchandises utiles en tous genres ? Tout le monde sait, au contraire, que la Turquie comme la Chine sont entre les griffes de l'usurier européen et doivent payer en intérêts d'énormes tributs aux banques anglaises, allemandes et françaises. D'après l'exemple russe, la Turquie et la Chine devraient donc avoir un excédent d'exportations en produits agricoles, pour pouvoir payer leurs intérêts à leurs bienfaiteurs d'Europe occidentale. Mais, en Turquie comme en Chine, l'« économie nationale » est fondamentalement différente de ce qu'elle est en Russie. Les emprunts étrangers servent certes également pour l'essentiel à la construction de chemins de fer, d'installations portuaires et aux dépenses militaires. Mais la Turquie n'a pratiquement pas d'industrie propre et n'en peut faire surgir subitement à partir d'une économie paysanne naturelle et médiévale, avec ses méthodes primitives de culture et ses dîmes. Sous des formes différentes, la situation est à peu près semblable en Chine. C'est pourquoi non seulement tous les besoins de la population en produits industriels, mais aussi tout ce qui est nécessaire aux moyens de communication et à l'équipement de l'armée et de la flotte, doit être importé d'Europe occidentale et la réalisation doit être prise en charge sur place par des entrepreneurs, des techniciens et des ingénieurs européens.

Souvent même, les prêts ne sont accordés qu'en liaison avec de telles livraisons. Le capital bancaire allemand et autrichien n'accorde, par exemple, un prêt à la Chine qu'à condition qu'elle commande des armements pour une somme déterminée aux usines Skoda et à Krupp ; d'autres prêts sont liés à des concessions pour la construction de chemins de fer. Ainsi les capitaux européens ne s'en vont-ils en Turquie ou en Chine le plus souvent que sous la forme de marchandises (armements) ou de capital industriel en nature, sous la forme de machines, d'acier, etc. Ces marchandises ne s'écoulent pas pour être échangées, mais pour produire du profit. Les intérêts de ces capitaux et les autres profits sont extorqués aux paysans turcs ou chinois par les capitalistes européens à l'aide d'un système fiscal approprié sous contrôle financier européen. Derrière les chiffres nus des importations turques ou chinoises excédentaires et des exportations européennes correspondantes se dissimulent donc de singulières relations entre le riche Occident capitaliste et l'Orient pauvre et retardataire que celui-là pressure en l'équipant des plus modernes et des plus puissants moyens de communication et installations militaires... tout en ruinant, en même temps, la vieille « économie nationale » paysanne.

Avec les États-Unis, nous nous trouvons encore devant un autre cas. Ici, comme en Russie, les exportations l'emportent largement sur les importations : celles-ci étaient pour 1913 de 7,4 milliards, celles-là de 10,2 milliards de marks. Les causes de ce phénomène ne sont pas du tout les mêmes qu'en Russie. Certes, les États-Unis absorbent aussi d'énormes quantités de capitaux européens. Dès le début du XIXe siècle, la Bourse de Londres accumule d'énormes quantités d'actions et de titres d'emprunts américains. La spéculation sur les titres et papiers américains a, jusque dans les années 1860, indiqué, comme un thermomètre, l'approche des grandes crises commerciales et industrielles anglaises. Depuis lors l'afflux de capitaux anglais aux États-Unis n'a pas cessé.

Ces capitaux partent sous forme de prêts aux villes et aux sociétés privées, mais surtout sous forme de capitaux industriels : soit que l'on achète à la Bourse de

Londres des titres de chemin de fer ou de l'industrie américaine, soit que des cartels industriels anglais fondent aux États-Unis leurs propres filiales pour déjouer les barrières douanières, ou qu'ils s'approprient des entreprises américaines par l'achat d'actions, pour se débarrasser de leur concurrence sur le marché mondial. Car les États-Unis possèdent aujourd'hui une grande industrie hautement développée qui progresse rapidement et exporte déjà elle-même en quantité croissante du capital industriel - machines, charbon - au Canada, au Mexique et dans d'autres pays d'Amérique centrale et du Sud, tandis que le capital financier européen continue à affluer chez eux. Les États-Unis combinent ainsi d'énormes exportations en produits bruts - coton, cuivre, céréales, bois, pétrole - vers les vieux pays capitalistes avec des exportations industrielles croissantes vers les jeunes pays en voie d'industrialisation. Ce qui se reflète dans le grand excédent des exportations des États-Unis, c'est ce stade original de transition d'un pays agraire recevant des capitaux à un pays industriel exportant des capitaux ; c'est le rôle d'intermédiaire entre la vieille Europe capitaliste et le jeune continent américain retardataire.

Si l'on embrasse l'ensemble de cette grande migration de capitaux quittant les vieux pays industriels pour les jeunes pays industriels et le retour correspondant des revenus de ces capitaux qui affluent annuellement comme tribut des pays jeunes aux vieux pays, il en ressort trois grands courants principaux. D'après des estimations de 1906, l'Angleterre, à cette époque déjà, avait investi dans ses colonies et à l'étranger 54 milliards de marks qui lui rapportaient annuellement 2,8 milliards de marks en intérêts. Le capital français à l'étranger se montait à la même époque à 32 milliards de marks qui rapportaient annuellement au moins 1,3 milliard de marks. L'Allemagne, enfin, avait déjà investi à l'étranger, il y a dix ans, 26 milliards de marks qui lui rapportaient annuellement environ 1,24 milliard de marks. Depuis lors, ces investissements et leurs revenus ont rapidement augmenté. Cependant, les grands courants principaux se divisent à la fin en courants moins larges. De même que les États-Unis propagent le capitalisme sur le continent américain, la Russie elle-même - encore entièrement alimentée par les capitaux français, par l'industrie anglaise et allemande - introduit déjà des capitaux et des produits industriels sur ses arrières : en Chine, en Perse, en Asie centrale ; elle participe à la construction de chemins de fer en Chine, etc.

Derrière les arides hiéroglyphes du commerce mondial, nous découvrons ainsi tout un réseau de connexions économiques qui n'ont rien à voir avec le simple échange de marchandises, seule réalité pour la science professorale.

Nous découvrons que la distinction du savant *Bûcher*, entre pays à production industrielle et pays fournissant des produits bruts, n'est elle-même qu'un produit brut du schématisme professoral. Les parfums, les cotonnades et les machines sont tous également des produits fabriqués. Les exportations françaises de parfums prouvent seulement que la France est le pays de production du luxe pour la mince couche de la riche bourgeoisie mondiale ; les exportations japonaises de cotonnades prouvent que le Japon rivalise avec l'Europe occidentale pour ruiner dans tout l'Extrême-Orient la production paysanne et artisanale traditionnelle et la remplacer par le commerce de marchandises ; les exportations anglaises, allemandes, américaines de machines-outils montrent que ces trois pays introduisent eux-mêmes la grande industrie dans toutes les régions du monde.

Nous découvrons donc qu'on exporte et importe aujourd'hui une « marchandise » qui était inconnue au temps du roi Nabuchodonosor ainsi que durant toute la période

historique de l'antiquité et du Moyen Age et qui se nomme *le capital*. Cette « marchandise » ne sert pas à combler « certaines lacunes » des « économies nationales » étrangères, mais au contraire à créer des lacunes, à ouvrir des failles et des lézardes dans la maçonnerie des « économies nationales » vieilles, pour y pénétrer, y agir comme un tonneau de poudre et transformer à court ou à long terme ces « économies nationales » en amas de ruines. Avec cette « marchandise », d'autres « marchandises » encore plus remarquables se répandent en masses de quelques pays dits civilisés vers le monde entier : moyens de communication modernes, extermination totale de populations indigènes ; économie monétaire et endettement de la paysannerie ; richesse et pauvreté, prolétariat et exploitation ; insécurité de l'existence et crises, anarchie et révolutions. Les « économies nationales » européennes étendent leurs tentacules vers tous les pays et tous les peuples de la terre pour les étouffer dans le grand filet de l'exploitation capitaliste.

IV

[Retour à la table des matières](#)

Le professeur *Bûcher* ne croit-il toujours pas à une économie politique mondiale ? Non. Car après avoir examiné attentivement toutes les régions du monde et n'y avoir rien découvert, ce savant déclare : je n'y peux rien, je ne vois pas du tout de « phénomènes particuliers » « différant essentiellement » de ceux d'une économie nationale, « et l'on peut douter qu'il en apparaisse dans un avenir prévisible ».

Eh bien ! abandonnons le commerce et les statistiques commerciales et tournons-nous directement vers la vie, vers l'histoire des relations économiques modernes. Et intéressons-nous à une petite parcelle de ce tableau gigantesque et bariolé.

En 1768, *Cartwright* construit à Nottingham, en Angleterre, les premières filatures mécaniques de coton ; en 1785, il invente le métier à tisser mécanique. La première conséquence en est, en Angleterre, la disparition du tissage à la main et l'extension rapide de la fabrication mécanique. Au début du XIXe siècle, il y avait en Angleterre, d'après une estimation d'époque, environ un demi-million d'artisans tisserands ; ils sont maintenant en voie d'extinction, et vers 1860 il n'y avait plus dans tout le Royaume-Uni que quelques milliers d'artisans tisserands ; en revanche, un demi-million d'ouvriers d'usine se trouvaient embauchés dans l'industrie du coton. En 1863, le président du conseil, *Gladstone*, parle à la Chambre d'un « enivrant accroissement de richesse et de puissance » qui s'est déversé sur la bourgeoisie anglaise, sans que la classe ouvrière y ait la moindre part.

L'industrie cotonnière anglaise fait venir ses matières premières d'Amérique du Nord. Le développement des usines dans le Lancashire a fait naître de gigantesques plantations de coton dans le sud des États-Unis. On a fait venir des Noirs d'Afrique, main-d'œuvre bon marché pour un travail meurtrier dans les plantations de coton, de canne à sucre, de riz et de tabac. En Afrique, le commerce des esclaves prend une

extension sans précédent, des peuplades entières sont pourchassées à l'intérieur du « continent noir », vendues par leurs chefs, transportées par terre et par mer sur d'énormes distances pour être vendues en Amérique. On assiste à une véritable « migration des peuples » noirs. A la fin du XVIIIe siècle, il n'y avait que 697 000 Noirs en Amérique ; en 1861, il y en avait quatre millions.

L'extension colossale de la traite des Noirs et du travail des esclaves au Sud de l'Union provoqua une croisade des États du Nord contre cette atteinte abominable aux principes chrétiens. En effet, l'arrivée massive de capitaux anglais dans les années 1825-1860 avait suscité au nord des États-Unis une grande activité, tant dans la construction de chemins de fer que dans la création d'une industrie moderne, et par là même d'une bourgeoisie, adepte convaincue d'une forme plus moderne de l'exploitation : l'esclavage salarial capitaliste. Les affaires fabuleuses des planteurs du Sud dont les esclaves, en six ou sept ans mouraient à la tâche, suscitèrent, de la part des pieux puritains du Nord, une réprobation d'autant plus vive que le climat ne leur permettait pas d'ériger le même paradis dans leurs États ! C'est pourquoi, à l'instigation des États du Nord, l'esclavage fut aboli légalement en 1861 sur tout le territoire de l'Union. Les planteurs sudistes, atteints au plus profond de leurs intérêts, réagirent par la révolte ouverte. Les États du Sud firent sécession, et la guerre civile éclata.

Le ravage et la ruine économique des États du Sud fut la première conséquence de la guerre. La production et le commerce cessèrent, l'exportation de coton fut interrompue. L'industrie anglaise fut ainsi privée de matières premières et une crise terrible, qu'on a appelée la « famine du coton », éclata en Angleterre en 1863. Dans le Lancashire, 250 000 ouvriers se retrouvèrent chômeurs complets, 166 000 autres chômeurs partiels, seuls 120 000 d'entre eux trouvèrent encore un emploi à temps complet, mais à des salaires diminués de 10 à 20 pour cent. Une misère effroyable régna parmi la population du district et, dans une pétition au parlement, 50 000 ouvriers demandèrent une subvention leur permettant d'émigrer avec femmes et enfants. L'essor capitaliste naissant des États australiens appelant une main-d'œuvre abondante - les immigrants européens ayant exterminé presque complètement la population indigène - l'Australie se déclara prête à accueillir les prolétaires anglais en chômage. Cependant les industriels anglais protestèrent violemment contre la fuite de leur « machinerie vivante » dont ils pouvaient avoir à nouveau besoin quand l'industrie reprendrait son essor. On refusa aux ouvriers les moyens d'émigrer : ils durent subir jusqu'à la lie les horreurs de la crise.

La source américaine étant tarie, l'industrie anglaise cherche à se procurer ailleurs ses matières premières et dirige ses regards vers les Indes orientales. On procède fiévreusement à l'aménagement des plantations de coton et la culture vivrière qui nourrit la population depuis des millénaires et constitue la base de son existence doit, sur de grandes étendues, céder le pas devant les espoirs de profit des spéculateurs. On restreint la culture du riz et peu d'années après, en 1866, une inflation extraordinaire des cours et la famine emportent, dans le seul district d'Orissa, au nord du Bengale, plus d'un million d'hommes.

Une deuxième expérience est faite en Égypte. Pour profiter de la conjoncture née de la guerre de Sécession, le vice-roi d'Égypte, Ismaël Pacha, aménage en hâte des plantations de coton. Une véritable révolution se produit dans les rapports de propriété de la campagne égyptienne. On vole aux paysans une grande partie de leurs terres, on les déclare domaine royal et on les transforme en vastes plantations. Des

milliers de paysans sont amenés à la cravache sur les plantations pour y élever des digues, y creuser des canaux, y pousser la charrue. Mais le vice-roi s'endette encore plus auprès des banquiers anglais et français pour acquérir des charrues à vapeur et autres installations ultra-modernes en provenance d'Angleterre. Cette grandiose spéculation se termina au bout d'un an par la faillite, lorsque la paix conclue aux États-Unis fit tomber le prix du coton en quelques jours au quart de ce qu'il était auparavant. Résultat de cette ère du coton pour l'Égypte : la ruine accélérée de l'économie paysanne, l'effondrement accéléré des finances et, finalement, l'occupation accélérée de l'Égypte par l'armée anglaise.

Entre temps, l'industrie cotonnière fait de nouvelles conquêtes. La guerre de Crimée, interrompant en 1855 les exportations russes de chanvre et de lin, entraîne en Europe occidentale une grave crise dans la fabrication des textiles ; l'industrie cotonnière s'étend de plus en plus aux dépens du lin. Au même moment, en Russie, avec l'effondrement de l'ancien système pendant la guerre de Crimée, se produit un bouleversement politique : le servage est aboli, des réformes libérales sont mises en place, le libre-échange est introduit, les chemins de fer se développent rapidement. De nouveaux et immenses débouchés s'ouvrent ainsi aux produits industriels dans le vaste Empire russe et l'industrie cotonnière anglaise est la première à pénétrer sur le marché russe. Dans les années 1860 également, une série de guerres sanglantes ouvrent la Chine au commerce anglais. L'Angleterre domine le marché mondial et l'industrie cotonnière fournit la moitié de ses exportations. La période des années 1860 et 1870 est celle des affaires les plus brillantes pour les capitalistes anglais ; c'est aussi l'époque où ils sont les plus enclins à s'assurer, par de petites concessions aux ouvriers, la disposition de leurs « bras » et la « paix industrielle ». C'est dans cette période que les Trade-Unions anglaises, fileurs et tisserands de coton en tête, connaissent leurs plus importants succès ; en même temps, les traditions révolutionnaires du chartisme et les idées d'Owen s'éteignent dans le prolétariat anglais, qui se fixe dans un syndicalisme conservateur.

Bientôt pourtant les temps changent. Sur le continent, partout où l'Angleterre exportait ses cotonnades, une industrie cotonnière surgit peu à peu à son tour. Dès 1844, les révoltes de la faim des tisserands de Silésie et de Bohême annoncent la révolution de mars 1848. Dans les propres colonies de l'Angleterre, une industrie se développe. Les fabriques de coton de Bombay font bientôt concurrence aux fabriques anglaises et contribuent, dans les années 1880, à briser le monopole de l'Angleterre sur le marché mondial.

Enfin en Russie, l'essor de l'industrie cotonnière inaugure dans les années 1870 l'ère de la grande industrie et des barrières douanières. Pour déjouer ces barrières, des usines entières sont transportées avec leur personnel, de Saxe et du Vogtland, en Pologne russe où de nouveaux centres industriels, Lodz, Zgierz, surgissent avec une soudaineté californienne. Peu après 1880, l'agitation ouvrière dans le district cotonnier de Moscou-Vladimir arrache les premières lois de l'Empire russe sur la protection des ouvriers. En 1896, 60000 ouvriers des usines de coton de Pétersbourg organisent la première grève de masses en Russie. Et neuf ans plus tard, en juillet 1905, dans le troisième centre de l'industrie cotonnière, Lodz, 100 000 ouvriers, allemands en tête, dressent les premières barricades de la grande révolution russe.

Nous avons esquissé ici, à grands traits, 140 années d'histoire d'une industrie moderne, une histoire qui se déroule au travers des cinq continents, qui brasse des millions de vies humaines, qui éclate ici en crise, là en famine, s'embrase tantôt en

guerre, tantôt en révolution, et laisse partout sur son chemin des montagnes de richesses et des abîmes de misère - vaste fleuve de sueur et de sang du travail humain.

Ce sont les soubresauts de la vie, les effets à distance qui atteignent les peuples au plus profond, mais les chiffres arides des statistiques du commerce international n'en donnent pas la moindre idée.

En un siècle et demi, depuis que l'industrie moderne a fait son apparition en Angleterre, l'économie mondiale capitaliste s'est vraiment élevée sur les souffrances et les convulsions de l'humanité entière. Elle a atteint un secteur de la production après l'autre, elle s'est emparée d'un pays après l'autre. Par la vapeur et l'électricité, par le feu et l'épée, elle a pénétré dans les contrées les plus reculées, elle a fait tomber toutes les murailles de Chine et, au travers des crises mondiales et des catastrophes collectives périodiques, elle a créé la solidarité économique de l'humanité prolétarienne actuelle. Le prolétariat italien qui, chassé par le capitalisme de sa patrie, émigre en Argentine ou au Canada, y trouve un nouveau joug capitaliste tout prêt, importé des États-Unis ou d'Angleterre.

Et le prolétaire allemand qui reste chez lui et veut se nourrir honnêtement dépend pas à pas, pour le meilleur et pour le pire, du développement de la production et du commerce dans le monde entier. Trouvera-t-il ou non du travail ? Son salaire suffira-t-il pour rassasier femme et enfants ? Sera-t-il condamné plusieurs jours par semaine à des loisirs forcés ou à l'enfer du travail supplémentaire jour et nuit ? C'est une oscillation continuelle, selon la récolte de coton aux États-Unis, selon la moisson de blé en Russie, selon la découverte de nouvelles mines d'or ou de diamant en Afrique, selon les troubles révolutionnaires au Brésil, les conflits douaniers, les troubles diplomatiques et les guerres sur les cinq continents. Rien n'est plus frappant aujourd'hui, rien n'a une importance plus décisive pour la vie politique et sociale actuelle que la contradiction entre ce fondement économique commun unissant chaque jour plus solidement et plus étroitement tous les peuples en une grande totalité et la superstructure politique des États qui cherche à diviser artificiellement les peuples, par les poteaux-frontières, les barrières douanières et le militarisme, en autant de fractions étrangères et hostiles les unes aux autres.

Tout cela n'existe pas pour les *Bûcher*, *Sombart* et compagnie ! Pour eux n'existe que le « microcosme toujours plus parfait » ! Ils ne voient nulle part de « phénomènes particuliers » « différant essentiellement » de ceux d'une économie nationale ! N'est-ce pas une énigme ? Peut-on concevoir, sur tout autre terrain que celui de l'économie politique, un tel aveuglement de la part de représentants officiels de la science, face à des phénomènes dont l'abondance et la clarté crèvent les yeux de tout observateur ? Si, en tout cas, dans les sciences de la nature, un savant réputé défendait aujourd'hui publiquement la thèse selon laquelle ce n'est pas la terre qui tourne autour du soleil, mais le soleil et tous les astres qui tournent autour de la terre, s'il affirmait qu'il « ne connaît pas de phénomènes » qui contredisent « essentiellement » sa thèse, un tel savant pourrait être assuré de provoquer les rires homériques de tout le monde cultivé et d'être finalement, à l'instigation de sa famille inquiète, soumis à un examen psychiatrique.

Certes, il y a quatre siècles, non seulement des thèses semblables étaient impunément répandues, mais quiconque entreprenait d'en exposer publiquement le caractère erroné risquait de finir sur le bûcher. A cette époque, il était d'un intérêt primordial pour l'Église catholique de faire croire que la terre était le centre du monde dans le

mouvement des astres et toute atteinte à l'imaginaire souveraineté du globe terrestre dans l'espace cosmique était en même temps une atteinte à la tyrannie spirituelle de l'Église et à ses intérêts sur la surface de la terre. A cette époque, les sciences de la nature étaient donc le point névralgique du système social dominant et la mystification dans les sciences de la nature était un instrument indispensable d'asservissement. Aujourd'hui, sous la domination du capital, le point névralgique du système social ne réside plus dans la croyance en la mission de la terre au sein de l'azur céleste, mais dans la croyance en la mission de l'état bourgeois sur la terre. Et comme aujourd'hui, sur les puissantes vagues de l'économie mondiale, de graves ennuis commencent déjà à surgir et à s'amonceler, que des tempêtes s'y préparent qui balaieront le « microcosme » de l'état bourgeois de la surface de la terre comme un fétu de paille, la « garde suisse » scientifique de la domination capitaliste se précipite aux portes du donjon, c'est-à-dire de l'« État national », pour le défendre jusqu'à son dernier souffle. Le fondement de l'économie politique actuelle, c'est une mystification scientifique dans l'intérêt de la bourgeoisie.

V

[Retour à la table des matières](#)

Parfois, on donne simplement de l'économie politique la définition suivante : ce serait « la science des relations économiques entre les hommes ». Ceux qui se servent d'une telle formulation croient éviter ainsi les écueils de l'« économie nationale » au sein de l'économie mondiale, en généralisant le problème de façon vague et en parlant de l'économie « des hommes ». En se perdant ainsi dans le vague, on ne clarifie cependant pas les choses, on les rend plus confuses encore, s'il est possible ; car la question qui se pose alors est la suivante : est-il besoin, et pourquoi est-il besoin, d'une science des relations économiques « des hommes », donc de *tous* les hommes, en tous temps et en toutes circonstances ?

Prenons n'importe quel exemple de relations économiques humaines, aussi simple et aussi clair que possible. Transportons-nous à l'époque où l'économie mondiale actuelle n'existait pas encore, où le commerce marchand n'était florissant que dans les villes, tandis qu'à la campagne l'économie naturelle, c'est-à-dire la production pour les besoins immédiats, dominait aussi bien dans les grands domaines terriens que dans les petites exploitations paysannes. Prenons par exemple la situation en Haute-Écosse dans les années 50 du siècle passé, telle que la décrit Dugald Stewart :

« D'après le *Statistical Account*, on vit jadis, dans quelques parties de la Haute-Écosse, arriver, avec femmes et enfants, un grand nombre de bergers et de petits paysans chaussés de souliers qu'ils avaient fait eux-mêmes après en avoir tanné le cuir, vêtus d'habits qu'aucune autre main que la leur n'avait touchés, dont la matière était empruntée à la laine tondue par eux sur les moutons ou au lin qu'ils avaient eux-mêmes cultivé. Dans la confection des vêtements, il était à peine entré un article

acheté, à l'exception des alènes, des aiguilles, des dés et de quelques parties de l'outillage en fer employé pour le tissage. Les femmes avaient extrait elles-mêmes les couleurs, d'arbustes et de plantes indigènes, etc. »¹

Ou bien, prenons un exemple en Russie OÙ, il y a relativement peu de temps encore, à la fin des années 1870, régnait une économie paysanne du même genre : « Le sol qu'il (le paysan du district de Viazma dans le gouvernement de Smolensk) cultive, lui fournit la nourriture, les vêtements et presque tout ce qui est nécessaire à son existence : le pain, les pommes de terre, le lait, la viande, les oeufs, le tissu de lin, le drap, les peaux de mouton et la laine pour les vêtements chauds... Il ne se procure pour de l'argent que des bottes et quelques articles vestimentaires tels que ceinture, casquette, gants et aussi quelques ustensiles ménagers indispensables : vaisselle en terre ou en bois, tisonnier, chaudron et autres choses semblables. »²

Aujourd'hui encore, il existe de telles économies paysannes en Bosnie, en Herzégovine, en Serbie, en Dalmatie. Si nous voulions exposer à tel paysan de Haute-Écosse, de Russie, de Bosnie ou de Serbie, les questions professorales habituelles d'économie politique concernant le « but de l'économie », la « naissance et la répartition de la richesse », il ouvrirait sûrement de grands yeux. Pourquoi et dans quel but, moi et ma famille, nous travaillons, ou, en termes savants, quels « ressorts » nous incitent à nous occuper d'« économie » ? s'exclamerait-il. Eh bien ! il faut bien que nous vivions et les alouettes ne nous tombent pas toutes rôties dans la bouche. Si nous ne travaillions pas, nous mourrions de faim. Nous travaillons donc pour réussir à nous maintenir, pour manger à notre faim, pour nous habiller proprement et avoir un toit au-dessus de nos têtes. Ce que nous produisons, « quelle direction » nous donnons à notre travail ? Encore une question bien naïve ! Nous produisons ce dont nous avons besoin, ce dont toute famille paysanne a besoin pour vivre. Nous cultivons du blé et du seigle, de l'avoine et de l'orge, nous plantons des pommes de terre, nous élevons, selon les cas, des vaches et des moutons, des poules et des canards. En hiver, on file, ce qui est l'affaire des femmes, et nous les hommes, nous arrangeons à la hache, à la scie et au marteau, ce qu'il faut pour la maison. Appelez cela si vous voulez « économie agricole » ou « artisanale », en tout cas il nous faut faire un peu de tout parce qu'on a besoin de toutes sortes de choses à la maison et au champ. Comment nous « divisons » ces travaux ? Voilà encore une curieuse question ! Les hommes font évidemment ce qui exige une force masculine, les femmes s'occupent de la maison, des vaches et du poulailler, les enfants aident ici et là. Ou bien croyez-vous que je devrais envoyer ma femme couper le bois et traire moi-même la vache ? (Le brave homme ne sait pas - ajoutons-nous pour notre part - que chez beaucoup de peuples primitifs, par exemple chez les indiens du Brésil, c'est justement la femme qui va dans la forêt ramasser le bois, déterrer les racines et cueillir les fruits, tandis que chez les peuples de bergers en Afrique et en Asie, les hommes non seulement gardent le bétail, mais le traitent. On peut aussi voir aujourd'hui encore, en Dalmatie, la femme porter de lourds fardeaux sur le dos, tandis que l'homme vigoureux chemine à côté sur son âne, en fumant tranquillement sa pipe. Cette « division du travail » paraît alors aussi naturelle qu'il semble naturel à notre paysan d'abattre le bois tandis que sa femme traite les vaches.) Et puis : ce que j'appelle ma richesse ? Mais tout enfant le comprend au village ! Est riche le paysan dont les granges sont pleines, l'étable bien remplie, le troupeau de moutons imposant, le poulailler de grande taille ; pauvre est celui qui manque de farine dès Pâques et chez qui l'eau passe à travers le

¹ Cité par Karl Marx, « Le Capital », tome 2, p. 163-164, Éditions Sociales, Paris, 1948.

² Prof. Nikolai Sieber : « David Ricardo et Karl Marx », Moscou, 1879.

toit quand il pleut. De quoi dépend « l'augmentation de ma richesse » ? A quoi bon cette question ? Si j'avais un plus grand lopin de bonne terre, je serais naturellement plus riche, et si en été, ce qu'à Dieu ne plaise, il tombe une forte grêle, nous serons tous pauvres au village en 24 heures.

Nous avons fait ici répondre patiemment le paysan aux savantes questions d'économie politique, mais nous sommes sûrs qu'avant que le professeur venu, avec son carnet et son stylo, enquêter scientifiquement dans une ferme de Haute-Écosse ou de Bosnie, ait pu arriver à la moitié de ses questions, il lui aurait fallu repasser la porte. En réalité, toutes les conditions d'une telle économie paysanne sont si simples et si claires que leur analyse avec le scalpel de l'économie politique donne l'impression d'un jeu stérile et vain.

On peut évidemment nous rétorquer que nous avons peut-être mal choisi notre exemple, en prenant une minuscule économie paysanne se suffisant à elle-même et dont l'extrême simplicité résulte de la pauvreté des moyens et des dimensions. Prenons donc un autre exemple : quittons la petite exploitation paysanne qui végète dans un coin perdu et dirigeons nos regards vers les sommets d'un puissant empire, celui de Charlemagne. Cet empereur qui fit de l'Empire allemand, au début du IXe siècle, le plus puissant Empire d'Europe, qui, pour agrandir et consolider cet Empire, n'entreprit pas moins de 53 expéditions militaires et avait rassemblé sous son sceptre, outre l'actuelle Allemagne, la France, l'Italie, la Suisse, le nord de l'Espagne, la Hollande et la Belgique, cet empereur donc prenait cependant très à cœur la situation économique de ses domaines et de ses fermes. Il avait de sa main rédigé un texte de loi en 70 paragraphes concernant les règles économiques de ses fermes : le célèbre *Capitulare de villis*, c'est-à-dire loi sur les fermes, document qui nous a été conservé comme un joyau précieux, transmis par l'histoire à travers la poussière et la moisissure des archives. Ce document a droit à toute notre attention pour deux raisons. Premièrement, la plupart des fermes de Charlemagne sont devenues ensuite de puissantes villes impériales ; ainsi Aix, Cologne, Munich, Bâle, Strasbourg et beaucoup d'autres grandes villes sont d'anciennes fermes de l'empereur Charles. Deuxièmement, les institutions économiques de Charlemagne ont servi de modèle à tous les grands domaines laïques ou religieux du début du Moyen Age ; les fermes de Charlemagne reprenaient les traditions de l'ancienne Rome et de la vie raffinée de ses nobles fermiers pour les transplanter dans le milieu plus fruste de la jeune noblesse germanique guerrière - et ses prescriptions sur la culture de la vigne, des fruits et des légumes, sur l'horticulture, sur l'élevage des volailles, etc., étaient un acte historique de civilisation.

Examinons donc ce document. Le grand empereur exige avant tout qu'on le serve honnêtement et qu'on prenne soin de ses sujets sur ses domaines, afin qu'ils soient à l'abri de la misère ; ils ne doivent pas être accablés de travail au-delà de leurs forces ; S'ils travaillent jusque dans la nuit, ils doivent en être dédommagés. Mais les sujets, de leur côté, doivent loyalement prendre soin de la vigne et mettre le vin pressé en bouteilles afin qu'il ne se gâte pas. S'ils se dérobent à leurs obligations, ils sont châtiés « sur le dos ou autrement ». L'empereur prescrit en outre qu'on élève sur ses domaines des abeilles et des oies ; la volaille doit être en bon état et se reproduire ; on doit aussi attacher le plus grand soin à l'augmentation numérique des vaches, des juments, des moutons.

Nous voulons en outre, écrit l'empereur, que nos forêts soient exploitées raisonnablement, qu'il n'y ait pas de déboisement et que faucons et éperviers y soient entretenus. On doit toujours maintenir à notre disposition des oies grasses et des

poulets ; on doit vendre sur le marché les oeufs non consommés. Dans chacune de nos fermes, il doit y avoir une provision de bons édredons, de matelas, de couvertures, de crémaillères, de haches, de forets, pour n'avoir rien à emprunter à personne. L'empereur prescrit encore qu'on lui rende un compte exact du rendement de ses domaines, à savoir combien il a été produit de chaque chose, et il énumère : légumes, beurre, fromage, miel, huile, vinaigre, raves « et autres petites choses », comme il est dit dans le célèbre document. En outre, l'empereur prescrit qu'il y ait en nombre suffisant, dans chacun de ses domaines, divers artisans experts dans tous les arts, et il énumère de nouveau en détail les différentes espèces d'artisans. En outre, il fixe le jour de Noël comme dernier délai pour lui remettre annuellement les comptes de ses richesses, et le plus modeste paysan n'est pas plus vigilant pour établir le compte exact, en bétail ou en oeufs, dans sa ferme, que ne l'est le grand empereur. Le paragraphe 62 du document affirme : « Il est important que nous sachions ce que nous avons de toutes ces choses, et en quelle quantité. » Et de nouveau, il énumère : bœufs, moulins, bois, bateaux, pieds de vigne, légumes, laine, lin, chanvre, fruits, abeilles, poissons, peaux, cire et miel, vins anciens et nouveaux et autres choses qu'on lui livre. Et il ajoute cordialement, pour reconforter ses chers sujets qui doivent livrer tout cela : « Nous espérons que tout cela ne vous paraîtra pas trop dur, car vous pouvez à votre tour l'exiger, étant chacun maître sur votre domaine. » Nous trouvons encore des prescriptions exactes sur la manière d'emballer et de transporter les vins qui constituaient apparemment un souci gouvernemental tout particulier du grand empereur : « On doit transporter le vin dans des tonneaux solidement cerclés de fer, et jamais dans des outres. En ce qui concerne la farine, elle doit être transportée dans des charrettes doubles et recouvertes de cuir, de sorte qu'elle puisse passer les fleuves, sans subir de dommage. Je veux aussi qu'on me rende un compte exact des cornes de mes boucs et de mes chèvres, de même que des peaux des loups abattus au cours de chaque année. Au mois de mai, on ne doit pas négliger de déclarer une guerre impitoyable aux jeunes louveteaux. » Enfin, au dernier paragraphe, Charlemagne énumère encore toutes les fleurs, tous les arbres et toutes les herbes qu'il veut voir cultivés sur ses domaines, tels que roses, lis, romarin, concombres, oignons, radis, cumin, etc. Le célèbre document se termine par l'énumération des diverses sortes de pommes.

Voilà l'image de l'économie impériale au IXe siècle et, bien qu'il s'agisse d'un des plus riches et plus puissants princes du Moyen Age, on admettra que cette économie et ces principes rappellent de façon surprenante cette petite exploitation paysanne que nous avons d'abord considérée. Ici aussi, l'impérial intendant, si nous voulions lui poser les fameuses questions concernant l'économie politique, l'essence de la richesse, le but de la production, la division du travail, etc., nous renverrait d'un auguste geste de la main aux montagnes de céréales, de laine et de chanvre, aux tonneaux de vin, d'huile et de vinaigre, aux étables pleines de vaches, de bœufs et de moutons. Et nous ne saurions vraiment pas davantage quelles mystérieuses « lois » la science de l'économie politique aurait à étudier et à déchiffrer dans cette économie où toutes les connexions, les causes et les effets, le travail et les résultats, sont clairs comme le jour.

Peut-être le lecteur nous fera-t-il remarquer que nous avons encore une fois mal choisi notre exemple. Après tout, il ressort du document de Charlemagne qu'il ne s'agit pas ici de l'économie publique de l'Empire allemand, mais de l'économie privée de l'empereur. Mais en opposant ces deux notions, on commettrait sûrement une erreur historique en ce qui concerne le Moyen Age. Certes, les Capitulaires concernaient l'économie dans les fermes et les domaines de l'empereur Charles, mais il la

dirigeait en prince et non en particulier. Ou plus exactement, l'empereur était propriétaire foncier de ses terres, mais tout grand propriétaire foncier noble était au Moyen Age, notamment au temps de Charlemagne, un empereur en petit, c'est-à-dire qu'en vertu de sa propriété libre et noble du sol, il légiférait, levait les impôts et rendait la justice pour toute la population de ses domaines. Les dispositions économiques prises par Charlemagne étaient effectivement des actes de gouvernement, comme le prouve leur force même : elles constituent un des 65 « capitulaires » rédigés par l'empereur et publiés lors des assemblées annuelles des Grands de l'Empire. Et les dispositions concernant les radis et les tonneaux cerclés de fer procèdent de la même autorité et sont rédigés dans le même style que par exemple les exhortations aux religieux dans la « Capitula Episcoporum », « loi épiscopale », où Charlemagne tire l'oreille aux serviteurs du Seigneur et les exhorte énergiquement à ne pas jurer, à ne pas s'enivrer, à ne pas fréquenter les mauvais lieux, à ne pas entretenir de femmes et à ne pas vendre trop cher les saints sacrements. Nous pouvons chercher où nous voulons au Moyen Age, nous ne trouverons nulle part d'entreprise économique dont celle de Charlemagne ne soit le modèle et le type, qu'il s'agisse de grands domaines nobles, ou bien de la petite exploitation paysanne décrite plus haut, de familles paysannes isolées, travaillant pour elles-mêmes, ou de communautés coopératives.

Ce qu'il y a de plus frappant dans les deux exemples, c'est qu'ici les besoins de l'existence humaine guident et dictent si immédiatement le travail et que le résultat correspond si exactement aux intentions et aux besoins que les conditions en acquièrent, à grande ou à petite échelle, une surprenante simplicité et clarté. Le petit paysan dans sa ferme comme le grand monarque dans ses domaines savent exactement ce qu'ils veulent obtenir par la production. Il n'y a d'ailleurs rien de sorcier à le savoir : ils veulent tous deux satisfaire les besoins naturels de l'homme en nourriture et en boisson, en vêtements et autres commodités de la vie. La seule différence est que le paysan dort sans doute sur la paille et le grand propriétaire foncier sur un mol édre-don, que le paysan boit à table de la bière ou de l'hydromel et le grand propriétaire des vins fins. La seule différence réside dans la quantité et la qualité des biens produits. Mais le fondement de l'économie et son but, la satisfaction des besoins humains, restent les mêmes. Au travail, qui procède de ce but naturel, correspond, avec la même évidence, le résultat. Ici, de nouveau, dans le processus du travail, il y a des différences : le paysan travaille lui-même avec les membres de sa famille et il n'a du fruit de son travail qu'autant que peut lui fournir son arpent de terre et sa part du terrain communal ou plutôt - puisque nous parlons du paysan médiéval taillable et corvéable - qu'autant que lui laissent le seigneur et l'Église après les impôts et les corvées. Mais que chaque paysan travaille pour lui-même avec sa famille ou que tous travaillent ensemble pour le seigneur féodal sous la conduite du maire ou du bailli, le résultat de ce travail n'est rien d'autre qu'une certaine quantité de moyens de subsistance au sens large, c'est-à-dire exactement ce dont il est besoin et à peu près autant qu'il en est besoin.

On peut retourner une telle économie dans tous les sens, elle ne contient aucun mystère ; pour la percer, il n'est besoin ni d'une science spéciale ni de profondes recherches. Le paysan le plus borné savait très bien au Moyen Age de quoi dépendait sa richesse, ou plutôt sa pauvreté, en dehors des catastrophes naturelles qui frappaient de temps à autre ses terres comme celles des seigneurs. Il savait fort bien que sa misère avait une cause très simple et très directe : premièrement, l'extorsion sans limites de corvées et d'impôts par les seigneurs féodaux ; deuxièmement, le vol, par

les mêmes seigneurs, du terrain communal, de la forêt, des prés, de l'eau. Et ce que le paysan savait, il l'a proclamé bien haut à travers le monde dans les guerres paysannes, il l'a montré en allumant le coq rouge sur le toit de ceux qui lui suçaient le sang. Ce qui relevait ici de l'étude scientifique, c'était seulement l'origine historique et l'évolution de cette situation, c'était la recherche des raisons pour lesquelles dans toute l'Europe les anciennes propriétés rurales paysannes libres s'étaient transformées en domaines seigneuriaux nobles levant des intérêts et des impôts, et l'ancienne paysannerie libre en une masse de sujets corvéables et même plus tard attachés à la glèbe.

Les choses sont toutefois entièrement différentes si nous envisageons n'importe quel phénomène de la vie économique actuelle. Prenons par exemple un des phénomènes les plus remarquables et les plus frappants : la crise commerciale.

Nous avons tous déjà vécu plusieurs grandes crises commerciales et industrielles et nous connaissons par expérience leur déroulement dont Friedrich Engels a donné une description classique : « Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là en quantités si grandes qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance pour avoir produit trop de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années, forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que les surplus de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un *steeple chase* complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach. » ¹

Nous savons tous qu'une telle crise est la terreur de tout pays moderne, et déjà la façon dont l'approche d'une crise s'annonce est significative. Après quelques années de prospérité et de bonnes affaires, des murmures confus commencent çà et là dans la presse, à la Bourse circulent quelques inquiétantes rumeurs de faillites, puis les signes se font plus précis dans la Presse, la Bourse est de plus en plus inquiète, la Banque d'État augmente le taux d'escompte, c'est-à-dire qu'elle rend plus difficile et limité le crédit, jusqu'à ce que les nouvelles concernant des faillites tombent en averse. Et la crise une fois déclenchée, on se dispute pour savoir qui en est responsable. Les hommes d'affaires en rendent responsables les Banques, par leur refus total de crédit, et les boursiers, par leur rage de spéculation ; les boursiers en rendent les industriels responsables, les industriels incriminent la pénurie de monnaie dans le pays, etc.

Les affaires reprennent-elles enfin, la Bourse, les journaux notent aussitôt avec soulagement les premiers signes d'une amélioration jusqu'à ce que l'espoir, le calme et la sécurité s'instaurent à nouveau pour quelque temps. Ce qu'il y a de plus remarquable dans tout cela, c'est que tous les intéressés, toute la société, considèrent et traitent la crise comme quelque chose qui échappe à la volonté humaine et aux calculs humains, comme un coup du sort dont nous frappe une puissance invisible, comme une épreuve du ciel, à la façon par exemple d'un orage, d'un tremblement de terre ou d'une inondation. Les termes mêmes, dans lesquels les journaux commerciaux ont

¹ Engels: « Anti-Dühring », Éditions Sociales, 1950, p. 315.

coutume de rendre compte d'une crise, sont empruntés avec prédilection à ce domaine : « Le ciel jusqu'ici serein du monde des affaires commence à se couvrir de sombres nuages » ou, quand il s'agit d'annoncer une brusque hausse du taux de l'escompte, c'est inévitablement sous le titre : « Signes annonciateurs de la tempête », de même que nous lisons ensuite que l'orage se dissipe et que l'horizon s'éclaircit. Cette façon de s'exprimer reflète autre chose que le manque d'imagination chez les plumitifs du monde des affaires, elle est typique de l'effet curieux, pour ainsi dire naturel, produit par une crise. La société moderne remarque avec effroi l'approche de la crise, elle courbe l'échine en tremblant sous la grêle de ses coups, elle attend la fin de l'épreuve, puis relève la tête, d'abord avec hésitation et incrédulité, puis finalement se retrouve tranquilisée.

Le peuple avait sans doute exactement la même attitude au Moyen Age face à la famine ou à la peste, ou aujourd'hui le paysan face à un orage ou à la grêle : le même désarroi et la même impuissance face à une dure épreuve. Mais quoique la famine et la peste soient, en dernière analyse, des phénomènes sociaux, ce sont d'abord et immédiatement les résultats de phénomènes naturels : mauvaise récolte, diffusion de germes pathogènes, etc. L'orage est un événement élémentaire de la nature physique et personne ne peut, au moins dans l'état actuel des sciences de la nature et des techniques, provoquer ou empêcher un orage. Qu'est-ce, en revanche, que la crise moderne ? Elle consiste, nous le savons, en ce que trop de marchandises sont produites, qui ne trouvent plus de débouchés, et que, par suite, le commerce et avec lui l'industrie se bloquent. Mais la production de marchandises, leur vente, le commerce, l'industrie..., ce sont là des relations purement humaines. Ce sont les hommes eux-mêmes qui produisent les marchandises, les hommes eux-mêmes qui les achètent, le commerce se pratique d'homme à homme, nous ne trouvons, dans les circonstances qui constituent la crise moderne, pas un seul élément qui serait en dehors de l'activité humaine. Ce qui provoque périodiquement la crise, ce n'est donc rien d'autre que la société humaine.

Et pourtant, nous savons en même temps que la crise est un véritable fléau pour la société moderne, qu'on l'attend avec terreur et qu'on la supporte avec désespoir, que personne ne la veut ni ne la souhaite. En effet, à part quelques spéculateurs en Bourse qui essaient de profiter des crises pour s'enrichir rapidement aux dépens des autres, mais sont souvent pris à leur propre piège, la crise est pour tout le monde un danger, sinon une gêne. Personne ne veut la crise et Pourtant elle vient. Les hommes la créent de leurs propres mains et pourtant ils n'en veulent pour rien au monde. Là, nous avons vraiment une énigme de la vie économique qu'aucun des intéressés ne peut nous expliquer. Le paysan médiéval, sur sa petite parcelle, produisait d'une part ce que voulait et ce dont avait besoin son seigneur féodal, et d'autre part, ce qu'il voulait et ce dont il avait besoin lui-même : du grain et du bétail, des vivres pour lui et sa famille. Le grand propriétaire médiéval faisait produire pour lui ce qu'il voulait et ce dont il avait besoin : du grain et du bétail, de bons vins et des habits fins, des vivres et des objets de luxe pour lui et pour sa cour. La société actuelle produit ce qu'elle ne veut pas et dont elle n'a pas besoin : des crises ; elle produit de temps en temps des moyens de subsistance dont elle n'a pas l'usage, elle souffre périodiquement de famines, alors qu'il y a d'énormes réserves de produits invendus. Le besoin et la satisfaction, le but et le résultat du travail ne se recouvrent plus, il y a entre eux quelque chose d'obscur, de mystérieux.

Prenons un autre exemple universellement connu, trop connu même, des travailleurs de tous les pays - le chômage.

Le chômage n'est plus, comme la crise, un cataclysme qui s'abat de temps à autre sur la société : il est devenu aujourd'hui, à plus ou moins grande échelle, un phénomène permanent de la vie économique. Les catégories de travailleurs les mieux organisées et les mieux payées, qui tiennent leurs listes de chômeurs, notent une chaîne ininterrompue de chiffres pour chaque année et chaque mois et chaque semaine de l'année : ces chiffres sont soumis à de grandes variations, mais ne disparaissent jamais complètement. L'impuissance de la société actuelle devant le chômage, ce terrible fléau de la classe ouvrière, apparaît toutes les fois que l'ampleur du mal atteint des proportions telles que les organes législatifs sont contraints de s'en occuper. Cela aboutit régulièrement, après de longues discussions, à la décision de procéder à une enquête sur le nombre des chômeurs. On se contente pour l'essentiel de mesurer le niveau atteint par le mal - comme on mesure le niveau de l'eau lors des inondations - et, dans le meilleur des cas, d'atténuer un peu les effets du mal par de faibles palliatifs, sous la forme d'allocations de chômage - en général aux frais des travailleurs non-chômeurs - sans faire la moindre tentative pour éliminer le mal lui-même.

Au début du XIXe siècle, le pasteur anglican *Malthus*, grand prophète de la bourgeoisie anglaise, avait proclamé avec une reconfortante brutalité : « Quiconque naît dans une société déjà surpeuplée n'a - si sa famille ne peut lui fournir les quelques moyens d'existence qu'il est en droit d'exiger d'elle et dans le cas où la société n'a aucun besoin de son travail - aucun droit à la moindre quantité de nourriture et il n'a réellement rien à faire en ce monde. Au grand banquet de la nature, aucune table n'est mise pour lui. La nature lui signifie d'avoir à se retirer et elle exécute rapidement son propre commandement. » L'actuelle société officielle, avec l'hypocrisie de ses « réformes sociales », réprouve une aussi brutale franchise. Mais en réalité, le prolétaire au chômage est finalement contraint par elle, si elle « n'a pas besoin de son travail », de se « retirer » de ce monde, d'une manière ou d'une autre, rapidement ou lentement, ce dont témoignent, pendant toutes les grandes crises, les chiffres concernant l'augmentation des maladies, la mortalité infantile, les crimes contre la propriété.

La comparaison même, à laquelle nous avons eu recours, entre le chômage et une inondation, montre que nous sommes en fait *moins* impuissants devant des événements élémentaires de la nature physique que devant nos propres affaires purement sociales, purement humaines ! Les inondations périodiques qui ravagent au printemps l'est de l'Allemagne ne sont en dernière analyse qu'une conséquence de notre impéritie en matière d'hydrographie. La technique, en son état actuel, donne déjà des moyens suffisants pour protéger l'agriculture de la puissance des eaux et même pour mettre à profit cette puissance ; simplement ces moyens ne peuvent être appliqués qu'à grande échelle, par une organisation rationnelle et cohérente qui devrait transformer toute la région touchée, modifier en conséquence la répartition des terres arables et des prés, construire des digues et des écluses, régulariser le cours des fleuves. Cette grande réforme ne sera évidemment pas entreprise, en partie parce que ni les capitalistes privés ni l'État ne veulent fournir les moyens nécessaires à une telle entreprise, en partie parce qu'elle se heurterait aux droits les plus variés de propriété privée du sol. Mais la société actuelle a déjà en main les moyens de faire face aux dangers des eaux et de dompter l'élément déchaîné, même si elle n'est pas en mesure d'appliquer ces moyens. En revanche, la société actuelle n'a pas encore inventé de moyens pour lutter contre le chômage. Et pourtant, ce n'est pas un élément,

ce n'est pas un phénomène naturel ni une puissance surhumaine, c'est un produit purement humain des conditions économiques. Et nous voici de nouveau devant une énigme économique, devant un phénomène sur lequel personne ne compte, que personne ne cherche consciemment à provoquer et qui pourtant se répète avec la régularité d'un phénomène naturel, pour ainsi dire pardessus la tête des hommes.

Mais il n'est même pas besoin d'aller chercher des phénomènes aussi frappants de la vie actuelle, tels que crise et chômage, c'est-à-dire des calamités ou des cas de nature extraordinaire et qui constituent, de l'avis courant, des exceptions dans le cours habituel des choses. Prenons l'exemple le plus ordinaire de la vie quotidienne qui se renouvelle des milliers de fois dans tous les pays : les *variations de prix des marchandises*. Tout enfant sait que les prix de toutes les marchandises ne sont pas quelque chose de fixe et d'immuable, mais montent ou baissent presque tous les jours, parfois même d'une heure à l'autre. Prenons n'importe quel journal, ouvrons-le à la page du cours des produits et nous verrons le mouvement des prix du jour précédent. Blé ; matinée, ambiance faible, vers midi un peu plus animé, vers la fermeture les prix montent, ou bien c'est l'inverse. De même pour le cuivre et le fer, le sucre et l'huile de colza. Et de même pour les actions des différentes entreprises industrielles, pour les valeurs privées ou d'État, à la Bourse des valeurs. Les variations de prix sont un phénomène incessant, quotidien, tout à fait « normal », de la vie économique contemporaine. Mais ces variations provoquent chaque jour, à chaque heure, des modifications dans la situation de fortune des possesseurs de tous ces produits et de tous ces titres. Les prix du coton montent-ils, et momentanément tous les commerçants et fabricants qui ont des stocks de coton dans leurs entrepôts voient leur fortune croître ; les prix baissent-ils, et ces fortunes fondent proportionnellement. Les prix du cuivre sont-ils en hausse, les détenteurs d'actions de mines de cuivre s'enrichissent ; les prix tombent-ils, ils s'appauvrissent.

C'est ainsi que, par l'effet de simples variations de prix sur la base de télégrammes en Bourse, des gens peuvent en quelques heures devenir millionnaires ou se retrouver mendiants, et c'est essentiellement là-dessus que repose la spéculation en Bourse, et ses escroqueries. Le propriétaire terrien médiéval pouvait s'enrichir ou s'appauvrir par le fait d'une bonne ou d'une mauvaise récolte ; ou bien encore, il s'enrichissait, s'il était chevalier-brigand et faisait une bonne prise en guettant les marchands qui passaient ; ou bien encore - et c'était là le moyen en fin de compte le plus éprouvé et le plus apprécié - il augmentait sa richesse quand il pouvait extorquer plus que de coutume à ses serfs, en aggravant les corvées et en augmentant les impôts. Aujourd'hui, un homme peut devenir riche ou pauvre sans bouger le petit doigt, sans le moindre événement naturel, sans que personne ne lui ait fait de cadeau ou ne l'ait dévalisé. Les variations de prix sont comme un mouvement mystérieux auquel présiderait, derrière le dos des hommes, une puissance invisible, opérant un continuel déplacement dans la répartition de la richesse sociale. On note simplement ce mouvement, comme on lit la température sur un thermomètre, ou la pression atmosphérique sur un baromètre. Et pourtant les prix des marchandises et leur mouvement sont manifestement une affaire purement humaine, et non de la magie. Personne d'autre que les hommes eux-mêmes ne fabrique de ses mains les marchandises et n'en fixe les prix ; seulement, une fois de plus, il résulte de cette action humaine ce sur quoi personne ne comptait, que personne ne visait ; une fois de plus, les besoins, le but et le résultat de l'activité économique des hommes ne sont plus du tout en accord les uns avec les autres.

D'où cela provient-il ? Et quelles lois obscures se combinent-elles derrière le dos des hommes pour que leur propre vie économique aboutisse à de si étranges résultats ? On ne peut l'élucider que par une étude scientifique. Une recherche rigoureuse, une réflexion, des analyses, des comparaisons approfondies deviennent nécessaires pour résoudre toutes ces énigmes, pour découvrir les connexions cachées qui font que les résultats de l'activité économique des hommes ne coïncident plus avec leurs intentions, avec leur volonté, en un mot avec leur conscience. La tâche de la recherche scientifique, c'est de découvrir le manque de conscience dont souffre l'économie de la société, et ici nous touchons directement à la racine de l'économie politique.

Dans son voyage autour du monde, Darwin raconte ceci sur les habitants de la terre de feu : « Ils souffrent souvent de famines ; j'ai entendu le capitaine d'un bâtiment chasseur de phoques, Mister Low, qui connaissait très bien les indigènes de ce pays, donner une description remarquable de l'état dans lequel se trouvait, sur la côte ouest, un groupe de 150 indigènes d'une extrême maigreur et en grande détresse. Une suite de tempêtes empêchèrent les femmes de ramasser des coquillages sur les rochers. Ils ne pouvaient pas non plus sortir en canoë pour attraper des phoques. Un petit groupe de ces gens se mit un matin en route et les autres indiens leur expliquèrent qu'ils entreprenaient un voyage de quatre jours pour aller chercher de la nourriture. A leur retour, Low alla les voir et les trouva épuisés de fatigue ; chacun d'eux avait un grand carré de lard de baleine putréfié ; par un trou percé au milieu, ils y avaient passé la tête, et le portaient comme les gauchos portent leur poncho ou leur manteau. Dès qu'on avait apporté le lard dans un wigwam, un vieil homme en coupait de minces tranches en murmurant quelques paroles rituelles, les faisait griller une minute et les distribuait à la compagnie affamée qui, pendant tout ce temps, avait gardé un profond silence. ¹ »

Voilà la vie d'un des peuples les plus misérables de la terre. Les limites entre lesquelles la volonté et l'organisation consciente de l'économie peuvent s'exercer sont extrêmement étroites. Les hommes sont encore entièrement soumis à la tutelle de la nature extérieure et dépendent de sa bienveillance ou de sa malveillance. Mais à l'intérieur de ces étroites limites, l'organisation de l'ensemble s'affirme dans cette petite société d'environ 150 individus. La prévoyance pour l'avenir se manifeste d'abord sous la forme bien humble de la provision de lard rance. Mais la maigre provision est répartie entre tous selon un certain cérémonial et tous prennent également part, sous une direction planifiée, au travail de recherche de la nourriture.

Prenons un *oikos* grec, économie domestique antique, avec des esclaves, qui constituait effectivement un « microcosme », un petit univers en soi. Ici règne déjà la plus grande inégalité sociale. La pénurie primitive a fait place à une confortable abondance, résultat des fruits du travail humain. Mais le travail manuel est devenu malédiction pour les uns ; le loisir, un privilège réservé à d'autres ; le travailleur lui-même est devenu la propriété de celui qui ne travaille pas. Cependant, ces rapports de domination aboutissent eux aussi à la plus rigoureuse planification et organisation de l'économie, du processus de travail, de la répartition des biens. La volonté du maître sert de loi, le fouet du surveillant d'esclaves en est la sanction.

A la cour du seigneur féodal, au Moyen Age, l'organisation despotique de l'économie a pris très tôt l'aspect d'un code détaillé établi à l'avance qui trace clairement et fermement le plan de travail, la division du travail, les obligations et les droits de

¹ Darwin : « Voyage of an naturalist round the world ».

chacun. Au seuil de cette période historique, il y a ce beau document que nous avons déjà cité, le *Capitulare de villis* de Charlemagne, tout rempli et ensoleillé de l'abondance des satisfactions matérielles, seul objectif de l'économie. A la fin de cette même période, il y a le sombre code des corvées et impôts, dicté par la cupidité déchaînée des seigneurs féodaux, qui aboutit au XVe siècle à la guerre des paysans allemands, et qui transforma, quelques siècles plus tard, le paysan français en cet être misérable réduit à l'état de bête que seul le tocsin de la Grande Révolution secouera et appellera à lutter pour ses droits d'homme et de citoyen. Mais tant que la révolution n'eut pas balayé la cour féodale, ce fut, même dans cette misère, le rapport immédiat de domination qui détermina clairement et fermement l'ensemble de l'économie féodale comme un destin immuable.

Aujourd'hui, nous ne connaissons plus ni maîtres ni esclaves, ni barons féodaux ni serfs. La liberté et l'égalité devant la loi ont formellement éliminé tous les rapports despotiques, du moins dans les vieux États bourgeois ; on sait que dans les colonies, ce sont bien souvent ces mêmes États qui ont les premiers introduit l'esclavage et le servage. Mais là où la bourgeoisie est chez elle, la seule loi qui préside aux rapports économiques est celle de la libre concurrence. De ce fait, tout plan, toute organisation ont disparu de l'économie. Certes, si nous examinons une entreprise privée isolée, une usine moderne ou un puissant complexe d'usines comme chez Krupp, une entreprise agricole d'Amérique du Nord, nous y trouvons l'organisation la plus rigoureuse, la division du travail la plus poussée, la planification la plus raffinée, basée sur les connaissances scientifiques. Tout y marche à merveille, sous la direction d'une volonté, d'une conscience. Mais à peine avons-nous franchi les portes de l'usine ou de la « farm » que nous nous retrouvons plongés dans le chaos. Tandis que les innombrables pièces détachées - et une entreprise privée actuelle, même la plus gigantesque, n'est qu'une infime parcelle de ces grands ensembles économiques qui s'étendent à toute la terre - tandis donc que les pièces détachées sont organisées rigoureusement, l'ensemble de ce qu'on appelle l'« économie politique », c'est-à-dire l'économie capitaliste mondiale, est complètement inorganisé. Dans l'ensemble qui couvre les océans et les continents, ni plan, ni conscience, ni réglementation ne s'affirme ; des forces aveugles, inconnues, indomptées, jouent avec le destin économique des hommes. Certes, aujourd'hui aussi, un maître tout-puissant gouverne l'humanité qui travaille : c'est le capital. Mais sa forme de gouvernement n'est pas le despotisme, c'est l'anarchie.

C'est elle qui fait que l'économie sociale produit des résultats inattendus et énigmatiques pour les intéressés eux-mêmes, c'est elle qui fait que l'économie sociale est devenue pour nous un phénomène étranger, aliéné, indépendant de nous, dont il nous faut rechercher les lois tout comme nous étudions les phénomènes de la nature extérieure, et recherchons les lois qui régissent la vie du règne végétal et du règne animal, les changements dans l'écorce terrestre et les mouvements des corps célestes. La connaissance scientifique doit découvrir après coup le sens et la règle de l'économie sociale qu'aucun plan conscient ne lui a dictés à l'avance.

On voit maintenant pourquoi il est impossible aux économistes bourgeois de dégager clairement l'essence de leur science, de mettre le doigt sur la plaie de leur ordre social, d'en dénoncer la caducité. Reconnaître que l'anarchie est pour la domination du capital l'élément vital, c'est dans un même souffle prononcer son arrêt de mort, c'est dire que c'est un mort en sursis. On comprend maintenant pourquoi les avocats scientifiques officiels du capitalisme essaient de masquer la réalité par tous

les artifices du verbe, de détourner le regard du cœur du problème vers son enveloppe extérieure, à savoir de l'économie mondiale vers l'« économie nationale ». Dès le premier pas fait au seuil de la connaissance en économie politique, dès la première question fondamentale sur ce qu'est à proprement parler l'économie politique et ce qu'est son problème fondamental, les voies de la connaissance bourgeoise et de la connaissance prolétarienne divergent aujourd'hui. Dès cette première question, aussi abstraite et indifférente aux luttes sociales du présent qu'elle paraisse à première vue, un lien particulier se noue entre l'économie politique comme science et le prolétariat moderne comme classe révolutionnaire.

VI

[Retour à la table des matières](#)

Si nous nous plaçons à ce nouveau point de vue auquel nous venons de parvenir, un certain nombre de choses qui paraissent problématiques s'éclaircissent. Avant tout, l'âge de l'économie politique n'est plus un problème. Une science qui a pour tâche de découvrir les lois du mode anarchique de la production capitaliste, n'a pu évidemment naître avant ce mode de production lui-même, avant que les conditions historiques permettant la domination de classe de la bourgeoisie moderne ne soient progressivement réunies par un travail de déplacements politiques et économiques s'étalant sur des siècles.

Il est vrai que, pour le professeur *Bûcher*, la naissance de l'ordre social actuel a été la chose la plus simple qui soit et n'a que fort peu à voir avec l'évolution économique antérieure. En effet, elle est simplement le fruit de l'éminente volonté et de la sublime sagesse de monarques absolus. « La formation de *l'économie politique* », nous dit Bûcher - et nous savons déjà que pour un professeur bourgeois la notion d'« économie politique » n'est qu'une mystification recouvrant la production capitaliste - « est essentiellement le fruit de la centralisation politique qui commence vers la fin du Moyen Age avec la naissance de structures étatiques territoriales et trouve son couronnement dans le présent avec la création de l'État national unifié. L'unification économique va de pair avec la soumission des intérêts politiques particuliers aux buts plus élevés de la collectivité. En Allemagne, ce sont les princes territoriaux, plus puissants, qui cherchent à exprimer l'idée étatique moderne en combattant la noblesse campagnarde et les villes. »

Dans le reste de l'Europe aussi, en Espagne, au Portugal, en Angleterre, en France, aux Pays-Bas, le pouvoir princier a accompli les mêmes exploits. « Dans tous ces pays se déroule, quoique avec une intensité variable, la même lutte contre les pouvoirs particuliers du Moyen Age, contre la grande noblesse, les villes, les provinces, les corporations religieuses et laïques. Il s'agit d'abord assurément d'anéantir les cercles autonomes qui freinent l'unification politique. Mais au plus profond du mouvement qui mène à la formation de l'absolutisme princier, sommeillait cependant ce principe historique universel que l'ampleur des nouvelles tâches civilisatrices de

l'humanité exigeait une organisation unifiant les peuples entiers, une grande communauté vivante des intérêts, et cette communauté ne pouvait se développer que sur le terrain d'une économie commune. »

Nous avons là le plus beau fleuron de cette servilité de pensée que nous avons déjà rencontrée chez les professeurs allemands d'économie politique. Selon le professeur *Schmoller*, la science de l'économie politique est née sur l'ordre de l'absolutisme éclairé. Selon le professeur *Bûcher*, le mode de production capitaliste tout entier n'est que le fruit de la volonté souveraine et des plans ambitieux des princes absolus. Or, c'est faire vraiment trop d'honneur aux grands despotes espagnols et français comme aux petits despotes allemands que de les soupçonner de s'être soucié de quelque « principe historique universel » que ce soit et des « tâches civilisatrices de l'humanité » dans leurs querelles avec les seigneurs féodaux insolents, à la fin du Moyen Age, ou dans les sanglantes expéditions contre les villes des Pays-Bas. C'est même Mettre la réalité historique la tête en bas.

Certes, l'instauration de grands États bureaucratiques centralisés était une condition indispensable du mode de production capitaliste, mais elle n'était elle-même qu'une *conséquence* des nouveaux besoins économiques, de sorte qu'on est beaucoup plus près de la vérité en renversant la phrase de *Bûcher* : la centralisation politique est « essentiellement » un fruit de la maturation de l' « économie politique », c'est-à-dire de la production capitaliste.

Dans la mesure où l'absolutisme a eu sa part incontestable dans ce processus de maturation historique, il a joué ce rôle en instrument aveugle des tendances historiques, avec la même absence totale d'idées qui l'a fait s'opposer aussi à ces tendances dès que l'occasion s'en présentait. Ainsi, par exemple, quand les despotes médiévaux, par la grâce de Dieu, traitaient les villes, alliées à eux contre les seigneurs féodaux, en simples objets de pression qu'à la moindre occasion ils trahissaient de nouveau au profit des féodaux. Ainsi, quand ils considéraient le continent nouvellement découvert, avec toute son humanité et sa civilisation, comme le terrain exclusif du pillage le plus brutal, le plus sournois, le plus cruel, dans le seul « but plus élevé » de remplir les « trésors princiers » de lingots d'or dans les délais les plus rapides. Ainsi, quand, plus tard, ils s'opposèrent obstinément à glisser, entre le pouvoir de droit divin et les « fidèles sujets », la feuille de papier appelée constitution parlementaire bourgeoise, qui est pourtant tout aussi indispensable au développement sans entrave de la domination capitaliste que l'unité politique et les grands États centralisés eux-mêmes.

En réalité, d'autres forces, de grandes mutations étaient à l'œuvre à la fin du Moyen Age dans la vie économique des peuples européens, pour permettre que s'instaure le nouveau mode de production. La découverte de l'Amérique et des voies maritimes vers les Indes pour le sud de l'Afrique entraînèrent un essor insoupçonné et une transformation du commerce qui accélérèrent fortement la dissolution du féodalisme et du régime des corporations urbaines. Les conquêtes, les acquisitions de terre, le pillage des régions nouvellement découvertes, l'afflux soudain de métaux précieux en provenance du nouveau continent, le commerce en grand des épices avec les Indes, l'importante traite des Noirs qui fournissait des esclaves africains aux plantations américaines, tout cela créa en peu de temps en Europe de nouvelles richesses et de nouveaux besoins. Le petit atelier de l'artisan, membre d'une corporation, avec ses mille obligations, se révéla être une entrave à l'élargissement nécessaire de la production et à son progrès rapide. Les grands marchands trouvèrent une solution en regroupant les artisans dans de grandes manufactures en dehors de l'enceinte des

villes, les faisant ainsi produire plus vite et mieux sous leurs ordres, sans se soucier des prescriptions étroites des corporations.

En *Angleterre*, le nouveau mode de production fut introduit par une révolution dans l'agriculture. L'essor de l'industrie lainière dans les *Flandres* provoqua une grande demande de laine et incita la noblesse féodale anglaise à transformer une grande partie des terres arables en pacages à moutons, chassant les paysans de leurs fermes et de leurs terres. Une masse de travailleurs ne possédant rien, de prolétaires, se trouva ainsi à la disposition de l'industrie capitaliste à ses débuts. La Réforme agit dans le même sens, en entraînant la confiscation des biens d'Église qui furent en partie donnés, en partie vendus à perte à la noblesse et aux spéculateurs et dont la population paysanne se vit également en grande partie chassée. Les manufacturiers et les propriétaires terriens capitalistes trouvèrent ainsi une population pauvre, prolétarisée, qui fuyait les réglementations féodales et corporatives et qui, après le long martyre d'une vie errante, le dur travail dans les *workhouses*, les persécutions cruelles de la loi et des sbires de la police, voyait un port de salut dans l'esclavage salarial au service de la nouvelle classe d'exploiteurs. Vinrent ensuite, dans les manufactures, les grandes révolutions techniques qui permirent de plus en plus, à côté ou à la place de l'artisan qualifié, l'emploi sans cesse croissant du prolétaire salarié sans qualification.

Le déploiement de ces nouvelles conditions se heurtait de toutes parts aux barrières féodales et à une société en plein délabrement. L'économie naturelle, liée par essence au féodalisme, et la paupérisation des masses populaires soumises à l'exploitation sans limite du servage rétrécissaient le marché intérieur pour les marchandises sortant des manufactures, tandis que dans les villes les corporations continuaient à tenir dans leurs chaînes le facteur le plus important de la production, la force de travail. L'appareil d'État, avec son éparpillement politique infini, son Manque de sécurité publique, son fatras d'absurdités douanières et commerciales freinait et perturbait à chaque pas le nouveau commerce et la nouvelle production.

Il fallait de toute évidence que la bourgeoisie montante d'Europe occidentale, porte-parole du libre commerce mondial et de l'industrie, se débarrassât d'une façon ou d'une autre de ces obstacles, à moins de renoncer complètement à sa mission historique. Avant de mettre le féodalisme en pièces pendant la Grande Révolution Française, elle s'attaqua à lui par la critique, et la nouvelle science de l'économie politique naquit ainsi pour devenir l'une des armes idéologiques les plus importantes de la bourgeoisie dans sa lutte contre l'État féodal du Moyen Age et pour l'État capitaliste moderne. L'ordre économique naissant se présenta d'abord sous la forme d'une nouvelle richesse rapidement surgie qui se déversait sur la société de l'Europe occidentale et provenait de sources absolument différentes, en apparence inépuisables et infiniment plus abondantes que les méthodes patriarcales du féodalisme de pressurisation des paysans, méthodes qui, du reste, avaient épuisé toutes leurs ressources. L'origine la plus frappante de la nouvelle richesse, ce ne fut pas d'abord le nouveau mode de production lui-même, mais ce qui lui ouvrait la voie, le puissant essor du commerce. Aussi est-ce dans les riches républiques italiennes des bords de la Méditerranée, et en Espagne, foyers les plus importants du commerce mondial à la fin du Moyen Age, que surgissent les premières questions concernant l'économie politique et les premières tentatives de réponse.

Qu'est-ce que la richesse ? D'où provient la richesse ou la pauvreté des États ? Tel était le nouveau problème après que les vieilles notions de la société féodale eussent perdu leur valeur traditionnelle dans le tourbillon des nouvelles relations. La richesse,

c'est l'or avec lequel on peut tout acheter. Donc le commerce crée de la richesse. Et les États qui sont en mesure d'importer beaucoup d'or et de ne pas en laisser sortir du tout deviennent riches. Donc le commerce mondial, les conquêtes coloniales, les manufactures qui produisent des articles d'exportation doivent être encouragés par l'État, tandis que l'importation de produits étrangers qui fait sortir l'or doit être interdite. Telle fut la doctrine économique qui surgit en Italie dès la fin du XVI^e siècle et s'imposa largement en Angleterre, en France, au XVII^e siècle. Et aussi grossière que soit encore cette doctrine, elle constitue une rupture brutale avec la conception féodale de l'économie naturelle, elle en est la première critique audacieuse, elle constitue la première idéalisation du commerce, de la production marchande et - sous cette forme - du capital, c'est enfin le premier programme d'intervention politique de l'État qui satisfasse la jeune bourgeoisie montante.

Bientôt le capitaliste producteur de marchandises devient le centre nerveux de l'économie, à la place du commerçant, mais il le fait encore prudemment, sous le masque du serviteur besogneux dans l'antichambre des seigneurs féodaux. La richesse, ce n'est pas du tout l'or, qui n'est que l'intermédiaire dans le commerce des marchandises, proclament les rationalistes français du XVIII^e siècle. Quel aveuglement puéril que de voir dans le métal brillant le gage du bonheur des peuples et des États ! Le métal peut-il me rassasier quand j'ai faim, me protéger du froid quand je suis nu ? Le roi Darius, avec tous ses trésors, n'a-t-il pas souffert en campagne tous les tourments de la soif, et n'aurait-il pas donné tout son or pour une gorgée d'eau ? Non, la richesse, ce sont tous les présents de la nature qui satisfont les besoins de tous, rois ou esclaves. Plus la population satisfait largement ses besoins, et plus l'État est riche, parce qu'il peut lever d'autant plus d'impôts. Qui arrache à la nature le grain dont nous faisons le pain, la fibre dont nous tissons nos vêtements, le bois et le minerai avec lesquels nous fabriquons nos maisons et nos outils ? L'agriculture ! C'est elle, et non le commerce, la vraie source de la richesse ! Donc, la population agricole, les paysans, dont les bras créent la richesse de tous, doivent être sauvés de la misère insondable, protégés de l'exploitation féodale et atteindre au bien-être ! (Ce qui me donnera des débouchés pour mes marchandises, ajoutait tout bas le capitaliste manufacturier.) Donc les grands propriétaires terriens, les barons féodaux, dans les mains desquels aboutit toute la richesse agricole, doivent être les seuls à payer des impôts et à entretenir l'État ! (Et moi qui, soi-disant, ne crée aucune richesse, je n'ai pas besoin de payer d'impôt, murmurait à nouveau le capitaliste dans sa barbe.) Il suffit de libérer l'agriculture, le travail au sein de la nature, des entraves du féodalisme, et les sources de la richesse jailliront dans leur abondance naturelle pour le peuple et l'État, et le bonheur de tous les hommes s'instaurera de lui-même dans l'harmonie universelle.

Dans ces doctrines des rationalistes du XVIII^e siècle, on entendait déjà nettement le grondement tout proche de la prise de la Bastille, et la bourgeoisie capitaliste se sentit bientôt assez forte pour jeter le masque de la soumission, se planter vigoureusement à l'avant-scène et exiger sans détour que l'État tout entier soit remodelé selon ses désirs. L'agriculture n'est pas du tout la seule source de richesse, explique Adam Smith en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle. Tout travail salarié, appliqué à la production de marchandises, que ce soit dans le domaine agricole ou dans l'industrie, crée de la richesse ! (Tout *travail*, disait Adam Smith, mais pour lui comme pour ses successeurs, déjà réduits au rôle de porte-parole de la bourgeoisie ascendante, l'homme qui travaille était par nature le salarié capitaliste !) Car, outre le salaire nécessaire à l'entretien du travailleur lui-même, tout travail salarié crée aussi la rente nécessaire à l'entretien du propriétaire terrien et le profit, qui est la richesse du possesseur de

capital, du patron. La richesse est d'autant plus grande que sont grandes les masses de travailleurs mis au travail dans un atelier, sous le commandement du capital, et que la division du travail entre eux est plus précise et plus soigneuse. Voilà la véritable harmonie naturelle, la vraie richesse des nations : de tout travail provient, pour ceux qui travaillent, un salaire qui les maintient en vie et les contraint à continuer leur travail salarié ; pour les propriétaires terriens, une rente permettant une vie insouciant ; pour le chef d'entreprise, un profit qui lui donne l'envie de poursuivre l'entreprise. Ainsi *tout le monde* est pourvu sans recourir aux vieux moyens grossiers du féodalisme. C'est encourager la « richesse des nations » que d'encourager la richesse de l'entrepreneur capitaliste qui maintient le tout en mouvement et exploite le filon d'or de la richesse, le travail salarié. Que disparaissent les entraves et les obstacles du bon vieux temps, ainsi que les nouvelles méthodes paternalistes inventés par l'État pour faire le bonheur du peuple : libre concurrence, libre développement du capital privé, tout l'appareil fiscal et étatique au service de l'entreprise capitaliste - et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes!

Tel était l'évangile économique de la bourgeoisie, débarrassé de ses voiles, et l'économie politique recevait définitivement le baptême, sous sa vraie figure. Certes, les propositions de réformes pratiques, les avertissements de la bourgeoisie à l'État féodal échouèrent aussi lamentablement qu'ont toujours échoué les essais historiques de verser du vin nouveau dans de vieilles outres. Le marteau de la révolution accomplit en 24 heures ce qu'un demi-siècle de rapiécage réformateur n'avait pu faire. Ce fut la conquête du pouvoir politique qui donna à la bourgeoisie les conditions de sa domination. L'économie politique a été, avec les théories philosophiques, sociales et du droit naturel élaborées au siècle des Lumières, et au premier rang de ces théories, un moyen de prise de conscience de la classe bourgeoise et, comme telle, la condition préalable et l'aiguillon de l'action révolutionnaire. Jusque dans ses ramifications les plus ténues, l'œuvre bourgeoise de rénovation mondiale a été alimentée en Europe par les idées de l'économie nationale classique. En Angleterre, la bourgeoisie est allée chercher ses armes dans l'arsenal de *Smith-Ricardo*, dans sa lutte pour le libre-échange qui a inauguré sa domination sur le marché mondial. Et même les réformes des *Stein, Hardenberg, Scharnhorst* en Prusse, qui cherchaient à rendre un peu plus moderne et plus viable le fatras féodal après les coups reçus à Iéna, se sont inspirées des doctrines des économistes classiques anglais, de sorte que le jeune économiste allemand *Marwitz* pouvait écrire en 1810: Adam Smith est le plus puissant souverain en Europe, à côté de Napoléon.

Si nous comprenons maintenant pourquoi l'économie politique n'a vu le jour qu'il y a environ un siècle et demi, son destin ultérieur s'éclaire de ce même point de vue : l'économie politique étant une science des lois particulières du mode de production capitaliste, son existence et sa fonction dépendent de ce mode de production et perdent toute base dès qu'il cesse d'exister. En d'autres termes : le rôle de l'économie politique comme science sera terminé dès que l'économie anarchique du capitalisme fera place à un ordre économique planifié, organisé et dirigé consciemment par l'ensemble de la société laborieuse. La victoire de la classe ouvrière moderne et la réalisation du socialisme signifient la fin de l'économie politique comme science. C'est ici que se noue la relation particulière entre l'économie politique et la lutte de classe du prolétariat moderne.

Si l'économie politique a pour tâche et pour objet d'expliquer les lois de la formation, du développement et de l'expansion du mode de production capitaliste, elle

doit, par une conséquence inéluctable, dévoiler les lois du déclin du capitalisme, car tout comme les formes économiques antérieures, elle n'est pas éternelle, mais représente seulement une phase historique passagère, un degré dans l'échelle infinie de l'évolution sociale. La théorie de la montée du capitalisme se transforme logiquement en théorie de la décadence du capitalisme, la science du mode de production du capital en fondement scientifique du socialisme, le moyen théorique de domination de la bourgeoisie en arme de la lutte de classe révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat.

Évidemment, ni les savants français ni les savants anglais, et encore moins les savants allemands des classes bourgeoises n'ont résolu cette seconde partie du problème général de l'économie politique. Un homme a tiré les dernières conséquences de la théorie du mode de production capitaliste, en se situant dès l'abord du point de vue du prolétariat révolutionnaire : *Karl Marx*. Pour la première fois, le socialisme et le mouvement ouvrier moderne se placèrent sur le terrain inébranlable de la connaissance scientifique.

En tant qu'idéal d'un ordre social reposant sur l'égalité et la fraternité entre les hommes, en tant qu'idéal d'une société communiste, le socialisme datait de milliers d'années. Chez les premiers apôtres du christianisme, chez diverses sectes religieuses du Moyen Age, lors de la guerre des paysans, l'idée socialiste n'a cessé de jaillir comme expression la plus radicale de la révolte contre l'ordre existant. Mais justement comme idéal recommandable en tout temps et en tout lieu historique, le socialisme n'était que le beau rêve de quelques exaltés, un songe doré et hors d'atteinte, comme l'arc-en-ciel dans les nuages.

A la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe, l'idée socialiste apparaît d'abord avec force et insistance, débarrassée des rêveries des sectes religieuses, comme le reflet des horreurs et des ravages provoqués dans la société par le capitalisme naissant. Même à ce moment, le socialisme n'est au fond qu'un rêve, l'invention de quelques têtes audacieuses. Si nous écoutons le premier précurseur des soulèvements révolutionnaires du prolétariat, *Gracchus Babeuf*, qui tenta, pendant la Grande Révolution Française, un coup de main pour l'introduction violente de l'égalité sociale, le seul fait sur lequel il fonde ses aspirations communistes, c'est l'injustice criante de l'ordre social existant. Il ne se lasse pas de la peindre sous les couleurs les plus sombres, dans des articles et des pamphlets passionnés et dans sa plaidoirie devant le tribunal qui l'a condamné à mort. Son évangile du socialisme est une répétition monotone d'accusations contre l'injustice régnante, contre les souffrances et les tourments, la misère et l'abaissement des travailleurs aux dépens desquels une poignée d'oisifs s'enrichit et règne. Il suffisait, selon *Babeuf*, que l'ordre social existant méritât sa perte pour qu'il pût être réellement renversé il y a cent ans, pourvu qu'il se trouvât un groupe d'hommes résolu qui s'emparât du pouvoir et instaurât le régime de l'égalité, comme les Jacobins avaient, en 1793, pris le pouvoir politique et instauré la république.

C'est sur de tout autres méthodes et bien qu'essentiellement sur les mêmes fondements que reposent les idées socialistes défendues avec beaucoup plus de génie et d'éclat dans les années trente du siècle dernier par trois grands penseurs, *Saint-Simon* et *Fourier* en France, *Owen* en Angleterre. Certes, aucun des trois n'envisageait plus la prise du pouvoir révolutionnaire pour réaliser le socialisme ; au contraire, comme toute la génération qui a suivi la Grande Révolution, ils étaient détournés de tout bouleversement social et de toute politique, et partisans résolu de la propagande

purement pacifique. Cependant, chez tous, la base de l'idée socialiste était la même : simple projet, invention d'une tête géniale qui en recommandait la réalisation à l'humanité tourmentée pour la sauver de l'enfer de l'ordre social bourgeois.

Malgré toute la vigueur de leurs critiques et la magie de leurs idéaux, ces théories socialistes sont restées pratiquement sans influence sur le mouvement et les luttes réels de l'histoire ? Babeuf et sa petite troupe d'amis périrent dans la tourmente contre-révolutionnaire, comme un frêle esquif, sans laisser d'abord d'autre trace qu'une brève ligne lumineuse dans les pages de l'histoire révolutionnaire. Saint-Simon et *Fourier* n'ont abouti qu'à regrouper des sectes de partisans enthousiastes et doués qui se sont ensuite dispersés ou ont pris d'autres directions, après avoir répandu les germes riches et féconds d'idées, de critiques et d'essais sociaux. C'est encore *Owen* qui a eu le plus d'influence sur le prolétariat, mais cette influence se perd sans laisser de trace, après avoir enthousiasmé une petite élite d'ouvriers anglais dans les années 1830 et 40.

Une nouvelle génération de dirigeants socialistes est apparue dans les années 1840 : *Weitling* en Allemagne, *Proudhon*, *Louis Blanc*, *Blanqui* en France. La classe ouvrière avait déjà, de son côté, entrepris la lutte contre la domination du capital, les révoltes élémentaires des canuts lyonnais en France, du mouvement chartiste en Angleterre avaient donné le signal de la lutte de classe. Il n'y avait cependant aucun lien direct entre ces mouvements élémentaires des exploités et les diverses théories socialistes. Les prolétaires en révolution n'avaient aucun but socialiste en vue, les théoriciens socialistes ne cherchaient pas à faire appuyer leurs idées par une lutte politique de la classe ouvrière. Leur socialisme devait se réaliser grâce à certaines institutions astucieuses, telles la banque populaire de *Proudhon* pour un juste échange des marchandises ou les associations de producteurs de *Louis Blanc*. Le seul socialiste qui comptât sur la lutte politique comme moyen de réaliser la révolution sociale, c'était *Auguste Blanqui* : il était le seul véritable défenseur du prolétariat et de ses intérêts révolutionnaires de classe en cette période. Toutefois, son socialisme n'était au fond qu'un projet de république sociale réalisable à tout moment par la volonté résolue d'une minorité révolutionnaire.

L'année 1848 allait voir le point culminant et en même temps la crise de l'ancien socialisme dans toutes ses variantes. Le prolétariat parisien, influencé par la tradition des luttes révolutionnaires antérieures, remué par divers systèmes socialistes, était passionnément attaché à des idées confuses de justice sociale. Dès le renversement du roi-bourgeois Louis-Philippe, les ouvriers parisiens utilisèrent leur position de force pour exiger cette fois de la bourgeoisie effrayée la réalisation de la « république sociale » et d'une nouvelle « organisation du travail ». Pour appliquer ce programme, le prolétariat accorda au gouvernement provisoire le célèbre délai de trois mois pendant lesquels les ouvriers avaient faim et attendaient tandis que la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie s'armaient en secret et préparaient l'écrasement des ouvriers. Le délai prit fin avec les mémorables batailles de juin où l'idéal d'une « république sociale à tout moment réalisable » fut noyé dans le sang du prolétariat parisien. La révolution de 1848 n'amena pas le règne de l'égalité sociale, mais la domination politique de la bourgeoisie et un essor sans précédent de l'exploitation capitaliste sous le Second Empire.

Au moment même où le socialisme des anciennes écoles semblait pour toujours enterré sous les barricades de l'insurrection de juin, *Marx* et *Engels* fondaient l'idée socialiste sur une assise entièrement nouvelle. Ils ne cherchaient les points d'appui du socialisme ni dans la condamnation morale de l'ordre social existant, ni dans la découverte de projets aussi ingénieux et séduisants que possible pour introduire en contrebande l'égalité sociale dans le régime actuel. Ils se tournèrent vers l'étude des relations *économiques* dans la société contemporaine. C'est là, dans les lois de l'anarchie capitaliste, que *Marx* découvrit le véritable levier des aspirations socialistes. Les classiques français et anglais de l'économie politique avaient découvert les lois selon lesquelles l'économie capitaliste vit et se développe ; un demi-siècle plus tard, *Marx* reprit leur oeuvre exactement là où ils l'avaient arrêtée. Il découvrit à son tour que les lois de l'ordre économique contemporain travaillaient à la propre perte de cet ordre économique en menaçant de plus en plus l'existence de la société par le développement de l'anarchie et par un enchaînement de catastrophes économiques et politiques. Ce sont, comme l'a démontré *Marx*, les tendances évolutives de la domination du capital qui, parvenues à un certain point de maturation, rendent nécessaire le passage à un mode d'économie consciemment planifiée et organisée par l'ensemble de la société laborieuse, pour que toute la société et toute la civilisation humaine ne sombrent pas dans les convulsions d'une anarchie déchaînée. Le capital lui-même précipite inexorablement l'heure de son destin, en rassemblant en masses toujours plus grandes ses futurs fossoyeurs : les prolétaires ; en s'étendant à tous les pays de la terre, en instaurant une économie mondiale anarchique et en créant ainsi les bases d'un rassemblement du prolétariat de tous les pays en une puissance révolutionnaire mondiale qui balayera la domination de la classe capitaliste. Le socialisme cessait ainsi d'être un projet, un merveilleux phantasme, ou l'expérience, acquise à la force du poignet par quelques groupes d'ouvriers isolés dans différents pays. Le socialisme, programme commun d'action politique du prolétariat international, est une *nécessité historique*, parce qu'il est le fruit des tendances évolutives de l'économie capitaliste.

On comprend maintenant pourquoi *Marx* a situé sa propre doctrine économique en dehors de l'économie politique officielle et l'a appelée « une critique de l'économie politique ». Certes, les lois de l'anarchie capitaliste et de sa ruine, telles que *Marx* les a développées, ne sont que la continuation de l'économie politique telle que les savants bourgeois l'ont créée, mais elles sont une continuation dont les résultats finaux sont en complète contradiction avec les points de départ de ceux-là. La doctrine de *Marx* est fille de la théorie économique bourgeoise, mais sa naissance a tué la mère. Dans la théorie de *Marx*, l'économie politique a trouvé son achèvement et sa conclusion. La suite ne peut plus être - à part certains développements de détails de la théorie de *Marx* - que la transposition de cette théorie dans l'action, c'est-à-dire la lutte du prolétariat international pour réaliser l'ordre économique socialiste. La fin de l'économie politique comme science est une action historique de portée mondiale : la traduction dans la pratique d'une économie mondiale organisée selon un plan. Le dernier chapitre de la doctrine de l'économie politique, c'est la révolution sociale du prolétariat mondial.

Le lien spécifique propre à l'économie politique et à la classe ouvrière moderne est basé sur une réciprocité. Si, d'une part, l'économie politique, telle que *Marx* l'a développée, est plus que toute autre science le fondement irremplaçable de l'éducation prolétarienne, le prolétariat conscient constitue d'autre part le seul auditeur réceptif et capable de comprendre la théorie économique. Ayant encore sous les yeux les décombes de la vieille société féodale en train de s'effondrer, les *Quesnay* et *Boisguillebert*

en France, les *Adam Smith* et *Ricardo* en Angleterre scrutaient autrefois avec fierté et enthousiasme la jeune société bourgeoise et, forts de leur ferme confiance dans le règne millénaire de la bourgeoisie et dans son harmonie sociale « naturelle », plongeaient sans peur leurs regards d'aigles dans les profondeurs des lois capitalistes.

Depuis lors, la lutte de classe prolétarienne, s'amplifiant toujours plus, et particulièrement pendant l'insurrection de juin 1848 du prolétariat parisien, a détruit la confiance de la société bourgeoise en son caractère divin. Depuis qu'elle a goûté à l'arbre de la connaissance des contradictions modernes entre les classes, elle a horreur de la nudité classique dans laquelle les créateurs de sa propre économie politique avaient autrefois fait apparaître l'univers. N'est-il pas clair aujourd'hui que les porte-parole du prolétariat moderne ont fabriqué leurs armes mortelles à partir de ces découvertes scientifiques ?

De là vient que, depuis des décennies, l'économie politique, non seulement socialiste mais même bourgeoise (dans la mesure où celle-ci était autrefois une vraie science) ne rencontre chez les classes possédantes que des oreilles de sourds. Incapables de comprendre les doctrines de leurs grands ancêtres et encore moins d'accepter la doctrine de *Marx* qui en est sortie et sonne le glas de la société bourgeoise, nos doctes bourgeois exposent, sous le nom d'économie politique, une bouillie informe faite des résidus de toutes sortes d'idées scientifiques et de confusions intéressées, et de ce fait, ne cherchent nullement à étudier les buts réels du capitalisme, mais visent au contraire à masquer ces buts, pour défendre le capitalisme comme étant le meilleur, le seul, l'éternel ordre social possible.

Oubliée et trahie par la société bourgeoise, l'économie politique scientifique ne cherche plus ses auditeurs que parmi les prolétaires conscients, pour trouver en eux non seulement une compréhension théorique, mais un accomplissement pratique. Le mot célèbre de *Lassalle* s'applique en premier lieu à l'économie politique : « Quand la science et les travailleurs, ces deux pôles opposés de la société, s'étreindront, ils étoufferont dans leurs bras tous les obstacles à la civilisation. »

Chapitre deuxième

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE PRIMITIVE ¹

I

[Retour à la table des matières](#)

Notre connaissance des formes économiques les plus anciennes et les plus primitives est de très fraîche date. Marx et Engels écrivaient encore en 1847, dans le premier texte classique du socialisme scientifique, le - *manifeste Communiste* - « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes. » Or, au moment même où les créateurs du socialisme scientifique énonçaient ce principe, il commençait à être ébranlé de toutes parts par de nouvelles découvertes. Presque chaque année apportait, sur l'état économique des plus anciennes sociétés humaines, des aperçus jusque-là inconnus ; ce qui amenait à conclure qu'il avait dû y avoir dans le passé des périodes extrêmement longues où il n'y avait pas encore de luttes de classe, parce qu'il n'y avait ni distinction de classes sociales, ni distinction entre riche et pauvre, ni propriété privée.

Dans les années 1851-1853, parut à Erlangen le premier des ouvrages de Georg Ludwig von Maurer, *l'Introduction à l'histoire de la constitution du marché, de la ferme, du village et de la ville et des pouvoirs publics*. Ces ouvrages ont fait date en projetant une nouvelle lumière sur le passé germanique et sur la structure sociale et économique du Moyen Age. Depuis quelques décennies déjà, on avait trouvé en certains endroits, tantôt en Allemagne, tantôt dans les pays nordiques, tantôt en

¹ Dans le manuscrit, ce chapitre porte le chiffre 3.

Islande, de curieux vestiges d'installations rurales, donnant à penser qu'autrefois avait existé dans ces endroits une propriété commune du sol, un communisme agraire. On ne sut d'abord pas comment interpréter ces vestiges. D'après une opinion généralement répandue, surtout depuis *Möser* et *Kindlinger*, la culture du sol en Europe avait dû se faire à partir de fermes isolées, chaque ferme étant entourée d'un territoire qui était la propriété privée du possesseur de la ferme. Ce n'est que vers la fin du Moyen Age que les habitations jusque-là dispersées s'étaient regroupées, croyait-on, par mesure de sécurité, dans des villages ; les territoires distincts des fermes s'étaient fondus dans le territoire du village. A y regarder de plus près, cette conception était assez invraisemblable, car il fallait supposer que les habitations parfois très éloignées les unes des autres avaient été démolies pour être reconstruites ailleurs et que les uns et les autres avaient renoncé librement à la disposition avantageuse de leurs champs autour de leur ferme, à une totale liberté dans la gestion de leurs terres, pour se retrouver avec des champs en bandes étroites et éparpillées et une gestion entièrement dépendante des autres villageois. Aussi invraisemblable que fût cette théorie, elle prédomina jusque vers le milieu du siècle passé.

Von Maurer, pour la première fois, rassembla toutes les découvertes isolées en une grande et audacieuse théorie et démontra, en s'appuyant sur une énorme documentation et des recherches très approfondies sur d'anciens documents et des textes juridiques, que la propriété commune du sol n'était pas née à la fin du Moyen Age, mais était la forme primitive typique et générale des colonies germaniques en Europe depuis leur origine. Il y a donc deux mille ans, et même davantage, que dans ces temps reculés des peuples germaniques dont l'histoire écrite ne sait rien encore, régnait chez les Germains un état de choses foncièrement différent de la situation actuelle. Pas d'État avec des lois écrites et contraignantes, pas de division entre riches et pauvres, entre maîtres et travailleurs. Les Germains formèrent des *tribus* et des *familles* libres qui se déplacèrent longtemps en Europe avant de se fixer d'abord temporairement, puis définitivement. La culture de la terre en Europe a commencé en Allemagne, comme *von Maurer* l'a démontré, non pas à partir d'individus, mais de tribus et de familles entières, comme elle est partie en Islande de groupements humains assez importants, appelés *frändalid* et *skulldalid*.

Les plus anciens renseignements que nous ayons sur les Germains nous viennent des Romains ; et l'examen des institutions transmises par la tradition confirme l'exactitude de cette conception. Ce furent des tribus de bergers nomades qui Peuplèrent d'abord l'Allemagne. Comme pour les autres nomades, l'élevage - et donc la possession de vastes pâturages - était l'essentiel. Cependant, pas plus que les autres peuples migrants des temps anciens ou modernes, ils ne pouvaient longtemps subsister sans cultiver le sol. Et c'est précisément dans cet état d'économie nomade conjuguée avec la culture du sol, celle-ci étant cependant secondaire par rapport à l'essentiel, c'est-à-dire l'élevage, que vivaient à l'époque de Jules César, il y a environ 2 000 ans, les peuplades germaniques dont il mentionna l'existence, les Suèves ou Souabes, On a constaté une situation, des mœurs et des institutions semblable chez les Francs, les Alamans, les Vandales et autres tribus germaniques. Toutes les peuplades germaniques s'installèrent, pour peu de temps au début, en tribus et familles faisant corps ; elles cultivaient le sol, puis repartaient, dès que des tribus plus puissantes les refoulaient ou que les pâturages n'étaient plus suffisants.

Ce n'est que lorsque les tribus nomades se stabilisèrent et que les unes ne refoulèrent plus les autres, qu'elles se fixèrent pour plus longtemps et devinrent peu à

peu sédentaires. Que la colonisation se soit produite plus ou moins tôt, sur un sol libre ou sur d'anciennes possessions romaines ou slaves, elle se fit toujours par tribus et familles entières. Chaque tribu et, dans chaque tribu, chaque famille, prenait possession d'un certain territoire qui appartenait alors en commun à tous les intéressés. Les anciens Germains ne connaissaient pas de propriété individuelle du sol. L'individu recevait par tirage au sort une parcelle de champ pour une durée limitée et dans le respect d'une égalité rigoureuse. Toutes les affaires économiques, juridiques et générales, d'une telle communauté, qui constituait le plus souvent une centurie d'hommes en état de porter les armes, se réglaient au cours de l'assemblée de ses membres où étaient élus le chef et les autres employés publics.

Ce n'est que dans les montagnes, les forêts ou les régions côtières basses où le manque d'espace ou de terre cultivable rendait impossible l'installation d'une colonie importante, par exemple dans l'Odenwald, en Westphalie, dans les Alpes, que les Germains s'installaient par fermes individuelles, en formant quand même entre eux une communauté où, sinon les champs, du moins les prés, la forêt et les pâturages, constituaient la propriété commune du village et où toutes les affaires publiques étaient réglées par la communauté.

La tribu, regroupant plusieurs communautés, une centaine en général, n'intervenait pratiquement que comme instance juridique et militaire suprême. Cette organisation communautaire constituait, comme *von Maurer* l'a démontré dans les douze volumes de son grand ouvrage, le fondement et en même temps la plus petite cellule du tissu social depuis les débuts du Moyen Age jusqu'assez avant dans l'époque moderne, de sorte que les fermes, les villages et les villes féodales se sont formés par modifications diverses à partir de ces communautés, dont on trouve de nos jours encore des vestiges dans certaines régions d'Europe centrale et nordique.

Lorsque ces premières découvertes de la propriété commune primitive du sol en Allemagne et dans les pays nordiques furent connues, germa la théorie que l'on était sur la trace d'une institution spécifiquement germanique et que seules les particularités de caractère du peuple germanique pouvaient l'expliquer. Bien que *Maurer* lui-même n'eût absolument pas cette conception nationale du communisme agraire des Germains et qu'il eût mentionné des exemples similaires chez d'autres peuples, cela resta pour l'essentiel un principe admis en Allemagne que l'ancienne communauté rurale était une particularité des relations publiques et juridiques germaniques, une manifestation de l'« esprit german ».

Cependant, presque au même moment où paraissait le premier ouvrage de *Maurer* sur le communisme villageois primitif des Germains, de nouvelles découvertes, sur une tout autre partie du continent européen, furent connues. De 1847 à 1852, le baron westphalien *von Haxthausen*, qui avait visité la Russie au début des années 1840 à la demande du tsar Nicolas 1er, publia à Berlin ses *Études sur la situation intérieure, la vie populaire et en particulier les institutions rurales en Russie*. Le monde étonné y apprit qu'à l'est de l'Europe des institutions analogues existaient encore de nos jours. Le communisme villageois primitif, dont il fallait péniblement dégager les vestiges recouverts par les siècles et les millénaires suivants en Allemagne, vivait soudain en chair et en os dans un gigantesque empire voisin, à l'est. Dans l'ouvrage cité, comme dans un ouvrage ultérieur sur la *Constitution rurale en Russie*, paru à Leipzig en 1866, *von Haxthausen* démontre que les paysans russes ne connaissent pas la propriété privée des champs, des prés et des forêts, que le village tout entier en est considéré

comme propriétaire, que les familles paysannes ne reçoivent que des parcelles de champs pour un usage temporaire et que, tout comme chez les anciens Germains, cela se fait par tirage au sort. A l'époque où *Haxthausen* visita et étudia la Russie, le servage y régnait à plein ; il était d'autant plus frappant à première vue que sous la chappe de plomb d'un dur servage et d'un mécanisme d'État despotique, le village russe présentât un petit monde fermé sur lui-même, vivant selon le communisme agraire et réglant communautairement toutes les affaires publiques dans l'assemblée du village, le *Mir*. L'auteur allemand de cette découverte l'expliquait comme le produit de la communauté familiale primitive slave, telle qu'on la trouve encore chez les Slaves du Sud et dans les pays balkaniques et telle qu'elle s'affirme avec force dans les documents juridiques du XIIe siècle et plus tard.

La découverte de *Haxthausen* fut accueillie avec jubilation par tout un courant intellectuel et politique en Russie, les *slavophiles*. Ce courant, orienté vers la glorification du monde slave et de ses particularités, de sa « force intacte » par opposition à l'« Occident pourri », par sa culture germanique, trouva dans les institutions de la communauté paysanne russe son plus solide appui pendant les deux à trois décennies suivantes. Selon la variété, réactionnaire ou révolutionnaire, de slavophiles, la commune rurale fut vantée soit comme l'une des trois institutions fondamentales authentiquement slaves du monde russe : la foi orthodoxe grecque, l'absolutisme tsariste et le communisme villageois patriarcal ; soit au contraire comme le point d'appui approprié pour la révolution socialiste, imminente en Russie, qui permettrait d'éviter le capitalisme et d'entrer ainsi directement, bien avant l'Europe occidentale, dans la Terre Promise du socialisme. Les deux pôles opposés de la slavophilie étaient cependant entièrement d'accord dans leur conception de la communauté agraire russe comme phénomène spécifiquement slave, qui ne s'expliquait que par le caractère propre au peuple slave.

Entre-temps, un autre facteur intervint dans l'histoire des nations européennes : elles entrèrent en contact avec d'autres parties du monde, ce qui leur fit prendre conscience de façon très tangible des institutions publiques et des formes de civilisation primitive chez d'autres peuples, qui n'étaient ni germaniques ni slaves. Il ne s'agissait plus cette fois d'études scientifiques et de découvertes savantes, mais des intérêts les plus matériels des États capitalistes d'Europe et de leur politique coloniale.

Au XIXe siècle, à l'époque du capitalisme, la politique coloniale européenne s'était engagée dans de nouvelles voies. Il ne s'agissait plus, comme au XVIe siècle, lors du premier assaut donné au nouveau monde, de piller le plus rapidement possible les trésors et les richesses naturelles en métaux nobles, en épices, en bijoux précieux et en esclaves, dans les pays tropicaux nouvellement découverts, ce en quoi les Espagnols et les Portugais se sont particulièrement distingués. Il ne s'agissait plus seulement de puissantes affaires commerciales transportant, des pays d'outremer vers les entrepôts européens, diverses matières premières et imposant aux indigènes de ces pays tout une pacotille sans valeur, ce en quoi les Hollandais ont ouvert la voie au XVIIe siècle et ont servi de modèle aux Anglais.

A ces méthodes plus anciennes de colonisation qui sont encore florissantes à l'occasion jusque de nos jours et n'ont jamais cessé d'être pratiquées, il s'agissait maintenant d'ajouter une nouvelle méthode plus persistante et plus systématique d'exploitation des populations coloniales pour l'enrichissement de la « métropole ». Deux facteurs devaient y pourvoir : d'une part l'appropriation effective du sol, source matérielle la plus importante de la richesse de chaque pays ; d'autre part, l'imposition

permanente de la population. Dans ce double effort, les puissances coloniales européennes se heurtèrent à un obstacle remarquable autant que solide : les rapports de propriété particuliers des autochtones opposaient au pillage par les Européens la résistance la plus tenace. Pour arracher le sol à ses propriétaires, il fallait d'abord établir qui en était propriétaire. Pour faire rentrer des impôts - et non seulement les établir - il fallait pouvoir saisir les imposés récalcitrants. Or c'est ici que les Européens se heurtèrent, dans leurs colonies, à des rapports qui leur étaient complètement étrangers et renversaient toutes leurs notions sur le caractère sacré de la propriété privée. Les Anglais en Asie du Sud et les Français en Afrique du Nord firent la même expérience.

Commencée dès le début du XVIIIe siècle, la conquête des Indes par les Anglais ne se termina qu'au XIXe siècle, après la prise de possession progressive de toute la côte et du Bengale, avec la soumission de l'importante région du Pendjab dans le Nord. Mais ce n'est qu'après la soumission politique que commença l'entreprise difficile d'exploitation systématique des Indes. A chaque pas, les Anglais allèrent de surprise en surprise : ils trouvèrent les communautés paysannes les plus variées, grandes et petites, installées là depuis des millénaires, cultivant le riz et vivant dans le calme et l'ordre, mais nulle part - ô horreur ! - n'existait dans ces villages de propriétaire privé du sol. Même si l'on en venait aux voies de fait, personne ne pouvait déclarer sienne la parcelle de terre qu'il cultivait, il ne pouvait ni la vendre, ni l'affermier, ni l'hypothéquer pour payer un arriéré d'impôts. Tous les membres de ces communes qui englobaient parfois de grandes familles entières et parfois quelques petites familles issues de la grande, étaient obstinément et fidèlement attachés les uns aux autres et les liens du sang étaient tout pour eux. En revanche, la propriété individuelle ne leur était rien. A leur grand étonnement, les Anglais découvrirent sur les bords du Gange et de l'Indus des modèles de communisme agraire tels que les mœurs communistes des vieilles communautés germaniques ou des communes villageoises slaves font en comparaison presque l'effet d'une chute dans la propriété privée.

On lit dans un rapport de l'administration anglaise des impôts aux Indes, datant de 1845 : « Nous ne voyons aucune parcelle permanente. Chacun ne possède la parcelle cultivée qu'aussi longtemps que durent les travaux des champs. Si une parcelle est laissée sans être cultivée, elle retombe dans la terre commune et peut être prise par n'importe qui, à condition qu'elle soit cultivée. »

Vers la même époque, un rapport gouvernemental sur l'administration du Pendjab pour 1849-1851 relate : « Il est extrêmement intéressant d'observer dans cette société la force des liens du sang et de la conscience de descendre d'un ancêtre commun. L'opinion publique est si fortement attachée au maintien de ce système qu'il n'est pas rare de voir des personnes, dont les ascendants depuis une ou même deux générations n'ont plus participé du tout à la propriété commune, y avoir accès. »

« Cette forme de propriété du sol », écrivait le conseiller d'État anglais dans son rapport sur la commune indienne, « ne permet pas à un membre du clan de justifier de la propriété de telle ou telle partie du sol commun, ni même de ce qu'elle lui appartient temporairement. Les produits de l'exploitation commune vont dans une caisse commune qui couvre les besoins de tous. » Nous n'avons même pas ici de répartition des champs, ne fût-ce que pour une saison ; les paysans de la commune possèdent et cultivent leur champ en commun et sans partage, ils en portent la récolte

au grenier commun du village (qui devait naturellement faire figure de « caisse » au regard capitaliste des Anglais) et couvrent fraternellement leurs modestes besoins du fruit de leur travail commun. Dans le nord-ouest du Pendjab, à la frontière de l'Afghanistan, on trouva d'autres mœurs extrêmement remarquables qui défiaient toute notion de propriété privée. Là, on partageait bien les champs et on les échangeait périodiquement, mais - ô merveille - l'échange des lots avait lieu, non entre familles paysannes, prises une par une, mais entre villages entiers qui échangeaient leurs champs tous les cinq ans et se déplaçaient alors tous ensemble. « Je ne peux taire », écrivait des Indes, en 1852, le commissaire aux impôts James à ses supérieurs dans l'administration gouvernementale, « une coutume extrêmement singulière qui s'est conservée jusqu'à maintenant dans certaines régions : je veux parler de l'échange périodique des terres entre les villages et leurs subdivisions. Dans certains districts, on n'échange que les champs, dans d'autres les habitations elles-mêmes. »

On se trouvait une fois de plus devant une particularité d'une certaine famille de peuples, cette fois devant une particularité « indienne ». Les institutions communistes de la commune villageoise indienne dénotaient cependant, tant par leur situation géographique que par la puissance des liens du sang et des relations de parenté, un caractère traditionnel original et très ancien. Le fait que les formes les plus anciennes de communisme s'étaient conservées dans les régions les plus anciennement habitées par les Indiens, au nord-ouest, indiquait clairement que la propriété commune, de même que la force des liens de parenté, remontaient à des millénaires, aux premières colonies d'immigrants indiens dans leur nouvelle patrie, l'Inde actuelle. Le professeur de droit comparé à Oxford, ancien membre du gouvernement des Indes, *Sir Henry Maine*, prit dès 1871 les communes agraires indiennes comme thème de ses cours et les mit en parallèle avec les communautés primitives dont l'existence avait été établie par *voit Maurer* pour l'Allemagne et par *Nasse pour* l'Angleterre, comme institutions primitives de même caractère que les communes agraires germaniques.

L'ancienneté historique, digne de considérations, de ces institutions communistes devait être sensible aux Anglais, étonnés d'autre part par la résistance tenace que ces institutions opposèrent à l'ingéniosité fiscale et administrative des Anglais. Il leur fallut une lutte de plusieurs décennies, de nombreux coups de force, des malhonnêtetés, des interventions sans scrupules contre d'anciens droits et contre les notions de droit en vigueur chez ce peuple, pour réussir à provoquer une confusion irrémédiable dans toutes les relations de propriété, une insécurité générale et la ruine des paysans. Les anciens liens furent brisés, l'isolement paisible du communisme à l'écart du monde fut rompu et remplacé par les querelles, la discorde, l'inégalité et l'exploitation. Il en résulta d'une part d'énormes latifundia, d'autre part des millions de fermiers sans moyens. La propriété privée fit son entrée aux Indes et avec elle, le typhus, la faim, le scorbut, devenus les hôtes permanents des plaines du Gange.

Si, après les découvertes des colonisateurs anglais aux Indes, l'ancien communisme agraire, déjà rencontré dans trois branches de la grande famille des peuples indo-germaniques - les Germains, les Slaves et les Indiens - pouvait encore passer pour une particularité des peuples indo-germaniques, aussi incertain que soit ce concept ethnographique, les découvertes simultanées des Français en Afrique dépassaient déjà ce cercle. Il s'agissait en effet ici de découvertes qui constataient l'existence, chez les Arabes et les Berbères d'Afrique du Nord, d'institutions exactement semblables à celles qui existaient au cœur de l'Europe et sur le continent asiatique. Chez les nomades arabes éleveurs de bétail, le sol était la propriété des

familles. Cette propriété familiale, écrivait le Français *Dareste* en 1852, se transmet de génération en génération ; aucun Arabe ne peut montrer un lopin de terre et dire : c'est à moi.

Chez les Kabyles, entièrement arabisés, les groupements familiaux s'étaient déjà décomposés en ramifications distinctes, mais la puissance des familles restait grande : elles étaient solidairement responsables pour les impôts, achetaient ensemble le bétail destiné à être réparti entre les ramifications de la famille comme nourriture ; dans tout litige concernant la propriété du sol, le conseil de famille était l'arbitre suprême ; pour s'installer au milieu des Kabyles, il fallait l'autorisation des familles ; le conseil des familles disposait même des terres non cultivées. Mais la règle était la propriété, indivise de la famille qui n'englobait pas, au sens européen actuel, un seul ménage mais était une famille patriarcale typique, telle qu'elle est décrite dans la Bible pour les anciens Israélites, un grand cercle de parents, composé du père, de la mère, des fils, de leurs femmes, des enfants, des petits-enfants, des oncles, tantes, neveux et cousins. Dans ce cercle, dit en 1870 un autre Français, *Letourne*, la propriété indivise est à la disposition du plus ancien membre de la famille qui est élu dans ces fonctions par la famille et doit consulter le conseil de famille dans tous les cas importants, en particulier pour la vente et l'achat de terrain. Telle était la situation de la population en Algérie lorsque les Français en firent leur colonie. Il en alla pour la France en Afrique du Nord comme pour l'Angleterre aux Indes. Partout, la puissance coloniale européenne se heurta à la résistance tenace des anciens liens sociaux et des institutions communales qui protégeaient l'individu des entreprises de l'exploitation capitaliste européenne et de la politique de la finance européenne.

Ces nouvelles expériences éclairèrent d'un jour tout nouveau les souvenirs à moitié oubliés des premiers temps de la politique coloniale européenne et de ses razzias dans le nouveau monde. Dans les chroniques jaunies des archives de l'État et des couvents espagnols, on conservait depuis des siècles le récit étrange d'une Amérique du Sud merveilleuse où, dès l'époque des grandes découvertes, les conquistadors espagnols avaient rencontré les institutions les plus curieuses. La nouvelle de l'existence de cette Amérique du Sud merveilleuse se répandit déjà confusément au XVIII^e et au XVIII^e siècles dans la littérature européenne, la nouvelle de l'existence d'un *Empire Inca*, trouvé par les Espagnols dans l'actuel Pérou, et où le peuple vivait dans une totale communauté de biens, sous le gouvernement théocratique et paternel de despotes bienveillants. Les thèmes fantastiques d'un royaume communiste légendaire au Pérou se sont maintenus avec tant de persistance qu'en 1875 encore, un écrivain allemand pouvait parler de l'Empire Inca comme d'une monarchie sociale à base théocratique « presque unique dans l'histoire de l'humanité », dans laquelle était réalisé pratiquement « la plus grande partie de ce à quoi les sociaux-démocrates aspirent idéalement dans le présent, mais qu'ils n'ont jamais atteint ». ¹ Entre-temps, des informations plus exactes sur ce curieux pays et ses mœurs étaient parvenues à la connaissance du public.

En 1840, un important rapport original de *Alonso Zurita*, ancien auditeur du Conseil royal de Mexico, sur l'administration et les relations agraires dans les anciennes colonies espagnoles du nouveau monde, avait paru en traduction française. Et vers le milieu du XIX^e siècle, le gouvernement espagnol fit sortir des archives les anciens documents sur la conquête et l'administration des possessions espagnoles en

¹ Cité par Cunow, p. 6.

Amérique. Cela apportait une nouvelle et importante contribution aux documents sur la situation sociale des vieilles civilisations précapitalistes dans les pays d'outre-mer.

Déjà, sur la base des rapports de *Zurita*, le savant russe *Maxime Kovalevsky* en vint, dans les années 1870, à la conclusion que le légendaire empire Inca du Pérou avait tout simplement été un pays où régnait ce communisme agraire primitif que *Maurer* avait déjà fait ressortir chez les anciens Germains, et que ce communisme était prédominant non seulement au Pérou, mais aussi au Mexique et dans tout le continent nouvellement conquis par les Espagnols. Des publications ultérieures permirent une étude approfondie des anciennes relations agraires au Pérou et en dégagèrent un nouveau tableau du communisme rural primitif, dans un nouveau continent, chez une tout autre race, à un tout autre niveau de civilisation et à une tout autre époque que lors des découvertes précédentes.

On avait là une très ancienne constitution communiste agraire - prédominant chez les tribus péruviennes depuis des temps immémorables - qui était encore pleine de vie et de force au XVI^e siècle, lors de l'invasion espagnole. Une association fondée sur les liens de parenté, la famille, était le seul propriétaire du sol dans chaque village ou groupe de villages, les champs étaient répartis en lots et tirés au sort annuellement par les membres du village ; les affaires publiques étaient réglées par l'assemblée du village qui élisait le chef du village. On trouva même dans ce lointain pays sud-américain, chez les Indiens, des traces vivantes d'un communisme plus poussé encore qu'en Europe : d'énormes maisons collectives où des familles entières vivaient en commun, avec des tombes communes. On parle d'une de ces habitations collectives où logeaient plus de 4000 hommes et femmes. La résidence principale des empereurs Inca, la ville de Cuzco, se composait en particulier de plusieurs de ces habitations collectives qui portaient chacune le nom de la famille.

Vers le milieu du XIX^e siècle, une abondante documentation fut ainsi mise à jour, ébranlant sérieusement la vieille notion du caractère éternel de la propriété privée et de son existence depuis le commencement du monde, pour bientôt la détruire complètement. Après avoir vu, dans le communisme agraire, une particularité des peuples germaniques, puis des peuples slaves, indiens, arabes, kabyles, mexicains, puis de l'État merveilleux des Incas du Pérou et de beaucoup d'autres types de peuples « spécifiques », on en arriva par force à la conclusion que ce communisme villageois n'était pas une « particularité ethnique » d'une race ou d'un continent, mais la forme générale de la société humaine à une certaine étape du développement de la civilisation. La science bourgeoise officielle, l'économie politique en particulier, commença par opposer une résistance farouche à ce principe. L'école anglaise de *Smith-Ricardo*, prédominante dans toute l'Europe pendant la première moitié du XIX^e siècle, repoussait carrément la possibilité d'une propriété commune du sol. Les plus grandes lumières de la science économique à l'époque du « rationalisme » bourgeois se comportèrent exactement comme les premiers conquérants espagnols, portugais, français et hollandais qui, par leur ignorance grossière, étaient totalement incapables, dans l'Amérique nouvellement découverte, de comprendre les relations agraires des autochtones et, en l'absence de propriétaires privés, déclaraient simplement tout le pays « propriété de l'Empereur », terrain fiscal. Au XVII^e siècle, le missionnaire français *Dubois* écrivait par exemple à propos des Indes : « Les Indiens ne connaissent pas la propriété du sol. Les champs cultivés par eux sont la propriété du gouvernement mongol. » Et un docteur en médecine de la faculté de Montpellier, François Bernier, qui voyagea en Asie dans les pays du Grand Mogol et publia en 1699, à Amsterdam, une description très connue de ces pays, s'écriait, indigné : « Ces

trois États, la Turquie, la Perse et l'Inde, ont anéanti la notion même du tien et du mien appliquée à la possession du sol, notion qui est le fondement de tout ce qu'il y a de bon et de beau au monde. »

C'est de la même ignorance et incompréhension grossière pour tout ce qui ne ressemblait pas à la civilisation capitaliste que faisait preuve au XIXe siècle le savant James Mill, père du célèbre John Stuart Mill, lorsqu'il écrivait dans son histoire des Indes britanniques : « Sur la base de tous les faits observés par nous, nous ne pouvons que parvenir à la conclusion que la propriété du sol aux Indes revient au souverain ; car si nous n'admettions pas que c'est lui le propriétaire du sol, il nous serait impossible de dire qui en est le propriétaire. » Que le sol pût tout simplement appartenir aux communautés paysannes qui le cultivaient depuis des millénaires, qu'il pût exister un pays, une grande société civilisée, où le sol n'était pas un moyen d'exploiter le travail d'autrui, mais seulement la base de l'existence des gens qui y travaillaient eux-mêmes, c'est ce qui ne pouvait absolument entrer dans le cerveau d'un grand savant de la bourgeoisie anglaise. Cette limitation, presque touchante, de l'horizon intellectuel aux bornes de l'économie capitaliste, prouvait seulement que la science officielle du siècle des lumières bourgeois avait une vision et une compréhension historiques infiniment plus restreintes que, près de 2000 ans auparavant, celles des Romains dont les généraux comme César, les historiens comme Tacite, nous ont transmis des vues et des descriptions extrêmement précieuses des relations économiques et sociales chez leurs voisins germaniques, pourtant complètement différentes des leurs.

Autrefois comme aujourd'hui, l'économie politique bourgeoise a été, de toutes les sciences, celle qui, en tant que rempart de la forme dominante d'exploitation, a montré le moins de compréhension pour les autres formes de civilisation et d'économie, et il était réservé à d'autres branches de la science, un peu plus éloignées des oppositions directes d'intérêts et du champ de bataille entre capital et travail, de reconnaître dans les institutions communistes des temps anciens la forme généralement prédominante du développement de l'économie et de la civilisation à une certaine étape. Ce furent des juristes comme von Maurer, comme *Kovalevsky* et comme l'Anglais Henry Maine, professeur de droit et conseiller d'État aux Indes, qui les premiers firent reconnaître dans le communisme agraire une forme primitive internationale et valable pour tous les continents et toutes les races. C'est à un sociologue de formation juridique, l'Américain Morgan, que devait revenir l'honneur de découvrir que c'était là la base nécessaire, dans la structure sociale de la société primitive, à cette forme économique du développement. Le rôle important des liens de parenté dans les communes villageoises communistes primitives avait frappé les chercheurs, tant aux Indes qu'en Algérie et chez les Slaves. Pour les Germains, les recherches de von Maurer avaient établi que la colonisation de l'Europe était réalisée par les groupes Parentaux, la famille. L'histoire des peuples de l'antiquité, celle des Grecs et des Romains, montraient à chaque instant que la famille avait toujours joué chez eux le plus grand rôle, comme groupe social, comme unité économique, comme institution juridique, comme cercle fermé de pratique religieuse. Enfin, tous les renseignements apportés par les voyageurs sur les pays dits sauvages confirmaient avec un remarquable accord que plus un peuple était primitif, plus les liens de parenté y jouaient un grand rôle ; plus ils dominaient toutes les relations et les notions économiques, sociales et religieuses.

Un nouveau problème, extrêmement important, se posait ainsi à la recherche scientifique. Quels étaient au juste ces groupements familiaux qui avaient une telle

importance dans les temps primitifs, comment s'étaient-ils constitués, quel lien les unissait, en quoi consistait le communisme économique, et l'évolution économique en général ? Sur toutes ces questions, Morgan a pour la première fois donné des éclaircissements qui ont fait date en 1877, dans sa *Société primitive*. Morgan, qui a passé une grande partie de sa vie parmi les Indiens d'une tribu iroquoise, dans l'État de New York, et a étudié très à fond la situation de ce peuple primitif de chasseurs, en est venu en comparant le résultat de ses recherches avec les faits connus concernant d'autres peuples primitifs, à une nouvelle et vaste théorie des formes d'évolution de la société humaine dans ces longues périodes de temps qui ont précédé toute connaissance historique. Ces idées, qui font de Morgan un pionnier et qui restent pleinement valables même aujourd'hui malgré un apport abondant de nouveaux matériaux permettant d'en corriger certains détails, peuvent se résumer dans les points suivants -

1. *Morgan* a, le premier, apporté un ordre scientifique dans l'histoire des civilisations préhistoriques, d'une part en y distinguant différentes étapes de l'évolution, d'autre part en mettant en lumière le moteur fondamental. Jusque-là, l'immense période de vie sociale précédant toute histoire écrite et en même temps les rapports sociaux chez les peuples primitifs vivant encore aujourd'hui avec toute la variété de formes et d'étapes, formaient plus ou moins un chaos dont tel ou tel chapitre ou fragment était ici et là tiré des ténèbres par la recherche scientifique. Les notions d'« état sauvage » et de « barbarie » qu'on appliquait sommairement à ces états de l'humanité n'avaient qu'une valeur négative, caractérisant l'absence de tout ce qu'on considérait comme le signe de la « civilisation » selon les conceptions d'alors. De ce point de vue en effet, la vie proprement civilisée et humaine de la société commençait avec l'histoire écrite. Tout ce qui relevait de l'« état sauvage » et de la « barbarie » constituait pour ainsi dire une étape inférieure et honteuse, antérieure à la civilisation, une existence quasi animale sur laquelle l'humanité cultivée d'aujourd'hui ne pouvait que jeter un regard de mépris condescendant. De même que pour les représentants officiels de l'Église chrétienne, toutes les religions primitives et antérieures au Christianisme ne sont qu'une longue série d'égarements dans la quête de la vraie religion, de même pour les économistes en particulier, toutes les formes primitives d'économie n'étaient que des tentatives maladroitement avant la découverte de la seule forme économique véritable, celle de la propriété privée et de l'exploitation avec lesquelles commencent l'histoire écrite et la civilisation.

Morgan a porté à cette conception un coup décisif en présentant l'histoire primitive de la civilisation comme une partie infiniment plus importante dans l'évolution ininterrompue de l'humanité, plus importante tant par la durée infiniment plus longue qu'elle occupe par rapport à la minuscule période de l'histoire écrite, que par les conquêtes capitales de la civilisation qui ont eu lieu justement pendant cette longue pénombre, à l'aurore de l'existence sociale de l'humanité. En donnant un contenu positif aux « dénominations » d'état sauvage, de barbarie, de civilisation, *Morgan* en a fait des notions scientifiques exactes et les a utilisées comme instruments de la recherche scientifique. L'état sauvage, la barbarie et la civilisation sont, chez *Morgan*, trois étapes de l'évolution humaine, qui se différencient entre elles par des signes distinctifs matériels tout à fait déterminés et se décomposent elles-mêmes en niveaux inférieur, moyen et supérieur, que des conquêtes et des progrès concrets et déterminés de la civilisation permettent de distinguer. Certains pédants qui croient tout savoir peuvent aujourd'hui arguer que le niveau moyen de l'état sauvage n'a pas commencé par la pêche, comme *Morgan* le pensait, ni le niveau supérieur par l'invention de l'arc

et de la flèche, car dans beaucoup de cas l'ordre aurait été inverse et dans d'autres cas des étapes entières ont manqué par suite des circonstances naturelles ; ce sont là des critiques qui peuvent du reste être faites à toute classification historique si on la prend comme un schéma rigide ayant valeur absolue, comme une chaîne d'esclaves de la connaissance, et non comme un fil conducteur vivant et souple. Ce n'en est pas moins le mérite historique de Morgan que d'avoir créé par sa première classification scientifique les conditions préalables à l'étude de la préhistoire, tout comme c'est le mérite de Linné d'avoir fourni la première classification scientifique des plantes. Avec une grande différence cependant. Comme on le sait, Linné a pris comme fondement de sa systématisation des plantes un signe très pratique, mais purement extérieur - les organes de reproduction des plantes - et il a fallu par la suite, comme Linné lui-même le reconnaissait, remplacer ce premier expédient par une classification naturelle plus vivante du point de vue de l'histoire de l'évolution du monde végétal. Au contraire, c'est justement par le choix du principe fondamental sur lequel il a fondé sa systématique que Morgan, a le plus fécondé la recherche : il a pris pour point de départ de sa classification le principe selon lequel c'est le mode de travail social, la production qui, à chaque époque historique, dès les débuts de la civilisation, détermine en premier lieu les rapports sociaux entre les hommes et dont les progrès décisifs sont autant de bornes milliaires de cette évolution.

2. Le deuxième grand mérite de *Morgan* a trait aux rapports familiaux dans la société primitive. Là aussi, sur la base d'un vaste matériel qu'il s'est procuré par une enquête internationale, il a établi la première succession scientifiquement fondée dans les formes d'évolution de la famille, depuis les formes les plus basses de la société primitive jusqu'à la monogamie aujourd'hui dominante, c'est-à-dire jusqu'au couple permanent légalisé par l'État et où l'homme a la position dominante. Certes, le matériel découvert depuis lors a apporté mainte correction au schéma de l'évolution de la famille selon Morgan. Cependant, les traits fondamentaux de son système comme première échelle des formes de la famille humaine, des ténèbres de la préhistoire jusqu'au présent, guidée rigoureusement par l'idée de l'évolution, restent une contribution durable à l'acquis des sciences sociales. Morgan n'a pas enrichi ce domaine seulement par sa systématique, mais par une idée fondamentale et géniale sur les rapports entre les relations familiales dans une société et le système de parenté qui y prévaut. Morgan a pour la première fois attiré l'attention sur ce fait frappant que chez beaucoup de peuples primitifs les véritables relations de parenté et de descendance, c'est-à-dire la famille véritable, ne coïncident pas avec les titres de parenté que les hommes s'attribuent mutuellement, ni avec les obligations mutuelles qui découlent pour eux de ces titres. Le premier, il a trouvé à ce phénomène mystérieux une explication purement matérialiste dialectique. « La famille », dit Morgan, « est l'élément actif, elle n'est pas stationnaire, elle progresse d'une forme inférieure vers une forme plus élevée, dans la mesure où la société évolue d'une forme inférieure à une forme plus élevée. Par contre, les systèmes de parenté sont passifs, ils n'enregistrent qu'à intervalles très longs les progrès que la famille a accomplis au cours des temps et ne connaissent de modifications radicales que lorsque la famille s'est radicalement modifiée. » De là vient que chez les peuples primitifs, des systèmes de parenté qui correspondent à une forme antérieure et déjà dépassée de la famille, sont encore en vigueur, comme d'une manière générale les idées des hommes s'attachent longtemps à des situations qui sont déjà dépassées par l'évolution matérielle effective de la société.

3. Se fondant sur l'histoire de l'évolution des relations familiales, *Morgan* donna la première étude exhaustive de ces anciens groupements familiaux qui, chez tous les peuples civilisés, chez les Grecs et les Romains, chez les Celtes et les Germains, chez les anciens Israélites, sont au début de la tradition historique et se retrouvent chez la plupart des peuples primitifs qui vivent encore aujourd'hui. Il montra que ces groupements, reposant sur la parenté de sang et l'ascendance commune, ne sont d'une part qu'une étape élevée dans l'évolution de la famille et d'autre part le fondement de toute vie sociale - dans la longue période où il n'y avait pas encore d'État au sens moderne, c'est-à-dire pas d'organisation politique contraignante fondée sur le critère territorial. Toute tribu, qui se composait d'un certain nombre de familles ou de gentes, comme les Romains les nommaient, avait son propre territoire qui lui appartenait en commun, et dans chaque tribu, le groupement familial était l'unité qui se gérait de façon communiste, où il n'y avait ni riches ni pauvres, ni paresseux ni travailleurs, ni maîtres ni esclaves, et où toutes les affaires publiques se réglaient par le libre choix et la libre décision de tous. Comme exemple vivant de ces relations, par lesquelles sont autrefois passés tous les peuples de la civilisation actuelle, *Morgan* dépeignait en détail l'organisation des Indiens d'Amérique, telle qu'elle était encore florissante lorsque les Européens conquièrent l'Amérique.

« Tous ses membres », dit-il, « sont des gens libres, ayant le devoir de protéger la liberté d'autrui ; égaux en droits - ni le chef en temps de paix ni le chef de guerre ne peuvent revendiquer quelque privilège que ce soit ; ils forment une fraternité liée par les liens du sang. Liberté, égalité, fraternité, quoique jamais formulés, étaient les principes fondamentaux de la Gens, et celle-ci, à son tour, était l'unité de tout un système social, le fondement de la société indienne organisée. Cela explique le sens irréductible de leur indépendance et la dignité personnelle dans le maintien, que tout le monde reconnaît chez les Indiens. »

4. L'organisation en *gentes* amena l'évolution sociale au seuil de la civilisation que *Morgan* caractérise comme cette courte période la plus récente de l'histoire de la civilisation où, sur les ruines du communisme et de l'ancienne démocratie, surgirent la propriété privée et, avec elle, l'exploitation, une institution publique contraignante, l'État, et la domination exclusive de l'homme sur la femme dans l'État, dans le droit de propriété et dans la famille. C'est au cours de cette période historique relativement courte que se produisent les plus importants et les plus rapides progrès de la production, de la science, de l'art, mais aussi les divisions profondes de la société par les oppositions de classes, la misère des peuples et leur esclavage. Voici le propre jugement de *Morgan* sur notre civilisation actuelle, par lequel il conclut les résultats de son étude classique :

« Depuis l'avènement de la civilisation, la croissance de la richesse est devenue si formidable, ses formes si diverses, son application si vaste et son administration si adroitement canalisée dans l'intérêt des possédants que cette richesse est devenue, face au peuple, une puissance indomptable. L'esprit humain se trouve désarmé et fasciné devant sa propre création. Pourtant, le temps viendra où la raison humaine se fortifiera pour dominer la richesse, où elle établira le constat des rapports de l'État avec la richesse qu'il protège ainsi que les limites des droits des propriétaires. Les intérêts de la société passent avant les intérêts particuliers et des rapports justes et harmonieux doivent s'établir entre les deux. La seule poursuite de la richesse n'est pas la destination de l'humanité, si le progrès doit rester la loi de l'avenir comme il a été

celle du passé. Le temps écoulé depuis les débuts de la civilisation n'est qu'une petite fraction de la vie passée de l'humanité, qu'une petite fraction de la vie qui est encore devant elle. La dissolution de la société pèse comme une menace sur nous en conclusion d'une carrière historique dont le but final unique est la richesse ; car une telle carrière contient en elle-même les éléments de son propre anéantissement. La démocratie dans l'administration, la fraternité dans la société, l'égalité des droits, l'éducation universelle, consacreront la prochaine étape supérieure de la société, à l'avènement de laquelle l'expérience, la raison et la science contribuent en permanence. Cette étape fera revivre - mais sous une forme plus élevée - la liberté, l'égalité et la fraternité des anciennes gentes. »

La contribution de *Morgan* à la connaissance de l'histoire de l'économie a été d'une très grande portée. Il a présenté l'économie communiste primitive, qui n'était connue et expliquée jusque-là que comme une série d'exceptions, comme la règle générale d'une évolution logique des civilisations, et en particulier la constitution en *gentes*. Il était ainsi prouvé que le communisme primitif avec la démocratie et l'égalité sociale qui y correspondent est le berceau de l'évolution sociale. En élargissant l'horizon du passé préhistorique, il a situé toute la civilisation actuelle avec sa propriété privée, sa domination de classe, sa domination masculine, son État et son mariage contraignants, comme une courte étape passagère, née de la dissolution de la société communiste primitive et qui doit à son tour faire place dans l'avenir à des formes sociales supérieures. Ce faisant, *Morgan* a fourni au socialisme scientifique un nouveau et puissant appui. Tandis que *Marx* et *Engels* avaient, par la voie de l'analyse économique du capitalisme, démontré pour le proche avenir l'inévitable passage de la société à l'économie communiste mondiale et donné ainsi aux aspirations socialistes un fondement scientifique solide, *Morgan* a fourni dans une certaine mesure à l'œuvre de *Marx* et *Engels* tout son puissant soubassement, en démontrant que la société démocratique communiste englobe, quoique sous des formes primitives, tout le long passé de l'histoire humaine avant la civilisation actuelle. La noble tradition du lointain passé tendait ainsi la main aux aspirations révolutionnaires de l'avenir, le cercle de la connaissance se refermait harmonieusement et dans cette perspective, le monde actuel de la domination de classe, et de l'exploitation, qui prétendait être le *nec plus ultra* de la civilisation, le but suprême de l'histoire universelle, n'était plus qu'une minuscule étape passagère dans la grande marche en avant de l'humanité.

II

[Retour à la table des matières](#)

Le livre de *Morgan* sur la *Société primitive* a constitué pour ainsi dire une introduction après-coup au *Manifeste Communiste* de *Marx* et *Engels*. Les conditions étaient réunies pour forcer la science bourgeoise à réagir. En l'espace de deux à trois décennies après le milieu du siècle, la notion de communisme primitif s'était de toutes parts introduite dans la science. Tant qu'il ne s'agissait que d'honorables « antiquités

du droit germanique », de « particularités des tribus slaves », de l'État Inca du Pérou, exhumé par les historiens, etc., ces découvertes gardaient le caractère de curiosités scientifiques inoffensives, sans portée actuelle, sans liaison directe avec les intérêts et les combats quotidiens de la société bourgeoise. A tel point que des conservateurs endurcis ou des politiciens libéraux modérés comme *Ludwig von Maurer* et *Sir Henry Maine* pouvaient s'acquérir les plus grands mérites en faisant de telles découvertes. Bientôt pourtant cette liaison avec l'actualité allait s'opérer, dans deux directions à la fois. Déjà, nous l'avons vu, la politique coloniale avait amené un heurt entre les intérêts matériels tangibles du monde bourgeois et les conditions de vie du communisme primitif. Plus le régime capitaliste imposait sa toute-puissance en Europe occidentale depuis le milieu du XIX^e siècle, après les tempêtes de la révolution de 1848, et plus ce heurt devenait brutal. En même temps, et précisément depuis la révolution de 1848, un autre ennemi jouait un rôle de plus en plus grand à l'intérieur de la société bourgeoise : le mouvement ouvrier révolutionnaire. Depuis les journées de juin 1848 à Paris, le « spectre rouge » ne disparaît plus de la scène publique, et ressurgit en 1871 dans l'embrasement aveuglant des luttes de la Commune, au grand effroi de la bourgeoisie française et internationale. Or à la lumière de ces luttes de classes brutales, la plus récente découverte de la recherche scientifique - le communisme primitif - révélait son aspect dangereux. La bourgeoisie, touchée au point sensible de ses intérêts de classe, flairait un lien obscur entre les vieilles traditions communistes qui, dans les pays coloniaux, opposaient la résistance tenace à la recherche du profit et aux progrès d'une « européanisation » des indigènes, et le nouvel évangile apporté par l'impétuosité révolutionnaire des masses prolétariennes dans les vieux pays capitalistes.

Lorsqu'en 1873, à l'Assemblée nationale française, on régla le sort des malheureux Arabes d'Algérie par une loi instaurant de force la propriété privée, on ne cessa de répéter, dans cette assemblée où vibrerait encore la lâcheté et la furie meurtrière des vainqueurs de la Commune, que la propriété commune primitive des Arabes devait à tout prix être détruite, « comme forme qui entretient dans les esprits les tendances communistes ». En Allemagne, pendant ce temps, les splendeurs du nouvel empire allemand, la spéculation de « l'ère de fondation » et la première crise capitaliste des années 70, le régime de fer et de sang de Bismark, avec sa loi contre les socialistes, allaient intensifier à l'extrême les luttes de classes et bannir toute complaisance, y compris dans la recherche scientifique. Le développement sans exemple de la social-démocratie, incarnation des théories de *Marx* et *Engels*, a aiguisé extraordinairement l'instinct de classe de la science bourgeoise en Allemagne. Et c'est ainsi que la réaction contre les théories sur le communisme primitif s'est faite la plus vigoureuse. Des historiens de la civilisation comme *Lippert* et *Schurtz*, des théoriciens de l'économie politique comme *Bûcher*, des sociologues comme *Starcke*, *Westermarck* et *Grosse* sont aujourd'hui d'accord pour combattre avec ardeur la théorie du communisme primitif, et en particulier les idées de *Morgan* sur l'évolution de la famille et sur le règne autrefois souverain de la constitution familiale avec son égalité des sexes et sa démocratie générale. *M. Starcke*, par exemple, dans sa *Famille primitive*, de 1888, traite les hypothèses de *Morgan* sur les systèmes de parenté de « rêve sauvage », « pour ne pas dire délire ». ¹ Même des savants plus sérieux, comme le meilleur

¹ Les critiques et les théories de *Starcke* et de *Westermarck* ont été soumises par *Cunow*, dans son ouvrage de 1894 sur les « Organisations de la parenté chez les nègres des régions australes », à un examen approfondi et impitoyable, auquel, à notre connaissance, ces deux Messieurs n'ont pas répondu jusqu'à ce jour. Cela n'empêche pas des sociologues plus récents, comme *Grosse*, de continuer à les célébrer comme des autorités éminentes, comme ceux qui ont anéanti *Morgan*. Il en

historien des civilisations que nous possédions, *Lippert*, partent en guerre contre *Morgan*. Se fondant sur les rapports superficiels et vieillis de missionnaires du XVIIIe siècle, sans aucune formation économique et ethnologique, ignorant complètement les prodigieuses études de *Morgan*, *Lippert* décrit les relations économiques chez les Indiens d'Amérique du Nord, ceux mêmes dont *Morgan* a, mieux que personne, pénétré la vie et l'organisation sociales. Il y voit la preuve que chez les peuples chasseurs en général il n'y a aucune organisation commune de la production, aucun souci de la totalité et de l'avenir, qu'il n'y règne au contraire qu'absence, de toute règle et de toute pensée.

Lippert reprend, sans aucune critique, la déformation stupide que fait subir aux communistes existant effectivement chez les Indiens, l'œil européen borné des missionnaires; ainsi, par exemple, quand il cite l'histoire de la mission des frères évangélistes chez les Indiens d'Amérique du Nord, oeuvre de Loskiek, datant de 1789 : « Beaucoup d'entre eux (des Indiens d'Amérique), dit notre missionnaire remarquablement informé, sont si paresseux qu'ils ne plantent rien eux-mêmes, mais se fient à ce que d'autres ne peuvent refuser de partager leurs provisions avec eux. Comme de cette façon les plus travailleurs ne jouissent pas plus de leur travail que les oisifs, ils plantent de moins en moins, avec le temps. Que survienne un hiver rigoureux, la neige épaisse les empêche d'aller à la chasse, et une famine générale se produit facilement, entraînant souvent la mort de beaucoup d'hommes. La détresse leur apprend alors à se nourrir de racines et d'écorces d'arbres, en particulier de jeunes chênes. » Et Lippert ajoute aux paroles de son garant - « Ainsi, par un enchaînement naturel, la rechute dans l'insouciance antérieure a entraîné la rechute dans le mode de vie antérieur. » Dans cette société indienne où personne ne « peut refuser » de partager ses provisions avec d'autres et dans laquelle le « frère évangéliste » construit de toutes pièces et avec un arbitraire manifeste l'inévitable division en « travailleurs » et « oisifs » selon le modèle européen, Lippert prétend trouver la meilleure preuve contre le communisme primitif: « A un tel niveau, la génération âgée se soucie encore moins d'équiper la jeune génération pour la vie. L'Indien est déjà très éloigné de l'homme primitif. Dès que l'homme a un instrument, il a la notion de possession, mais limitée à cet outil. Dès le plus bas niveau, l'Indien a cette notion ; dans cette possession primitive, tout élément de communisme est absent ; l'évolution commence par le contraire. »

Le professeur Bücher a opposé à l'économie communiste primitive sa « théorie de la recherche individuelle de la nourriture » chez les peuples primitifs et des « espaces de temps incommensurables » dans lesquels « l'homme a existé sans travailler ». Or, pour l'historien des civilisations, Schurtz, le professeur Bücher, avec son « coup d'œil génial », est un prophète qu'il faut suivre aveuglément quand il s'agit de l'économie des époques primitives.¹ Le porte-parole le plus représentatif et le plus énergique de la réaction contre les dangereuses théories du communisme primitif, contre le « père

va des critiques de Morgan comme des critiques de Marx : il suffit à la science bourgeoise que leurs opinions servent contre les révolutionnaires haïs et leur bon vouloir remplace ici les résultats scientifiques.

¹ Le professeur Ed. Meyer écrit aussi, dans son introduction de 1907 à l'« Histoire de l'Antiquité » (p. 67) : « L'hypothèse établie par O. Hansen et généralement admise, selon laquelle la propriété privée du sol a été originellement et universellement précédée d'une propriété commune avec distribution périodique, comme César et Tacite la décrivent chez les Germains, a été très fortement contestée ces derniers temps ; en tout cas, le Mir russe, qui passe pour typique de cette propriété commune, ne date que du XVIIe siècle, » Le professeur Meyer reprend d'ailleurs cette dernière affirmation telle quelle dans *l'ancienne théorie* du professeur russe Tchitchérine.

de l'Église de la social-démocratie allemande », Morgan, c'est Monsieur Ernst Grosse. A première vue, Grosse est lui-même partisan de la conception matérialiste de l'histoire ; il explique en effet diverses formes de droit, de relations entre les sexes, de pensée sociale en remontant aux rapports de production, facteur déterminant de ces formes. « Peut d'historiens des civilisations », dit-il dans ses *Débuts de l'art* paru en 1894, « semblent avoir compris toute l'importance de la production. Il est d'ailleurs beaucoup plus facile de la sous-estimer que de la surestimer. L'économie est pour ainsi dire le centre vital de toute forme de civilisation ; elle exerce l'influence la plus profonde et la plus irrésistible sur tous les autres facteurs de civilisation, tandis qu'elle n'est elle-même déterminée que par des facteurs naturels - géographiques et météorologiques. On pourrait assez justement dire de la forme de production qu'elle est le phénomène primaire de civilisation, auprès duquel tous les autres aspects de la civilisation ne sont que dérivés et secondaires - évidemment pas au sens où les autres branches seraient nées de ce tronc, mais parce que, bien que nées de manière indépendante, elles se sont développées et se sont formées constamment sous la pression du facteur économique dominant. »

Il semble a première vue que M. Grosse lui-même a emprunté ses principales idées aux « pères de l'Église de la social-démocratie allemande », quoiqu'il se garde bien évidemment de laisser soupçonner, ne fut-ce que par un mot, la source scientifique à laquelle il a puisé, toute faite, sa supériorité sur « la plupart des historiens des civilisations ». Il est même, en ce qui concerne la conception matérialiste de l'histoire, « plus catholique que le pape ». Tandis qu'Engels - créateur, avec Marx, de la conception matérialiste de l'histoire - admettait, pour l'évolution de la famille depuis les temps primitifs jusqu'au mariage actuel sanctionné par l'État, une profession indépendante des relations économiques, fondée seulement sur la perpétuation du genre humain, Grosse va beaucoup plus loin. Il établit la théorie selon laquelle la forme de la famille n'est à chaque époque que le produit direct des rapports économiques en vigueur. « Nulle part... écrit-il, la signification de la production pour la civilisation ne ressort plus clairement que dans l'histoire de la famille. Les formes étranges de la famille humaine qui ont amené les sociologues à des hypothèses encore plus étranges, deviennent étonnamment compréhensibles dès qu'on les considère en relation avec les formes de la production. »

Son livre, paru en 1896, *Les formes de la famille et les formes de l'économie*, est entièrement consacré à démontrer la justesse de cette idée. En même temps Grosse est un adversaire résolu de la théorie du communisme primitif. Il cherche, lui aussi, à démontrer que l'évolution historique de l'humanité n'a pas du tout commencé par la propriété commune, mais par la propriété privée ; comme Lippert et Bûcher, il s'efforce d'exposer, de son point de vue, que plus on remonte dans la préhistoire et plus « l'individu » avec sa « possession individuelle » domine exclusivement. Certes, on ne peut contester les découvertes faites dans toutes les parties du monde sur les communautés villageoises communistes et sur les tribus. Mais M. Grosse - et là réside sa théorie propre - ne fait apparaître les organisations en lignages, cadres de l'économie communiste, qu'à une étape déterminée de l'évolution : au niveau de l'agriculture inférieure pour la faire se dissoudre au niveau de l'agriculture supérieure et céder à nouveau la place à la « propriété individuelle ». De cette façon, Grosse renverse triomphalement la perspective historique de Marx et de Morgan. Dans cette perspective, le communisme était le berceau de l'humanité, évoluant vers la civilisation, la forme des relations économiques qui avait accompagné cette évolution pendant des espaces de temps incommensurables, pour ne se dissoudre qu'avec la civilisation et faire place à la propriété privée ; et la civilisation elle-même, par un

rapide processus de dissolution, allait vers le retour au communisme, sous la forme plus élevée de la société socialiste.

D'après Grosse, c'était la propriété privée qui avait accompagné la naissance et le progrès de la civilisation, pour ne céder la place au communisme que temporairement et à une étape précise, celle de l'agriculture inférieure. D'après *Marx-Engels et Morgan*, le début et l'aboutissement de l'histoire de la civilisation, c'est la propriété commune, la solidarité sociale; d'après Grosse et ses collègues ès science bourgeoise, c'est l'« individu » avec la propriété privée. Ce n'est pas suffisant. Grosse est l'adversaire résolu non seulement de *Morgan et* du communisme primitif, mais de toute la théorie de l'évolution dans le domaine de la vie sociale et il déverse les flots de son ironie sur les esprits puérils qui veulent aligner tous les phénomènes de la vie sociale en une série évolutive et les saisir comme un processus unique, un progrès de l'humanité de formes inférieures vers des formes plus élevées de la vie. Cette idée fondamentale sur laquelle repose toute la science sociale moderne – la conception de l'histoire et la théorie du socialisme scientifique en particulier - Monsieur Grosse, en savant bourgeois typique, la combat de toutes ses forces. « L'humanité », proclame-t-il, « ne se meut nullement selon une ligne unique dans une direction unique ; au contraire, à la diversité des conditions de vie des peuples répond la diversité de leurs voies et de leurs buts. » Ainsi, en la personne de Grosse, la science sociale bourgeoise est parvenue, dans sa réaction contre les conséquences révolutionnaires de ses propres découvertes, au point où l'économie bourgeoise vulgaire était parvenue dans sa réaction contre l'économie classique : à la négation de toute loi de l'évolution sociale.¹ Examinons de plus près ce curieux « matérialisme » historique du plus récent des pourfendeurs de Marx, *Engels et Morgan*.

Grosse parle beaucoup de « production », il parle tout le temps du « caractère de la production », comme facteur déterminant qui influence l'ensemble de la civilisation. Qu'entend-il par production et caractère de la production ? « La forme économique qui domine ou prédomine dans un groupe social, la manière dont les membres du groupe pourvoient à leur subsistance, ce sont là des faits qui s'observent directement et se constatent partout dans leurs principaux traits avec une certitude suffisante. Nous pouvons avoir les doutes les plus sérieux sur les conceptions religieuses et sociales des Australiens ; mais aucun doute n'est possible sur le caractère de leur production : les Australiens vivent de la chasse et de la cueillette des plantes. Il est peut-être impossible de pénétrer dans la culture et les idées des anciens Péruviens ; mais le fait que les citoyens de l'empire Inca étaient un peuple d'agriculteurs est manifeste. »

Par « production » et par son « caractère », Grosse entend donc tout simplement la source principale de l'alimentation d'un peuple. La chasse, la pêche, l'élevage, l'agriculture, tels sont ces « rapports de production » qui exercent une action déterminante sur tous les autres rapports de civilisation chez un peuple. Il nous faut d'abord remarquer que si la suffisance de Monsieur Grosse à l'égard de la « plupart des historiens des civilisations » lui vient de cette maigre découverte, elle est dénuée de tout fondement. L'idée que la source principale à laquelle un peuple puise son alimentation est d'une extraordinaire importance pour le développement de sa civilisation n'est pas la découverte toute neuve de Monsieur Grosse, mais bien plutôt un très ancien acquis de tous les historiens des civilisations. Cette constatation a mené

¹ Note au crayon de R. L. - rassembler simplement du matériel et des « faits observés », comme l'Association de politique sociale, et des monographies.

à la classification courante des peuples en chasseurs, éleveurs et agriculteurs, telle qu'elle revient dans toutes les histoires des civilisations et telle que Monsieur Grosse lui-même l'applique après maintes tergiversations.

Cette idée n'est pas seulement très ancienne, elle est aussi - dans la plate version de Grosse - complètement fautive. Que nous sachions uniquement qu'un peuple vit de la chasse, de l'élevage ou de l'agriculture, ne nous fait rien connaître de ses rapports de production et de sa civilisation. Les Hottentots actuels du Sud-Ouest Africain que les Allemands ont privé de leur source d'existence en leur prenant leurs troupeaux, et qu'ils ont munis en échange de fusils, sont par force redevenus des chasseurs. Mais les rapports de production de ce « peuple de chasseurs » n'ont pas le moindre point commun avec ceux des chasseurs indiens de Californie qui vivent encore dans leur isolement primitif, et ceux-ci à leur tour n'ont guère de ressemblance avec les compagnies de chasseurs du Canada qui livrent industriellement des peaux de bêtes aux capitalistes américains et européens. Les éleveurs péruviens qui, avant l'invasion espagnole, gardaient leurs lamas dans la Cordillère, en économie communiste sous la domination Inca, les nomades arabes avec leurs troupeaux en Afrique ou en Arabie, les paysans d'aujourd'hui dans les Alpes suisses, bavaroises ou tyroliennes, qui gardent leurs mœurs traditionnelles au milieu du monde capitaliste, les esclaves romains à moitié retournés à l'état sauvage qui gardaient les énormes troupeaux de leurs maîtres en Apulie, les « farmers » de l'Argentine actuelle qui engraisent d'innombrables troupeaux pour les abattoirs et les conserveries de l'Ohio - tous sont des exemples d'« élevage » qui représentent autant de types totalement différents de production et de civilisation. Enfin l'« agriculture » englobe une telle variété de modes d'économie et de niveaux de civilisation depuis la communauté indienne primitive jusqu'aux latifundia modernes, depuis la minuscule exploitation jusqu'aux grands domaines des seigneurs baltes, depuis le fermage anglais jusqu'à la jobagie roumaine, depuis l'horticulture chinoise jusqu'à la plantation brésilienne et le travail des esclaves, depuis le sarclage féminin à Haïti jusqu'aux fermes d'Amérique du Nord marchant à l'électricité et à la vapeur.

Vraiment, les révélations de Monsieur Grosse sur l'importance de la production ne nous révèlent que son admirable incompréhension de ce qu'est réellement la « production ». C'est justement contre ce « matérialisme » grossier, qui ne considère que les conditions naturelles extérieures de la production et de la civilisation, et dont le sociologue anglais *Buckle est* le plus parfait représentant, que se dressaient Marx et Engels. Ce qui est décisif pour les relations économiques et culturelles des hommes, ce n'est pas la source naturelle extérieure de leur alimentation, ce sont les rapports que les hommes ont entre eux dans leur travail. Les rapports sociaux de production décident de la question : quelle forme de production domine chez un peuple ? On ne peut comprendre les rapports familiaux, les notions de droit, les idées religieuses, le développement des arts chez un peuple que lorsque l'on a saisi à fond cet aspect fondamental de la production. Mais il est, pour la plupart des observateurs européens, extrêmement difficile de pénétrer les rapports sociaux qui s'établissent dans la production chez les peuples dits sauvages. A l'inverse de *Monsieur Grosse*, qui croit déjà tout connaître quand il sait seulement que les Incas du Pérou étaient des agriculteurs, un savant sérieux, Sir *Henry Maine* écrit : « L'erreur caractéristique de l'observateur direct des réalités sociales ou juridiques étrangères consiste à les comparer trop vite avec des réalités connues de lui qui sont apparemment de même nature. »

Le lien entre les formes de la famille et les « formes de production » ainsi comprises se présente comme suit chez *Monsieur Grosse* : « Au niveau le plus bas, l'homme se nourrit de la chasse - au sens le plus large - et de la cueillette de végétaux. Cette forme primitive de production s'accompagne de la forme la plus primitive de division du travail, la division physiologique du travail entre les deux sexes. Tandis que l'homme se réserve de veiller à l'alimentation animale, la récolte des racines et des fruits est la tâche de la femme. Dans ces conditions, c'est sur l'homme que repose presque toujours le poids principal de la vie économique, en conséquence de quoi la forme primitive de la famille revêt partout un caractère nettement patriarcal. Quelles que soient les idées sur la parenté du sang, l'homme primitif est de fait le maître et le propriétaire au milieu de ses femmes et de ses enfants, même s'il n'est pas considéré comme parent par le sang de ses descendants. A partir de ce niveau le plus bas, la production peut progresser dans deux directions, selon que l'économie féminine ou l'économie masculine prend l'avantage. Ce sont avant tout les conditions naturelles dans lesquelles vit le groupe primitif qui transforment l'une ou l'autre des deux branches en tronc principal. Quand la flore et le climat du pays incitent à former des réserves et plus tard à cultiver des plantes utilitaires, c'est l'économie féminine qui se développe, la cueillette devient peu à peu la culture des plantes. De fait, chez les peuples primitifs d'agriculteurs, c'est toujours la femme qui s'occupe de ces travaux. Le poids de la vie économique se déplace ainsi vers la femme, en conséquence de quoi nous trouvons dans les sociétés primitives qui s'appuient surtout sur l'agriculture, une forme matriarcale de la famille, ou du moins des traces d'une telle forme. La femme, principal soutien de la famille et maîtresse de la terre, est au centre de la famille. Cette évolution n'a, il est vrai, que rarement abouti à un matriarcat au sens propre, à une véritable domination de la femme, si ce n'est là seulement où le groupe social était à l'abri des attaques d'ennemis extérieurs. Dans tous les autres cas, l'homme a reconquis, comme protecteur, la prépondérance qu'il avait perdue comme soutien de famille. C'est de cette façon que se constituent les différentes formes de familles qui règnent chez la plupart de ces peuples d'agriculteurs et qui représentent un compromis entre la tendance au matriarcat ou au patriarcat.

« Une grande partie de l'humanité a cependant connu une toute autre évolution. Les peuples de chasseurs qui vivaient dans des régions peu propices à l'agriculture, où par contre la domestication de certains animaux était possible et rentable, n'ont pas progressé dans la culture des plantes, mais dans l'élevage. Or, l'élevage, qui s'est développé peu à peu à partir de la chasse, est, à l'origine, un privilège de l'homme tout comme la chasse. Ainsi, la prédominance économique de l'homme, déjà existante, se renforce encore, et trouve son expression logique dans le fait que la forme patriarcale de la famille règne chez tous les peuples qui vivent prioritairement de l'élevage. En outre, la position prédominante de l'homme dans les sociétés d'élevage est encore accrue par le fait que, contraints à la guerre, les peuples bergers sont obligés de se constituer en organisations guerrières centralisées. D'où une forme extrême du patriarcat où la femme n'a aucun droit et vit en esclave d'un époux et maître revêtu de la puissance despotique.' Les peuples pacifiques d'agriculteurs où la femme, soutien de famille, règne ou, tout au moins, jouit en partie d'une position plus libre, tombent le plus souvent sous la domination des peuples guerriers d'éleveurs, et adoptent leurs coutumes : la domination despotique de l'homme dans la famille. « Et c'est ainsi qu'aujourd'hui toutes les nations civilisées vivent sous le signe d'une forme patriarcale plus ou moins marquée de la famille. » ¹

¹ Grosse : « Les débuts de l'art », p. 34.

Les étranges destinées historiques de la famille humaine décrites ici dans leur dépendance à l'égard des formes de production se ramènent donc au schéma suivant : ère de la chasse - famille conjugale avec domination masculine ; ère de l'élevage - famille conjugale avec domination masculine aggravée ; ère de l'agriculture inférieure - famille conjugale avec, par endroits, domination de la femme, puis soumission des agriculteurs aux éleveurs, là aussi famille conjugale avec domination masculine, et pour couronner le tout : ère de l'agriculture supérieure - famille conjugale avec domination masculine. On le voit, Monsieur Grosse prend au sérieux sa négation de la théorie moderne de l'évolution. Pour lui, il n'y a pas d'évolution dans la constitution de la cellule familiale. L'histoire commence et finit par la famille conjugale avec domination masculine. Ce faisant, Grosse ne se soucie pas qu'après s'être vanté d'expliquer la naissance des formes familiales à partir des formes de production, il présuppose la constitution de la famille comme quelque chose de donné, d'achevé, c'est-à-dire la famille conjugale, le ménage moderne et l'insère sans aucune modification dans toutes les formes de production. Ce qu'il suit en réalité à travers le temps, ce ne sont pas « les cellules familiales » mais simplement les relations entre sexes. Domination de l'homme ou domination de la femme - voilà selon Grosse le germe de la cellule familiale qu'il réduit à un signe extérieur tout aussi grossièrement qu'il avait réduit la « forme de production » à la question : chasse, élevage ou agriculture.

Il est fidèle à lui-même dans ses simplifications. Que la « domination masculine » ou la « domination féminine » puisse englober des douzaines de formes différentes de familles, qu'à l'intérieur du niveau de civilisation des « chasseurs » il puisse y avoir des douzaines de systèmes de parenté différents - c'est ce que Monsieur Grosse n'envisage pas plus qu'il n'envisage la question des rapports sociaux à l'intérieur d'un genre de production. La relation réciproque entre formes de famille et formes de production se ramène alors au très spirituel « matérialisme » suivant : on considère dès l'abord les deux sexes comme des concurrents en affaires. Quiconque est soutien de famille, est maître de la famille, pense le philistin, ainsi, d'ailleurs, que le code civil bourgeois. La malchance du sexe féminin veut qu'il n'ait été, exceptionnellement, qu'une seule fois soutien de famille dans l'histoire, à l'époque de l'agriculture inférieure ; même alors il a le plus souvent eu le dessus face au sexe guerrier masculin. L'histoire de la famille n'est au fond que l'histoire de l'esclavage de la femme, dans toutes les « formes de production » et malgré toutes les formes de production.

Le seul lien entre les formes de familles et les formes d'économie n'est finalement que la légère différence entre des formes un peu plus douces ou un peu plus dures de la domination masculine. Pour en terminer, le premier message de rédemption dans l'histoire de la civilisation humaine est apporté à la femme asservie... par l'Église chrétienne qui, sinon sur la terre, du moins au ciel, ne connaît pas de différence entre les sexes. « Par cette doctrine, la chrétienté a accordé à la femme une dignité devant laquelle l'arbitraire de l'homme doit s'incliner », conclut Monsieur Grosse, en jetant l'ancre dans le port de l'Église chrétienne après avoir longtemps erré sur les eaux de l'histoire économique. Comme les formes de la famille qui ont amené les sociologues à des « hypothèses étranges » sont « étonnamment compréhensibles », dès qu'on les considère « en liaison avec les formes de production » !

Le plus frappant, cependant, dans cette histoire des « formes de la famille », c'est la façon dont est traitée l'association de parentage, ou le clan, comme dit Grosse. Nous avons vu le rôle énorme joué par les associations de parentage dans la vie sociale, aux premières étapes de la civilisation. Surtout depuis les recherches de

Morgan, qui ont fait date, on sait qu'avant la formation de l'État territorial, elles étaient la forme propre de la société humaine, et que longtemps (encore) après, elles étaient l'unité économique et la communauté religieuse. Comment situer la curieuse histoire des « formes de la famille » selon Grosse par rapport à ces faits ? Grosse ne peut manifestement pas nier l'existence de clans chez tous les peuples primitifs. Mais comme elle est en contradiction avec son schéma de la famille conjugale et de la domination de la propriété privée, il s'efforce d'en réduire l'importance au minimum, sauf dans la période de l'agriculture inférieure. « Le pouvoir du clan est né avec l'économie agricole inférieure et il disparaît aussi avec elle ; chez tous les agriculteurs supérieurs le clan, soit a déjà périclité, soit périclite. »¹ Ainsi Grosse fait surgir le « pouvoir du clan » avec son économie communiste au beau milieu de l'histoire de l'économie et de l'histoire de la famille. pour le faire se dissoudre aussitôt après. Comment expliquer la naissance, l'existence et les fonctions des clans durant les millénaires d'évolution de la civilisation avant l'agriculture inférieure, alors que d'après Grosse ils n'ont ni fonction économique ni signification sociale par rapport à la famille conjugale en ces temps-là ? Que sont en général ces clans qui mènent une existence d'ombres à l'arrière-plan des familles particulières avec leur économie privée, chez les chasseurs et chez les éleveurs ? C'est le propre secret de *Monsieur Grosse*. Il ne se soucie pas davantage de la contradiction criante entre sa petite histoire et quelques faits universellement reconnus. Les clans n'acquerraient une importance que dans l'agriculture inférieure ; or les clans sont la plupart du temps liés à la vendetta, au culte religieux et très souvent aussi à la désignation d'un animal totémique ; toutes ces choses sont beaucoup plus anciennes que l'agriculture ; il faut donc, d'après la propre théorie de *Grosse*, qu'elles tirent leur pouvoir de rapports de production de périodes bien plus lointaines. *Grosse* explique l'existence de clans chez des agriculteurs supérieurs, Germains, Celtes, Indiens, comme un héritage de la période de l'agriculture inférieure où les clans ont leurs racines dans l'économie rurale féminine. Or l'agriculture supérieure des peuples civilisés ne vient pas de la culture féminine par sarclage, mais de l'élevage, qui était déjà pratiqué par les hommes et où, selon *Grosse*, le clan n'avait aucune importance par rapport à l'exploitation familiale patriarcale. Selon *Grosse* encore, l'organisation en clans est sans importance chez les éleveurs nomades, elle n'acquiert de pouvoir pour quelque temps que lorsque le groupe se fixe et passe à l'agriculture.

D'après les meilleurs spécialistes des civilisations agraires, l'évolution réelle s'est opérée en sens inverse : tant que les éleveurs menaient une vie nomade, les associations de parentage avaient à tous égards les plus grands pouvoirs ; avec la vie sédentaire et l'agriculture, la cohésion du clan commence à se relâcher et à reculer devant le regroupement local des agriculteurs dont la communauté d'intérêts est plus forte que la tradition des liens du sang, la communauté familiale se transforme en une communauté de voisinage. Telle est l'opinion de *Ludwig von Maurer*, *Kovalevsky*, *Henry Maine*, *Laveleye* ; et actuellement, *Kaufmann* démontre l'existence du même phénomène chez les Kirghizes et les Yakoutes.

Signalons enfin que *Grosse* avoue lui-même n'avoir, de son point de vue, pas la moindre explication à donner pour les phénomènes les plus importants relevant du domaine des rapports familiaux primitifs, comme le matriarcat, et qu'il se contente en haussant les épaules d'appeler le matriarcat « la curiosité la plus rare de la sociologie ». Il en vient jusqu'à cette affirmation incroyable que chez les Australiens

¹ Grosse: « Formes de la famille », p. 238, pp. 207, 215.

les idées de consanguinité n'auraient eu aucune influence sur les systèmes familiaux, et même, chose encore plus incroyable, qu'il n'y avait pas trace de clans chez les anciens Péruviens ; il juge de la civilisation agraire des Germains d'après le matériel vieilli et discutable de *Laveleye* et reprend finalement à son compte, par exemple, cette fabuleuse affirmation de *Laveleye*, selon laquelle « aujourd'hui encore » la communauté villageoise russe chez les 35 millions de Grands-Russiens constitue un regroupement de clan par consanguinité ; une « communauté familiale », ce qui est à peu près aussi exact que l'affirmation selon laquelle l'ensemble de la population berlinoise formerait « aujourd'hui encore » une grande communauté familiale. Tout cela habilite particulièrement *Grosse* à traiter de chien crevé le « père de l'église de la social-démocratie allemande », *Morgan*. Les exemples donnés ci-dessus de la façon dont *Grosse* traite des formes de la famille et du clan donnent une idée de la façon dont il traite des « foi-mes de l'économie ». Toute son argumentation dirigée contre le communisme primitif repose sur une série de « certes » et de « mais » ; il concède les faits incontestables, mais il leur en oppose d'autres de façon à diminuer ce qui ne lui convient pas, à gonfler ce qui lui convient et à obtenir le résultat souhaité.

Grosse rapporte lui-même à propos des chasseurs inférieurs : « La propriété individuelle, qui dans toutes les sociétés inférieures consiste avant tout ou exclusivement en biens meubles, n'a ici presque aucune importance ; mais la partie la plus précieuse de la propriété, le chien de chasse, appartient en commun à tous les hommes de la tribu. Par voie de conséquence, le butin doit lui aussi être parfois partagé entre tous les membres de la horde. C'est par exemple ce qu'on rapporte sur les Botocudos (*Ehrenreich, Revue d'ethnologie*). Dans certaines parties de l'Australie, de telles coutumes existent. Tous les membres d'un groupe primitif sont et demeurent également pauvres. Comme il n'y a pas de différences importantes de fortune, la principale cause de formation des différentes castes fait défaut. En général, tous les hommes adultes à l'intérieur d'une tribu ont les mêmes droits. » (pp. 55-56.) De même, « l'appartenance au clan a sous certains (!) rapports une influence importante sur la vie du chasseur inférieur. Elle lui donne le droit de se servir de tel chien de chasse et le droit et le devoir de protection et de vengeance » (p. 64). De même, *Grosse* reconnaît la possibilité d'un communisme de clan chez les chasseurs inférieurs de Californie.

Les liens du clan sont pourtant ici très relâchés ; il n'y a pas de communauté économique. « Le mode de production des chasseurs arctiques est cependant si individualiste que la cohésion du clan ne résiste guère aux convoitises centrifuges. » De même, chez les Australiens, « la chasse et la cueillette sur le terrain commun ne sont en règle générale nullement pratiquées en commun ; chaque famille a son exploitation séparée ». En général, « la pénurie de nourriture ne tolère aucune réunion durable en groupes assez grands, elle contraint à la dispersion » (p. 63).

Passons aux chasseurs supérieurs. Certes, « chez les chasseurs supérieurs aussi, le sol est en général la propriété commune de la tribu ou du clan » (p. 69), certes, nous trouvons à ce niveau des maisons collectives où les clans habitent en commun (p. 84) ; certes, apprenons-nous, « les digues et les travaux de production importants que Mackenzie a vus dans les fleuves de la Haida et qui, d'après ses estimations, doivent avoir exigé le travail de l'ensemble de la tribu, étaient sous la surveillance du chef sans la permission duquel personne ne pouvait pêcher. Ils étaient donc vraisemblablement considérés comme la propriété de l'ensemble de la communauté villageoise à

laquelle appartenait aussi sans partage les eaux poissonneuses et les terrains de chasse » (p. 87).

Mais « les biens meubles ont acquis ici une telle extension et une telle importance que, malgré l'égalité dans la possession du sol, une grande inégalité de fortune peut se développer » (p. 69) et « en général la nourriture, autant que nous pouvons en juger, n'est pas plus considérée comme propriété commune que le reste des biens meubles. On ne peut caractériser les clans domestiques comme des communautés économiques que dans un sens très limité » (p. 88).

Tournons-nous maintenant vers le niveau de civilisation directement supérieur, les éleveurs nomades. A leur sujet aussi, Grosse rapporte ce qui suit : certes, « même les nomades les plus instables ne débordent pas au-delà de certaines limites, ils se meuvent tous à l'intérieur d'un territoire assez précisément délimité, qui passe pour la propriété de leur tribu et qui est à son tour souvent réparti entre les différentes familles particulières et clans ». Et plus loin : « Le sol est, dans presque tout le domaine de l'élevage, possession commune de la tribu ou du clan (p. 91). « La terre est, il est vrai, le bien commun de tous les membres du clan et elle est répartie comme telle par le clan ou par son chef entre les différentes familles qui l'exploitent » (p. 128).

Mais « la terre n'est pas la possession la plus précieuse du nomade. Son bien suprême, c'est son troupeau et le bétail est toujours (!) la propriété particulière des familles individuelles. Le clan d'éleveurs n'est jamais (!) devenu une communauté économique ou de propriété ».

Viennent ensuite les agriculteurs inférieurs. Ici, certes, le clan est pour la première fois reconnu comme une communauté complètement communiste. *Mais - ici* aussi un « mais » suit immédiatement - ici aussi « l'industrie mine l'égalité sociale » (Grosse parle d'industrie, mais il pense naturellement à la production de marchandises qu'il ne sait pas distinguer de l'autre) et crée une propriété particulière meuble qui a priorité sur la propriété collective du sol et la détruit (pp. 136-137). Malgré la communauté du sol, « la séparation entre riche et pauvre existe déjà ici aussi ». Le communisme est réduit à un bref interlude dans l'histoire de l'économie, qui commence avec la propriété privée pour se terminer par la propriété privée. Ce qu'il fallait démontrer !

III

[Retour à la table des matières](#)

Pour vérifier la valeur du schéma de Grosse, tournons-nous directement vers les faits. Examinons - même d'un coup d'œil rapide - le mode économique des peuples au niveau le plus bas. Quel est-il ? Grosse les appelle les « chasseurs inférieurs » et dit à leur sujet : « Les peuples de chasseurs inférieurs ne constituent aujourd'hui qu'une infime fraction de l'humanité. Condamnés par leur forme de production imparfaite et peu rentable à la faiblesse numérique et à la pauvreté, ils ont partout reculé devant les

peuples plus grands et plus forts, de sorte qu'ils ne végètent plus maintenant que dans des forêts vierges impénétrables et des déserts inhospitaliers. Une grande partie de ces tribus misérables appartient à des races naines. Ce sont les plus faibles justement, qui dans la lutte pour l'existence sont repoussés par les plus forts vers les contrées les plus hostiles et sont condamnés à la stagnation. En tout cas, on trouve encore aujourd'hui sur tous les continents, à l'exception de l'Europe, des représentants de la plus ancienne forme d'économie. L'Afrique recèle une multitude de peuples de chasseurs de petite taille ; malheureusement, nous n'avons jusqu'à maintenant d'informations que sur un seul d'entre eux, les *Boschimans* du désert de Kalahari (dans le sud-ouest africain allemand). Les autres tribus de pygmées se cachent dans l'obscurité des forêts vierges centrales.

Quittons l'Afrique pour l'Orient. Nous rencontrerons dans l'île de Ceylan (à la pointe méridionale de la péninsule indienne) le peuple nain de chasseurs des *Veddahs*. Plus loin, dans l'archipel Andaman, les *Mincopies* ; à l'intérieur de Sumatra, les *Kubus*, et dans les montagnes sauvages des Philippines les *Aetas*, trois tribus qui appartiennent également aux races naines. Avant la colonisation européenne, le continent australien était peuplé de tribus de chasseurs inférieurs, et si les indigènes ont été chassés de la plus grande partie des régions côtières par les colons de la seconde moitié du XIXe siècle, ils continuent de vivre dans les déserts de l'intérieur.

En Amérique, on peut suivre toute une série de groupes humains dont la civilisation est des plus pauvres, dispersés depuis l'extrême Sud jusque dans le grand Nord. Dans les déserts montagneux du cap Horn (pointe méridionale de l'Amérique du Sud) battus par la pluie et la tempête, il y a les habitants de la *Terre de feu* que plus d'un observateur * déclaré être les plus misérables et les plus grossiers de tous les humains. A travers les forêts brésiliennes, errent, outre les *Botocudos*, de mauvaise réputation, bien d'autres hordes de chasseurs dont les *Bororo*, qui nous sont connus grâce aux recherches de *von der Steinen*. La Californie centrale (sur la côte ouest de l'Amérique du Nord) recèle diverses tribus qui ne sont guère au-dessus des très misérables Australiens. »¹ Sans pouvoir continuer de suivre *Grosse*, qui situe curieusement les *Esquimaux* parmi les peuples au niveau le plus bas, nous allons maintenant passer en revue quelques-unes des tribus énumérées ci-dessus en y cherchant les traces d'une organisation socialement planifiée du travail.

Tournons-nous d'abord vers les anthropophages *australiens* qui, selon plusieurs savants, se trouvent au niveau le plus bas de civilisation que le genre humain puisse présenter sur cette terre. Chez les nègres d'Australie, nous trouvons avant tout la division primitive du travail déjà mentionnée entre hommes et femmes : ces dernières s'occupent principalement de l'alimentation végétale, du bois et de l'eau ; les hommes vont à la chasse et fournissent la viande.

De plus, nous trouvons ici un tableau du travail social totalement opposé à la « recherche individuelle de la nourriture » qui nous apporte en même temps une preuve de la façon dont l'application nécessaire de toute la force de travail est assurée dans les sociétés les plus primitives. Par exemple : « Dans la tribu *Chepara*, on attend de tous les hommes valides qu'ils s'occupent de la nourriture. Un homme est-il paresseux et reste-t-il au camp, les autres se moquent de lui et l'insultent. Hommes, femmes et enfants quittent le camp tôt le matin pour aller chercher de la nourriture. Lorsqu'ils

¹ Ernst Grosse : « Les formes de la famille et les formes de l'économie », p. 30.

ont suffisamment chassé, hommes et femmes portent leur butin au plus proche point d'eau où un feu est allumé et le gibier rôti. Hommes, femmes et enfants mangent tous ensemble dans un climat de bonne entente, la nourriture ayant été répartie équitablement entre tous par les anciens. Après le repas, les femmes portent les restes au camp, et les hommes chassent en chemin. »¹

Voici quelques précisions sur le plan de la production chez les Nègres australiens. Il est en effet extrêmement compliqué et élaboré jusque dans le détail. Chaque tribu australienne se décompose en un certain nombre de groupes dont chacun porte le nom d'un animal ou d'une plante qu'il adore, et possède une portion de territoire délimitée à l'intérieur du territoire de la tribu. Un territoire appartient par exemple aux hommes du Kangourou, un autre aux hommes de l'Emou - grand oiseau ressemblant à l'autruche -, un troisième aux hommes du Serpent (les Australiens consomment aussi des serpents). etc. Ces « Totems » sont presque tous, d'après les dernières découvertes scientifiques, des animaux et des plantes qui servent de nourriture aux nègres australiens. Chacun de ces groupes a son chef qui dirige la chasse. Or le nom de plante ou d'animal et le culte correspondant ne sont pas une forme vide, chaque groupe a en effet l'obligation de s'occuper de la nourriture dont il porte le nom, de veiller au maintien et à la perpétuation de cette source alimentaire. Et chaque groupe ne le fait pas pour lui-même, mais avant tout pour les *autres* groupes de la tribu. Les hommes-kangourou ont l'obligation d'approvisionner les autres membres de la tribu en viande de kangourou, les hommes-serpents de fournir les serpents, les hommes-chenilles de procurer une espèce de chenille qui passe pour une gourmandise, etc. Il est caractéristique que tout cela s'accompagne de coutumes religieuses rigoureuses et de grandes cérémonies. Selon une règle presque générale, les gens de chaque groupe ne peuvent pas manger, ou très modérément, de leur propre animal ou plante-totem, par contre ils doivent en approvisionner les autres. Un homme du groupe des serpents doit, s'il attrape un serpent, s'abstenir d'en manger, sauf en cas de grande faim, mais l'apporter au camp pour les autres. De même, un homme-émou ne prendra que très peu de viande d'émou et pas du tout d'œufs ni de la graisse de l'animal, utilisée comme médicament, mais les livrera aux membres de sa tribu. D'autre part, les autres groupes ne peuvent chasser ou récolter ou manger un animal ou une plante sans l'autorisation des hommes du totem correspondant.

Tous les ans, chaque groupe célèbre une cérémonie solennelle dont le but est d'assurer (par des chants, de la musique et diverses cérémonies cultuelles) la perpétuation de l'animal ou de la plante-totem, cérémonie après laquelle seulement il est permis aux autres groupes d'en manger. La date de la cérémonie est fixée pour chaque groupe par son chef, qui la dirige aussi. Et cette date est en relation directe avec les conditions de production. Il y a en Australie centrale une longue saison sèche dont les animaux et les plantes souffrent beaucoup et une courte saison des pluies qui entraîne une prolifération de la vie animale et une végétation abondante. Or, la plupart des cérémonies ont lieu à l'approche de la bonne saison. *Ratzel* voyait encore un « malentendu comique » dans l'affirmation que les Australiens portent le nom de leurs principaux aliments.² Pourtant, dans le système des groupes totémiques brièvement indiqué ci-dessus, on ne peut que reconnaître au premier regard une organisation poussée de la production sociale. Les différents groupes totémiques ne sont manifestement que les membres d'un vaste système de division du travail. Les groupes forment ensemble un tout ordonné et planifié et chaque groupe procède pour

¹ « Somló », d'après Howitt, p. 45.

² Fr. Ratzel : « Ethnologie », 1887, 2e volume, p. 64.

lui-même de façon organisée et planifiée sous une direction unique. Le fait que ce système de production prenne une forme religieuse, la forme de toutes sortes d'interdits alimentaires, de cérémonies, etc., prouve seulement que ce plan de production est *de date très ancienne*, que cette organisation existait déjà chez les nègres australiens il y a des siècles et même des millénaires ; aussi a-t-elle eu le temps de se scléroser en formules rigides et, ce qui était à l'origine simplement utile du point de vue de la production et de l'approvisionnement en nourriture, s'est mué en une série d'articles de foi, en la croyance en des relations mystérieuses.

Ces relations, découvertes par les Anglais *Spencer* et *Gillen*, sont confirmées aussi par un autre savant, *Frazer*. Ce dernier dit expressément : « Nous ne devons pas oublier que les divers groupes totémiques ne vivent pas isolés les uns des autres dans la société totémique ; ils sont mélangés et exercent leurs forces magiques pour le bien commun. Dans le système primitif, les hommes-kangourou - si nous ne nous trompons pas - chassaient et tuaient des kangourous aussi bien pour l'usage de tous les autres groupes totémiques que pour leur propre usage, et il en a sans doute été de même pour le totem-chenille, le totem-faucon et les autres totems. Dans le nouveau système à forme religieuse où il fut interdit aux hommes de tuer et manger les animaux totems, les hommes-kangourou ont continué à chasser des kangourous, mais ce n'était plus pour leur propre usage ; les hommes-émou ont continué à faire se multiplier les émous bien qu'ils n'eussent plus le droit de manger de la viande d'émou ; les hommes-chenille continuèrent à appliquer leurs arts magiques à la perpétuation des chenilles bien que ces gourmandises fussent maintenant réservées à d'autres estomacs. » En un mot : ce qui se présente à nous comme un système de culte était, dans les temps les plus reculés, un simple système de production sociale organisée avec une division du travail très poussée.

Si nous nous tournons maintenant vers la répartition des produits chez les nègres australiens, nous trouvons un système encore plus détaillé et plus compliqué, si possible. Toute pièce de gibier qui a été chassée, tout cœur d'oiseau qui a été trouvé, toute poignée de fruits qui a été récoltée est attribuée à tels ou tels membres de la société selon des règles et un plan stricts. La nourriture végétale, par exemple, que les femmes ont ramassée, leur appartient à elles et aux enfants. Le butin de chasse des hommes est réparti selon des règles différentes pour chaque tribu, mais très minutieuses dans toutes les tribus. C'est ainsi par exemple que le savant anglais *Howitt* a observé le mode de répartition suivant chez les peuplades du Sud-Est australien, principalement dans la région de Victoria :

« Un homme tue un kangourou à une certaine distance du camp. Deux autres hommes l'accompagnent, mais ils n'en viennent pas à l'aider pour tuer l'animal. La distance du camp est considérable, aussi le kangourou est-il rôti avant d'être apporté au camp. Le premier homme allume un feu, les deux autres découpent le gibier, les trois rôtissent les entrailles et les mangent. La répartition se fait de la manière suivante : les hommes nos 2 et 3 ont une cuisse et la queue et une cuisse avec une partie de la hanche parce qu'ils ont assisté et participé au dépeçage. L'homme n° 1 garde le reste et l'apporte au camp. Sa femme apporte la tête et l'échine à ses parents, le reste revient aux parents de l'homme. S'il n'a pas de viande, il en garde un peu pour lui, mais s'il a un opossum, il donne tout. Si sa mère a attrapé des poissons, elle peut lui en donner un peu, ou bien ses beaux-parents lui donnent un peu de leur part ; ils lui en donnent un peu le matin suivant. Dans tous les cas, les enfants sont bien nourris

par les grands-parents. »¹ Dans une tribu, les règles suivantes sont en vigueur : d'un kangourou par exemple, celui qui l'a abattu reçoit un morceau de rable, le père l'échine, les côtes, les épaules et la tête ; la mère la cuisse droite, le plus jeune frère la patte avant gauche, la sœur aînée un morceau le long de l'échine, la sœur cadette la patte avant droite. Le père remet la queue et un morceau du dos à ses parents, la mère remet une partie de la cuisse et le tibia à ses propres parents. D'un ours, le chasseur lui-même garde les côtes gauches, le père reçoit la patte arrière droite, la mère la gauche, le frère aîné la patte avant droite, le frère cadet la gauche. La sœur aînée reçoit l'échine, la plus jeune le foie. Les côtes droites appartiennent au frère du père, un morceau du flanc à l'oncle maternel et la tête va dans le camp des jeunes hommes.

Dans une autre tribu, la nourriture est partagée immédiatement entre tous les présents. Si par exemple un vallaby (petite espèce de kangourou) est abattu, et si dix ou douze personnes sont présentes, chacune reçoit un morceau de l'animal. Aucun d'entre eux ne touche à l'animal ou à un morceau avant que le chasseur ne lui ait attribué son morceau. Si celui qui a abattu l'animal est par hasard absent pendant qu'on rôtit la bête, personne ne la touche avant qu'il ne revienne et fasse la répartition. Les femmes reçoivent des parts égales à celles des hommes et les parents s'occupent des enfants.²

La forme rituelle que prennent ces modes de partage, variables selon les tribus, trahit leur caractère très ancien.³ Il s'y exprime sans doute une tradition millénaire que chaque génération respecte rigoureusement. Le système fait apparaître deux choses très clairement. D'une part, que chez les nègres australiens, peuplade sans doute la plus arriérée qui soit, ce n'est pas seulement la production, mais aussi la consommation qui est organisée de façon planifiée comme une affaire commune, sociale. D'autre part, que ce plan vise à assurer l'approvisionnement des membres de la société, tant en fonction de leurs besoins que de leur rendement : en toutes circonstances, on pourvoit avant tout à la subsistance des gens âgés et ceux-ci, à leur tour, de même que les mères, s'occupent des petits enfants. La vie économique des Australiens - la production, la division du travail, la répartition des aliments - est organisée de façon strictement planifiée, codifiée en règles fixes depuis des temps immémoriaux.

Quittons l'Australie pour l'Amérique du Nord. Ici, les quelques Indiens qui sont restés à l'est, sur l'île Tiburon, dans le golfe de Californie, et sur une mince bande côtière, offrent un intérêt particulier, parce qu'ils vivent complètement à l'écart et sont hostiles aux étrangers. Grâce à cela, ils ont conservé toute la pureté de leurs coutumes primitives. En 1895, des savants des États-Unis ont entrepris une expédition pour étudier cette tribu et l'Américain Mac Gee nous en dépeint les résultats. D'après lui, la tribu des Indiens Seri - c'est le nom de cette petite peuplade - se décompose en quatre groupes portant chacun le nom d'un animal. Les deux plus importants sont le groupe du Pélican et le groupe de la Tortue. Les coutumes, mœurs et règles de ces groupes en ce qui concerne leurs animaux-totems sont tenues rigoureusement secrètes et il a été très difficile de les connaître. Quand on apprend que la nourriture de ces Indiens consiste principalement en viande de pélican, de tortues, en poissons et autres animaux marins, et quand on se rappelle le système décrit ci-dessus des groupes totémiques chez les Nègres australiens, on peut admettre

¹ « Somló », d'après Howitt, p. 42.

² Id., p. 43.

³ Ratzel, 1894, 1er volume, p. 333.

avec un grand degré de certitude que chez les Indiens de Californie le culte mystérieux des animaux-totems et la division de la tribu en groupes correspondants ne sont que les vestiges d'un système de production très ancien et rigoureusement organisé avec division du travail, qui s'est sclérosé en symboles religieux. Ce qui nous renforce dans cette idée, c'est que le pélican est l'esprit protecteur suprême des Indiens Seri. Cet oiseau constitue en même temps la base de l'existence économique de la tribu. La viande de pélican est la nourriture essentielle, la peau du pélican sert de vêtement, de lit, de bouclier, d'article de troc avec les étrangers.

La forme de travail la plus importante des Seri, la chasse, est soumise à des règles strictes. La chasse au pélican est une entreprise commune bien organisée, « au caractère au moins à demi-cérémoniel » ; la chasse au pélican ne peut avoir lieu qu'à certaines périodes, de sorte que les oiseaux soient épargnés pendant la période où ils couvent, afin que leur postérité soit assurée. « A l'abattage (opéré massivement, il ne présente aucune difficulté, vu la lourdeur de ces oiseaux) succède une grande goinfrie, les familles à demi-affamées dévorant bruyamment dans l'ombre les morceaux les plus tendres, jusqu'à ce que le sommeil s'empare d'elles. Le jour suivant, les femmes recherchent le cadavre dont le plumage a été le moins abîmé et en retirent soigneusement la peau. » La fête dure plusieurs jours et différentes cérémonies y sont liées. Cette « grande goinfrie » qui se passe dans l'ombre et dans le bruit et où le professeur *Bücher* verrait sûrement le signe d'un comportement bestial, est en réalité très bien organisée - son caractère cérémoniel en est la garantie suffisante. La planification de la chasse s'accompagne d'une réglementation rigoureuse de la répartition et de la consommation. Le repas commun suit un ordre déterminé : d'abord vient le chef de la tribu (et conducteur de la chasse), puis les autres guerriers par ordre d'âge, puis les enfants par ordre d'âge également, les filles (surtout celles proches de la puberté) jouissant de grands avantages, grâce à l'indulgence des femmes. « Tout membre de la famille ou du clan peut revendiquer la nourriture et la vêtue nécessaires, et c'est l'affaire de tout autre que de veiller à ce que ces besoins soient couverts. Le degré de cette obligation est pour une part fonction du voisinage, du rang et du degré de responsabilité dans le groupe (en fonction de l'âge habituellement). La première personne a l'obligation de veiller à ce qu'il en reste assez pour ceux qui sont au-dessous d'elle et cette obligation redescend de telle sorte qu'il est pourvu même aux besoins des enfants incapables de se tirer d'affaire tout seuls. » ¹

Pour l'*Amérique du Sud*, nous avons le témoignage du professeur von *der Steinen* sur la tribu sauvage de Bororo au Brésil. Ici aussi règne avant tout la division typique du travail : les femmes s'occupent de la nourriture végétale, cherchent des racines avec un bâton pointu, grimpent avec une grande agilité sur les palmiers, récoltent les noix, coupent le cœur du palmier, cherchent des fruits et autres choses semblables. Les femmes apprêtent la nourriture végétale et fabriquent la poterie. Quand les femmes rentrent, elles donnent aux hommes les fruits et reçoivent en échange ce qui reste de la viande. La répartition et la consommation sont réglées rigoureusement.

« Si l'étiquette des Bororo ne les empêchait nullement de manger en commun », dit von *der Steinen*, « ils avaient par contre d'autres coutumes étranges qui montrent clairement que des tribus dépendant d'un butin souvent maigre doivent trouver des moyens pour prévenir les querelles et les disputes lors de la répartition. » Il y avait par exemple une règle extrêmement frappante : nul *ne faisait rôtir le gibier abattu par*

¹ « Somló », d'après Moc Gee, p. 128.

lui-même, mais le donnait à rôtir à un autre ! Les mêmes sages mesures de précaution sont prises pour les peaux et défenses d'animaux. Quand un jaguar a été abattu, on célèbre une grande fête ; on mange la viande. Mais ce n'est *pas le chasseur qui reçoit* la peau et les dents, c'est le plus proche parent de l'Indien (ou de l'Indienne) le plus récemment décédé. On honore le chasseur, tout le monde lui donne en cadeaux des plumes d'arara (la parure la plus distinguée des Bororo) et l'arc orné de rubans d'oassu. Le règlement le plus important pour empêcher la discorde est lié au *médecin, ou*, comme les Européens ont coutume de dire en pareil cas, au sorcier ou au prêtre. Il doit être présent lorsqu'on abat un animal, autoriser le partage de tout animal abattu ou de tout mets végétal, par certaines cérémonies déterminées. La chasse a lieu à l'initiative et sous la direction du chef. Les hommes jeunes et non-mariés habitent en commun dans la « maison des hommes », où ils travaillent, fabriquent des armes, des outils, des parures, filent, se livrent à des joutes, tout cela en commun, et où ils mangent en commun, dans l'ordre et la discipline la plus stricte, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut. « La famille dont un membre *meurt* », dit *von der Steinen*, « est frappée d'une grande perte. Car on brûle tout ce dont se servait le mort, ou on le jette dans le fleuve, emballé dans la corbeille d'os pour qu'il n'y ait aucune occasion de retour. La hutte est ensuite complètement nettoyée. Les survivants reçoivent de nouveaux cadeaux, on fait pour eux des arcs et des flèches et la coutume veut que, lorsqu'un jaguar est tué, la peau soit donnée au frère de *la dernière femme décédée* ou à l'oncle du *dernier homme décédé*. »¹ Un plan et une organisation tout à fait précis président donc à la production comme à la répartition.

Si nous parcourons le continent américain jusqu'à l'extrême pointe méridionale, nous trouvons en *Terre de Feu* des peuples au niveau le plus bas. Ils habitent ce groupe d'îles inhospitalières situé à la pointe méridionale de l'Amérique du Sud, et c'est au XVII^e siècle que nous avons eu les premières informations sur eux. En 1698, à l'initiative des pirates français, qui sévissaient depuis de nombreuses années dans les mers australes, le gouvernement français y avait envoyé une expédition. L'un des explorateurs qui y participa nous a laissé un journal qui contient les brèves informations suivantes sur les habitants de la Terre de Feu :

« Toute famille, c'est-à-dire le père, la mère et les enfants qui ne sont pas encore mariés, a sa pirogue (en écorce d'arbre). Ils y gardent tout ce dont ils ont besoin. Là où la nuit les rejoint, ils se couchent et dorment. S'il n'y a pas de hutte construite, ils en dressent une. Au milieu, ils allument un petit feu autour duquel ils se couchent sur un amas d'herbes. S'ils ont faim, ils font cuire des coquillages que le plus âgé d'entre eux répartit en parts égales. L'occupation principale et la tâche des hommes consistent dans la construction de la hutte, dans la chasse et la pêche ; les femmes doivent prendre soin des canots et ramasser les coquillages... Ils chassent la baleine de la façon suivante : ils vont en mer à cinq ou six canots, et quand ils en ont trouvé une, ils la poursuivent, la harponnent avec de grandes flèches dont les pointes en os ou en pierre sont très habilement taillées... Quand ils ont abattu un animal ou un oiseau ou pris des poissons et des coquillages, qui constituent leur nourriture habituelle, ils les répartissent entre toutes les familles, et ils ont sur nous cette supériorité qu'ils possèdent presque tous leurs vivres en commun. »²

¹ Karl von der Steinen : « Parmi les peuples naturels du Brésil », pp. 378-389.

² Rapport de la 8^e séance du Congrès International des Américanistes à Paris en 1890 ; fait par M. G. Marcel, Paris 1892, p. 491.

D'Amérique, tournons-nous vers l'Asie. Ici, le savant anglais *E.H. Man*, qui a passé onze ans parmi les tribus naines des *Mincopies*, dans l'archipel Andaman (dans le golfe du Bengale) et en a acquis une connaissance plus précise que tout autre Européen, nous rapporte sur eux les faits suivants :

« Les Mincopies se décomposent en neuf tribus, et chaque tribu en un assez grand nombre de petits groupes de 30, 50 et parfois 300 personnes. Chacun de ces groupes a son chef, la tribu entière a aussi un chef qui est au-dessus de ceux des différentes communautés. Son autorité est très limitée ; elle consiste essentiellement à organiser les réunions de toutes les communautés qui font partie de sa tribu. C'est lui qui dirige la chasse, la pêche et les expéditions, il arbitre aussi les querelles. A l'intérieur de chaque communauté, le travail est commun, avec une division du travail entre hommes et femmes. Les hommes vaquent à la chasse, à la pêche, à la récolte du miel, à la construction des canots, des ares, des flèches et autres outils, les femmes fournissent le bois et l'eau, ainsi que la nourriture végétale, fabriquent les bijoux, font la cuisine. C'est la tâche de tous les hommes et de toutes les femmes qui restent à la maison de s'occuper des enfants, des malades et des vieillards et d'entretenir le feu dans les différentes huttes ; quiconque est apte à travailler a l'obligation de travailler pour lui-même et pour la communauté ; il est d'usage de veiller à ce qu'il y ait toujours des réserves de nourriture, pour traiter des amis de passage. Les petits enfants, les faibles et les vieillards sont l'objet des soins généraux et ils sont mieux placés que le reste des membres de la société, en ce qui concerne la satisfaction de leurs besoins quotidiens.

« Pour la consommation de la nourriture, il existe des règles déterminées. Un homme marié ne peut manger en commun qu'avec d'autres hommes mariés ou des célibataires, mais jamais avec d'autres femmes que celles de son propre ménage, sauf s'il est déjà d'âge avancé. Les gens non mariés doivent prendre leurs repas à part - les jeunes hommes d'un côté, les jeunes filles de l'autre.

« La préparation des mets est habituellement la tâche des femmes ; elles s'y adonnent en général pendant l'absence des hommes. Si elles sont exceptionnellement occupées à rapporter du bois ou de l'eau, comme les jours de fête ou lors d'une chasse particulièrement abondante, c'est un homme qui s'occupe de la cuisine et qui, une fois le repas à moitié prêt, le partage entre les présents et laisse la préparation ultérieure aux soins de chacun d'entre eux sur leurs propres feux. Si le chef est là, il reçoit la première part, la part du lion, puis viennent les hommes et ensuite les femmes et les enfants ; ce qui reste appartient à celui qui a fait le partage.

« Dans la confection de leurs armes, de leurs outils et autres objets, les Mincopies manifestent d'habitude une remarquable persévérance, passant des heures à tailler laborieusement un morceau de fer avec un marteau de pierre pour en façonner une pointe de javelot ou de flèche, ou à corriger la forme d'un arc, etc. Ils s'adonnent à ces travaux même quand aucune nécessité immédiate ou prévisible ne les incite à de tels efforts. On ne peut pas les accuser d'égoïsme - dit-on d'eux - car ils offrent (naturellement, ce n'est qu'une expression européenne provenant d'un malentendu pour « partager ») souvent le meilleur de ce qu'ils possèdent et ne gardent pas pour leur propre usage les objets les mieux réussis, encore moins en font-ils de meilleurs pour eux-mêmes. » ¹

¹ « Somló », d'après Man, pp. 96-99.

Nous allons clore la série des exemples ci-dessus par un échantillon de la vie des sauvages africains. Les petits *Boschimans* du désert de Kalahari offrent habituellement l'exemple de la plus grande arriération et du plus bas niveau de civilisation humaine. Des savants allemands, anglais et français,

nous rapportent de façon concordante que les *Boschimans* vivent en groupes (hordes) qui mènent une vie économique commune. Dans leurs petites bandes, une égalité parfaite règne en ce qui concerne les vivres, les armes, etc. Les vivres qu'ils trouvent dans leurs expéditions sont recueillis dans des sacs que l'on vide au camp. « Alors - raconte l'Allemand Passarge - la récolte du jour apparaît : des racines, des bulbes, des fruits, des chenilles, des oiseaux, des grenouilles, des tortues, des sauterelles et même des serpents et des iguanes. » Puis on répartit le butin entre tous. « La récolte systématique de végétaux, tels que par exemple baies, racines, bulbes, etc., de même que de petits oiseaux, est l'affaire des femmes. Elles doivent, avec l'aide des enfants, faire provision de ces vivres pour la horde. L'homme aussi apporte ce qu'il trouve au hasard, mais cette récolte est tout à fait secondaire chez lui. La tâche de l'homme, c'est avant tout la chasse. » Le butin de chasse est consommé en commun par la horde. Aux *Boschimans* errants et aux hordes amies, on accorde aussi place et nourriture auprès du feu commun. Passarge, en bon Européen chaussé des lunettes de la société bourgeoise, voit même dans la « vertu exagérée » avec laquelle les *Boschimans* partagent avec d'autres tout jusqu'au dernier reste, une cause de leur incapacité à se civiliser ! ¹

On voit donc que, dans la mesure où ils nous sont connus par l'observation directe, les peuples les plus primitifs, et précisément ceux qui sont le plus éloignés de l'état sédentaire et de l'agriculture, qui se trouvent pour ainsi dire au point de départ dans la chaîne de l'évolution, nous présentent une tout autre image de leur situation que dans le schéma de *Monsieur Grosse*. Nous n'apercevons partout que communautés économiques strictement réglementées avec des traits typiques d'organisation communiste, et non « dispersion » et « exploitations séparées ». Cela concerne les « chasseurs inférieurs ». Pour les « chasseurs supérieurs », le tableau de l'économie de clan chez les Iroquois, telle que *Morgan* l'a décrite en détail, nous suffit. Mais les éleveurs aussi livrent un matériel suffisant pour infliger un démenti aux audacieuses affirmations de *Grosse*. ²

La communauté agricole de la Marche n'est donc pas la seule, mais simplement la plus évoluée, pas la première, mais la dernière des organisations communistes primitives, que nous rencontrerons dans l'histoire économique. Cette organisation communiste primitive elle-même n'est pas un produit de l'agriculture, mais de très anciennes traditions de communisme: né au sein de l'organisation gentilice, appliqué finalement à l'agriculture, le communisme y atteint un sommet qui hâte son propre déclin. Les faits ne confirment nullement le schéma de *Grosse*. Si nous lui demandons l'explication de ce communisme, phénomène remarquable qui surgit au beau milieu de l'histoire économique, pour disparaître peu après, il nous sert une de ses spirituelles explications « matérialistes » : « Nous avons vu en fait que si le clan a acquis plus de solidité et de pouvoir chez les agriculteurs inférieurs que chez les peuples ayant d'autres formes de civilisation, c'est avant tout parce qu'il intervient comme

¹ « Somló », p. 116.

² Note marginale de R. L. (au crayon) : Les Péruviens, mais ce ne sont pas des nomades, il est vrai - les Arabes, les Kabyles, les Kirghizes, les Yakoutes.

communauté d'habitat, de possession et d'économie. Qu'il soit parvenu ici à un tel développement, c'est ce qu'explique à son tour la nature de l'agriculture inférieure, qui unit les hommes, alors que la chasse et l'élevage les dispersent » (p. 158). Autrement dit, la « réunion » ou la « dispersion » spatiales des hommes, voilà ce qui décide de la prédominance du communisme ou de la propriété privée. Dommage que *Monsieur Grosse* ait oublié de nous expliquer comment il se fait que les bois et les prés - où l'on se « disperse » le plus volontiers - soient restés le plus longtemps - jusqu'à aujourd'hui même par endroits - propriété collective, tandis que les champs, où l'on se « réunit », sont devenus de très bonne heure propriété privée. Dommage qu'il ne nous explique pas non plus pourquoi la forme de production qui, dans toute l'histoire économique, « réunit » le plus les hommes, la grande industrie, n'a pas du tout produit de propriété collective, mais au contraire la forme la plus virulente de la propriété privée, la propriété capitaliste.

On le voit, le « matérialisme » de *Grosse* est une nouvelle preuve de ce qu'il ne suffit pas de parler de la « production » et de sa signification pour l'ensemble de la vie sociale, pour avoir une conception matérialiste de l'histoire ; de ce qu'en particulier, séparé de la conception révolutionnaire de l'évolution, le matérialisme historique devient une grossière et lourde béquille de bois, au lieu d'être, comme chez *Marx*, le coup d'aile génial de l'esprit.

Ce qui ressort avant tout, c'est que tout en discourant si abondamment de la production et de ses formes, *Monsieur Grosse* n'y voit pas clair dans les concepts les plus fondamentaux concernant les rapports de production. Nous avons déjà vu qu'il entend d'abord par formes de production des catégories purement extérieures comme la chasse, l'élevage ou l'agriculture. Pour répondre alors à l'intérieur de chacune de ces « formes de production » à la question de la forme de propriété - propriété commune, propriété familiale ou propriété privée, et quel est le possesseur - il distingue des catégories comme « la propriété foncière » et les « biens meubles ». S'il trouve des propriétaires différents pour ces différentes propriétés, il se demande quelle est la « plus importante ». Ce qui lui paraît, à *Monsieur Grosse*, « le plus important », il en fait la forme de propriété dominante de la société. Il décrète par exemple que chez les chasseurs supérieurs « les biens meubles ont déjà acquis une telle importance » qu'ils sont plus importants que la propriété « foncière » et, comme les biens meubles, la nourriture par exemple, sont propriété privée, *Grosse* ne reconnaît pas une économie communiste, malgré la propriété commune du sol.

Or de telles distinctions d'après un signe purement extérieur - bien meuble ou immeuble - n'ont pas la moindre signification pour la production et sont à peu près au même niveau que les autres distinctions établies par *Grosse* entre les formes de la famille, selon la domination masculine ou féminine, ou entre les formes de production selon leurs effets de dispersion ou d'unification. Les « biens meubles » peuvent consister en vivres, en matières premières, en parures et objets culturels, ou en outils. Ils peuvent être fabriqués pour l'usage propre ou pour l'échange. Selon le cas, ils auront une importance très différente pour les rapports de production. *Grosse* juge des rapports de production et de propriété des peuples d'après les vivres et autres objets de consommation au sens le plus large - ce en quoi il est un représentant typique de la science bourgeoise actuelle. S'il trouve que ce sont des individus qui prennent possession des objets de consommation et les consomment, le règne de la propriété privée est établi pour lui chez le peuple en question. C'est typiquement la façon dont

on réfute aujourd'hui « scientifiquement » le communisme primitif.¹ D'après ce profond point de vue, une communauté de mendiants telle qu'on en rencontre souvent en Orient et qui met en commun et consomme ensemble les aumônes, ou une bande de voleurs qui profite solidairement du produit de ses vols, représente une « collectivité économique communiste » à l'état pur. Par contre, une communauté agraire qui possède et cultive en commun le sol, mais en consomme les fruits par familles, ne peut être considérée comme une « communauté économique que dans un sens très limité ». Bref, ce qui décide du caractère de la production, selon cette conception, c'est le droit de propriété touchant les biens de consommation, et non les moyens de production, c'est-à-dire les conditions de la répartition et non celles de la production. Nous sommes parvenus ici à un point central de l'économie politique, qui est d'une importance fondamentale pour comprendre toute l'histoire économique. Abandonnant désormais *Monsieur Grosse* à son sort, nous allons accorder notre attention à cette question.

IV

[Retour à la table des matières](#)

Quiconque aborde l'étude de l'histoire économique et veut connaître les différentes formes prises par les rapports économiques de la société dans son évolution historique, doit d'abord savoir clairement quel caractère distinctif de ces rapports économiques il doit prendre comme pierre de touche et unité de mesure de cette évolution. Pour s'y retrouver dans l'abondance des phénomènes dans un domaine précis et, en particulier, pour découvrir leur ordre de succession historique, il faut savoir très clairement quel facteur est pour ainsi dire l'axe interne autour duquel tournent les phénomènes. *Morgan* a pris pour mesure de l'histoire des civilisations et pour pierre de touche du niveau atteint par elles, un facteur tout à fait précis - le développement de la technique de production. Ce faisant, il a pris pour ainsi dire toute la civilisation humaine à la racine, il a mis à nu cette racine. Pour l'histoire économique, le critère de *Morgan* ne suffit pas. La technique du travail social montre exactement le niveau atteint par les hommes dans la domination de la nature extérieure. Tout pas en avant dans le perfectionnement de la technique de production est en même temps un pas en avant dans la soumission de la nature physique à l'esprit humain, un pas en avant dans l'évolution de la civilisation humaine universelle. Cependant, si nous voulons étudier spécialement les formes de production dans la société, les rapports de l'homme avec la nature ne nous suffisent pas, ce qui nous intéresse au premier chef, c'est un autre aspect du travail humain : ce sont les rapports des hommes entre eux dans le travail, c'est-à-dire l'organisation sociale de la production, et la technique de la production. Si nous savons qu'un peuple primitif connaît le tour du potier et fait de la poterie, c'est là une chose très caractéristique du degré de civilisation atteint par ce peuple. *Morgan* fait de ce progrès très important de

¹ « Somló ».

la technique le signe significatif de toute une période de la civilisation qu'il caractérise comme le passage de l'état sauvage à la barbarie. Mais nous ne pouvons guère juger encore de la forme de la production chez ce peuple d'après ce fait. Il nous faudrait pour cela connaître toute une série de circonstances, savoir qui dans cette société pratique l'art de la poterie, si tous les membres de la société ou seulement une fraction, une famille par exemple, ou les femmes, pourvoient la communauté en pots, si les produits de la poterie ne sont utilisés que par la communauté elle-même, le village par exemple, pour son propre usage ou s'ils servent à l'échange avec d'autres, si les produits de chaque personne faisant de la poterie sont utilisés par elle seule ou si tous les objets produits servent en commun à tous les membres de la collectivité.

Les relations sociales qui peuvent déterminer le caractère de la forme de production dans une société sont multiples et diverses : division du travail, répartition des produits parmi les consommateurs, échange. Ces aspects de la vie économique sont eux-mêmes déterminés par un facteur décisif de la production. Il est clair à première vue que la répartition des produits et l'échange ne peuvent être que des phénomènes dérivés. Pour que les produits puissent être répartis ou échangés entre consommateurs, il faut avant tout qu'ils soient fabriqués. La production est donc le premier et le plus important facteur de la vie économique de la société. Ce qui est décisif dans le processus de la production, c'est la question suivante : quels sont les rapports entre ceux qui travaillent et leurs moyens de production ? Tout travail exige certaines matières premières, un lieu de travail précis et puis... certains outils. Nous savons déjà quelle importance revient aux outils du travail et à leur fabrication dans la vie de la société humaine. La force de travail humaine s'y ajoute pour accomplir le travail avec ces outils et les autres moyens de production et fabriquer les biens de consommation nécessaires à la vie de la société. Or la première question de la production, et son facteur décisif, ce sont les rapports des hommes qui travaillent avec leurs moyens de production. Nous ne parlons pas des rapports *techniques*, du caractère plus ou moins perfectionné des moyens de production avec lesquels les hommes travaillent, ni de la manière dont ils procèdent dans leur travail. Nous parlons des rapports *sociaux* entre la force de travail humaine et les moyens de production morts, et de la question : à *qui appartiennent les moyens de production ?* Au cours des temps, ces rapports ont subi de nombreux changements. Chaque fois, le caractère de la production, la répartition des produits, la forme prise par la division du travail, la tendance et l'ampleur de l'échange, enfin toute la vie matérielle et intellectuelle de la société en étaient modifiées. Selon que ceux qui travaillent possèdent en commun leurs moyens de production, ou que chacun les possède pour lui-même, ou que ceux qui travaillent soient au contraire en même temps que les moyens de production, et comme moyens de production eux-mêmes, la propriété de ceux qui ne travaillent pas, ou qu'ils soient enchaînés comme esclaves aux moyens de production, ou bien encore libres, mais ne possèdent pas de moyens de production et se voyant contraints de vendre leur force de travail comme moyen de production - nous avons une économie communiste ou une économie de petits paysans ou une économie artisanale, ou une économie esclavagiste ou une économie féodale ou enfin une économie capitaliste reposant sur le travail salarié.

Chacune de ces formes d'économie a sa forme particulière de division du travail, de répartition des produits, d'échange, de vie sociale, juridique ou intellectuelle. Il suffit dans l'histoire économique des hommes que les rapports entre ceux qui travaillent et les moyens de production se modifient radicalement pour que tous les autres aspects de la vie économique, politique et intellectuelle se modifient radicalement, pour que naisse une société entièrement nouvelle. Il y a évidemment une

continue interaction entre tous ces aspects de la vie économique de la société. Non seulement les rapports de la force de travail avec les moyens de production agissent sur la division du travail, sur la répartition des produits, sur l'échange, mais ces facteurs agissent à leur tour sur les rapports de production. Cependant, la façon d'agir est différente. Le mode, dominant à chaque étape économique, de division du travail, la répartition des richesses, l'échange en particulier peuvent bien miner peu à peu les rapports entre force de travail et moyens de production dont ils sont eux-mêmes sortis. Mais leur forme ne se modifie que lorsqu'un bouleversement radical, une révolution a eu lieu dans les rapports dépassés entre force de travail et moyens de production. Les bouleversements dans les rapports entre force de travail et moyens de production constituent-ils les grandes pierres milliaires sur la voie de l'histoire économique délimitent-ils les époques naturelles dans le devenir économique de la société ? Combien il est important, pour comprendre l'histoire économique, d'en distinguer clairement l'essentiel de l'inessentiel, c'est ce que montre un examen de la méthode la plus appréciée aujourd'hui en Allemagne par l'économie politique bourgeoise et la plus couramment adoptée pour diviser l'histoire économique. Nous pensons à la division du professeur *Bûcher*. Dans sa *Formation de l'économie nationale*, le professeur *Bûcher* expose l'importance d'une division correcte en époques, pour comprendre l'histoire économique. Selon son habitude, il n'aborde pas simplement la question pour nous présenter le résultat de ses recherches rationnelles, mais commence par nous préparer à une juste appréciation de son œuvre en s'étendant longuement sur les insuffisances de tous ses prédécesseurs.

« La première question », dit-il, que doit se poser le spécialiste d'économie politique qui veut comprendre l'économie d'un peuple à une époque reculée, sera celle-ci : l'économie est-elle une économie nationale ? Ses phénomènes sont-ils de même essence que ceux de notre actuelle économie d'échange, ou bien sont-ils essentiellement différents ? On ne peut répondre à cette question si l'on ne renonce pas à étudier les phénomènes économiques du passé avec les mêmes procédés d'analyse conceptuelle et de déduction psychologique qui ont fait brillamment leurs preuves entre les mains des maîtres de l'ancienne économie politique « abstraite » pour l'étude de l'économie du présent.

« On ne peut épargner à l'école « historique » moderne le reproche d'avoir transposé, au passé, presque sans examen, les catégories habituelles abstraites des phénomènes de l'économie nationale moderne, au lieu de pénétrer l'essence des époques économiques antérieures ou bien d'avoir manipulé les concepts de l'économie d'échange jusqu'à ce qu'ils semblent tant bien que mal s'adapter à toutes les époques économiques... Nulle part cela ne se remarque mieux que dans la manière dont on caractérise les différences entre l'économie actuelle des peuples civilisés et l'économie des époques passées ou des peuples pauvres en civilisation. Cela se produit par l'énumération de prétendues étapes *de l'évolution* dans la désignation desquelles on résume en un slogan toute la marche de l'évolution historique de l'économie... Toutes les tentatives antérieures de ce genre souffrent d'un défaut : elles ne nous donnent pas accès à l'essence des choses, mais restent à la surface. »¹

Quelle division de l'histoire économique le professeur *Bûcher* nous propose-t-il maintenant ? Écoutons-le : « Si nous voulons saisir toute cette évolution d'un seul point de vue, ce ne peut être qu'un point de vue qui nous fasse accéder aux phénomènes essentiels de l'économie nationale, mais nous révèle en même temps le facteur

¹ Bûcher : « Formation de l'économie nationale », p. 54.

organisateur des périodes économiques antérieures. Ce ne peut être que le rapport entre la production des biens et leur consommation, ou plus exactement : la longueur du chemin que les biens parcourent du producteur au consommateur. De ce point de vue, nous parvenons à la division suivante de toute l'évolution économique, tout au moins pour les peuples d'Europe centrale et occidentale où elle peut être suivie historiquement avec une précision suffisante, en trois étapes :

« 1° L'étape de l'économie domestique fermée (production purement pour soi-même, sans échange), étape à laquelle les biens sont consommés dans l'économie même où ils sont nés.

« 2° L'étape de l'économie urbaine (production pour les clients, échange direct), étape à laquelle les biens passent directement de l'économie productrice à l'économie de consommation.

« 3° L'étape de l'économie nationale (production marchande, circulation des biens) étape à laquelle les biens doivent en général passer par une série d'économies avant de parvenir à la consommation. »¹

Ce schéma de l'histoire économique est d'abord intéressant par ce qu'il ne contient pas. Pour le professeur *Bûcher*, l'histoire économique commence par la communauté agraire des peuples civilisés européens, donc par l'agriculture supérieure. Toute la période, longue de plusieurs millénaires, où régnaient des rapports de production antérieurs à l'agriculture supérieure, rapports dans lesquels vivent encore de nombreuses peuplades, *Bûcher*, nous le savons, la caractérise comme « non-économie », comme période de la fameuse « recherche individuelle de la nourriture » et du « non-travail ». Le professeur *Bûcher* commence l'histoire de l'économie avec cette forme la plus tardive du communisme primitif qui, avec la vie sédentaire et l'agriculture supérieure, contient déjà en elle les germes de sa dissolution inévitable et du passage à l'inégalité, à l'exploitation et à la société de classes. Grosse conteste le communisme dans toute la période précédant le communisme agraire, *Bûcher* raye complètement cette période de l'histoire de l'économie.

La seconde étape de l'« économie urbaine » fermée est une autre découverte sensationnelle que nous devons au « génial coup d'œil » du professeur de Leipzig, comme dirait *Schurtz*. Si par exemple l'« économie domestique fermée » d'une communauté agraire se caractérisait par le fait qu'elle englobait un cercle de personnes satisfaisant, toutes, leurs besoins économiques à l'intérieur de cette économie domestique, c'est exactement l'inverse pour les villes médiévales d'Europe centrale et occidentale - elles seules en effet constituent pour *Bûcher* l'« économie urbaine ». Dans la ville médiévale, il n'y a pas d'« économie » commune, mais - pour employer le jargon du professeur *Bûcher* - autant d'« économies » que d'ateliers et de ménages d'artisans des corporations, dont chacun produit, vend et consomme pour lui-même - quoique selon les règles générales de la corporation et de la cité. La ville médiévale d'Allemagne ou de France ne constituait pas un domaine économique « fermé », car son existence s'appuyait directement sur l'échange avec la campagne dont elle recevait nourriture et matières premières et pour laquelle elle fabriquait les produits industriels. *Bûcher* construit autour de chaque ville un environnement rural fermé

¹ Ibid, p. 58.

qu'il incorpore à son « économie urbaine », en réduisant par commodité l'échange entre la ville et la campagne à l'échange avec les *paysans* du plus proche voisinage. Les cours des riches seigneurs féodaux qui constituaient les meilleurs clients du commerce urbain et qui étaient en partie dispersés à la campagne loin de la ville, et en partie avaient leur siège au centre de la ville en particulier dans les villes impériales et épiscopales y formant leur propre domaine économique, sont laissées complètement de côté. De même, *Bûcher* fait abstraction du commerce extérieur qui a eu la plus grande importance pour la vie économique médiévale, et en particulier pour le destin des cités. Ce qu'il y a de plus caractéristique pour les villes médiévales, le fait qu'elles ont été le centre de la *production marchande*, devenue pour la première fois - quoique sur un territoire restreint - la forme de production dominante, le professeur *Bûcher* l'ignore. Au contraire, la production marchande commence pour lui avec l'« économie nationale » - on sait que l'économie politique bourgeoise a coutume d'appeler ainsi le système actuel de l'économie capitaliste, c'est-à-dire une « étape » de la vie économique, dont la caractéristique est justement de n'être pas une production marchande, mais une production capitaliste. *Grosse* appelle simplement « industrie » la production marchande, par contre le professeur *Bûcher* transforme simplement l'industrie en « production marchande », pour démontrer la supériorité d'un professeur d'économie sur un pauvre sociologue.

Passons de ces vécilles à la question principale. Le professeur *Bûcher* présente l'« économie domestique fermée » comme la première « étape » de son histoire économique. Qu'entend-il par là ? Nous avons signalé que cette étape commence avec la communauté villageoise agraire. Outre la communauté agraire primitive, le professeur *Bûcher* range d'autres formes historiques parmi les « économies domestiques fermées », à savoir l'économie esclavagiste des anciens Grecs et Romains et la cour féodale. Toute l'histoire économique de l'humanité depuis les pénombres de la préhistoire, en passant par l'antiquité classique et le Moyen Age jusqu'au seuil des temps modernes se trouve incluse dans l'« étape » de la production à laquelle s'oppose, comme seconde étape, la ville médiévale européenne, et, comme troisième étape, l'économie capitaliste d'aujourd'hui. Dans l'histoire économique du professeur *Bûcher*, la communauté villageoise communiste qui végète paisiblement quelque part dans une vallée de montagne du Pendjab aux Indes, l'économie domestique du Périclès à l'apogée de la civilisation athénienne, la cour féodale de l'évêque de Bamberg au Moyen Age se rangent dans une seule et même « étape économique ». Tout enfant qui a acquis dans les manuels scolaires quelques connaissances historiques superficielles, reconnaîtra qu'il s'agit là de phénomènes entièrement différents les uns des autres. Dans les collectivités agraires communistes, égalité de la masse paysanne en droits et en possessions ; dans la Grèce et la Rome antiques, comme en Europe féodale, opposition la plus brutale des castes sociales, hommes libres et esclaves, privilégiés et gens privés de tout droit, maîtres et serfs, richesse et pauvreté ou misère. On a là l'obligation générale de travailler, ici précisément l'opposition entre la masse des travailleurs asservis et la minorité de maîtres qui ne travaillent pas. Entre l'économie esclavagiste des Grecs ou des Romains et l'économie féodale du Moyen Age, à leur tour, il y avait une si énorme différence que l'esclavage antique a finalement provoqué la ruine de la civilisation gréco-romaine, tandis que le féodalisme médiéval a engendré en son sein l'artisanat des corporations avec le commerce urbain et dans cette voie, en dernière instance, le capitalisme actuel.

Quiconque ramène ces formes économiques et sociales si éloignées les unes des autres et ces époques historiques à un seul concept et à un seul schéma, doit appliquer

un critère vraiment original aux époques économiques. Le professeur *Bûcher* nous explique lui-même quel critère il applique pour créer sa nuit de l'« économie domestique fermée » où tous les chats sont gris, en venant aimablement, par des parenthèses, au secours de notre incompréhension. « Économie sans échange », tel est le nom de cette première « étape » qui va des débuts de l'histoire écrite jusqu'aux temps modernes et à laquelle succèdent la ville médiévale, « étape de l'échange direct » et le système économique actuel, « étape de la circulation des biens ». Autrement dit : non-échange, échange simple et échange compliqué - en termes un peu plus courants : absence de commerce, commerce simple, commerce développé - tel est le critère que le professeur *Bûcher* applique aux époques économiques. Le marchand existe-t-il déjà ou non, s'identifie-t-il avec le producteur ou représente-t-il une personne à part, tel est le problème fondamental de l'histoire économique. Faisons pour le moment cadeau de son « économie sans échange » au professeur ; c'est une lubie professorale qu'on n'a encore découverte nulle part sur cette terre et qui, appliquée à la Grèce et à la Rome antiques comme au Moyen Age féodal depuis le Xe siècle, constitue une fantaisie historique d'une audace ahurissante. Prendre pour critère du développement de la production en général non pas les rapports de production, mais les rapports d'échange, placer le marchand au centre du système économique et en faire la mesure de toutes choses, alors qu'il n'existe pas encore, voilà le brillant résultat de l'« analyse conceptuelle et de la déduction psychologique » et surtout voilà comment « on pénètre dans l'essence des choses » au lieu de « rester à la surface » ! L'ancien schéma sans prétention de l'« école historique » : la division de l'histoire économique en trois époques, « l'économie naturelle, l'économie monétaire et l'économie de crédit », n'est-il pas bien meilleur et plus proche de la vérité que ce produit prétentieux de l'ingéniosité du professeur *Bûcher*, qui commence par faire la fine bouche devant toutes « les anciennes tentatives de ce genre », pour prendre ensuite comme fondement exactement cette même idée d'échange qui « reste à la surface » des choses, et simplement la déformer par des arguties pédantes et en faire un schéma complètement faux.

Ce n'est pas par hasard que la science bourgeoise « reste à la surface ». Parmi les savants bourgeois, les uns, comme *Friedrich List*, divisent l'histoire selon la nature extérieure des principales sources d'alimentation et distinguent des époques de chasse, d'élevage, d'agriculture et d'industrie - divisions qui ne suffisent même pas à une histoire des civilisations faite de l'extérieur. D'autres, comme le professeur *Hildebrand*, divisent l'histoire économique selon la forme extérieure de l'échange, en économies naturelle, monétaire et de crédit ou, comme *Bûcher*, en économie sans échange, économie d'échange direct et économie avec circulation des marchandises. D'autres encore, comme *Grosse*, prennent la répartition des biens comme point de départ de leur caractérisation des formes économiques. En un mot, les savants bourgeois mettent au premier plan de leurs considérations historiques l'échange, la répartition ou la consommation, tout sauf la forme sociale de la production, c'est-à-dire sauf ce qui justement à chaque époque historique est décisif et dont résultent l'échange et ses formes, la répartition et la consommation dans leur aspect particulier.

Pourquoi en est-il ainsi ? Pour la même raison qui les amène à voir dans l'économie capitaliste l'étape suprême et ultime de l'histoire humaine et à nier son évolution économique mondiale ultérieure et ses tendances révolutionnaires. La forme sociale de la production, c'est-à-dire la question des rapports entre ceux qui travaillent et les moyens de production est la question centrale de toute époque économique, elle est le point sensible de toute société de classes où les moyens de

production échappent à ceux qui travaillent. Telle est, sous une forme ou une autre, la base de ces sociétés, c'est la condition fondamentale de toute exploitation et de toute domination de classe. Détourner l'attention de ce point sensible, se concentrer sur les aspects extérieurs et secondaires, ce n'est sans doute pas là l'aspiration consciente du savant bourgeois, mais la répugnance instinctive de la classe qu'il représente intellectuellement à goûter au dangereux fruit de l'arbre de la connaissance. Un professeur tout à fait moderne et célèbre, comme *Bûcher*, manifeste cet instinct de classe avec un « coup d'œil génial », quand il enfourne allègrement dans un petit tiroir de son schéma de vastes époques tout entières, comme le communisme primitif, l'esclavage, le servage, avec leurs types fondamentalement distincts de rapports entre la force de travail et les moyens de production, tandis qu'il entre dans des distinctions nombreuses et subtiles en ce qui concerne l'histoire de l'industrie où il sépare l'un de l'autre et tourne et retourne en pleine lumière l'« ouvrage domestique », l'« ouvrage salarié », l'« ouvrage artisanal », etc.

Les idéologues des masses exploitées, les plus anciens défenseurs du socialisme, les premiers communistes erraient dans les ténèbres et restaient suspendus en l'air quand ils proclamaient l'égalité entre les hommes, tout en dirigeant leurs accusations et leur lutte principalement contre la répartition injuste ou - comme quelques socialistes au XIX^e siècle - contre les formes modernes de l'échange. Lorsque les meilleurs dirigeants de la classe ouvrière eurent compris que la répartition et l'échange lui-même dépendent, dans leur forme, de l'organisation de la production et que ce qui est décisif dans celle-ci ce sont les rapports entre travailleurs et moyens de production, les aspirations socialistes trouvèrent alors un fondement scientifique solide. A partir de cette conception unifiée, la position scientifique du prolétariat se sépare de celle de la bourgeoisie à l'entrée de l'histoire économique, comme elle s'en séparait à l'entrée de l'économie politique. S'il est dans l'intérêt de classe de la bourgeoisie de masquer la question centrale de l'histoire économique dans ses transformations historiques - la forme prise par les rapports entre la force de travail et les moyens de production - l'intérêt du prolétariat exige que ces rapports soient mis au premier plan, qu'ils deviennent le critère de la structure économique de la société. Pour les travailleurs, il est nécessaire de considérer les grands tournants de l'histoire qui délimitent la société communiste primitive de la société de classes ultérieure, ainsi que les distinctions entre les diverses formes historiques de la société de classes elle-même. Seul celui qui se rend compte des particularités économiques de la société communiste primitive, et des caractères propres de l'économie esclavagiste antique et de l'économie médiévale de servage, peut saisir vraiment pourquoi la société capitaliste offre, pour la première fois, une possibilité de réaliser le socialisme et comprendre la différence fondamentale entre l'économie socialiste mondiale de l'avenir et les groupes communistes primitifs de la préhistoire.

Chapitre troisième

LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE PRIMITIVE

I

[Retour à la table des matières](#)

Examinons les institutions internes de la communauté germanique de la Marche, celle qu'on a le mieux étudiée. Les Germains se fixèrent par tribus et par lignages (*Geschlechter*) Dans chaque lignage, chaque père de famille se voyait attribuer un emplacement pour y bâtir sa maison et sa ferme. Puis une partie du territoire était utilisée pour la culture, chaque famille recevant un lot. D'après le témoignage de César, il y avait au début de l'ère chrétienne une tribu allemande (les Suèves ou Souabes) qui cultivait les champs en commun sans les avoir d'abord répartis entre les familles, mais la redistribution annuelle des lots était déjà courante, en particulier à l'époque de l'historien romain *Tacite* au I^{er} siècle. Dans certaines régions, ainsi dans la commune de Frickhofen, en Nassau, les redistributions annuelles avaient encore cours aux XVII^e et XVIII^e siècles. Au XIX^e siècle encore, dans certaines communes du Palatinat bavarois et au bord du Rhin, un tirage au sort avait lieu, quoique à intervalles plus espacés : tous les trois, quatre, neuf, douze, quatorze, dix-huit ans. Ces champs ne sont devenus définitivement des propriétés privées que vers le milieu du XVIII^e siècle. Dans quelques régions d'Écosse aussi, des redistributions de champs ont subsisté jusqu'à ces derniers temps. A l'origine, tous les lots étaient égaux et leur

dimension correspondait aux besoins moyens d'une famille, à la fertilité du sol et à la productivité du travail. Ils étaient, selon la qualité du sol, de quinze, trente, quarante arpents ou plus, dans les différentes régions. Dans la plus grande partie de l'Europe, les lots tirés au sort se transformèrent dès les Ve et vie siècles en bien héréditaire des familles conjugales, les tirages au sort s'espaçant de plus en plus, pour finalement ne plus avoir lieu. Cela ne concernait que les champs. Tout le reste du territoire : forêts, prés, eaux et surfaces non exploitées, restait propriété indivise de la Marche (*Mark*). Ce que rapportaient les forêts par exemple servait à couvrir les besoins collectifs et les dépenses publiques, ce qui restait était partagé. Les pâturages étaient utilisés en commun. Ces pâtures ou terrains communaux se sont maintenus très longtemps, ils existent encore dans les Alpes bavaroises, tyroliennes et suisses, en France (en Vendée), en Norvège et en Suède.

Pour garantir une égalité complète dans la répartition des champs, on commençait par diviser le territoire, selon la qualité du sol et l'exposition, en quelques quartiers (aussi appelés « Oesch » ou « Gewann »), et chacun de ces quartiers était alors divisé en autant de bandes étroites qu'il se trouvait d'ayants droit dans la Marche. Si l'un d'entre eux avait un doute sur l'égalité de son lot par rapport aux autres, il pouvait à tout moment demander une nouvelle mesure de tout le territoire et quiconque voulait l'en empêcher était puni.

Lorsque le tirage au sort et la redistribution périodiques tombèrent complètement en désuétude, le travail de tous les membres de la communauté, dans les champs, resta entièrement commun et soumis aux règles rigoureuses de la collectivité. Il en résultait pour tout membre l'obligation du travail en général. Car il ne suffisait pas d'être installé sur le territoire pour être véritablement membre de la Marche. Il fallait encore y habiter soi-même et cultiver soi-même son bien. Quiconque ne cultivait pas sa part plusieurs années de suite, la perdait sans autre forme de procès et la communauté pouvait la donner à cultiver à un autre de ses membres, le travail se faisant sous la direction de la communauté. Dans les premiers temps de la colonisation par les Germains, l'élevage était au centre de la vie économique et se pratiquait dans les prés et pâturages communs sous la direction de bergers communaux. On utilisait comme pâturage les terrains en jachère et les champs après la récolte. De cela seul résultait déjà que les époques de semaille et de moisson, l'alternance des cultures et des jachères pour chaque partie du territoire commun, la succession des ensemencements étaient réglées en commun et chacun devait se plier aux dispositions générales. Chaque quartier était entouré d'une clôture avec des trappes et restait fermé des semailles jusqu'à la moisson ; les dates de fermeture et d'ouverture étaient décidées par tout le village. Chaque quartier était sous la direction d'un surveillant qui était un employé public de la communauté et devait appliquer l'ordre prescrit ; la délimitation des quartiers donnait lieu à une fête à laquelle participaient les villages entiers, y compris les enfants, auxquels on donnait des gifles pour qu'ils prennent bonne note des limites et puissent en témoigner éventuellement.

L'élevage était pratiqué en commun ; garder ses troupeaux à part était interdit aux membres de la Marche. Tous les animaux du village étaient répartis en troupeaux communs selon les espèces animales ; chaque troupeau avait ses bergers et un animal conducteur ; il était prescrit que les troupeaux devaient avoir des cloches. Le droit de chasse et de pêche était commun sur le territoire de la communauté. Personne ne pouvait poser des collets et des pièges sur sa parcelle sans en avertir les autres membres. Les minerais et tout ce qui se trouvait dans la terre, plus profondément que la charrue ne pouvait atteindre, appartenaient à la communauté et non à celui qui les

trouvait. Dans chaque communauté, il fallait que les artisans nécessaires s'installent. Certes, les familles paysannes confectionnaient elles-mêmes la plupart des ustensiles de la vie quotidienne. On cuisait au four, brassait la bière, filait et tissait à domicile. De bonne heure cependant, certains métiers se spécialisèrent, en particulier ceux concernant la fabrication des instruments agraires. Ainsi, dans la Marche forestière de Woelpe, en Basse-Saxe, les membres devaient « avoir un homme de chaque métier dans la forêt qui puisse faire chose utile du bois ». Partout était prescrit aux artisans l'espèce de bois qu'ils pouvaient utiliser et la quantité tolérée, ceci afin d'épargner la forêt et de ne fabriquer que les objets nécessaires aux membres de la Marche. Les artisans recevaient de la communauté ce dont ils avaient besoin pour vivre et avaient en général exactement la même situation que la masse des paysans, mais ils n'avaient pas les mêmes droits - en partie parce qu'ils étaient itinérants, en partie, ce qui revient au même, parce qu'ils n'avaient pas l'agriculture pour principale occupation ; or celle-ci était alors au centre de la vie économique, toute la vie publique, les droits et les obligations des membres de la communauté tournaient autour d'elle.¹ C'est pourquoi ne pénétrait pas qui voulait dans la communauté. Il fallait, pour l'installation d'un étranger, l'autorisation unanime de tous les membres. Et personne ne pouvait céder son lot à un étranger, mais seulement à un membre de la Marche, et devant le tribunal de la Marche.

À la tête de la Marche, il y avait le maire du village, appelé « Dorfgraf » ou « Schultheiss », ailleurs « Markmeister » et « Centener ». Il était élu par les membres de la communauté. Cette élection ne constituait pas seulement un honneur pour l'élu, mais aussi une obligation : on n'avait pas le droit de refuser l'élection, sous peine de sanction. Avec le temps, il est vrai, cette fonction devait devenir héréditaire dans certaines familles. De là il n'y avait qu'un pas pour qu'elle devienne vénale - à cause du pouvoir et des revenus qu'elle apportait - et qu'elle puisse être transmise, se transformant ainsi, de fonction purement démocratique et élective, en un instrument de domination de la commune. A l'apogée de la communauté, cependant, le chef de la Marche n'était que l'exécuteur des volontés de la collectivité. Toutes les affaires communes étaient réglées par l'assemblée de tous les membres de la Marche, qui arbitrait les querelles et infligeait les sanctions. Toute l'organisation des travaux des champs, les voies et les constructions, la police des champs et du village, étaient décidées par l'assemblée, c'est à elle aussi qu'on rendait les comptes inscrits dans les « livres de la commune ». La justice était rendue, oralement et publiquement, par les assistants, sous la présidence du chef de la Marche. Seuls les membres de la communauté pouvaient assister aux séances du tribunal, l'accès en était interdit aux étrangers. Les membres de la communauté étaient tenus de témoigner les uns pour les autres, de même qu'ils avaient le devoir de s'entraider fidèlement et fraternellement en cas d'incendie, d'attaque ennemie, etc. Dans l'armée, les membres d'une communauté formaient leur propre section et combattaient côte à côte. En cas de crimes ou de dommages se produisant dans la Marche ou commis par un de ses membres à l'extérieur, toute la communauté était solidairement responsable. Les membres avaient l'obligation d'héberger les voyageurs et d'aider les nécessiteux. Toute la Marche formait à l'origine une communauté religieuse et depuis l'introduction du christia-

¹ L'artisan avait exactement la même position dans la commune grecque de l'époque homérique : « Tous ces gens (forgerons, charpentiers, musiciens, médecins) sont les « Demiurgoi » (de « Demos » =1 peuple), c'est-à-dire qu'ils travaillent pour les membres de la commune, non pour eux-mêmes. Ils sont personnellement libres, mais ils ne comptent pas pleinement, ils sont au-dessous des membres proprement dits de la communauté, les petits paysans. Souvent, ils ne sont pas sédentaires, ils vont de lieu en lieu et quand ils sont renommés, on les fait venir de loin. » (Ed. Mayer, « L'évolution économique de l'Antiquité », p. 17.)

nisme - qui eut lieu très tard, au Xe Siècle seulement, chez une partie des Germains, chez les Saxons par exemple - une paroisse ecclésiastique. Enfin, la Marche entretenait en général un maître d'école pour la jeunesse du village.

On ne peut imaginer rien de plus simple et de plus harmonieux que ce système économique des anciennes Marches germaniques. Tout le mécanisme de la vie sociale est comme à ciel ouvert. Un plan rigoureux, une organisation robuste enserrant ici l'activité de chacun et l'intègrent comme un élément du tout. Les besoins immédiats de la vie quotidienne et leur satisfaction égale pour tous, tel est le point de départ et l'aboutissement de cette organisation. Tous travaillent ensemble pour tous et décident ensemble de tout. D'où proviennent et sur quoi se fondent cette organisation et le pouvoir de la collectivité sur l'individu ? Du communisme du sol, c'est-à-dire de la possession en commun du plus important moyen de production. Cependant les traits typiques de l'organisation économique du communisme agraire apparaissent mieux si on les étudie de façon comparative à l'échelle internationale, pour la saisir ainsi comme force mondiale de la production dans sa diversité et sa souplesse internationales.

Tournons-nous vers l'ancien Empire Inca d'Amérique du Sud. Le territoire de cet Empire, qui couvre les républiques actuelles du Pérou, de la Bolivie et du Chili, autrement dit un territoire d'environ 3 364 600 km² avec une population actuelle de 12 millions d'habitants, était administré à l'époque de la conquête par Pizarre, de la même façon que pendant des siècles auparavant. Nous y trouvons les mêmes institutions que chez les anciens Germains. Chaque communauté familiale, qui forme en même temps une centurie d'hommes capables de porter les armes, occupe un certain territoire qui lui appartient et, chose curieuse, porte même le même nom que chez les Germains, la *Marca*. Les terrains cultivables étaient séparés du territoire de la *Marca*, partagés en lots et tirés au sort chaque année avant les semailles entre les familles. La dimension des lots dépendait de la grandeur des familles, donc de l'importance de leurs besoins. Le chef du village, dont la fonction, à l'époque de la formation de l'Empire, donc vers les Xe et XIe siècles, n'était déjà plus élective mais héréditaire, recevait le plus grand lot. Au nord du Pérou, chaque famille ne cultivait pas sa part de champ isolément, on travaillait en dizaines, sous la conduite d'un chef - institution dont certains faits indiquent aussi l'existence chez les anciens Germains. La dizaine cultivait à la suite les uns des autres toutes les parts de ses membres, même des absents qui étaient en train de servir à la guerre ou dans les corvées pour les Incas. Chaque famille recevait les fruits de ce qui avait poussé sur son lot. N'avait droit à un lot que celui qui habitait sur le territoire de la *Marca* et faisait partie du clan. Chacun devait cultiver lui-même sa part. Quiconque la laissait inculte pendant plusieurs années (au Mexique, pendant trois ans) perdait ses droits. Les parts ne pouvaient être ni vendues ni données. Il était rigoureusement interdit de quitter sa propre *Marca* et de s'installer dans une autre, ce qui était sans doute en relation avec la force des liens du sang dans les clans villageois. La culture des champs, dans les régions côtières où la pluie ne tombe que périodiquement, a de tout temps exigé une irrigation artificielle, des canaux que la communauté creusait collectivement. Il existait des règles strictes pour l'utilisation de l'eau et sa répartition entre les différents villages et à l'intérieur des villages. Chaque village avait aussi des « champs des pauvres » cultivés par tous les membres de la communauté et dont la récolte était répartie par le chef du village entre les vieillards, les veuves et les autres nécessiteux. Tout le reste du territoire, en dehors des champs, était *Marcapacha*, territoire communal.

Dans la partie montagneuse du pays où la culture des champs ne réussissait pas, un modeste élevage, presque exclusivement de lamas, constituait la base de l'existence des habitants qui apportaient de temps en temps leur principal produit - la laine - dans la vallée pour l'échanger avec les paysans contre du maïs, du poivre et des haricots. Dans la montagne, il y avait, dès l'époque de la conquête, des troupeaux privés et de sérieuses différences de richesse. Un Membre ordinaire de la *Marca* possédait trois à dix lamas, tandis que le chef pouvait en avoir cinquante à cent. Le sol, la forêt et les pâturages étaient propriété commune et il y avait, outre les troupeaux privés, des troupeaux de village qui ne pouvaient être aliénés. A des dates déterminées, une partie des troupeaux communs était abattue et la viande et la laine en étaient réparties entre les familles. Il n'y avait pas d'artisans, chaque famille confectionnait tout ce dont elle avait besoin pour le ménage. Il y avait des villages qui se montraient particulièrement habiles dans telle ou telle activité : tissage, poterie ou travail du métal. A la tête de chaque village, il y avait un chef, élu à l'origine, puis héréditaire, qui surveillait la culture des champs ; pour toute affaire importante, il s'assurait les conseils de l'assemblée des adultes qu'il convoquait au son de la conque.

Jusqu'ici la vieille *Marca* péruvienne a tous les traits essentiels de la Marche germanique. Ce en quoi elle diffère de l'image typique que nous connaissons permet de mieux pénétrer la nature de ce système social. Ce qu'il y avait de particulier dans l'ancien Empire Inca, c'était qu'il s'agissait d'un pays conquis où s'était établie une domination étrangère. Les conquérants, les Incas, faisaient certes aussi partie des tribus indiennes, mais ils soumièrent les tribus pacifiques et sédentaires des Vechua, justement parce qu'elles vivaient isolées du monde, chaque village ne s'occupant que de lui-même, sans lien avec de plus grands territoires, sans intérêt pour tout ce qui pouvait se passer en dehors du territoire de la *Marca*. Les Incas laissèrent en général intacte cette organisation particulariste, qui leur avait facilité la conquête. Ils y greffèrent un système raffiné d'exploitation économique et de domination politique. Chaque *Marca* conquise devait mettre à part quelques champs, « champs des Incas » ou « champs du soleil » qui continuaient à lui appartenir, mais dont les fruits revenaient aux Incas ainsi qu'à leur caste de prêtres. De même, les tribus montagnardes de bergers devaient réserver une partie de leurs troupeaux, comme « troupeaux des maîtres ». La garde de ces troupeaux, de même que la culture des champs des Incas et des prêtres, était la corvée commune des membres de la communauté. A cela s'ajoutaient les corvées du travail dans les mines et des travaux publics, construction de chemins et de ponts, dont les maîtres prenaient la direction en main, un service militaire à la discipline rigoureuse, enfin un tribut en jeunes filles qui servaient soit de victimes pour les sacrifices rituels, soit de concubines aux Incas.

Ce sévère système d'exploitation laissait cependant intacte la vie intérieure des communautés et leurs institutions communistes démocratiques ; les corvées et redevances elles-mêmes étaient supportées collectivement par la *Marca*. Le plus remarquable, c'est que l'organisation villageoise communiste n'était pas seulement, comme si souvent déjà au cours de l'histoire, la base sûre et patiente d'un système séculaire d'exploitation et d'asservissement, ce système lui-même avait une organisation communiste. En effet, les Incas qui s'installèrent confortablement sur le dos des tribus péruviennes soumises, vivaient eux-mêmes en associations de lignage et en *Marca*. Leur résidence principale, la ville de Cuzco, n'était que la réunion d'une douzaine et demie de logements dont chacun était le siège de la vie collective de tout un clan, avec la tombe commune à l'intérieur, ainsi qu'un culte commun. Autour de ces grandes demeures de clans, s'étendaient les territoires des clans Incas avec forêts et pâturages indivis et champs partagés, cultivés en commun. En peuple primitif, ces

exploiteurs et dominateurs n'avaient pas encore renoncé au travail, ils se servaient seulement de leur situation de maîtres pour vivre mieux que leurs sujets et apporter de plus d'abondants sacrifices à leur culte. L'art moderne de se nourrir exclusivement du travail d'autrui et de faire de l'oisiveté l'attribut du pouvoir était étranger à cette organisation sociale où la propriété commune et l'obligation générale de travailler constituaient des coutumes populaires profondément enracinées. L'exercice du pouvoir politique lui-même était organisé comme une fonction commune des familles Incas. Les administrateurs Incas établis dans les provinces du Pérou, dont la fonction était analogue à celle des résidents hollandais dans l'archipel malais, étaient considérés comme les délégués de leurs clans à Cuzco où ils gardaient leur place dans les habitations collectives et participaient à la vie de leur propre communauté. Tous les ans, ces délégués rentraient à Cuzco pour la fête d'été y rendaient compte de la façon dont ils avaient exercé leur fonction et célébraient la grande fête religieuse avec les autres membres de leur tribu.

Nous avons ici, dans une certaine mesure, deux couches sociales, l'une au-dessus de l'autre, toutes deux organisées intérieurement selon un mode communiste, et vivant entre elles dans des rapports d'exploiteurs à exploités. Ce phénomène peut paraître incompréhensible à première vue, parce qu'en contradiction brutale avec les principes d'égalité, de fraternité et de démocratie, qui servaient de base à l'organisation des communautés agraires. Nous avons justement ici la preuve vivante que les institutions communistes primitives avaient en réalité peu de chose à voir avec quelques principes que ce soit d'égalité et de liberté universelles. Ces « principes » appliqués dans leur validité universelle pour tous les pays, au moins pour tous les pays « civilisés », c'est-à-dire pour les pays de civilisation capitaliste, à l'« homme » abstrait, donc à tous les hommes, sont un produit tardif de la société bourgeoise moderne dont les révolutions - en Amérique comme en France - les ont d'ailleurs proclamés pour la première fois. La société communiste primitive ignorait les principes généraux valables pour tous les hommes ; son égalité et sa solidarité naissaient des traditions communes de liens du sang et de la propriété commune des moyens de production. L'égalité de droits et la solidarité des intérêts n'allaient pas plus loin que n'allaient ces liens du sang et cette propriété. Tout ce qui se trouvait hors de ces limites - qui n'allaient pas plus loin que les quatre pieux du village ou, plus largement, que les frontières du territoire d'une tribu - était étranger et pouvait même être ennemi. Les communautés fondées à l'intérieur sur la solidarité économique pouvaient et devaient même être poussées périodiquement par le bas niveau de développement de la production, par le rendement médiocre ou l'épuisement de la source de nourriture et l'accroissement de la population, à entrer en conflit mortel d'intérêts avec d'autres communautés de même genre. Il fallait alors que le combat bestial, la guerre, décide de l'issue du conflit, extermination d'un des camps ou - plus souvent - établissement de rapports d'exploitation. Ce n'était pas le dévouement aux principes abstraits d'égalité et de liberté qui était à la base du communisme primitif, c'était la nécessité d'airain du bas niveau de développement de la civilisation humaine, de l'impuissance humaine face à la nature, qui leur imposait comme une condition absolue d'existence de s'associer solidement en groupes importants et de procéder de façon unie et planifiée dans leur travail, dans leur lutte pour l'existence.

Cette même domination très limitée de la nature restreignait le plan commun et le travail commun à un territoire relativement réduit de prairies naturelles ou de champs défrichés autour du village, et les rendaient tout à fait impropres à l'action commune sur une plus grande échelle. Le niveau primitif de l'agriculture ne permettait pas de

cultures dépassant le territoire du village et fixait ainsi des limites très étroites à la solidarité d'intérêts. Ce bas niveau de la productivité du travail provoquait périodiquement des conflits d'intérêts entre les différents groupes sociaux et la violence brutale, seul moyen de régler ces conflits. La guerre demeura la méthode permanente pour résoudre les conflits d'intérêts entre communautés sociales jusqu'à ce que le plus haut niveau de développement de la productivité du travail, c'est-à-dire la maîtrise parfaite des hommes sur la nature, mît un terme à leurs conflits d'intérêts matériels. Mais si le heurt entre les diverses communautés communales primitives était une donnée permanente, l'issue en était décidée à son tour par le développement de la productivité du travail. S'agissait-il d'un conflit entre deux peuples de nomades éleveurs de bétail qui se disputaient des pâturages ? Seule la violence brutale pouvait décider qui resterait maître du terrain et qui devait être refoulé vers des régions inhospitalières et arides, ou être exterminé. Là où l'agriculture était déjà assez prospère pour pouvoir assurer une bonne nourriture sans absorber toute la force de travail et toute la vie des intéressés, là existait aussi le fondement d'une exploitation systématique de ces paysans par des conquérants étrangers. C'est ainsi que nous voyons s'instaurer une situation comme celle du Pérou où une société communale exploite une autre société communale. Cette structure originale de l'Empire Inca est importante ; elle nous permet de comprendre une série de formations semblables dans l'antiquité classique, en particulier au seuil de l'histoire grecque.

Quand l'histoire écrite nous informe brièvement que, dans l'île de Crète, dominée par les Doriens, les populations asservies devaient livrer à la commune, en en retirant seulement de quoi pourvoir à leur entretien et à celui de leur famille, tout le produit de leurs champs, avec lequel les hommes libres (c'est-à-dire les maîtres doriens) couvraient les frais de leurs repas communs ; ou bien qu'à Sparte, cité dorienne également, il y avait des « esclaves d'État », les Hélotés, que l'État cédait aux individus pour cultiver leurs lots, ces situations sont d'abord pour nous une énigme. Un savant bourgeois, comme le professeur de Heidelberg, *Max Weber*, avance, pour expliquer ces curieuses traditions de l'histoire, les hypothèses les plus étranges du point de vue de la situation et des notions actuelles. « La population asservie est traitée ici (à Sparte) comme des esclaves d'État, ses contributions en nature servent à l'entretien des guerriers, en partie de façon commune, en partie de telle sorte que l'individu vive du produit de certains champs cultivés par des esclaves, qu'il s'approprie dans des mesures variées, de plus en plus héréditairement. De nouvelles attributions des lots et une nouvelle répartition de ceux-ci passaient pour possibles à l'époque historique et semblent se produire. Ce ne sont naturellement pas des redistributions des *champs* (« naturellement », un professeur bourgeois ne doit rien admettre de tel, s'il le peut), mais en quelque sorte des redistributions des *rentes* foncières. Des considérations militaires, en particulier une politique militaire de la population, décident de tous les détails... Le caractère de *féodalisme* urbain de cette politique se manifeste sous une forme caractéristique en ceci que les biens fonciers d'un homme libre, cultivés par un esclave, sont, à Gortyn, soumis à ce droit militaire spécial : ils constituent le *Klaros qui* est soumis à l'intérêt de la sustentation de la famille du guerrier (traduit du langage professoral en langage clair : les parcelles de champs sont la propriété de l'ensemble de la cité, aussi ne doivent-elles pas être aliénées ni réparties après la mort du possesseur du lot, ce que le professeur *Weber* explique ailleurs comme une sage mesure « pour empêcher le morcellement de la fortune » et « dans l'intérêt du maintien de lots dignes de l'état de guerrier »). L'organisation culmine dans l'institution de la table commune pour les guerriers, à la

façon d'un mess d'officiers, les « Syssities », et par l'éducation commune des enfants par l'État, en vue d'en faire des guerriers, à la façon d'un établissement de cadets. »¹ Et voilà les Grecs du temps des héros, des Hector et des Achille, transformés en fidéicommissaires prussiens, dans des mess d'officiers avec leurs orgies au champagne, « dignes de leur état », et les jeunes gens et jeunes filles nus de Sparte, qui avaient eu une éducation populaire commune, devenus les pensionnaires d'un établissement de cadets, comme celui de Gross-Lichterfelde près de Berlin, véritable prison.

Pour qui connaît la structure interne de l'Empire Inca, la situation dépeinte ci-dessus ne présente pas de difficultés. Elle est indubitablement le produit de l'existence de deux formations sociales communistes dont l'une est une société agraire exploitée par l'autre. Dans quelle mesure les fondements communistes se perpétuent dans les mœurs des maîtres et dans la situation des opprimés, cela dépend du degré d'évolution, de la durée et de l'environnement de ces formations, qui peuvent présenter toutes les graduations. L'Empire Inca où les maîtres travaillent eux-mêmes, où la propriété foncière des opprimés est intacte et où chaque couche sociale est organisée de façon fermée, peut sans doute être considéré comme la forme la plus ancienne de tels rapports d'exploitation, qui n'ont pu se conserver que grâce au niveau relativement primitif de civilisation et à l'isolement du monde dans lequel ce pays a vécu pendant des siècles. A un stade plus avancé, les informations transmises sur la Crète par la tradition montrent que la communauté paysanne exploitée devait livrer tout le produit de son travail sauf ce qui était nécessaire à son entretien, la communauté dominante ne vivait pas de son propre travail des champs, mais de ce que lui remettait la collectivité exploitée, cependant elle le consommait selon un mode communiste. Un pas plus loin dans l'évolution, nous trouvons Sparte où le sol n'est plus la propriété de la communauté asservie, mais des maîtres qui la tirent au sort et la répartissent entre eux. La perte de ce fondement, le droit à la propriété du sol, a fait éclater l'organisation sociale de la communauté asservie, les membres en sont devenus eux-mêmes propriétaires de la communauté des maîtres, ils sont une force de travail dont la répartition communiste entre les maîtres est organisée « au nom de l'État ». Les maîtres spartiates vivent encore selon un mode strictement communautaire. Une situation semblable a dû régner, sous une forme ou une autre, en Thessalie où les habitants primitifs, les Penestes, ou « pauvres gens », ont été soumis par les Eoliens, en Bithynie, où les Mariandyns ont été mis dans la même situation par des tribus thraces.

Cette existence parasitaire introduit irrésistiblement le germe de la dissolution dans la communauté dominante elle-même. Déjà la conquête et la nécessité de faire de l'exploitation une institution permanente entraînent un fort développement de l'appareil militaire, phénomène que nous constatons aussi bien dans l'État Inca que dans les États spartiates. C'est la base de l'inégalité, de la formation de castes privilégiées au sein d'une masse de paysans originellement égaux et libres. Il suffit alors que les circonstances géographiques et historiques soient favorables, que le heurt avec des peuples de civilisation plus élevée éveille des besoins plus raffinés et stimule les échanges, pour que l'inégalité fasse de rapides progrès chez les maîtres, que la cohésion communiste s'affaiblisse, et cède la place à la propriété privée avec sa scission entre riches et pauvres. Les débuts de l'histoire grecque après le heurt avec les anciennes civilisations de l'Orient fournissent un exemple classique de ces phénomènes. Le résultat de la soumission d'une communauté communiste primitive par une autre est, à la longue, toujours le même : les liens communistes traditionnels

¹ « Lexique des sciences politiques ». Volume I: « Relations agraires dans l'Antiquité ». 2e éd., p. 69.

se désagrègent aussi bien chez les maîtres que chez les sujets et il se forme une nouvelle société où la propriété privée, l'exploitation et l'inégalité s'engendrent réciproquement. L'histoire des communautés agraires dans l'Antiquité classique débouche d'une part sur l'opposition entre une masse de petits paysans endettés et la noblesse qui se réserve le service militaire, les fonctions publiques et le commerce et s'approprie les terres communes, d'autre part sur l'opposition entre cette société d'hommes libres comme un tout et les esclaves exploités.

De ces formes multiples de l'exploitation naturelle d'hommes soumis militairement par une communauté, à l'achat d'esclaves par les individus, il n'y avait qu'un pas. Ce pas fut rapidement franchi en Grèce grâce aux échanges maritimes et au commerce international avec leurs conséquences dans les États insulaires et côtiers. Cicotti lui-même distingue deux types d'esclavage : « La forme la plus ancienne, la plus importante et la plus répandue de servitude économique » - dit-il - « que nous trouvons au seuil de l'histoire grecque, n'est pas l'esclavage, mais une forme de servage qu'on pourrait presque appeler du vasselage. » Et Theopompus remarquait : « Les premiers parmi les Héllènes, après les Thessaliens et les Lacédémoniens, les habitants de l'île de Chio, se servirent d'esclaves, mais ils ne les acquièrent pas de la même façon que ceux-là... On peut voir que les Lacédémoniens et les Thessaliens ont formé leur classe d'esclaves à partir de Héllènes qui habitaient avant eux le pays qu'ils possèdent maintenant, en forçant les Achéens, les Thessaliens, les Perrèbes, les Magnètes, à se mettre à leur service et en les appelant Hélotés ou Pénestes. Les habitants de Chio, en revanche, ont acquis comme esclaves des barbares (non Grecs) pour lesquels ils ont payé le prix. » Et la raison de cette différence, ajoute avec raison Cicotti, ce sont les degrés différents d'évolution des peuples de l'intérieur d'une part, et des peuples insulaires d'autre part. L'absence totale ou l'insignifiance de la richesse accumulée et le développement insuffisant des échanges commerciaux excluaient dans un cas une production directe et croissante des propriétaires ainsi que l'utilisation directe d'esclaves et conduisaient à la forme plus rudimentaire du tribut, à une division du travail et à une formation de classes qui faisaient de la classe dominante une troupe en armes et de la classe dominée une masse paysanne. »¹

L'organisation interne de l'Empire Inca nous a dévoilé un aspect important de la société primitive et montré en même temps une des voies de son déclin. En étudiant le chapitre suivant dans l'histoire des Indiens péruviens et des autres colonies espagnoles d'Amérique, nous verrons une autre voie prise par cette forme de société. Nous avons surtout là une autre méthode de conquête, inconnue de la domination inca. La domination des Espagnols, premiers Européens dans le Nouveau Monde, commença aussitôt par l'extermination impitoyable des populations soumises. D'après des témoignages des Espagnols eux-mêmes, le nombre des Indiens exterminés par eux en quelques années, après la découverte de l'Amérique, atteint 12 à 15 millions. « Nous sommes autorisés à affirmer », dit Las Casas, « que les Espagnols, par leurs traitements monstrueux et inhumains, ont exterminé 12 millions d'hommes, femmes et enfants compris ; à mon avis personnel, le nombre des indigènes disparus à cette époque dépasse même les 15 millions. »² « Dans l'île de Haïti », dit Handelman, « le nombre des indigènes trouvés par les Espagnols se montait en 1492 à un million, en 1508 il n'en reste plus que 60 000 et neuf années plus tard, 14 000, de sorte que les Espagnols durent recourir à l'importation d'Indiens des îles voisines pour avoir la

¹ Cicotti : « Le déclin de l'esclavage dans l'Antiquité », pp. 37-38.

² « Brevissima Relacion de la destinacion de las Indias », Sevilla 1552, cité par Kovalevsky.

main-d'œuvre nécessaire. Pendant la seule année 1508, 40 000 indigènes des îles Bahama furent transportés à Haïti et transformés en esclaves. » ¹

Les Espagnols se livrèrent à une véritable chasse aux peaux-rouges qu'un témoin et acteur, l'Italien Girolamo Benzoni, nous a décrite : « En partie par manque de nourriture, en partie par le chagrin d'être séparés de leurs pères, mères et enfants », dit Benzoni après une de ces chasses dans l'île de Koumagna où 4 000 Indiens avaient été capturés, « la plupart des esclaves indigènes moururent pendant le trajet vers le port de Koumani. Chaque fois qu'un esclave était trop fatigué pour avancer aussi vite que ses camarades, les Espagnols, de peur qu'il ne reste en arrière et ne les attaque dans le dos, le transperçaient par derrière de leurs poignards et l'assassinaient inhumainement. C'était un spectacle à vous fendre le cœur que de voir ces malheureux êtres, entièrement nus, épuisés, blessés et si affaiblis par la faim qu'ils pouvaient à peine se tenir debout. Des chaînes de fer enserraient leur cou, leurs mains et leurs pieds. Il n'y avait pas de femme parmi eux qui n'eût été violée par ces brigands (les Espagnols) qui se livraient alors à une débauche si répugnante que beaucoup en restaient pour toujours dévorés par la syphilis... Tous les indigènes soumis à l'esclavage sont marqués au fer rouge. Sur ce, les capitaines en mettent une partie de côté pour eux et répartissent le reste entre les soldats. Ces derniers les jouent entre eux ou les vendent aux colons espagnols. Des marchands qui ont échangé cette marchandise contre du vin, de la farine, du sucre et autres objets de nécessité courante, transportent les esclaves dans les parties des colonies espagnoles où la demande est la plus grande. Pendant le transport, une partie de ces malheureux périt par suite du manque d'eau et de l'air vicié dans les cabines, ce qui vient de ce que les marchands entassent tous les esclaves tout au fond du navire, sans leur laisser assez de place pour s'asseoir ni assez d'air pour respirer. » ² Pour s'épargner cependant la peine de chasser les peaux-rouges et la dépense de leur achat, les Espagnols instaurèrent dans les îles et sur le continent américain le système dit des *Repartimientos*, c'est-à-dire du partage de la terre. Tout le territoire conquis était divisé en enclos dont le chefs, les « caciques », se voyaient simplement imposer de livrer eux-mêmes aux Espagnols le nombre d'esclaves exigés. Tout colon espagnol en recevait périodiquement du gouverneur un certain nombre à condition de « veiller à leur conversion au christianisme » ³ Les mauvais traitements infligés aux esclaves par les colons dépassaient tout ce qu'on peut concevoir. L'assassinat lui-même était une délivrance pour les Indiens. « Tous les indigènes capturés par les Espagnols », dit un contemporain, « sont contraints par eux à des travaux fatigants et pénibles dans les mines, loin de leur pays natal et de leur famille, et sous la menace de continuel châtiments corporels. Rien d'étonnant à ce que des milliers d'esclaves qui ne voient pas d'autre possibilité d'échapper à leur cruel destin, non seulement mettent fin eux-mêmes à leurs jours, par la pendaison, la noyade ou tout autre moyen, mais encore tuent auparavant leurs femmes et leurs enfants, pour faire ainsi cesser une fois pour toutes leur malheur commun et sans issue. D'autre part, les femmes recourent à l'avortement ou évitent le commerce des hommes pour ne pas donner naissance à des esclaves. » ⁴

Les colons obtinrent par l'entremise du confesseur impérial, le père Garzia de Loyosa, de pieuse mémoire, qu'un décret de Charles Quint déclare en bloc les Indiens

¹ Heinrich Handelman: « Histoire de l'île de Haïti », Kiel 1856, p. 6.

² « Storia del Mondo Nuovo di Girolamo Benzoni », Venezia 1565, cité par Kovalevsky.

³ Charleroi : « Histoire de l'Isle Espagnole ou de Saint-Dominique », Paris 1730, cité par Kovalevsky, p. 50.

⁴ Acosta : « Historia natural y moral de las Indias », cité par Kovalevsky, p. 52.

esclaves héréditaires des colons espagnols. Benzoni prétend que le décret ne s'appliquait qu'aux anthropophages des Caraïbes. Il fut interprété et appliqué comme valable pour tous les Indiens. Pour justifier leurs atrocités, les colons espagnols répandaient systématiquement les histoires les plus effrayantes sur l'anthropophagie et les autres crimes des Indiens, de sorte qu'un historien français de l'époque, *Marly de Chatel*, a pu raconter dans son *Histoire générale des Indes occidentales* (Paris, 1569) : « Dieu les a punis de leur méchanceté et de leurs vices Par l'esclavage, car même Cham n'a pas pêché contre son père Noé aussi gravement que les Indiens envers Dieu. » Pourtant, à peu près à la même époque, un Espagnol, *Acosta*, écrivait dans son *Historia natural y moral de las Indias* (Barcelone, 1591) que ces mêmes Indiens étaient un « peuple débonnaire, toujours prêt à rendre service aux Européens, un peuple qui manifeste dans son comportement une innocence si touchante et une telle sincérité que si l'on n'est pas dépourvu de toute qualité humaine, il est impossible de les traiter autrement qu'avec tendresse et amour. »

Il y eut évidemment des tentatives pour s'opposer à ces atrocités. En 1531, le Pape Paul III publia une Bulle où il déclarait que les Indiens faisaient partie du genre humain et ne devaient donc pas être réduits en esclavage. Le Conseil Impérial espagnol pour les Indes occidentales, lui aussi, se prononça plus tard contre l'esclavage. Ces décrets réitérés témoignent plus de l'insuccès que de la sincérité de ces efforts.

Ce qui libéra les Indiens de l'esclavage, ce ne fut pas la pieuse action des religieux catholiques ni les protestations des rois espagnols, mais le simple fait que leur constitution tant physique que psychique les rendait absolument inaptes au dur travail d'esclavage. A la longue, les pires atrocités des Espagnols ne purent rien contre cette impossibilité ; les peaux-rouges en esclavage mouraient comme des mouches, s'enfuyaient ou se tuaient eux-mêmes, bref, l'affaire n'était pas du tout rentable. Ce n'est que lorsque le chaleureux et infatigable défenseur des Indiens, l'évêque *Las Casas*, eut l'idée de remplacer des Indiens inaptes par de plus robustes Noirs importés d'Afrique, qu'il fut mis fin aux inutiles expériences faites avec les Indiens. Cette découverte pratique a eu un effet plus rapide et plus décisif que tous les pamphlets de *Las Casas* sur les atrocités espagnoles. Après quelques décennies, les Indiens furent libérés de l'esclavage, et l'esclavage des nègres commença, pour durer quatre siècles. A la fin du XVIIIe siècle, un honnête Allemand, le « brave vieux *Nettelbeck* » de *Kelberg*, capitaine de navire, emmenait de Guinée en Guyenne, où d'autres « braves Prussiens » exploitaient des plantations, des centaines d'esclaves noirs dont il avait fait emplette en Afrique, avec d'autres marchandises, et qu'il avait entassés dans les cales de son vaisseau, tout comme les capitaines espagnols du XVIe siècle. Le progrès du siècle des lumières et son humanité se manifestent en ce que *Nettelbeck*, pour remédier à la mélancolie et au dépérissement de ses esclaves, les faisait tous les soirs danser sur le pont en musique et au claquement des fouets, idée que les grossiers marchands espagnols d'esclaves n'avaient pas encore eue. Et à la fin du XIXe Siècle, en 1871, le noble *David Livingstone* qui avait passé trente ans en Afrique à la recherche des sources du Nil, écrivait dans sa célèbre lettre à l'Américain *Gordon Bennett* : « Si mes révélations sur la situation en Oudjidji devaient mettre fin à l'effroyable commerce des esclaves en Afrique orientale, j'attacherais plus de prix à ce résultat qu'à la découverte de toutes les sources du Nil. Chez vous, l'esclavage a partout été aboli, tendez-nous votre main secourable et puissante pour obtenir aussi ce résultat. Ce beau pays est frappé du mildiou ou de la malédiction du Tout-Puissant... »

Le sort des Indiens dans les colonies espagnoles n'en fut pas pour autant amélioré. Un nouveau système de colonisation remplaça simplement le précédent. Au lieu des *Repartimientos*, qui visaient directement à l'esclavage de la population, on instaura les *Encomiendas*. Formellement, on reconnaissait aux habitants la liberté personnelle et la propriété entière du sol. Les territoires étaient seulement placés sous la direction administrative des colons espagnols, descendants pour la plupart des premiers Conquistadores, qui devaient, en tant qu'« Encomenderos », exercer une tutelle sur les Indiens déclarés mineurs et, particulièrement, répandre le christianisme parmi ceux-ci. Pour couvrir les frais de la construction d'églises comme pour les dédommager de leur propre peine dans l'exercice de leur tutelle, les « Encomenderos » avaient le droit légal de lever sur la population des « redevances modérées en argent et en nature ». Ces prescriptions suffirent pour transformer bientôt les « encomiendas » en enfer pour les Indiens. On leur laissait la terre, propriété indivise des tribus. Les Espagnols n'y comprenaient ou ne voulaient y comprendre que les terres arables. Les terres inutilisées ou même souvent celles qui étaient en jachère, ils se les approprièrent comme « pays désert », de façon si systématique et éhontée que *Zurita* écrit à ce sujet : « Il n'y a pas une parcelle de sol, pas une ferme qui n'aient été déclarées propriété des Européens, sans égard pour l'atteinte ainsi portée aux intérêts et aux droits de propriété des indigènes que l'on force ainsi à quitter les territoires habités par eux depuis des temps immémoriaux. Il n'est pas rare qu'on leur prenne même les terres cultivées par eux-mêmes sous le prétexte qu'ils ne les auraientensemencées que pour empêcher les Européens de se les approprier. Grâce à ce système, les Espagnols ont tellement étendu leurs possessions dans quelques provinces qu'il ne reste plus de terre du tout à cultiver pour les Indiens. »¹ En même temps, les « Encomenderos » augmentèrent tellement les redevances « modérées » que les Indiens étaient écrasés sous les charges. « Tous les biens de l'Indien », dit le même *Zurita*, « ne lui suffisent pas à payer les impôts. On rencontre chez les peaux-rouges beaucoup de gens dont la fortune ne se monte même pas à un « peso » et qui vivent de leur travail salarié ; il ne reste pas même assez aux malheureux pour entretenir leur famille. C'est pourquoi si souvent les jeunes gens préfèrent les relations hors mariage, surtout quand leurs parents ne disposent pas même de quatre ou cinq « reals ». Les Indiens peuvent difficilement s'offrir le luxe de vêtements ; beaucoup, n'ayant pas les moyens de se vêtir, ne sont pas en état d'assister au service divin. Quoi d'étonnant à ce que beaucoup tombent dans le désespoir, ne trouvant pas les moyens de procurer la nourriture nécessaire à leurs familles... J'ai appris lors de mes derniers voyages que beaucoup d'Indiens se sont pendus par désespoir, après avoir expliqué à leurs femmes et à leurs enfants qu'ils le faisaient parce qu'ils ne pouvaient payer les impôts exigés d'eux. »²

Pour compléter le vol des terres et la pression des impôts, vint le travail forcé. Au début du XVII^e siècle, les Espagnols reviennent au système formellement abandonné au XVI^e siècle. L'esclavage a été aboli pour les Indiens ; il est remplacé par un système particulier de travail forcé qui ne s'en distingue presque pas. Dès le milieu du XVI^e siècle, voici quelle est, selon la description de *Zurita*, la situation des Indiens salariés travaillant chez les Espagnols : « Les Indiens n'ont d'autre nourriture pendant tout ce temps que du pain de maïs... L'« Encomendor » les fait travailler du matin jusqu'au soir, les laissant nus dans le gel du matin et du soir, sous la tempête et l'orage, sans leur donner d'autre nourriture que des pains à demi-mois. Les Indiens passent la nuit à l'air libre. Comme on ne verse le salaire qu'à la fin de la période de

¹ « Zurita », pp. 57-59 (Kovalevsky, 62).

² « Zurita », p. 329 (Kovalevsky, 63).

travail forcé, les Indiens n'ont pas les moyens de s'acheter les vêtements chauds nécessaires. Rien d'étonnant à ce que, dans de telles conditions, le travail chez les « Encomenderos » soit extrêmement fatigant ; il peut être considéré comme une des causes de leur rapide extinction.»¹ Or ce système de travail salarié forcé fut instauré légalement par la Couronne espagnole au début du XVIIe siècle. La loi explique que les Indiens ne voulaient pas travailler d'eux-mêmes mais que sans eux, les mines ne pouvaient que difficilement être exploitées, malgré la présence des Noirs. On oblige donc les villages indiens à fournir le nombre de travailleurs exigés (un septième de la population au Pérou, un quart en Nouvelle-Espagne), qui sont livrés à la merci des « Encomenderos ». Les mortelles conséquences du système apparaissent bientôt. Dans un écrit anonyme adressé à Philippe IV et intitulé *Rapport sur la dangereuse situation du royaume du Chili du point de vue temporel et spirituel*, on peut lire : « La diminution rapide du nombre des indigènes a pour cause bien connue le système du travail forcé dans les mines et dans les champs des « Encomenderos ». Bien que les Espagnols disposent d'une énorme quantité de nègres, bien qu'ils aient soumis les Indiens à des impôts infiniment plus lourds que ceux-ci n'en avaient versé à leurs chefs avant la conquête, ils estimaient néanmoins impossible de renoncer au système des travaux forcés. »²

Les travaux forcés avaient en outre pour conséquence que souvent les Indiens n'étaient pas en mesure de cultiver leurs champs, ce qui offrait à nouveau aux Espagnols un prétexte pour se les approprier comme « terre déserte ». Le déclin de l'agriculture indienne offrait naturellement un terrain propice à l'usure. « Sous la domination indigène, les Indiens ne connaissaient pas les usuriers », dit Zurita. Les Espagnols leur firent faire connaissance approfondie avec ce beau produit de l'économie monétaire et de la pression fiscale. Grevées de dettes, les terres indiennes qui n'avaient pas été dérobées par les Espagnols passèrent massivement dans les mains des capitalistes espagnols, et l'estimation de ces terres constituerait encore un chapitre à part dans la bassesse européenne. Le vol des terres, les impôts, le travail forcé et l'usure formaient une étreinte de fer qui brisa l'existence des communautés agraires indiennes. L'effondrement des assises économiques suffit déjà à désagréger l'ordre public traditionnel et les liens sociaux entre Indiens. Ces assises économiques, de leur côté, les Espagnols les détruisirent systématiquement en démantelant les autorités traditionnelles. Les chefs de villages et les chefs de tribus devaient être confirmés dans leur fonction par les « Encomenderos », et ceux-ci en profitaient pour y mettre leurs créatures, les individus les plus dépravés de la société indienne. Un moyen favori des Espagnols consistait aussi à monter systématiquement les Indiens contre leurs chefs. Sous le prétexte chrétien de protéger les indigènes de l'exploitation par leurs chefs, ils les libéraient de toute obligation de verser les redevances traditionnelles à ces chefs. « Les Espagnols », dit Zurita, « croient pouvoir s'appuyer sur ce qui se passe actuellement en Espagne, pour affirmer que les chefs dépouillent leurs tribus, mais ils sont eux-mêmes responsables de ces extorsions, car ce sont eux qui ont privé les anciens chefs de leur position et de leurs revenus et les ont remplacés par de nouveaux, choisis parmi leurs créatures. »³

Ils cherchaient également à provoquer des émeutes quand les chefs de village ou de tribus protestaient contre l'aliénation illégale de terres de tel ou tel membre de la communauté au profit des Espagnols. Le résultat en était des révoltes chroniques et

¹ « Zurita », XI, p. 295 (Kovalevsky, p. 65).

² Cité par Kovalevsky, p. 66.

³ « Zurita », p. 87, cité par Kovalevsky, p. 69.

une succession de procès entre indigènes au sujet de cessions illégales de terres. A la misère, à la faim, à l'esclavage, l'anarchie venait s'ajouter, pour faire de l'existence des Indiens un véritable enfer. Le bilan de cette tutelle espagnole et chrétienne pouvait se résumer ainsi : passage des terres aux mains des Espagnols et extinction des Indiens. « Dans tous les territoires espagnols des Indes », dit Zurita, « les tribus indigènes disparaissent complètement ou s'amenuisent, bien que certains prétendent le contraire. Les indigènes quittent leurs maisons et leurs terres qui ont perdu pour eux leur valeur, étant donné les énormes redevances en nature et en argent ; ils émigrent dans d'autres pays, errant continuellement d'une région à l'autre, ou se cachent dans les forêts, au risque de devenir un jour ou l'autre la proie des bêtes sauvages. Beaucoup mettent fin à leur vie par le suicide, comme j'ai pu moi-même le constater plusieurs fois par observation personnelle ou en interrogeant les habitants du lieu. »¹ Un demi-siècle plus tard, un autre haut fonctionnaire du gouvernement espagnol au Pérou, Juan Orter de Cervantes, rapporte que « la population indigène dans les colonies espagnoles se réduit de plus en plus, elle abandonne ses habitations, laisse la terre inculte, de sorte que les Espagnols ont de la peine à trouver assez d'agriculteurs et de bergers. Les Mitayas, tribu sans laquelle l'exploitation des mines d'or et d'argent est impossible, soit abandonnent complètement les villes habitées par les Espagnols, soit s'éteignent avec une étonnante rapidité, s'ils y restent ». ² Il faut en réalité admirer l'incroyable résistance du peuple indien et des institutions communistes agraires dont, malgré ces conditions, des restes se sont conservés jusqu'au XIXe siècle.

La grande colonie anglaise des Indes nous montre les destins de l'ancienne communauté agraire sous un autre aspect. Ici, mieux qu'en aucun autre coin du monde, on peut étudier les formes les plus diverses de la propriété du sol qui figurent, comme projetée sur une surface plane, l'histoire de millénaires. Communautés villageoises à côté de communautés de lignage, redistribution périodique de parcelles égales de terrain à côté de l'attribution à vie de parcelles inégales, culture du sol en commun à côté de l'exploitation individuelle privée, égalité de tous les habitants du village dans leurs droits sur les terres de la commune à côté de privilèges accordés à certains groupes, enfin, à côté de toutes ces formes de propriété commune, la pure propriété privée du sol, soit sous la forme de minuscules parcelles paysannes, soit de terres affermées à court terme, soit d'immenses latifundia -voilà tout ce que l'on pouvait, il y a encore quelques décennies, étudier grandeur nature aux Indes. Que les communautés agraires soient une très ancienne institution aux Indes, c'est ce dont témoignent les documents juridiques indiens - ainsi le plus ancien droit coutumier codifié, le Manou, qui date du IXe siècle av. J.-C. et contient de nombreuses prescriptions concernant les contestations de frontières entre communautés, les terres, l'installation de nouvelles communautés sur les terres indivises d'anciennes communautés. Ce code ne connaît de propriété que fondée sur le travail personnel ; il mentionne encore l'artisanat comme occupation annexe de l'agriculture ; il cherche à mettre en échec la puissance économique des Brahmines, c'est-à-dire des prêtres, en ne leur permettant de recevoir en cadeaux que des biens meubles. Les futurs princes indigènes, les radjas, ne figuraient dans ce code que comme chefs élus de tribus. Les deux codes plus récents, le Yajnavalkia et le Narada, du Ve siècle, voient aussi l'organisation sociale, dans l'association de lignage, et la force publique de même que la justice sont ici entre les mains de l'assemblée de la communauté. Celle-ci est responsable

¹ « Zurita », p. 341.

² « Memorial que presenta a su Magestad el licenciado Juan Orter de Cervantes, Abogado y Procurador general der Reyrio del Peru y encomenderos, sobre pedir remedio del danno y disminucion des los indios », Anno MDCXIX (1619), cité par Kovalevsky, p. 61.

solidairement des manquements et crimes de ses membres. Un chef élu est à la tête du village. Ces deux codes conseillent de choisir, pour exercer cette fonction, les hommes les plus justes et les plus pacifiques et de leur obéir en tout. Le code Narada distingue deux sortes de communautés : les « parents », c'est-à-dire les communautés basées sur le lignage, et les « cohabitants », c'est-à-dire les communautés de voisinage. Les deux codes ne connaissent que la propriété fondée sur le travail personnel : une terre abandonnée appartient à celui qui la prend pour la cultiver, une possession illégitime n'est pas reconnue, même après trois générations, s'il n'y a pas eu travail personnel.

Jusqu'ici, nous voyons donc le peuple indien vivre dans les mêmes liens sociaux et dans les mêmes rapports économiques primitifs durant des millénaires, dans le territoire de l'Indus et ensuite à l'époque héroïque de la conquête du territoire du Gange, racontée dans les grandes épopées populaires du Ramayana et du Mahabharata. Ce n'est qu'avec les commentaires de ces vieux codes, commentaires qui sont toujours le symptôme caractéristique de modifications sociales et de l'effort pour plier et interpréter d'anciennes idées juridiques en fonction de nouveaux intérêts, ce n'est donc qu'avec les commentaires, datant du XIV^e siècle, que l'on a la preuve qu'à cette époque la société indienne était passée par de profondes transformations sociales. Entretemps, il s'est formé une influente caste de prêtres qui s'élève matériellement et juridiquement au-dessus de la masse paysanne. Les commentateurs - tout comme leurs collègues chrétiens dans l'Occident féodal - essaient d'interpréter le langage clair des anciens codes pour justifier la propriété foncière des prêtres, encourager les dons en terres aux Brahmines et stimuler ainsi le partage des terres des communautés et la formation de la grande propriété des prêtres aux dépens de la masse paysanne. Ce phénomène a été caractéristique du destin de toutes les sociétés orientales.

La question vitale pour toute agriculture un peu avancée, dans la plupart des régions d'Orient, c'est l'irrigation artificielle¹. Aussi bien aux Indes qu'en Égypte, nous voyons de bonne heure, comme fondement solide de l'agriculture, de grandioses ouvrages d'irrigation, des canaux, des fontaines ou des mesures systématiques pour adapter l'agriculture aux inondations périodiques. Ces grandes entreprises dépassaient dès le départ les forces, l'initiative et le plan économique des communautés agraires isolées. Il fallait pour les diriger et les réaliser une autorité placée au-dessus des communautés villageoises dont elle pouvait unifier la main-d'œuvre ; il y fallait aussi une maîtrise de la nature supérieure à celle que pouvaient avoir les paysans enfermés dans les limites de leurs villages. De ces besoins est né le rôle important des prêtres en Orient : en observant la nature dont s'accompagne toute religion naturelle, en se libérant de la participation directe aux travaux agricoles, ils étaient les mieux aptes à diriger les grands travaux publics d'irrigation. Ce rôle purement économique aboutit naturellement à la longue à une puissance sociale particulière des prêtres ; la spécialisation d'une fraction de la société, résultant de la division du travail, se transforma en une caste héréditaire à part, avec ses privilèges et ses intérêts d'exploiteurs face à la masse paysanne. Ce processus s'accomplit plus ou moins vite, plus ou moins radicalement selon les peuples, restant à l'état embryonnaire, comme chez les Indiens péruviens, ou aboutissant à une théocratie, comme chez les anciens Hébreux et en Égypte, selon les circonstances géographiques et historiques particulières, selon les

¹ Note marginale de R.L. (au crayon) : 1) Construction de canaux (division du travail). malgré cela, communauté. 2) Différents types de «gens» (Koval.). 3) Tout cela s'est maintenu malgré les conquérants féodaux mahométans. 4) Les Anglais !

heurts guerriers avec les peuples environnant faisant se développer, à côté de la caste des prêtres, une puissante caste guerrière rivale des prêtres. Dans tous les cas, les limites particularistes spécifiques de l'ancienne communauté communiste, dont l'organisation était inapte à des tâches importantes de nature économique ou politique, l'obligeaient à accepter, en dehors et au-dessus d'elle, la domination de pouvoirs qui assumaient ces fonctions. Ces fonctions ouvraient si sûrement la voie à la domination politique et à l'exploitation économique des masses paysannes que les conquérants barbares de l'Orient - que ce soient les Mongols, les Perses ou les Arabes - ont toujours pris en mains, dans le pays conquis, outre le pouvoir militaire, la direction des grands travaux publics, condition vitale de l'agriculture. Tout comme les Incas au Pérou considéraient de leur privilège mais aussi de leur devoir d'avoir la haute main sur les travaux d'irrigation et sur la construction des voies et des ponts, les dynasties de despotes asiatiques qui se sont succédé aux Indes au cours des siècles ont eu ce souci.

Malgré la formation de castes, malgré la domination étrangère qui s'instaurait sur le pays, malgré les bouleversements politiques, le village indien continuait à mener son existence tranquille et modeste. A l'intérieur de chaque village, les règles traditionnelles continuaient à régir la communauté, sous les orages de l'histoire politique, elles avaient leur propre histoire intérieure imperceptible, se dépouillaient d'anciennes formes, passaient par la prospérité, le déclin, la dissolution et la renaissance. Aucun chroniqueur n'a noté ces phénomènes ; tandis que l'histoire universelle décrit l'audacieuse expédition d'Alexandre, de la Macédoine aux sources de l'Indus, et retentit du bruit des armes du sanglant Tamerlan et des Mongols, elle se tait sur l'histoire économique interne du peuple indien. Seuls des vestiges nous permettent de reconstituer le schéma hypothétique de cette évolution de la commune indienne, et c'est le mérite de *Kovalevsky* que d'avoir résolu cette importante tâche scientifique. Selon *Kovalevsky*, les différents types de communautés agraires observés aux Indes encore vers le milieu du XIXe siècle se rangent dans l'ordre historique suivant :

1. La forme la plus ancienne, c'est la pure communauté de lignage, qui englobe l'ensemble des parents par le sang (un clan), possède en commun le sol et le cultive aussi en commun. Les champs aussi sont donc indivis et seuls sont répartis les fruits des récoltes réunies dans les greniers communautaires. Ce type de communauté villageoise, le plus primitif, ne s'est maintenu que dans quelques rares régions du Nord de l'Inde, ses habitants étaient cependant limités le plus souvent à quelques branches («putti») de l'ancienne gens. *Kovalevsky y voit*, par analogie avec la « Zadruga » bosniaque et herzégovienne, le produit de la dissolution des liens du sang qui, par suite de l'accroissement de la population, ont éclaté en quelques grandes familles qui se sont séparées avec leurs terres. Vers le milieu du siècle précédent, il y avait d'importantes communautés villageoises de ce type, dont certaines avaient 150 membres, d'autres 400 membres. Ce qui prédominait cependant, c'étaient les petites communautés villageoises qui ne se rencontraient en plus grandes communautés recouvrant l'ancienne gens que dans des cas exceptionnels, par exemple pour céder une partie de leur propriété foncière. Dans la vie ordinaire, elles menaient l'existence retirée et strictement réglée que *Marx* décrit brièvement dans son *Capital*, d'après des sources anglaises ¹:

¹ Note marginale de R. L. (au crayon) : James Mill

« Ces petites communautés indiennes, dont on peut suivre les traces jusqu'aux temps les plus reculés, et qui existent encore en partie, sont fondées sur la possession commune du sol, sur l'union immédiate de l'agriculture et du métier et sur une division du travail invariable, laquelle sert de plan et de modèle toutes les fois qu'il se forme des communautés nouvelles. Établies sur un terrain qui comprend de cent à quelques mille acres ¹, elles constituent des organismes de production complets, se suffisant à eux-mêmes. La plus grande masse du produit est destinée à la consommation immédiate de la communauté ; elle ne devient point marchandise, car la production est indépendante de la division du travail occasionnée par l'échange dans l'ensemble de la société indienne. L'excédent seul des produits se transforme en marchandise, et va tout d'abord entre les mains de l'État auquel, depuis les temps les plus reculés, en revient une certaine partie à titre de rente en nature. Ces communautés revêtent diverses formes dans différentes parties de l'Inde. Sous sa forme la plus simple, la communauté cultive le sol en commun et partage les produits entre ses membres, tandis que chaque famille s'occupe chez elle de travaux domestiques, tels que filage, tissage, etc. A côté de cette masse occupée de manière uniforme, nous trouvons *l'habitant principal*, juge, chef de police et receveur d'impôts, le tout réuni en une seule personne ; le teneur de *livres* qui règle les comptes de l'agriculture et du cadastre et enregistre tout ce qui s'y rapporte ; un troisième employé, qui poursuit les criminels et protège les voyageurs étrangers qu'il accompagne d'un village à l'autre ; l'homme-frontière qui empêche les empiètements des communautés voisines ; l'inspecteur *des* eaux qui fait distribuer pour les besoins de l'agriculture l'eau dérivée des réservoirs communs ; le bramine, qui remplit les fonctions du culte ; le maître d'école qui enseigne aux enfants de la communauté à lire et à écrire sur le sable ; le bramine-calendrier qui, en qualité d'astrologue, indique les époques des semailles et de la moisson ainsi que les heures favorables ou funestes aux divers travaux agricoles ; un forgeron et un charpentier qui fabriquent et réparent tous les instruments d'agriculture ; le potier qui fait toute la vaisselle du village ; le barbier, le *blanchisseur*, *l'orfèvre* et, parfois, le poète qui, dans quelques communautés, remplace l'orfèvre et, dans d'autres, le maître d'école. Cette douzaine de personnages est entretenue aux frais de la communauté. Quant à la population nouvelle, une communauté nouvelle est fondée sur le modèle des anciennes et s'établit dans un terrain non cultivé, la loi, qui règle la division du travail de la communauté, agit avec l'autorité inviolable d'une loi physique... La simplicité de l'organisme productif de ces communautés qui se suffisent à elles-mêmes, se reproduisent constamment sous la même forme et, une fois détruites accidentellement, se reconstituent au même lieu et avec le même nom, nous fournit la clef de l'« immutabilité des sociétés asiatiques », immutabilité qui contraste d'une manière si étrange avec la dissolution et reconstruction incessantes des « États » asiatiques, les changements violents de leurs dynasties. La structure des éléments économiques fondamentaux de la société reste hors des atteintes de toutes les tourmentes politiques. » ²

2. A l'époque de la conquête anglaise, la communauté primitive de lignage avec ses terres indivises était en grande partie dissoute. De sa dissolution était née une communauté fondée sur la parenté, où les champs étaient partagés en lots familiaux inégaux dont la taille dépendait du degré de parenté avec l'ancêtre primitif. Cette forme était répandue dans le nord-ouest de l'Inde et au Pendjab. Les parcelles ne sont attribuées ni à vie ni héréditairement, elles restent la possession des familles tant que

¹ 1 acre = 40,5 ares = 4 050 m².

² Karl Marx: « Le Capital », Livre I.

l'accroissement de population ou la nécessité d'y faire accéder des parents absents pendant un temps n'oblige pas à une nouvelle répartition. Souvent, on ne satisfait pas à de nouvelles demandes de redistribution en attribuant de nouvelles parcelles prises sur la partie non cultivée du territoire. De cette façon, les parcelles familiales deviennent - sinon en droit, du moins en fait - des par. celles à vie ou même héréditaires. A côté de ces champs répartis inégalement, les forêts, les marais, les prés, les terres incultes restent la propriété commune de toutes les familles et elles les utilisent en commun. Cette curieuse organisation communiste basée sur l'inégalité entre à la longue en contra. diction avec de nouveaux intérêts. Avec chaque génération nouvelle, il devient de plus en plus difficile de déterminer le degré de parenté de chacun, la tradition des liens du sang s'affaiblit et l'inégalité entre les parcelles familiales est de plus en plus ressentie comme une injustice par ceux qui sont désavantagés. D'autre part, dans beaucoup de régions, le départ d'une partie des parents, les guerres et l'extermination d'une autre partie de la population établie, l'installation et l'accueil de nouveaux arrivants entraînent inévitablement un brassage de la population. Malgré l'apparente immuabilité des relations, les terres sont divisées en différentes catégories selon leur qualité et chaque famille reçoit différentes parcelles, tant dans les catégories les mieux irriguées que dans les moins bonnes. Au début, au moins avant la conquête anglaise, on ne procédait pas périodiquement à une nouvelle répartition par tirage au sort, mais seulement lorsque l'accroissement naturel de la population avait entraîné une inégalité effective dans la situation économique des familles. C'était le cas en particulier dans les communautés qui avaient des réserves de terres utilisables. Dans les communautés plus petites, on procédait à une redistribution, tous les dix, huit, cinq ans, souvent tous les ans. La redistribution avait lieu annuellement, surtout là où le manque de bonnes terres rendait impossible une distribution égale entre tous les membres, où une égalisation ne pouvait donc résulter que de la rotation dans l'utilisation des terres. La communauté indienne de lignage en voie de décomposition s'achève sous la forme que revêt historiquement la communauté germanique à ses débuts.

Nous avons vu dans les Indes britanniques et en Amérique deux exemples classiques de la lutte désespérée et de la fin tragique de la vieille organisation économique communiste, entrant en conflit avec le capitalisme européen. Notre tableau des destinées mouvementées de la communauté agraire ne serait pas complet si nous ne prenions en considération pour finir l'exemple remarquable d'un pays où l'histoire a apparemment suivi un tout autre cours, où l'État en effet ne s'est pas efforcé de détruire par la violence la communauté paysanne, mais au contraire de la sauver et de la conserver par tous les moyens. Ce pays, c'est la Russie tsariste.

Nous ne nous occupons pas ici de la grande querelle théorique qui s'est poursuivie pendant des décennies, au sujet de l'origine de la communauté paysanne russe. Il n'était que naturel et il est tout à fait conforme à la mentalité générale de la science bourgeoise actuelle, hostile au communisme primitif, que la découverte faite en 1858 par le professeur russe *Tchitchérine* et selon laquelle la communauté agraire en Russie n'est pas un produit historique originaire, mais un produit artificiel de la politique fiscale des tsars, trouve un accueil favorable chez les savants allemands et rencontre leur approbation. *Tchitchérine*, qui nous prouve encore une fois que les savants libéraux sont le plus souvent de bien moins bons historiens que leurs collègues réactionnaires, admet pour les Russes la théorie, abandonnée définitivement depuis *Maurer* pour l'Europe occidentale, selon laquelle les communautés ne se sont formées qu'aux XVIe et XVIIe siècles à partir d'exploitations individuelles isolées. *Tchitchérine* fait dériver l'exploitation commune des champs de l'entremêlement des

terres, la propriété commune, des conflits frontaliers, les pouvoirs publics exercés par la communauté, de leur responsabilité fiscale collective pour les impôts personnels introduits au XVI^e siècle ; il met donc pratiquement, avec le plus grand libéralisme ; tête en bas toutes les relations historiques de cause à effet.

Quoi que l'on pense de l'ancienneté et de l'origine de la communauté paysanne en Russie, elle a survécu à toute la longue histoire du servage et à son abolition, jusqu'à ces derniers temps. Nous ne nous intéressons ici qu'à ses destinées au XIX^e siècle. Lorsque le tsar Alexandre II accomplit sa « libération des paysans », les seigneurs leur vendirent leurs propres terres - tout à fait selon le modèle prussien - ce pour quoi les seigneurs furent largement indemnisés en titres par le fisc pour les parties les plus mauvaises des prétendues terres seigneuriales et imposèrent aux paysans, pour la terre « prêtée », une dette de 900 millions de roubles qui devait s'éteindre en 49 ans, par des versements à 6 %. Ces terres ne furent pas, comme en Prusse, attribuées en propriété privée à des familles ; elles furent remises à des communautés entières, comme propriété collective inaliénable. Les communes étaient solidairement responsables pour l'extinction de la dette et le versement de tous les impôts et redevances et elles étaient libres de les répartir entre leurs différents membres. Au début des années 1890, la répartition de l'ensemble des terres en Russie d'Europe (sans la Pologne, la Finlande et le territoire des Cosaques du Don) était la suivante : les domaines d'État qui se composent essentiellement des immenses forêts du Nord et de terres désertiques, englobent 150 millions de déciatines (1 déciatine = 1,09 hectare), les apanages impériaux 7 millions, l'Église et les villes n'en possédaient pas moins de 9 millions, 93 millions étaient propriété privée, dont seulement 5 % appartenaient aux paysans et le reste à la noblesse ; mais 131 millions de déciatines étaient propriété paysanne collective. En 1900 encore, 122 millions d'hectares étaient la propriété collective des paysans, et seulement 22 millions, propriété paysanne particulière.

Si l'on examine la façon dont la paysannerie russe exploita cet énorme territoire jusqu'à ces derniers temps et même pour une partie aujourd'hui encore, on reconnaît facilement les institutions typiques de la communauté agraire telles qu'elles étaient courantes de tout temps en Allemagne comme en Afrique, sur les bords du Gange comme au Pérou. Les champs étaient partagés, tandis que la forêt, les prés, les eaux constituaient le territoire commun indivis. L'assolement triennal dominant généralement, les terres d'hiver et d'été étaient réparties selon la qualité du sol, et ces catégories à leur tour divisées en bandes. On partageait d'habitude les champs d'été en avril et ceux d'hiver en juin. L'observation méticuleuse de l'égalité dans la répartition entraînait un tel entremêlement que, par exemple dans le gouvernement de Moscou, il y avait en moyenne onze sortes de champs d'été et onze de champs d'hiver et chaque paysan avait à cultiver au moins vingt-deux parcelles dispersées. La commune mettait à part des terres qu'on cultivait pour les cas de besoins collectifs exceptionnels, ou bien il y avait dans le même but des entrepôts de réserve auxquels chacun devait livrer du grain. On veillait au progrès technique de l'exploitation en autorisant chaque famille paysanne à conserver sa part pendant dix ans, à condition de la fumer, ou bien on mettait à part des parcelles qu'on fumait et qui n'étaient réparties que tous les dix ans. Le plus souvent, les champs de lin, les vergers et les potagers étaient soumis à la même règle.

Répartir les troupeaux de la commune dans les différents prés et pâturages, engager des bergers, enclore les pâturages, protéger les champs, fixer la date des différents travaux, le mode de répartition et sa date, tout cela était l'affaire de la commune, c'est-à-dire de l'assemblée du village. En ce qui concerne la fréquence des

redistributions, la plus grande diversité régnait. En 1877, dans un seul gouvernement, celui de Saratov par exemple, sur 278 communautés villageoises étudiées, près de la moitié procédaient annuellement au tirage au sort, les autres tous les deux, trois, cinq, six, huit et onze ans, tandis que 38 communautés qui pratiquaient le fumage, avaient complètement renoncé aux redistributions. ¹

Le mode de répartition du sol est ce qu'il y a de plus remarquable dans la communauté agraire russe. Nous n'avons ici ni le principe de lots égaux comme chez les Germains, ni celui de l'importance des besoins familiaux comme chez les Péruviens, mais uniquement le principe de la puissance fiscale. Les problèmes fiscaux dominaient toute la vie de la communauté paysanne depuis la « libération des paysans », toutes les institutions du village tournaient autour des impôts. Certes, pour le gouvernement tsariste, le seul fondement de l'imposition, c'était les « âmes recensées », c'est-à-dire tous les habitants mâles de la communauté sans distinction d'âge, tels qu'ils étaient déterminés environ tous les 20 ans par les célèbres « révisions », depuis le premier recensement paysan sous Pierre le Grand ; ces « révisions » étaient la terreur du peuple russe, des villages entiers prenaient la fuite devant elles. ²

Le gouvernement imposait les villages d'après le nombre des « âmes » recensées. La commune répartissait la somme globale entre les différentes fermes d'après la main-d'œuvre et la part de terre de chaque ferme était mesurée à la capacité fiscale ainsi calculée. Depuis 1861, la répartition du sol en Russie avait pour fondement le paiement des impôts, et non l'alimentation des paysans ; ce n'était pas un bienfait auquel chaque ferme avait droit, mais une obligation faite à chaque membre de la communauté, comme un service d'État. Rien de plus original en conséquence qu'une assemblée villageoise russe procédant à la répartition du sol. De toutes parts, on pouvait entendre des protestations contre l'attribution de trop grands lots ; les familles pauvres, sans véritable main-d'œuvre et dont les membres étaient surtout des femmes ou des enfants mineurs, se voyaient tout à fait dispensées de lots, et étant donné la masse des paysans pauvres, les plus grands lots étaient distribués aux riches. La charge fiscale qui est au centre de la vie des communautés russes est d'ailleurs énorme. A la dette à éteindre, s'ajoutait l'impôt per capita, l'impôt communal, l'impôt d'église, l'impôt sur le sel, etc. Dans les années 1880, on abolit l'impôt per capita et l'impôt sur le sel, mais la niasse fiscale n'en reste pas moins si lourde qu'elle absorbe toutes les ressources de la paysannerie. D'après une statistique des années 1890, 70 % des paysans tiraient de leur parcelle moins du minimum vital, 20 % étaient en mesure de se nourrir eux-mêmes, mais ne pouvaient pas avoir du bétail, et seulement 9 % pouvaient vendre un surplus. Les arriérés d'impôts étaient un phénomène constant du village russe, aussitôt après la « libération ». Dès les années 1870, une rentrée annuelle d'impôts par tête de 50 millions s'accompagnait d'un arriéré annuel de 11 millions de roubles. Après la suppression de l'impôt par tête, la misère du village russe ne cessa d'augmenter, car les impôts indirects devenaient de plus en plus lourds. En 1907, les arriérés d'impôts se montaient à 127 millions de roubles dont on

¹ « Trirogov », p. 49.

² La première « révision », exécutée selon un Oukase de Pierre en 1719, fut organisée comme une expédition punitive en pays ennemi. Les militaires avaient pour consigne de mettre aux fers les gouverneurs négligents, de les maintenir aux arrêts dans leurs propres chancelleries et de les y garder « jusqu'à ce qu'ils se corrigent ». Les popes, qui étaient chargés de dresser les listes de paysans et auxquels des « âmes » échappaient, devaient être suspendus de leurs fonctions et « après un châtement corporel impitoyable, être soumis à une peine de prison, quel que fût leur âge ». Les gens soupçonnés de cacher des « âmes » étaient soumis à la torture. Par la suite, les recensements furent menés de façon aussi sanguinaire, quoique avec moins de rigueur.

dispensa presque entièrement les paysans à cause de la totale impossibilité de les faire percevoir et de la fermentation révolutionnaire.

Bientôt les impôts absorbèrent non seulement tous les gains de l'économie paysanne, mais ils forcèrent les paysans à chercher des gains annexes. C'étaient d'une part les travaux saisonniers qui, aujourd'hui encore, provoquent en Russie de véritables migrations des peuples, les villageois mâles les plus vigoureux allant s'embaucher comme journaliers dans les grands domaines seigneuriaux, tandis qu'ils laissent leurs propres parcelles aux bras moins vigoureux de la main-d'œuvre féminine, des enfants ou des vieillards. D'autre part, la ville, l'industrie exerçaient leur attraction. Il se forma dans les centres industriels une couche de travailleurs temporaires qui ne venaient dans les villes qu'en hiver, surtout dans les usines de textiles, pour revenir aux travaux des champs dans leur village au printemps, en ramenant leurs gains. Dans beaucoup de régions, il y avait le travail industriel à domicile ou les travaux agricoles annexes occasionnels comme les charrois ou l'abattage du bois. Malgré tout cela, la masse des paysans pouvait à peine subsister. Non seulement les fruits de l'agriculture, mais les gains industriels annexes étaient dévorés par les impôts. L'État avait fourni des moyens de coercition rigoureuse à la communauté qui était solidairement responsable des impôts de ses membres. Elle pouvait louer à l'extérieur ceux de ses membres qui étaient en retard et réquisitionner l'argent gagné, elle accordait ou refusait à ses membres le passeport sans lequel le paysan ne pouvait s'éloigner de son village. Elle avait le droit de châtier corporellement les récalcitrants.

Périodiquement, le village russe offrait sur tout le vaste territoire russe un curieux tableau. A l'arrivée des collecteurs d'impôts au village, une procédure commençait, pour laquelle la Russie tsariste a inventé un terme technique signifiant « extorsion des arriérés par les coups ». L'assemblée du village se réunissait au complet, les « retardataires » devaient enlever leur pantalon, se coucher sur le banc et leurs propres compagnons villageois les fouettaient jusqu'au sang en les frappant de verges, l'un après l'autre. Les gémissements et les pleurs des victimes - le plus souvent des pères de famille et même des vieillards à cheveux blancs - accompagnaient la haute autorité qui, une fois la punition administrée, remontait dans sa troïka pour recommencer la même chose dans un autre village. Il n'était pas rare que des paysans échappent à cette exécution publique par le suicide. Un autre fleuron de cette situation, c'était la « mendicité fiscale », de vieux paysans pauvres partant avec le bâton du mendiant pour amasser les impôts exigés et les ramener au village. L'État surveillait avec sévérité et ténacité l'institution des communautés agraires transformée ainsi en machine à extorquer les impôts. La loi de 1881 prescrit que la terre paysanne ne peut être aliénée par des communautés que si deux tiers des paysans en prennent la décision, et il faut encore l'accord du Ministre de l'Intérieur, des Finances et des Domaines. Les paysans ne pouvaient vendre leurs biens, acquis par héritage, qu'à des membres de leur communauté ; il était interdit d'hypothéquer la terre paysanne. Sous Alexandre III, la communauté villageoise fut privée de toute autonomie et placée sous la férule de « capitaines ruraux » - institution voisine des conseillers ruraux en Prusse. Toute décision de l'assemblée villageoise devait avoir l'assentiment de ces fonctionnaires, les répartitions de terres se faisaient sous leur surveillance, ainsi que la répartition des impôts et leur rentrée. La loi de 1893 fit quelques concessions en n'autorisant les répartitions de terres que tous les douze ans. En même temps, on ne peut quitter la communauté qu'avec l'assentiment de la commune et à condition d'avoir complètement payé sa dette.

Malgré ces liens créés artificiellement par la loi autour de la communauté villageoise, malgré la tutelle de trois ministères et d'un essaim de tchinovniks (fonctionnaires), il n'était plus possible d'empêcher la désagrégation de la communauté villageoise. La charge fiscale étouffante, le déclin de l'économie paysanne par suite des gains annexes agricoles et industriels, le manque de terres, en particulier de pâturages et de forêts que la noblesse s'était souvent annexés dès le partage, le manque de champs cultivables alors que la population s'accroissait, tout cela engendra deux sortes de phénomènes décisifs dans la vie du village : la fuite vers la ville et l'apparition de l'usure au village. Dans la mesure où la part de terre et les gains annexes industriels ou autres ne servaient de plus en plus qu'à payer les impôts sans jamais y parvenir vraiment et sans pouvoir subvenir aux besoins les plus élémentaires, l'appartenance à la communauté devenait une chaîne au cou du paysan affamé. Et l'aspiration naturelle, pour les plus pauvres, c'était d'échapper à cette chaîne. La police arrêtait comme vagabonds sans passeport des centaines de fugitifs, les livrait à leur communauté dont les membres les fustigeaient, pour l'exemple, sur le champ. Les verges et le passeport obligatoire étaient impuissants contre l'exode massif des paysans qui fuyaient dans la nuit et le brouillard l'enfer du « communisme villageois » pour aller à la ville et y disparaître définitivement dans l'océan du prolétariat industriel. D'autres, dont les liens familiaux ou d'autres circonstances rendaient la fuite impossible, cherchaient à sortir de la communauté par des moyens légaux. Il fallait pour cela éteindre leur dette, et là... l'usurier venait en aide. Très tôt les impôts et la vente forcée de leur grain aux pires conditions firent recourir le paysan russe à l'usurier. Toute catastrophe, toute mauvaise récolte rendaient inévitable le recours à l'usurier. Pour se libérer du joug de la communauté, il n'y avait d'autre moyen que de se soumettre au joug de l'usurier. Tandis que les paysans pauvres cherchaient à échapper à la communauté, les paysans riches lui tournaient souvent le dos et en sortaient pour échapper à la pénible responsabilité collective de l'impôt des pauvres. Même là où ils ne sortaient pas formellement de la communauté, les paysans riches - qui étaient pour une bonne part aussi les usuriers - formaient dans la communauté, face aux paysans Pauvres, le pouvoir dominant qui savait tourner les résolutions adoptées par les paysans endettés et dépendants. Il se constituait ainsi au sein de la communauté, fondée formellement sur l'égalité et la propriété commune, une nette séparation en classes, d'un côté une bourgeoisie villageoise, peu nombreuse mais influente, de l'autre une masse de paysans dépendants et prolétarisés de fait. Le déclin interne de la communauté villageoise étouffant sous le poids des impôts, dévorée par l'usurier, intérieurement divisée, finit par se manifester au grand jour. Famines et révoltes paysannes devinrent en Russie, dans les années 1880, des phénomènes périodiques qui frappaient les gouvernements de l'intérieur de façon aussi inexorable que les collecteurs d'impôts et l'armée chargée de « calmer » le village. Les campagnes russes devinrent le théâtre de famines affreuses et de troubles sanglants. Le moujik connaissait le même sort que le paysan indien et Orissa s'appelait ici Saratov, Samara, et ainsi de suite, le long de la Volga. ¹ Lorsque enfin en 1904 et 1905 la révolution du prolétariat urbain éclata en Russie, les troubles paysans chaotiques pesèrent pour la première fois de tout leur poids dans la balance de la révolution et la question agraire devint la question centrale de la révolution. Maintenant que les paysans déferlaient comme un flot irrésistible sur les domaines nobles et mettaient le feu aux repaires des nobles, maintenant que le parti des travailleurs exprimait la détresse des paysans en formulant la revendication révolutionnaire de l'expropriation des grands domaines sans indemnisation et de leur remise aux paysans, le tsarisme abandonna enfin la politique agraire qu'il pratiquait obstinément

¹ Porvus et Lehmann.

depuis des siècles. La communauté agraire ne pouvait plus être sauvée de la chute ; il fallait y renoncer.

Dès 1902, la hache avait été portée aux racines mêmes de la communauté villageoise sous sa forme spécifiquement russe : la responsabilité collective pour les impôts avait été abolie. Cette mesure avait, il est vrai, été préparée activement par la politique financière du tsarisme lui-même. Le fisc pouvait facilement renoncer à la responsabilité collective pour les impôts directs, les impôts indirects ayant atteint de telles proportions que dans le budget de l'année 1906 par exemple, sur une rentrée globale de 2 030 millions de roubles, 148 millions seulement provenaient des impôts directs et 1100 millions des impôts indirects, dont 558 millions rien que du monopole des spiritueux, introduit par le ministre « libéral » de *Witte* pour combattre l'ivrognerie. Une rentrée ponctuelle de *ces* impôts était assurée par la misère, le désespoir et l'ignorance des masses Paysannes. En 1905 et 1906, la dette paysanne pour le rachat des terres fut réduite de moitié, et en 1907 elle fut complètement annulée. La « réforme agraire » de 1907 se fixait ouvertement pour but la création de la petite propriété privée paysanne. Le moyen devait en être la parcellisation des domaines et apanages d'État et d'une partie de la grande propriété foncière. Ainsi la révolution prolétarienne du XXe siècle a-t-elle liquidé elle-même, dans sa première phase inachevée, à la fois les derniers restes de servage et la communauté agraire maintenue artificiellement par le tsarisme.

II

[Retour à la table des matières](#)

Avec la communauté villageoise russe, le destin mouvementé du communisme agraire primitif s'achève, le cercle se referme. A ses débuts, produit naturel de l'évolution sociale, garantie la meilleure du progrès économique et de la prospérité matérielle et intellectuelle de la société, la communauté agraire devient un instrument de l'arriération politique et économique. Le paysan russe fouetté de verges par les membres de sa propre communauté au service de l'absolutisme tsariste, c'est la plus cruelle critique historique des limites étroites du communisme primitif et l'expression la plus frappante du fait que la forme sociale est soumise elle aussi à la règle dialectique : la raison devient non-sens, le bienfait devient fléau.

Deux faits frappent lorsqu'on examine attentivement les destins de la communauté agraire dans les différents pays et continents. Loin d'être un modèle immuable et rigide, cette forme ultime et la plus élevée du système économique communiste primitif manifeste avant tout une infinie diversité, souplesse et capacité d'adaptation au milieu historique. Dans chaque milieu et dans toutes les circonstances, elle passe par un insensible processus de transformation qui s'opère si lentement qu'il n'apparaît d'abord pas à l'extérieur ; il remplace, à l'intérieur de la société, les structures vieilles par de nouvelles, sous toutes les superstructures politiques des institutions étatiques

indigènes ou étrangères, dans la vie économique et sociale, il est sans arrêt en train de naître ou de disparaître, de se développer ou de périr.

Grâce à son élasticité et à sa capacité d'adaptation, cette forme de société est d'une ténacité et d'une solidité extraordinaires. Elle défie toutes les tempêtes de l'histoire politique, ou plutôt elle les supporte toutes, les laisse passer sur elle et subit patiemment pendant des siècles la pression des conquêtes, des despotismes, des dominations étrangères, des exploitations. Il n'y a qu'un contact qu'elle ne supporte pas et auquel elle ne survit pas : celui de la civilisation européenne, c'est-à-dire du capitalisme. Partout, sans exception, le heurt avec ce dernier est mortel à l'ancienne société, et il aboutit à ce que des millénaires et les plus sauvages conquérants orientaux n'ont pu accomplir : à dissoudre de l'intérieur cette structure sociale, à briser les liens traditionnels et à transformer la société en un amas de ruines informes.

Le souffle mortel du capitalisme européen n'est que le dernier facteur, non le seul, qui rende inévitable, à plus ou moins longue échéance, le déclin de la société primitive. Les germes sont présents à l'intérieur de cette société. Si nous résumons les différentes voies de son déclin, telles que nous les avons étudiées dans différents exemples, il en résulte une certaine succession historique. La propriété communiste des moyens de production, fondement d'une économie rigoureusement organisée, a assuré durant de longues époques la plus grande productivité du travail et la meilleure sécurité matérielle à la société. Le lent mais sûr progrès de la productivité du travail devait nécessairement entrer en conflit avec l'organisation communiste. Après que se fût accompli au sein de cette organisation le progrès décisif du passage à l'agriculture supérieure - à l'usage de la charrue - et que la communauté agraire eût pris sur cette base des formes stables, le progrès dans l'évolution de la technique de production exigeait une culture plus *intensive* du sol ; celle-ci, à son tour, ne pouvait être obtenue, à ce stade de la technique agricole, que par la petite exploitation intensive, par une liaison plus étroite et plus solide de la force de travail personnelle avec le sol. L'utilisation plus durable d'une même parcelle par une seule et même famille paysanne devint la condition d'une culture plus soignée. Le fumage en particulier est une cause reconnue de redistributions moins fréquentes des terres, en Allemagne comme en Russie. De façon générale, la tendance à des redistributions de plus en plus espacées apparaît partout dans les communautés agraires, ce qui avait pour conséquence le passage du tirage au sort à la transmission héréditaire. Le passage de la propriété collective à la propriété privée va donc de pair avec l'intensification du travail, partout les forêts et les pâturages restent plus longtemps terres communales, tandis que les champs, cultivés plus intensivement, ouvrent la voie au partage du territoire commun et au bien héréditaire. La propriété privée des parcelles de terre arable n'élimine pas pour autant l'organisation collective de l'économie, elle se maintient longtemps par l'entremêlement des parcelles et la communauté des forêts et des pâturages. L'égalité économique et sociale n'est pas éliminée de l'ancienne société. Il se constitue d'abord une masse de petits pays qui ont les mêmes conditions de vie et peuvent vivre et travailler pendant des siècles selon les anciennes traditions. La porte est cependant ouverte à l'inégalité par le caractère héréditaire des biens, par le droit d'aînesse et par la possibilité d'aliéner les biens des paysans.

Ce n'est que très lentement que ce processus mine l'organisation traditionnelle de la société. D'autres facteurs historiques sont à l'œuvre, qui agissent beaucoup plus rapidement et radicalement : ce sont les dépenses publiques de plus en plus importantes, qui dépassent les étroites limites naturelles de la communauté agraire. Nous avons déjà vu l'importance décisive de l'irrigation artificielle pour la culture des

champs en Orient. Cette intensification du travail et ce puissant accroissement de la productivité ont eu des résultats beaucoup plus grands que l'introduction du fumage en Occident. Les travaux d'irrigation impliquent, dès le départ, le travail à grande échelle, la grande entreprise. Les organismes correspondants n'existent pas au sein de la communauté agraire, il faut pour cela créer des organismes spéciaux, au-dessus de cette communauté. Nous savons que la direction des travaux publics d'adduction d'eau a été la racine la plus profonde de la domination des prêtres et de toutes les dominations orientales. En Occident aussi, il y a diverses affaires publiques qui, si simples soient-elles en comparaison de l'organisation actuelle de l'État, doivent cependant être réglées dans la société primitive, elles se multiplient avec l'évolution et le progrès de cette société et exigent par conséquent à la longue des organismes spéciaux. Partout - en Allemagne, comme au Pérou, aux Indes comme en Algérie - nous avons constaté que le passage de l'électivité à l'hérédité des fonctions publiques dans la société primitive est un trait général de l'évolution.

Cette transformation, qui se produit lentement et imperceptiblement, ne représente pas une rupture avec les fondements de la société communautaire. La transmission héréditaire des fonctions publiques résulte d'abord de façon naturelle du fait que, dans la société primitive, la tradition et l'expérience personnelle accumulées, assurent au mieux la bonne exécution du travail. A la longue, la transmission héréditaire des fonctions dans certaines familles amène inévitablement la formation d'une petite aristocratie indigène qui, de serviteur de la communauté en devient le maître. Les terres indivises, l'*ager publicus* des Romains, dont les pouvoirs publics sont directement responsables, ont en particulier servi de fondement économique à la formation de cette noblesse. Le vol des terres indivises ou inemployées, telle est la méthode régulièrement utilisée par les maîtres indigènes ou étrangers qui s'élèvent au-dessus de la masse des paysans et les asservissent. S'il s'agit d'un peuple vivant à l'écart des grandes voies de la civilisation, la noblesse primitive peut ne se distinguer qu'à peine de la masse dans son mode de vie, elle doit participer au processus de production et masquer la différence de fortune par une certaine simplicité démocratique : l'aristocratie yakoute par exemple est seulement plus riche en bétail et plus influente dans les affaires publiques. Si un contact avec des peuples plus civilisés et des échanges actifs s'y ajoutent, les besoins de la noblesse deviennent plus raffinés, elle se déshabitude du travail et une véritable différenciation de castes s'opère dans la société. La Grèce des temps post-homériques en est l'exemple le plus typique.

La division du travail au sein de la société primitive conduit plus ou moins vite à la rupture inévitable de l'égalité politique et économique. Une occupation de caractère public joue un rôle particulièrement éminent dans ce processus et s'opère beaucoup plus énergiquement que les fonctions publiques de caractère pacifique : c'est la conduite de la guerre. D'abord affaire de tous, elle est devenue, par la suite des progrès de la production, la spécialité de certains milieux dans la société primitive. Plus le processus du travail est évolué, régulier et planifié dans la société, moins il supporte l'irrégularité et les pertes de temps et d'énergie liées à la vie militaire. Si les expéditions guerrières périodiques sont un résultat direct du système économique chez les peuples chasseurs et éleveurs, l'agriculture, elle, est liée à une grande passivité de la société, elle exige d'autant plus l'existence d'une caste particulière de guerriers pour sa défense. La vie guerrière - elle-même expression des étroites limites de la productivité du travail - joue un rôle important chez les peuples primitifs et entraîne un nouveau genre de division du travail. La séparation d'une noblesse guerrière ou de chefs guerriers constitue le choc le plus fort auquel l'égalité sociale ait à faire face dans la société primitive. Partout où nous rencontrons des sociétés

primitives, nous ne trouvons presque jamais ces rapports d'hommes égaux et libres que *Morgan* a pu décrire chez les Iroquois. L'inégalité et l'exploitation, tels sont les caractères des sociétés primitives que nous rencontrons comme produits d'une longue époque de décomposition, qu'il s'agisse des castes dominantes en Orient ou de l'aristocratie yakoute, des « grands clans » celtes écossais ou de la noblesse guerrière des Grecs, des Romains, des Germains de l'époque des grandes migrations ou des petits despotes des royaumes noirs en Afrique.

Considérons par exemple le célèbre Empire de Muata Kasembe, au centre de l'Afrique du Sud, à l'est de l'Empire Lunda, où les Portugais ont pénétré au début du XIXe siècle ; nous voyons ici, même dans ce territoire où les Européens ont à peine pénétré, des relations sociales qui ne laissent guère de place à l'égalité et à la liberté. L'expédition du Major *Monteiro* et du capitaine *Gamitto*, entreprise en 1831, à partir du Zambèze vers l'intérieur, dans des buts commerciaux et scientifiques, nous décrit la situation comme suit. L'expédition arriva d'abord dans le pays des Maravi qui pratiquaient une culture primitive par sarclage, habitaient dans des huttes coniques et ne portaient qu'une pièce d'étoffe autour des hanches. A l'époque où *Monteiro* et *Gamitto* traversèrent le pays des Maravi, ces derniers étaient dirigés par un chef despotique qui portait le titre de Nede. Il arbitrait toutes les querelles dans sa capitale, Mutzienda, et personne ne pouvait contester cet arbitrage. Pour la forme, il réunissait un conseil d'anciens, mais il fallait qu'ils soient toujours de son avis. Le pays se décomposait en provinces dirigées par des Mambos, et ces provinces étaient à leur tour divisées en districts à la tête desquels se trouvent des Funos. Toutes ces dignités étaient héréditaires. « Le 8 août, on atteignit la résidence du *Mukanda*, le plus puissant chef des Tchéva. Ce dernier, à qui on avait envoyé en cadeau diverses cotonnades, du tissu rouge, des perles, du sel et des kauris, arriva le jour suivant dans le camp, à cheval sur un nègre. *Mukanda* était un homme de 60 à 70 ans, d'aspect agréable et majestueux. Son seul vêtement consistait en un chiffon sale autour des hanches. Il resta environ deux heures et, en prenant congé, il nous demanda à chacun un cadeau de façon touchante et irrésistible...

« L'enterrement des chefs s'accompagne chez les Tchéva de cérémonies extrêmement barbares. Les femmes du défunt sont enfermées dans la même hutte que le cadavre jusqu'à ce que tout soit prêt pour l'enterrement. Ensuite le cortège funèbre se met en route... vers la fosse et, une fois arrivée, la femme préférée du défunt descend dans cette fosse avec sept autres femmes, elles s'y assoient, les jambes étendues. On couvre ce soubassement vivant d'étoffes, on y pose le cadavre et précipite dans la fosse six autres femmes à qui on a auparavant brisé le cou. On recouvre maintenant la tombe, on termine cette épouvantable cérémonie en empalant deux jeunes gens dont l'un est placé avec un tambour à la tête de la tombe, l'autre avec un arc et une flèche aux pieds de la tombe. Le Major *Monreiro* a été témoin d'un tel enterrement pendant son séjour au pays des Tchéva. » De là, le voyage continua vers les montagnes du centre de l'Empire. Les Portugais arrivèrent « dans une région élevée, désertique et presque complètement dépourvue de tous vivres ; on voyait les traces des ravages causés par des expéditions militaires antérieures et la famine menaçait l'expédition. On envoya des messagers avec quelques cadeaux au plus proche Mambo pour lui demander un guide, mais les envoyés revinrent avec l'affligeante information qu'ils avaient trouvé le Mambo et sa famille seuls au village et prêts de mourir d'inanition... Avant d'avoir atteint le cœur du royaume, on eut des preuves de la justice barbare qui s'y exerçait ; souvent on rencontrait des jeunes gens à qui on avait coupé les oreilles, les mains, le nez et autres membres en punition de quelque faute vénielle... Le 19 novembre, on put enfin entrer dans la capitale et l'âne que chevauchait le capitaine

Gamitto fit grande sensation. On arriva bientôt dans une rue bordée de chaque côté d'une clôture de deux à trois mètres de haut, faite de perches entrelacées et si régulières qu'on aurait dit un mur. Des deux côtés, on voit dans ces palissades, à intervalles réguliers, de petites portes ouvertes. A la fin de la rue, se trouve une petite baraque quadrangulaire qui ne s'ouvre qu'à l'ouest et au centre de laquelle se trouve, sur un socle de bois, une forme humaine de 70 centimètres de haut, grossièrement découpée. Du côté ouvert, il y avait un tas de plus de 300 crânes. La rue se transforme ici en une grande place quadrangulaire au bout de laquelle s'étend une grande forêt qui n'est séparée de la place que par une palissade. A l'extérieur de celle-ci, des deux côtés de la porte, sont fixées, en guise de décoration, 30 têtes de mort alignées... Vint ensuite la réception par Muata qui se montra aux Portugais dans tout son faste barbare, entouré de toute sa puissance guerrière, composée de 5 000 à 6 000 hommes. Il était assis sur une chaise couverte d'étoffe verte et dressée sur des peaux de léopards et de lions. Son couvre-chef était un bonnet conique écarlate fait de plumes de 50 centimètres. Sur son front, il y avait un diadème de pierres étincelantes ; une sorte de col fait d'escargots, de morceaux de miroir carrés et de fausses pierres précieuses couvrait son cou et ses épaules. Autour de chaque bras était enroulée une étoffe bleu garnie de fourrure ; l'avant-bras était en outre décoré de bracelets de pierres bleues. Le bas du corps était recouvert d'un drap jaune bordé de rouge et de bleu maintenu par une ceinture. Les jambes, comme les bras, étaient ornées de pierres bleues.

« Fièremment, protégé du soleil par sept parasols multicolores, le monarque siégeait là ; en guise de sceptre, il brandissait une queue de gnou et douze nègres munis de balais étaient occupés à éloigner de sa présence sacrée la moindre poussière, la moindre impureté. Une cour très compliquée se déployait autour du souverain. D'abord deux rangées de statues de 40 centimètres de haut figurant les bustes de nègres parés de cornes d'animaux protégeaient son trône et, entre ces statues, il y avait une cage qui contenait une statue plus petite. Devant les statues, deux nègres assis faisaient brûler sur des braseros des feuilles aromatiques. Les deux femmes principales, dont la première était vêtue de façon semblable à Mouata, occupaient la place d'honneur. A l'arrière-plan, le harem au grand complet, 400 femmes, se déployait ; mais ces dames étaient complètement nues, à part un pagne. En outre, 200 dames noires se tenaient prêtes à répondre au moindre commandement. A l'intérieur du carré formé par les femmes, les plus hauts dignitaires du royaume, les Kilolo, étaient assis sur des peaux de lions et de léopards, chacun avec un parasol et vêtu comme Muata ; divers corps de musique qui faisaient un bruit assourdissant sur des instruments aux formes singulières et quelques bouffons qui couraient çà et là, vêtus de peaux et de cornes d'animaux, complétaient l'entourage du Kazembe qui attendait dans ce digne apparat l'approche des Portugais. Le Muata, dont le titre signifie simplement « maître », règne en souverain absolu sur son peuple. En dessous de lui, il y a d'abord les Kilolo ou la noblesse qui se décompose à son tour en deux classes. Font partie des nobles les plus distingués le dauphin, les proches parents du Muata et le commandant suprême de la puissance militaire. Le Muata a un pouvoir illimité, même sur la vie et la propriété de ces nobles.

« Si le tyran est de mauvaise humeur, il fait aussitôt couper les oreilles à celui qui, par exemple, n'a pas bien compris un ordre et lui demande de le répéter, « pour lui apprendre à mieux entendre ». Tout vol commis sur sa propriété est puni de l'amputation des oreilles et des mains ; qui rencontre une de ses femmes ou lui parle, est tué ou amputé de tous ses membres. Le souverain jouit d'une telle considération chez ce peuple superstitieux qu'il croit que personne ne peut le toucher sans mourir par sa

magie. Mais comme un tel contact ne peut pas toujours être évité, il a inventé un remède contre cette mort. Celui qui a touché le souverain s'agenouille devant lui, ce dernier applique alors mystérieusement la paume de sa main contre celle de l'homme agenouillé et le libère ainsi du charme mortel. »¹ Voilà le tableau d'une société qui s'est beaucoup éloignée des fondements originaires de toute communauté primitive, de l'égalité et de la démocratie. Il n'est pas exclu que, sous cette forme de despotisme, des relations communistes, la propriété collective du sol, l'organisation commune du travail, n'aient subsisté. Les Portugais qui ont observé avec précision le clinquant extérieur des costumes et des audiences n'avaient, comme tous les Européens, aucun sens, aucun intérêt et aucun critère, pour juger des relations économiques, surtout quand elles allaient à l'encontre de la propriété privée européenne. En tout cas, l'inégalité sociale et le despotisme des sociétés primitives se distinguent foncièrement de ceux qui règnent dans les sociétés civilisées et qui sont introduites dans les sociétés primitives. L'élévation de la noblesse primitive, le pouvoir despotique du chef primitif sont des produits naturels de cette société, tout comme ses autres conditions de vie. Ils ne sont qu'une autre expression de l'impuissance de la société face à la nature environnante et à ses propres relations sociales ; cette impuissance se manifeste dans les pratiques magiques du culte et dans les famines périodiques où les chefs despotiques périssent à moitié ou complètement, tout comme leurs sujets. C'est pourquoi cette domination de la noblesse et des chefs se trouve en complète harmonie avec les autres aspects matériels et intellectuels de la vie sociale, ce qui est visible dans le fait que le pouvoir politique des chefs primitifs est toujours étroitement lié à la religion naturelle primitive, au culte des morts. De ce point de vue, le Muata Kazembe des nègres Lunda, que quatorze femmes accompagnèrent vivantes dans sa tombe et qui dispose de la vie et de la mort de ses sujets au gré de son humeur, parce que lui-même et son peuple sont fermement convaincus qu'il est un puissant magicien, ou bien ce « Prince Kazongo » au bord du fleuve Lomani qui, quarante ans plus tard, exécuta, pour saluer l'Anglais *Cameron*, une danse bondissante, en robe de femme, avec des peaux de singe et un mouchoir sale sur la tête, entouré dignement de ses deux filles nues, de ses Grands et de son peuple - sont en soi des phénomènes beaucoup moins absurdes que la domination par la « grâce de Dieu » d'un homme dont même son pire ennemi ne peut pas dire qu'il est un magicien, sur un peuple de 67 millions de têtes, qui a produit un *Kant*, un *Helmholtz*,² un *Goethe*.

Par sa propre évolution interne, la société communiste primitive conduit à l'inégalité et au despotisme. Elle n'en disparaît pas pour autant ; elle peut au contraire se perpétuer pendant des millénaires. Régulièrement, de telles sociétés deviennent tôt ou tard la proie de conquérants étrangers ou subissent de plus ou moins grandes transformations sociales. La domination islamique est ici particulièrement importante, parce qu'elle a, en beaucoup d'endroits, précédé la domination européenne en Asie et en Afrique. Partout où les peuples nomades musulmans - Mongols ou Arabes - ont instauré et consolidé leur domination en pays conquis, s'est développé un processus que *Henry Maine* et *Maxime Kovalevsky* appellent « féodalisation ». Sans s'approprier eux-mêmes le sol, les conquérants s'attachaient à deux objectifs : l'acquittement de redevances et la consolidation militaire de leur domination dans le pays. Une organisation militaire et administrative précise servait ces deux objectifs : le pays était partagé en plusieurs gouvernements donnés, pour ainsi dire, en fiefs à des fonctionnaires musulmans qui étaient à la fois collecteurs d'impôts et administrateurs

¹ « Voyages de Stanley et de Cameron à travers l'Afrique », d'après Richard Oberlaender, Leipzig 1879, p. 68 (74-80).

² Physicien et physiologiste allemand du XIXe siècle.

militaires. De grandes portions de terres incultes servaient aussi à fonder des colonies militaires. Ces institutions, ainsi que la diffusion de l'Islam, opéraient un profond changement dans les conditions générales d'existence des sociétés primitives. Leurs conditions économiques en étaient peu modifiées. Les fondements et l'organisation de la production restaient les mêmes et se perpétuaient pendant des siècles - malgré l'exploitation et la pression militaires. La domination musulmane n'a pas eu partout autant d'égards pour les conditions de vie des indigènes. Sur la côte orientale de l'Afrique, les Arabes ont pratiqué pendant des siècles, à partir du sultanat de Zanzibar, un vaste commerce d'esclaves noirs qui conduisit à une véritable chasse aux esclaves à l'intérieur de l'Afrique, à la dépopulation et la destruction de villages noirs entiers et à l'accroissement du despotisme des chefs indigènes qui faisaient des affaires en vendant aux Arabes leurs propres sujets ou ceux des tribus voisines asservies. Cette transformation, qui eut de telles conséquences pour la destinée de la société africaine, n'était que la conséquence indirecte des influences européennes : le commerce des esclaves noirs n'est devenu florissant qu'avec les découvertes et les conquêtes des Européens au XVI^e siècle, et lorsqu'ils en eurent besoin dans les plantations et les mines qu'ils exploitaient en Amérique et en Asie.

A tous égards, ce qui est fatal aux relations sociales primitives, c'est la pénétration de la civilisation européenne. Les conquérants européens sont les premiers qui ne visent pas seulement l'asservissement et l'exploitation économique des indigènes, ils s'emparent des moyens de production et du sol. Ce faisant, le capitalisme européen prive l'ordre social primitif de son fondement. Pire que toute oppression et toute exploitation, c'est l'anarchie totale et un phénomène spécifiquement européen : l'insécurité de l'existence sociale. La population soumise, séparée de ses moyens de production, n'est plus considérée par le capitalisme européen que comme de la force de travail et si elle vaut quelque chose, pour les objectifs du capital, elle est réduite en esclavage, sinon elle est exterminée. Nous avons vu cette méthode dans les colonies espagnoles, anglaises, françaises ; devant la marche en avant du capitalisme, la société primitive qui a survécu à toutes les phases historiques antérieures, capitule. Ses derniers vestiges sont balayés de la surface de la terre et ses éléments - force de travail et moyens de production - sont absorbés par le capitalisme. La société communiste primitive a sombré - parce que, en dernière instance, elle était dépassée par le progrès économique - et a fait place à de nouvelles perspectives de l'évolution. Cette évolution et ce progrès vont pour longtemps être représentés par les méthodes ignobles d'une société de classes jusqu'à ce que celle-ci soit dépassée à son tour et écartée par le progrès. La violence n'est ici que la servante de l'évolution économique.

Chapitre quatrième

LA PRODUCTION MARCHANDE

La question que nous nous sommes fixée pour tâche de résoudre est la suivante - une société ne peut exister sans travail commun, c'est-à-dire sans un travail planifié et organisé. Nous en avons d'ailleurs trouvé les formes les plus diverses à toutes les époques... Dans la société actuelle, nous n'en trouvons pas trace : ni domination ni loi, ni démocratie, pas trace de plan ni d'organisation : l'anarchie. Comment la société capitaliste est-elle possible ?

I

[Retour à la table des matières](#)

Pour découvrir comment la tour de Babel capitaliste est construite, imaginons de nouveau pour un instant une société où le travail est planifié et organisé. Soit une société où la division du travail est très poussée, où non seulement l'indus. trie et l'agriculture sont distinctes, mais où, ¹ à l'intérieur de chacune, chaque branche particulière est devenue la spécialité de groupes particuliers de travailleurs. Dans cette société, il y a donc des agriculteurs et des forestiers, des pêcheurs et des jardiniers, des cordonniers et des tailleurs, des serruriers et des forgerons, des fileurs et des tisserands, etc. La société dans son ensemble est donc pourvue de toutes les sortes de travaux et de produits. Ces produits profitent en plus ou moins grande proportion à tous les membres de la société, car le travail est un travail commun, il est de prime abord réparti et organisé de façon planifiée par quelque autorité - que ce soit la loi despotique du gouvernement, ou le servage ou toute autre forme d'organisation. Pour

¹ Note marginale de R.L. (au crayon) : Nous examinerons ensuite si une telle hypothèse est admissible, et dans quelle mesure.

simplifier, imaginons que c'est une communauté communiste avec sa propriété commune, telle que nous l'avons vue dans l'exemple indien. Supposons un instant que la division du travail dans cette communauté soit beaucoup plus poussée que ne le veut la vérité historique et admettons qu'une partie des membres de la communauté se consacre exclusivement à l'agriculture, tandis que des artisans spécialisés exécutent chacun les autres travaux. L'économie de cette communauté nous est tout à fait claire : ce sont les membres de la communauté qui possèdent en commun le sol et tous les moyens de production, leur volonté commune décide de la création de tels ou tels produits, à telle époque et en telle quantité. La masse des produits finis, appartenant à tous, est répartie entre tous selon les besoins. Imaginons maintenant qu'un beau matin, dans cette communauté communiste, la propriété commune cesse d'exister ainsi que le travail commun et la volonté commune qui réglait la production. La division du travail très poussée est demeurée, bien entendu. Le cordonnier est devant sa forme, le boulanger ne connaît que son four, le forgeron n'a que la forge et ne sait que brandir le marteau, etc. La chaîne qui autrefois reliait tous ces travaux spécialisés en un travail commun, en une économie sociale, s'est brisée. Chacun ne dépend plus que de lui-même : l'agriculteur, le cordonnier, le boulanger, le serrurier, le tisserand, etc. Chacun est libre et indépendant. La communauté n'a plus rien à lui dire, personne ne peut lui commander de travailler pour la communauté, personne ne se soucie de ses besoins.

La communauté, qui formait un tout, s'est décomposée en petites particules comme un miroir brisé en mille éclats. Chaque homme est suspendu en l'air comme un grain de poussière indépendant et n'a qu'à se débrouiller. Que va devenir la communauté à laquelle une telle catastrophe est soudain arrivée, que vont faire tous les hommes ainsi livrés à eux-mêmes ? Une chose est certaine : au lendemain de cette catastrophe, ils vont avant tout... travailler, exactement comme avant. Car tant que les besoins humains ne pourront être satisfaits sans travail, toute société humaine devra travailler. Quelques bouleversements et transformations que subisse la société, le travail ne peut cesser un seul instant. Les anciens membres de la société communiste continueraient donc avant tout à travailler, après que les liens entre eux eussent été rompus et qu'ils eussent été livrés à eux-mêmes, et comme nous avons supposé que chaque travail est déjà spécialisé, chacun ne pourrait continuer à faire que le travail qui est devenu sa spécialité et dont il a les moyens de production : le cordonnier ferait des bottes, le boulanger cuirait du pain, le tisserand confectionnerait des tissus, l'agriculteur ferait pousser du grain, etc. Une difficulté surgit aussitôt : chacun de ces producteurs fabrique certes des objets extrêmement importants et directement utiles ; chacun de ces spécialistes, le cordonnier, le boulanger, le forgeron, le tisserand, étaient tous hier encore des membres également utiles et estimés de la communauté qui ne pouvait se passer d'eux. Chacun avait sa place importante dans le tout. Maintenant, le tout n'existe plus, chacun existe pour soi. Aucun d'entre eux ne peut vivre des seuls produits de son travail. Le cordonnier ne peut consommer ses bottes, le boulanger ne peut satisfaire ses besoins avec du pain, l'agriculteur peut mourir de froid et de faim avec le grenier le mieux rempli, s'il n'a que du grain. Chacun a une multiplicité de besoins, et ne peut en satisfaire lui-même qu'un seul. Chacun a besoin d'une certaine quantité des produits des autres. Ils dépendent donc tous les uns des autres. Comment opérer puisque, nous le savons, il n'existe plus aucun lien entre les différents producteurs individuels ? Le cordonnier a un urgent besoin du pain du boulanger. mais il ne peut forcer le boulanger à lui livrer du pain, puisqu'ils sont tous les deux également libres et indépendants. S'il veut profiter des fruits du travail du boulanger, cela ne peut reposer que sur la réciprocité, autrement dit il doit lui-même livrer au boulanger un produit qui soit utile à ce dernier. Or le boulanger a aussi

besoin des produits du cordonnier et se trouve exactement dans la même situation. Le fondement de la réciprocité existe donc. Le cordonnier donne des bottes au boulanger pour recevoir du pain. Cordonnier et boulanger échangent leurs produits et peuvent tous deux satisfaire ainsi leurs besoins. Si la division du travail est très développée et les producteurs indépendants les uns des autres et si toute organisation entre eux est absente, le seul moyen pour tous d'avoir accès aux produits des divers travaux, c'est... l'échange.

Le cordonnier, le boulanger, l'agriculteur, le fileur, le tisserand, le serrurier échangent leurs produits et satisfont ainsi leurs multiples besoins. L'échange a ainsi créé un nouveau lien entre les producteurs privés, atomisés, isolés et séparés les uns des autres, le travail et la consommation, la vie de la communauté détruite peuvent de nouveau démarrer ; car l'échange leur a donné la possibilité de travailler de nouveau les uns pour les autres, c'est-à-dire qu'il a de nouveau rendu possible la coopération sociale, la production sociale, même sous la forme de production privée atomisée.

C'est là un genre nouveau et singulier de coopération sociale et qu'il nous faut examiner de plus près. Chaque individu travaille maintenant de son propre chef ; il produit pour son propre compte, selon sa propre volonté. Il doit, pour vivre, produire des objets dont il n'a pas besoin, mais dont d'autres ont besoin. Chacun travaille ainsi pour d'autres. Il n'y a là en soi rien de particulier ni de nouveau. Dans la communauté communiste aussi, tous travaillaient les uns pour les autres. Ce qu'il y a de particulier, c'est que chacun ne donne son produit à d'autres que par l'échange et ne peut obtenir les produits des autres que par la même voie. Pour parvenir aux produits dont il a besoin, il faut que chacun fabrique par son propre travail des produits destinés à l'échange. Le cordonnier doit continuellement produire des chaussures qui sont pour lui complètement inutiles. Elles n'ont pour lui d'autre utilité et d'autre but que de pouvoir être échangées contre d'autres produits dont il a besoin. Il produit donc à l'avance ses bottes pour l'échange, c'est-à-dire qu'il les produit comme marchandise. Chacun ne peut maintenant satisfaire ses besoins, c'est-à-dire parvenir aux produits fabriqués par d'autres, que s'il se présente de son côté avec un produit dont d'autres ont besoin et qu'il n'a fabriqué que dans ce but, autrement dit chacun n'a sa part des produits des autres, du produit social, que s'il se présente lui-même avec une marchandise. Le produit qu'il a confectionné pour l'échange lui donne le droit de revendiquer une part du produit social. Ce dernier n'existe plus sous sa forme antérieure, celle qui existait dans la société communiste où, avant d'être partagé, il représentait directement, dans sa masse, dans son intégralité, la richesse de la communauté. Il était élaboré en commun par tous au compte de la communauté et sous sa direction et ce qui était produit était dès le départ produit commun. Ensuite venait le partage de ce produit entre les individus, et alors seulement les membres de la communauté entraient, à titre individuel, en possession du produit destiné à leur usage. Désormais, le processus est inverse : chacun produit en tant qu'individu et ce sont les produits achevés qui constituent ensemble la richesse sociale. La part de chacun, tant au point de vue du travail social que de la richesse sociale, est représentée par la marchandise particulière qu'il a produite par son travail et apportée pour l'échanger avec d'autres. La part de chacun au travail social n'est donc plus représentée par une certaine quantité de travail ¹ qui est fixée à l'avance, mais par le produit achevé, par la marchandise qu'il livre selon sa libre volonté. S'il ne le veut pas, il n'a pas besoin de travailler du tout, il peut aller se promener, personne ne le lui

¹ Note marginale de R. L. (au crayon) : Ce n'est plus la communauté comme un tout à laquelle il a à faire et qui a besoin d'un produit, mais les membres individuels de la communauté.

reprochera ni ne le punira, comme cela se faisait pour les membres récalcitrants de la communauté communiste où les paresseux étaient sévèrement admonestés par le chef de la communauté ou livrés au mépris public, dans l'assemblée de la communauté. Désormais, chaque homme est son propre maître, la communauté n'existe plus comme autorité. Toutefois, s'il ne travaille pas, il ne peut rien obtenir en échange des produits des autres. D'autre part, l'individu n'est plus du tout certain, même s'il travaille avec ardeur, d'avoir les moyens de subsistance qui lui sont nécessaires ; car personne n'est forcé de les lui donner, même en échange de ses produits. L'échange n'a lieu que s'il existe un besoin réciproque. Si l'on n'a momentanément pas besoin de bottes dans la communauté, le cordonnier a beau travailler avec la plus grande ardeur et confectionner la plus belle marchandise, personne ne la lui prendra pour lui donner en échange du pain, de la viande, etc., et il se retrouvera sans le strict minimum nécessaire pour vivre.

Voici qu'apparaît à nouveau une différence frappante avec les relations dans la communauté communiste primitive. La communauté entretenait un cordonnier parce qu'elle avait besoin de bottes. Le nombre de bottes qu'il devait faire lui était indiqué par les autorités compétentes de la communauté, il ne travaillait que comme serviteur de la communauté, comme employé de la communauté, et tous étaient dans la même situation. Si la communauté entretenait un cordonnier, elle devait naturellement le nourrir. Il touchait, comme chacun, sa part de la richesse commune, et cette part n'avait pas de rapport direct avec sa part de travail. Évidemment, il devait travailler et on le nourrissait parce qu'il était un membre utile de la communauté. Qu'il eût précisément ce mois-là plus ou moins de bottes à faire, ou pas de bottes du tout, il n'en touchait pas moins ses vivres, sa part des moyens communs de subsistance. Maintenant, il n'en a que dans la mesure où on a besoin de son travail, c'est-à-dire dans la mesure où son produit est accepté en échange par d'autres. Chacun travaille comme il veut, autant qu'il veut, à ce qu'il veut. Seul le fait que son produit est pris par d'autres lui confirme qu'il produit ce dont la société a besoin, qu'il a exécuté effectivement un travail socialement utile. Un travail, aussi sérieux et solide soit-il, n'a pas dès l'abord un but et une valeur du point de vue social, seul le produit qui peut s'échanger a de la valeur ; un produit que personne n'accepte en échange est sans valeur, c'est du travail perdu, aussi solide et bon soit-il.

Pour participer aux fruits de la production sociale ¹, et au travail social, il faut par conséquent produire des *marchandises*. Mais personne ne dit à qui que ce soit que son travail est reconnu comme socialement nécessaire ; l'individu en fait l'expérience quand sa marchandise est acceptée en échange. Sa participation au travail et au produit de la communauté n'est assurée que si ces produits sont marqués du sceau du travail socialement nécessaire, de la valeur d'échange. Si son produit ne peut être échangé, il a créé un produit sans valeur, son travail est donc socialement superflu. Il n'est alors qu'un cordonnier privé qui a découpé du cuir et gâché des bottes pour passer le temps, un cordonnier qui se situe en dehors de la société ; car la société ignore son produit, et les produits de la société lui sont, par voie de conséquence, inaccessibles. Si notre cordonnier a, par bonheur, échangé ses bottes et obtenu des vivres en échange, il peut rentrer chez lui, rassasié, vêtu et... fier : il a été reconnu

¹ Note marginale de R. L. : 1) Travail social 1) comme somme des travaux des membres de la société les uns pour les autres, 2) en ce sens que le produit de l'individu n'est lui-même que le résultat de la coopération d'un grand nombre de gens (matière première, outils), et même de toute la société (science, besoin). Dans les deux cas, le caractère social est médiatisé par l'échange. Le savoir dans la communauté communiste, dans l'esclavage et maintenant.

comme membre utile de la société, son travail comme un travail nécessaire¹. S'il rentre avec ses bottes parce que personne n'a voulu les lui prendre, il a toute raison d'être malheureux, car il ne pourra pas souper. On lui a signifié, d'autre part, ne fût-ce que par un froid silence : « La société n'a pas besoin de toi, mon petit ami, ton travail n'était pas du tout nécessaire, tu es donc un homme superflu qui peut tranquillement aller se pendre ! » Le contact avec la société, notre cordonnier ne l'établit que par une paire de chaussures échangeables ou, plus généralement, par une marchandise ayant valeur d'échange. Le boulanger, le tisserand, l'agriculteur, tous se trouvent dans la même situation que notre cordonnier. La société, qui tantôt reconnaît le cordonnier, tantôt le repousse froidement, n'est que la somme de tous ces producteurs individuels de marchandises qui travaillent pour l'échange réciproque. C'est pourquoi la somme du travail social et du produit social à laquelle on aboutit ainsi n'équivaut pas à la somme de tous les travaux et de tous les produits des membres de la société, comme c'était autrefois le cas dans l'économie communiste primitive. Maintenant quelqu'un peut travailler avec ardeur et son produit peut n'être cependant qu'un produit perdu, qui ne compte pas, s'il ne trouve pas preneur. Seul l'échange détermine les travaux et les produits qui étaient utiles et qui comptent socialement. C'est comme si chacun travaillait chez soi, aveuglément et droit devant lui, puis apportait ses propres produits achevés sur une place où on examinerait les objets puis leur mettrait un tampon : pour celui-ci, pour celui-là, le travail a été socialement nécessaire, ils sont acceptés en échange ; alors que pour ces derniers-là, le travail n'était pas nécessaire, ils sont nuls et non avendus. Ce tampon veut dire : ceci a une valeur, cela n'en a pas et reste le plaisir ou le malheur privé de l'intéressé.

Résumons ces différents éléments : il apparaît que le simple fait de l'échange des marchandises, sans aucune autre intervention ni réglementation, détermine trois relations importantes :

1. La *part du travail social* qui revient à chaque membre de la société. Cette part, en qualité et en quantité, ne lui est plus attribuée à l'avance par la communauté ; il a part ou n'a pas part, après coup, au produit achevé. Autrefois chaque paire de bottes que confectionnait notre cordonnier était du travail social. Maintenant ses bottes ne sont d'abord que du travail privé qui ne concerne personne. Puis elles sont examinées sur le marché de l'échange et le travail investi en elles par le cordonnier n'est reconnu comme travail social que dans la mesure où elles sont acceptées dans l'échange. Sinon, elles restent du travail privé et sont sans valeur.

2. La *part de richesse sociale* qui revient à chaque membre. Auparavant, le cordonnier touchait sa part des produits fabriqués par la communauté. Cette part se mesurait d'abord à l'aisance générale, à l'état de la fortune commune, ensuite aux besoins des membres. Une famille nombreuse recevait plus qu'une famille moins nombreuse. Dans la répartition des terres conquises entre les tribus germaniques qui vinrent en Europe lors des grandes migrations et s'installèrent sur les ruines de l'Empire romain, la dimension des familles jouait un grand rôle. La communauté

¹ Note marginale de R. L. : N.B. Marchandises surproduites, inéchangeables et réserve inconsommable dans une société organisée : Communauté communiste (le riz ind.), l'économie d'esclavage, de servage (les couvents au Moyen Age). Différence : les premières ne sont pas du travail social, les secondes sans doute. Rapport avec le besoin (besoin solvable d'un côté et surproduction de marchandises invendables de l'autre), surproduction dans la société socialiste.

russe qui procédait çà et là, dans les années 1880, à des redistributions de la propriété commune, tenait compte du nombre de têtes, ou de « bouches » dans chaque ménage ¹. Avec la généralisation de l'échange, tout rapport disparaît entre les besoins de tel membre de la société et sa part de richesse, tout comme entre cette part et le volume de la richesse commune de la société. La seule chose déterminante pour la part de richesse sociale qui revient à un membre, c'est le produit présenté par ce dernier sur le marché, et uniquement dans la mesure où on l'accepte en échange comme produit socialement nécessaire.

3. Enfin le mécanisme de l'échange règle aussi **la division sociale du travail**. Autrefois, la communauté décidait qu'elle avait besoin de tant de valets de ferme, de tant de cordonniers, de boulangers, de serruriers, de forgerons, etc. La juste proportion entre les différents métiers était l'affaire de la communauté qui veillait à ce que tous les travaux nécessaires soient exécutés. On connaît le cas de ce cordonnier condamné à mort que les représentants de la communauté villageoise furent priés de libérer pour pendre à sa place un forgeron, car il y en avait deux dans le village. C'est un bel exemple du soin avec lequel la communauté veillait à une bonne division du travail. (Nous avons vu, au Moyen Age, Charlemagne prescrire exactement les sortes et le nombre d'artisans dans ses domaines. Nous avons vu dans les villes médiévales ² le règlement des corporations veiller à ce que les différents métiers fussent exercés dans une juste proportion et les artisans manquants être invités à venir de l'extérieur.) Lorsque le libre échange est sans limites, cela se règle par l'échange lui-même. Personne ne demande à notre cordonnier de faire son métier de cordonnier. S'il le veut, il peut faire des bulles de savon ou des cerfs-volants. Il peut, si l'idée lui en vient, au lieu de faire des bottes, se mettre au tissage, au filage, à l'orfèvrerie. Personne ne lui dit que la société a besoin de lui en général, et particulièrement en tant que cordonnier. Évidemment, la société a besoin de chaussures, mais personne ne détermine le nombre de cordonniers qui peuvent couvrir ce besoin. Personne ne dit à notre cordonnier si ce cordonnier-là est nécessaire, ou si on n'a pas plutôt besoin d'un tisserand ou d'un forgeron. Ce que personne ne lui dit, il ne peut l'apprendre que sur le marché. Si ses souliers sont acceptés en échange, il sait que la société a besoin de lui comme cordonnier. Qu'il confectionne la meilleure marchandise du monde, si d'autres cordonniers ont déjà couvert les besoins, sa marchandise est superflue. Si cela se répète, il lui faut renoncer à son métier. Le cordonnier en surnombre est éliminé par la société aussi mécaniquement que le corps élimine les substances superflues : elle n'accepte pas son travail comme travail social et le condamne à dépérir. La même contrainte qui le force à produire, comme condition d'existence, des produits échangeables pour d'autres, amènera finalement notre cordonnier hors de besoin à choisir un autre métier où il existe un besoin insuffisamment couvert, par exemple le tissage ou la fabrication de voitures, et ainsi le manque de main-d'œuvre dans ce secteur sera comblé.

Ce n'est pas seulement la juste proportion qui est ainsi maintenue entre les métiers ; des métiers disparaissent et d'autres se créent aussi de cette façon. Quand un besoin cesse de se faire sentir dans la société ou est couvert par d'autres produits, ce ne sont pas, comme dans l'ancienne communauté communiste, les membres de cette dernière qui le constatent et retirent en conséquence les travailleurs d'un métier pour les

¹ R. L. a noté en marge de cette phrase : N. B.

² Le chapitre sur les corporations artisanales n'a pas été retrouvé. N. E.

employer autrement. Cela se manifeste simplement par l'impossibilité d'échanger les produits non nécessaires. Au XVIIIe siècle, les perruquiers constituaient une corporation qui ne devait pas manquer dans une ville. Une fois que la mode eut changé et qu'on eut cessé de porter des perruques, le métier mourut de sa mort naturelle parce que les perruques ne se vendaient plus. Les canalisations et les conduites d'eau qui approvisionnent toutes les maisons en eau se répandant dans toutes les villes firent peu à peu disparaître le métier de porteur d'eau. Prenons maintenant un cas inverse. Supposons que notre cordonnier auquel la société a fait sentir sans équivoque, en refusant systématiquement sa marchandise, qu'il n'est pas socialement nécessaire, soit si imbu de lui-même qu'il croit quand même être un membre indispensable de l'humanité et veut absolument vivre. Pour vivre, il doit, nous le savons et il le sait, produire des marchandises. Il invente alors un produit entièrement nouveau, par exemple un fixe-moustache ou un cirage miraculeux. A-t-il créé une nouvelle activité socialement nécessaire, ou bien va-t-il rester méconnu comme tant de grands inventeurs ? Personne ne le lui dit, il ne l'apprend que sur le marché. Si son nouveau produit est accepté en échange, la nouvelle branche de production a été reconnue socialement nécessaire et la division sociale du travail connaît un nouvel élargissement ¹.

Nous avons fait peu à peu renaître une certaine cohésion, un certain ordre dans notre communauté qui semblait être dans une situation désespérée après l'effondrement du régime communiste, de la propriété commune, après la disparition de toute autorité dans la Vie économique, de toute organisation et de toute planification du travail, de tout lien entre ses membres. Cela s'est fait de façon entièrement automatique. Sans aucune entente entre les membres, sans intervention de quelque puissance supérieure, les différents morceaux se sont tant bien crue mal assemblés en un tout. L'échange lui-même règle maintenant toute l'économie de façon automatique, un peu comme une pompe : il crée un lien entre les producteurs individuels, il règle la division du travail entre eux ; il détermine leur richesse et la répartition de cette richesse. L'échange gouverne la société. C'est, il est vrai, un ordre un peu étrange qui est né. La société prend un aspect tout différent de celui d'autrefois, dans la communauté communiste. Elle formait alors un tout compact, une sorte de grande famille dont les membres adhéraient les uns aux autres et se serraient les coudes, un organisme solide, et même un peu rigide et sclérosé. Maintenant, elle a une structure extrêmement lâche où les différents membres se séparent et se rejoignent à tout moment. Personne ne dit à notre cordonnier qu'il doit travailler, ce à quoi il doit travailler et en quelle quantité. Personne ne lui demande s'il a besoin de moyens de subsistance, desquels et en quelle quantité. Personne ne se soucie de lui, il n'existe pas pour la société. Il signale son existence à la société en se présentant sur le marché avec le produit de son travail. Son existence est acceptée si sa marchandise est acceptée. Son travail West reconnu socialement nécessaire et lui-même n'est reconnu comme travailleur que dans la mesure où ses bottes sont acceptées en échange. Il n'obtient des moyens de subsistance pris sur la richesse sociale crue si ses bottes sont acceptées comme marchandise. En tant crue personne privée, il West donc pas -un membre de la société, de même son travail, en tant que travail privé, n'est pas un travail social. Il ne devient un membre de la société que dans la mesure où il fabrique des produits échangeables, des marchandises, et dans la mesure où il en a et peut les vendre. Chaque paire de bottes échangée fait de lui un membre de la société et chaque paire invendable l'exclut de cette société. Le cordonnier n'a, en tant que tel, aucun lien avec la société, ses bottes seules le mettent en contact avec la société. et cela dans la

¹ Note marginale de R. L. : le coton a supplanté le lin au XIXe siècle,

mesure seulement où elles ont une valeur d'échange, sont des marchandises vendables. Ce n'est donc pas un contact permanent, mais un contact sans cesse renouvelé et sans cesse en voie de se dissoudre. Tous les autres producteurs de marchandises sont dans la même situation que notre cordonnier. Il n'y a dans la société que des producteurs de marchandises, car ce n'est que dans l'échange qu'on obtient les moyens de vivre ; pour les obtenir, tout le monde doit se présenter avec des marchandises. Produire des marchandises, telle est la condition de l'existence. Il en résulte une société où tous les hommes mènent leur existence en individus entièrement isolés ; ils n'existent pas les uns pour les autres et n'ont de contact avec la société ou ne le perdent que par l'intermédiaire de leurs marchandises. C'est là une société extrêmement lâche et mobile, prise dans le tourbillon incessant de ses membres individuels. L'abolition de l'économie planifiée et l'introduction de l'échange a provoqué un profond bouleversement dans les relations sociales et transformé la société dans sa tête et dans ses membres.

II

[Retour à la table des matières](#)

L'échange, seul lien économique entre les membres de la société, présente de grandes difficultés et ne va pas aussi aisément de soi que nous l'avons supposé jusqu'ici. Examinons la chose de plus près. Tant que nous ne considérons que l'échange entre deux producteurs individuels, entre le cordonnier et le boulanger, la chose était toute simple. Le cordonnier ne peut vivre de bottes seulement et a besoin de pain ; le boulanger ne peut vivre de pain seulement, comme l'ont déjà dit les Saintes Écritures et a besoin, non de la parole de Dieu, il est vrai, mais parfois de bottes. Comme il y a là réciprocité, l'échange a lieu facilement ; le pain passe des mains du boulanger, qui n'en a pas besoin, dans celles du cordonnier ; les bottes passent de l'atelier du cordonnier dans le magasin du boulanger. Tous deux ont satisfait leurs besoins et les deux activités privées se sont avérées socialement nécessaires. La même chose ne se passe pas seulement entre le cordonnier et le boulanger, mais entre tous les membres de la société, c'est-à-dire entre tous les producteurs de marchandises. Nous avons le droit de l'admettre, nous y sommes même obligés. Car tous les membres de la société doivent vivre, doivent satisfaire divers besoins. La production de la société ne peut jamais s'arrêter, parce que la consommation ne s'arrête jamais. Il nous faut maintenant ajouter : comme la production est désormais découpée en activités privées indépendantes dont aucun homme ne peut se suffire, l'échange ne peut s'arrêter un instant, si la consommation ne doit pas s'arrêter. Tous échangent donc continuellement leurs produits. Comment cela se passe-t-il ? Retournons à notre exemple. Le cordonnier n'a pas seulement besoin du produit du boulanger, il voudrait avoir une certaine quantité des autres marchandises. Outre le pain, il a besoin de viande chez le boucher, d'un manteau chez le tailleur, d'étoffe pour une chemise chez le tisserand, d'une coiffure chez le chapelier, etc. Il ne peut obtenir ces marchandises que par voie d'échange ; et il ne peut jamais offrir en échange que des bottes. Pour le cordonnier, les produits dont il a

besoin pour vivre ont donc d'abord, par conséquent, la forme de bottes ; a-t-il besoin d'une chemise, il fait des bottes ; veut-il un chapeau ou des cigares, il fait encore des bottes. Dans son activité spéciale, pour lui personnellement, toute la richesse sociale qui lui est accessible a la forme de bottes. Ce n'est que par l'échange sur le marché que son activité peut sortir de son étroite forme de bottes et se transformer en moyens de subsistance multiformes dont il a besoin.

Pour que cette transformation s'opère effectivement, pour crue tout le travail du cordonnier dont il se promet toutes les joies de l'existence, ne reste pas enfermé dans la forme des bottes, une condition importante, que nous connaissons déjà, est nécessaire : il faut que les autres producteurs aient besoin de ses bottes et veuillent les prendre en échange. Le cordonnier n'obtiendrait les autres marchandises que si son produit, les bottes, était une marchandise désirée par les autres producteurs. Il n'obtiendrait des autres marchandises que la quantité correspondant à son travail, à supposer que ses bottes fussent une marchandise désirée de tous et en tout temps, désirée sans limites par conséquent. Ce serait déjà, de la part du cordonnier, une assez grande prétention et un optimisme irraisonné que de croire que sa marchandise est d'une nécessité absolue et illimitée pour le genre humain. L'affaire s'aggrave, du fait que les autres producteurs individuels se trouvent dans la même situation que le cordonnier : le boulanger, le serrurier, le tisserand, le boucher, le chapelier, l'agriculteur, etc. Chacun désire les produits les plus divers dont il a besoin, mais il ne peut offrir en échange qu'un produit unique. Chacun ne pourrait satisfaire pleinement ses besoins que si sa marchandise particulière était désirée à tout moment par tout le monde et acceptée en échange. Une courte réflexion permet de voir que c'est purement et simplement impossible. Chacun ne peut désirer à tout moment tous les produits. Chacun ne peut à tout moment trouver de façon illimitée preneur pour des bottes et du pain, des vêtements et des serrures, du fil et des chemises, des chapeaux et des fixe-moustaches, etc. Si c'est le cas, tous les produits ne peuvent à tout moment s'échanger contre tous les autres. Si l'échange est impossible comme relation universelle permanente, la satisfaction de tous les besoins est impossible, le travail universel est impossible et l'existence de la société est impossible. Nous serions de nouveau dans l'impasse et ne pourrions expliquer comment une coopération sociale et une économie peuvent quand même naître à partir de producteurs privés isolés et atomisés qui n'ont ni plan de travail commun, ni organisation, ni lien entre eux. L'échange nous est apparu comme un moyen pour régler tout cela, quoique par des voies étranges. Il faut cependant que l'échange puisse effectivement fonctionner comme un mécanisme régulier. Or, dès les premiers pas, nous trouvons de telles difficultés que nous ne comprenons pas comment il pourrait agir de façon permanente et universelle.

Eh bien ! on a inventé le moyen de surmonter cette difficulté et de rendre possible l'échange social. Ce n'est certes pas Christophe Colomb qui l'a découvert, l'expérience sociale et l'habitude ont insensiblement trouvé dans l'échange lui-même le moyen, ou comme on dit, la « vie » elle-même a résolu le problème. La vie sociale crée toujours, en même temps que les difficultés, les moyens de les résoudre. Il est impossible que toutes les marchandises soient désirées par tous à tout moment, c'est-à-dire en quantité illimitée. Il y a toujours eu, dans toute société, une marchandise importante, nécessaire, utile à tous, désirée par tous. Il n'est guère vraisemblable que les bottes aient jamais joué ce rôle. Mais le bétail par exemple a pu être ce produit. On ne peut s'en tirer simplement avec des bottes, ni avec des vêtements, ni avec des chapeaux ou du grain. Mais le bétail, fondement de l'économie, assure en tout cas l'existence de la société ; il fournit de la viande, du lait, des peaux, de la force de travail, etc. Toute la

richesse, chez beaucoup de peuples nomades, ne consiste-t-elle pas en troupeaux ? Les tribus noires d'Afrique vivent aujourd'hui encore, ou vivaient tout récemment, exclusivement de l'élevage. Supposons que dans notre communauté le bétail soit un élément très demandé, même s'il n'est qu'un produit privilégié parmi beaucoup d'autres dans la société, et non le seul. L'éleveur applique ici son travail privé à la production de bétail, comme le cordonnier à la production de bottes, le tisserand à celle de toile, etc. Simplement, selon notre hypothèse, le produit de l'éleveur jouit d'une préférence générale et sans limite parce qu'il semble à tous le plus désirable et le plus important. Le bétail constitue donc pour tous un enrichissement bienvenu. Comme nous continuons à supposer que dans notre société personne ne peut rien obtenir autrement que par voie d'échange, on ne peut obtenir de l'éleveur le bétail tant désire qu'en l'échangeant contre un autre produit du travail. Comme tout le monde, selon l'hypothèse, aimerait bien avoir du bétail, tout le monde cédera volontiers à tout moment ses produits contre du bétail. Contre du bétail, on peut donc obtenir à tout moment tout autre produit. Celui qui a du bétail n'a donc qu'à choisir, tout est à sa disposition. C'est pourquoi tout le monde ne veut plus échanger son produit particulier que contre du bétail ; car si on a du bétail, on a tout, puisque pour du bétail on obtient tout à tout moment. Une fois que cela est apparu clairement et que c'est devenu une habitude, le bétail est peu à peu devenu une marchandise générale, c'est-à-dire la seule marchandise désirée et échangeable de façon illimitée. En tant que marchandise générale, le bétail sert d'intermédiaire à l'échange de toutes les autres marchandises particulières. Le cordonnier par exemple ne reçoit pas directement du pain du boulanger en échange de ses bottes, mais du bétail ; car, avec du bétail, il peut acheter du pain et tout ce qu'il veut, quand il veut. Et le boulanger peut aussi maintenant lui payer ses bottes en bétail, parce qu'il a lui-même reçu du bétail de la part des autres, du serrurier, de l'éleveur, du boucher pour son propre produit., le pain. Chacun reçoit du bétail pour son propre produit et paie de nouveau avec ce même bétail, quand il veut avoir les produits des autres. Le bétail passe ainsi de main en main, il sert d'intermédiaire à tous les échanges, il est le lien entre les producteurs individuels de marchandises. Plus souvent le bétail passe de main en main et sert d'intermédiaire aux échanges, plus il est apprécié, plus il devient la seule marchandise échangeable et désirée à tous moments, la marchandise générale.

Dans une société de producteurs privés atomisés, sans plan de travail commun, tout produit du travail est d'abord un travail privé. Seul le fait que ce produit est accepté en échange montre que le travail était socialement nécessaire, que son produit a une valeur et assure au travailleur une part des produits de la communauté, ou au contraire que c'était du travail perdu. Or maintenant, tous les produits ne sont plus échangés que contre du bétail. Un produit ne passe pour socialement nécessaire que s'il s'échange contre du bétail. La marque du travail socialement nécessaire ne lui est imprimée que par son aptitude à s'échanger contre du bétail, par le fait qu'il a autant de valeur que du bétail. Il nous faut maintenant préciser : par son échange contre du bétail. Le bétail est désormais l'incarnation du travail social et le bétail est par conséquent le seul lien social entre les hommes.

Ici, vous avez certainement l'impression que nous nous sommes égarés. Jusqu'à maintenant, tout était à peu près compréhensible ; pour finir, ce bétail, marchandise universelle, incarnation du travail social, unique lien de la société humaine, est une invention insensée et, de plus, offensante pour le genre humain ! Pourtant vous auriez vraiment tort de vous sentir offensés. Quel que soit votre mépris pour ce pauvre bétail, il est clair en tout cas qu'il est beaucoup plus proche de l'homme, et même, en un certain sens, qu'il lui est beaucoup plus semblable que par exemple une motte

d'argile ramassée par terre ou un caillou ou un morceau de fer. Vous devez reconnaître que le bétail serait plus digne de servir de lien social vivant entre les hommes qu'un morceau de métal inanimé. Pourtant, dans ce cas, l'humanité a donné la préférence précisément au métal. Car le bétail, jouant le rôle décrit ci-dessus dans l'échange, n'est rien d'autre que... l'argent. Si vous ne pouvez vous représenter l'argent autrement que sous la forme de pièces d'or ou d'argent ou même de billets de banque, et si vous trouvez que cet argent métallique ou de papier, intermédiaire universel des relations entre les hommes, puissance sociale, est quelque chose qui va de soi, que par contre la description où le bétail jouait ce rôle, est une folie, cela prouve simplement à quel point votre esprit est prisonnier des idées du monde capitaliste actuel¹. Le tableau de relations sociales qui ont quelque chose de raisonnable paraît tout à fait absurde et ce qui est une absurdité achevée paraît aller de soi. De fait, l'argent sous la forme de bétail, a exactement les mêmes fonctions que l'argent métallique, et seules des considérations de commodité nous ont amenés à prendre le métal comme argent. On ne peut évidemment pas changer aussi bien le bétail, ni en mesurer aussi précisément la valeur que celle de petits disques métalliques, il faut pour conserver l'argent-bétail un porte-monnaie un peu trop grand, qui ressemble à une étable. Avant que l'humanité ait eu l'idée de faire de l'argent avec du métal, l'argent, comme intermédiaire indispensable de l'échange, était depuis longtemps là. Car l'argent, marchandise universelle, est justement ce moyen irremplaçable sans lequel l'échange universel ne pourrait se mettre en mouvement, sans lequel l'économie sociale non planifiée et composée de producteurs individuels ne pourrait exister.

Quels sont les multiples rôles du bétail dans l'échange, et qu'est-ce qui, dans la société que nous étudions, a transformé le bétail en monnaie : c'est un produit du travail désiré universellement et en tout temps. Pourquoi le bétail était-il désiré universellement et en tout temps ? Parce que c'était un produit extrêmement utile qui, en tant que moyen de subsistance très varié, pouvait assurer l'existence. Oui, cela est vrai au début. Ensuite, plus le bétail fut utilisé comme intermédiaire de l'échange général, plus son usage immédiat comme moyen de subsistance passa à l'arrière-plan. Quiconque touche du bétail en échange de son produit, se gardera bien de l'abattre et de le manger ou de l'atteler à sa charrue ; le bétail lui est plus précieux comme moyen d'acheter en tout temps n'importe quelle autre marchandise. Il se gardera donc de l'utiliser comme moyen de subsistance et le conservera comme moyen d'échange. Avec la division poussée du travail que nous avons supposée, l'utilisation immédiate du bétail serait assez malcommode. Que peut faire le cordonnier avec le bétail comme tel ? Ou le serrurier, le tisserand, le chapelier qui ne pratiquent pas l'agriculture ? L'utilité immédiate du bétail comme moyen de subsistance est donc de plus en plus négligée et le bétail n'est plus désiré de tous parce qu'il est utile à la boucherie, à la laiterie ou au labour, mais parce qu'il donne à tout moment une possibilité d'échange contre n'importe quelle autre marchandise. C'est de plus en plus l'utilité spécifique, la mission du bétail, de permettre l'échange, c'est-à-dire de servir à tout moment à la transformation des produits privés en produit social, des travaux privés en travail social. Comme le bétail néglige ainsi de plus en plus son usage privé, qui est de servir de moyen de subsistance à l'homme, et se consacre exclusivement à sa fonction d'intermédiaire permanent entre les différents membres de la société, il cesse aussi progressivement d'être un produit privé comme les autres, il devient de prime abord un produit social et le travail de l'éleveur devient, à la différence de tous les autres travaux, le seul travail directement social. Alors le bétail n'est plus élevé pour servir de moyen de subsistance, mais dans le but de jouer le rôle de produit social, de

¹ Note marginale de R. L. : Aristote sur l'esclavage.

marchandise générale, de monnaie. On continue, dans une proportion moindre, à abattre du bétail ou à l'atteler à la charrue. Ce caractère privé du bétail disparaît de plus en plus, face à son caractère officiel de monnaie. En tant que tel, il joue un rôle éminent et multiple dans la vie de la société.

1. Il devient définitivement *moyen d'échange* général et officiellement reconnu. Personne n'échange plus des bottes contre du pain ou des chemises contre des fers à cheval. Quiconque voudrait le faire, serait repoussé avec un haussement d'épaules. On ne peut rien obtenir que contre du bétail. L'ancien échange bilatéral se décompose par conséquent en deux opérations séparées : en vente et en achat. Autrefois, lorsque le serrurier et le boulanger voulaient échanger leurs produits, chacun vendait sa marchandise et achetait celle de l'autre en les faisant simplement changer de mains. Achat et vente étaient une seule et même opération. Maintenant, quand le cordonnier vend ses bottes, il n'a et ne prend en échange que du bétail. Il a commencé par vendre son propre produit. Quand achètera-t-il quelque chose, qu'achètera-t-il, achètera-t-il même quelque chose ? C'est là une autre affaire. Il suffit qu'il se soit débarrassé de son produit, qu'il ait transformé son travail, de la forme de bottes, en celle du bétail. La forme du bétail, c'est la forme sociale officielle du travail et, sous cette forme, le cordonnier peut la conserver aussi longtemps qu'il veut ; car il sait qu'il peut à tout moment retransformer le produit de son travail, de la forme du bétail en n'importe quelle autre forme, c'est-à-dire faire un achat.

2. Le bétail devient aussi le moyen d'économiser et d'accumuler la richesse, il devient un *moyen de thésauriser*. Tant que le cordonnier ne pouvait échanger ses produits que contre des moyens de subsistance, il ne travaillait qu'autant qu'il en avait besoin pour couvrir ses besoins quotidiens. Car à quoi lui aurait-il servi d'avoir des bottes en réserve ou même de faire de grandes réserves de pain, de viande, de chemises, de chapeaux, etc. ? Les objets d'usage courant trop longtemps entreposés s'abîment et deviennent même inutilisables. Maintenant, le cordonnier peut conserver le bétail qu'il reçoit contre les produits de son travail, comme moyen pour l'avenir. Le désir d'économiser s'éveille chez lui, il cherche à vendre le plus possible, se garde de dépenser aussitôt le bétail reçu ; au contraire, il cherche à l'accumuler, car le bétail étant bon pour tout en tout temps, il l'économise, l'amasse pour l'avenir et laisse les fruits de son travail en héritage à ses enfants.

3. Le bétail devient en même temps la *mesure* de toutes les *valeurs* et de tous les travaux. Quand le cordonnier veut savoir ce que l'échange d'une paire de chaussures lui apportera, ce que son produit vaut, il dit par exemple : j'aurai un demi-bœuf par paire, ma paire de bottes vaut un demi-bœuf.

4 Le bétail devient la quintessence de la *richesse*. On ne dit plus : un tel est riche parce qu'il a beaucoup de grain, de troupeaux, de vêtements, de bijoux, de serviteurs, mais : il a du bétail. On dit : chapeau bas devant cet homme, il « vaut » 1 000 bœufs. Ou bien on dit : pauvre homme, il est complètement sans bétail !

Avec l'extension du bétail comme moyen général d'échange, la société ne peut plus penser qu'en formes de bétail. On parle et on rêve de bétail. Il s'ensuit une

véritable adoration et vénération du bétail : on épouse de préférence une jeune fille dont une dot composée de grands troupeaux de bétail rehausse les attraits, même si le prétendant est un professeur, un ecclésiastique ou un poète, et non un éleveur de porcs. Le bétail est la quintessence du bonheur humain. On fait des poèmes en l'honneur du bétail et de sa puissance merveilleuse, on commet des crimes et des assassinats à cause de lui. Les hommes répètent en secouant la tête : « Le bétail régit le monde. » Si ce proverbe vous est inconnu, traduisez-le en latin ; le vieux mot romain pecunia = argent, vient de pecus = bétail. ¹

III

[Retour à la table des matières](#)

Notre examen des formes que prendraient les relations dans l'ancienne communauté communiste, après le soudain effondrement de la propriété collective et du plan de travail commun, vous a semblé être une élucubration purement théorique, une promenade dans les nuages. En réalité, ce n'était que l'exposé un peu simplifié et abrégé de la façon dont s'est formée l'économie marchande, exposé rigoureusement conforme à la vérité historique dans ses grands traits.

Notre exposé demande, il est vrai, quelques correctifs :

1. Le processus que nous avons dépeint comme une catastrophe soudaine détruisant en une nuit la société communiste et la transformant en une société de producteurs privés, a demandé des millénaires. Il est vrai que l'idée d'une catastrophe violente et soudaine n'est pas en l'occurrence de pure fantaisie. Elle correspond à la réalité partout où des peuples vivant dans le communisme primitif entrent en contact avec des peuples qui sont déjà à un haut niveau de développement capitaliste. C'est le cas pour la plupart des pays dits sauvages ou semi-civilisés, découverts et conquis par les Européens : découverte de l'Amérique par les Espagnols, conquête de l'Inde par les Hollandais, des Indes orientales par les Anglais ; de même quand les Anglais, les Hollandais, les Allemands ont pris possession de l'Afrique. Dans la plupart de ces cas, l'irruption soudaine des Européens dans ces pays s'est accompagnée d'une catastrophe dans la vie des peuples primitifs qui y vivaient. Ce qui, dans notre hypothèse, durerait 24 heures, n'a parfois duré que quelques dizaines d'années. La conquête du pays par un État européen ou même l'installation de colonies commerciales européennes dans ces pays a eu très vite pour conséquence l'abolition par la force de la propriété commune du Sol, le morcellement de celle-ci en propriété privée, le vol des troupeaux, le renversement de tous les rapports traditionnels dans la société. Le résultat n'a pas été le plus souvent celui que nous avons supposé, à savoir la transformation de la communauté communiste en une société de producteurs privés libres avec échange de marchandises. Car la propriété commune désagrégée ne devient pas propriété

¹ Note marginale de R.L.: Dans la monnaie métallique, se dépouille complètement de la valeur d'usage!

privée des indigènes, elle est volée et dérobée par les intrus européens et les indigènes eux-mêmes, privés de leurs anciennes formes d'existence et de leurs moyens de vivre, sont soit transformés en esclaves salariés, ou simplement en esclaves des marchands européens, soit, quand cela est mal commode... exterminés, comme le font présentement les Allemands avec les Noirs du Sud-Ouest Africain.¹ Pour tous les peuples primitifs dans les pays coloniaux, le passage de leur état communiste primitif au capitalisme moderne est intervenu comme une catastrophe soudaine, comme un malheur indicible plein des plus effroyables souffrances. Chez les populations européennes, ce ne fut pas une catastrophe, mais un processus lent, progressif et insensé, qui a duré des siècles. Les Grecs et les Romains entrent dans l'histoire avec la propriété commune. Les anciens Germains qui viennent du nord au début de l'ère chrétienne et pénètrent dans le sud, détruisant l'Empire romain et s'installant en Europe, apportent avec eux la communauté communiste primitive et la maintiennent pendant un temps. L'économie marchande des peuples européens, pleinement formée, n'apparaît qu'à la fin du Moyen Age, aux XVe et XVIe siècles.

2. Le deuxième correctif qu'il faudrait faire à notre exposé précédent découle du premier. Nous avons supposé que, dans le sein de la communauté communiste, toutes les branches possibles d'activité s'étaient déjà spécialisées et séparées, c'est-à-dire que la division du travail à l'intérieur de la société avait atteint un très haut niveau de développement, de sorte que lorsqu'est intervenue la catastrophe qui a aboli la propriété commune et introduit la production privée et l'échange, la division du travail était déjà là, toute prête, pour servir de fondement à l'échange. Cette supposition est historiquement inexacte. A l'intérieur de la société primitive, la division du travail est peu développée, embryonnaire, tant que subsiste la propriété commune. Nous l'avons vu dans la communauté villageoise indienne. Environ douze personnes seulement se distinguaient de la masse des habitants et se voyaient confier des professions particulières, dont six artisans à proprement parler : le forgeron, le charpentier, le potier, le barbier, le blanchisseur et l'orfèvre. La plupart des travaux artisanaux, tels que filage, tissage, confection des vêtements, boulangerie, boucherie, charcuterie, etc., étaient faits par chaque famille, comme occupations annexes à côté des travaux des champs. C'est le cas dans beaucoup de villages russes, dans la mesure où la population n'a pas été intégrée aux échanges et au commerce. La division du travail, c'est-à-dire la mise à part de certaines activités sous forme de professions spéciales et exclusives, ne peut se développer vraiment que lorsque la propriété privée et l'échange sont déjà là. Un producteur ne peut se consacrer à une production spécialisée que lorsqu'il peut espérer échanger régulièrement ses produits contre d'autres. Seul l'argent donne à chaque producteur la possibilité de conserver et d'amasser le fruit de son travail, et l'incite à une production régulière la plus abondante possible, pour le marché. D'autre part, le producteur n'aura intérêt à produire pour le marché et à amasser de l'argent que si son produit et le revenu qu'il en tire sont sa propriété privée. Dans la communauté communiste primitive, la propriété privée est exclue et l'histoire nous montre que la propriété privée n'est apparue que par suite de l'échange et de la spécialisation des activités. La formation de métiers spécialisés, c'est-à-dire une division du travail développée, n'est possible qu'avec la propriété privée et des échanges développés. L'échange lui-même n'est possible que si la division du travail existe déjà ; car quel sens aurait l'échange entre producteurs qui produisent tous la même chose ? Ce n'est que si par exemple X produit uniquement des bottes, tandis que Y cuit uniquement du pain, que cela a un sens pour tous deux d'échanger leurs produits. Nous nous heurtons

¹ Dans le manuscrit, cette subordonnée a été rayée au crayon.

donc à une étrange contradiction : l'échange n'est possible qu'avec la propriété privée et une division du travail développée ; la division du travail ne peut, de son côté, naître que par suite de l'échange et sur la base de la propriété privée, la propriété privée de son côté ne naît que par l'échange. Si vous regardez de plus près, il y a même là une double contradiction : la division du travail doit être déjà là avant l'échange, et l'échange doit être déjà là en même temps que la division du travail. De plus : la propriété privée est la condition préalable à la division du travail et à l'échange, elle ne peut se développer qu'à partir de la division du travail et de l'échange. Comment une telle complication est-elle possible ? Nous tournons manifestement en rond et le premier pas déjà pour sortir de la société communiste primitive nous apparaît comme une impossibilité.

L'humanité était prise en apparence dans une contradiction qu'il fallait résoudre pour que l'évolution puisse se poursuivre. Or, l'impasse n'est qu'apparente. Une contradiction est, il est vrai, quelque chose d'insurmontable pour l'individu dans la vie courante. Dans la vie de la société, si l'on y regarde de plus près, de telles contradictions surgissent à chaque pas. Ce qui apparaît aujourd'hui comme la cause d'un phénomène est demain son effet, et inversement, sans que ce continuel renversement des relations empêche la vie de la société. L'individu, qui se trouve devant une contradiction dans sa vie privée, ne peut plus faire un pas. On admet tellement, même dans la vie quotidienne, que la contradiction est quelque chose d'impossible, qu'un accusé qui se contredit devant le tribunal passe par là même pour convaincu de mensonge et les contradictions peuvent le mener en prison ou à la potence. Mais si la société humaine dans son ensemble s'embrouille continuellement dans des contradictions, elle n'en va pas pour autant à sa perte, au contraire, ce sont les contradictions qui la font avancer. La contradiction dans la vie de la société se résout toujours en évolution, en nouveaux progrès de la civilisation. Le grand philosophe Hegel a dit : « La contradiction est ce qui fait avancer. » Ce mouvement par contradictions est la véritable façon dont l'histoire humaine évolue. Dans le cas qui nous intéresse, c'est-à-dire le passage de la société communiste à la propriété privée avec division du travail et échange, la contradiction que nous avons rencontrée est résolue par un long processus historique. Ce processus a correspondu dans son essence à la description que nous en avons donnée, abstraction faite des quelques correctifs que nous avons apportés.

L'échange commence effectivement dès l'état le plus primitif de la communauté fondée sur la propriété commune, et sous la forme où nous l'avons supposée, celle du troc, c'est-à-dire produit contre produit. Nous trouvons le troc dès les premières étapes de la civilisation. Comme la propriété privée chez les deux partenaires est une des conditions de l'échange et qu'elle est inconnue dans la communauté primitive, le premier troc ne s'est pas fait à l'intérieur de la communauté ou de la tribu, mais à l'extérieur, non entre les membres d'une même tribu, d'une même communauté, mais entre différentes communautés et tribus, là où elles sont entrées en contact. Ce n'est pas tel membre d'une tribu qui négocie avec un étranger à la tribu, ce sont les tribus, les communautés entières qui font le troc, ce sont leurs chefs qui négocient. Cette image, répandue parmi les savants économistes bourgeois, d'un chasseur primitif et d'un pêcheur primitif échangeant entre eux leurs poissons et leur gibier dans les forêts vierges d'Amérique, aux aurores de la civilisation, est donc doublement fautive. Il n'existait pas dans la préhistoire d'individus isolés vivant et travaillant pour eux-mêmes, le troc d'homme à homme a demandé des millénaires pour apparaître. L'histoire ne connaît d'abord que le commerce entre tribus et entre peuples. « Les peuples sauvages », dit *Laffitteau*, dans son ouvrage sur les sauvages d'Amérique, « pratiquent

continuellement l'échange entre eux. Leur commerce a ceci de commun avec le commerce de l'Antiquité que c'est un échange direct de produits contre d'autres produits. Chacun de ces peuples possède quelque chose que les autres n'ont pas, et le commerce fait passer toutes ces choses d'un peuple à l'autre. Tel est le cas du grain, des poteries, des peaux, du tabac, des couvertures, des canoës, du bétail sauvage, des ustensiles ménagers, des amulettes, du coton, en un mot de tout ce qui sert à l'entretien de la vie humaine... Leur commerce se mène avec le chef de la tribu qui représente le peuple entier. »¹

Quand, dans notre exposé précédent, nous commençons l'échange par un cas isolé - l'échange entre le cordonnier et le boulanger - et le traitons comme quelque chose d'occasionnel, cela correspondait à la stricte vérité historique. Au début, l'échange entre les différentes tribus est purement occasionnel, irrégulier ; il dépend des rencontres ou contacts entre eux². C'est pourquoi le premier troc régulier apparaît chez les peuples nomades, car leurs fréquents déplacements les amènent en contact avec d'autres peuples. Tant que l'échange est occasionnel, seuls les produits en excédent, ce qui reste une fois couverts les besoins propres de la tribu, sont offerts en échange. Avec le temps, les échanges occasionnels se répétant plus souvent, ils deviennent une habitude, puis une règle et peu à peu on commence à fabriquer des produits directement pour l'échange. Les tribus et les peuples se spécialisent dans une ou plusieurs branches de leur production en vue de l'échange. La division du travail entre les tribus et communautés se développe. Longtemps, le commerce reste un troc, produit contre produit. Dans beaucoup de régions des États-Unis, le troc était répandu à la fin du XVIIe siècle. Dans le *Maryland*, l'Assemblée législative fixait les proportions dans lesquelles on devait échanger le tabac, l'huile, la viande de porc, et le pain. A Corrientes, en 1815, de jeunes colporteurs couraient les rues en criant : « Du sel pour des chandelles, du tabac pour du pain ! » Dans les villages russes, jusque dans les années 1890, des colporteurs, appelés *Prasols*, pratiquent le troc simple avec les paysans. Ils échangent toutes sortes de petits objets, tels que aiguilles, dés à coudre, rubans, boutons, pipes, savons, etc., contre des brosses, du duvet, des peaux de lapin et autres objets analogues. Les potiers, les ferblantiers, etc., parcourant la Russie avec leur voiture, pratiquent un commerce semblable en échangeant leurs propres produits contre du grain, du chanvre, du lin, de la toile, etc.³

Les occasions d'échange se multipliant et devenant plus régulières, la marchandise qui est la plus aisée à fabriquer et peut le plus souvent être échangée est de bonne heure séparée des autres, dans chaque région, dans chaque tribu, ou bien au contraire, celle qui manque le plus, qui est la plus désirée. Le sel par exemple et les dattes jouent ce rôle dans le désert du Sahara, le sucre aux Indes occidentales anglaises, le tabac en Virginie et en Maryland, ce qu'on appelle le « thé en brique » (un mélange de feuilles de thé et de graisse sous la forme de briques) en Sibérie, l'ivoire chez les nègres d'Afrique, les grains de cacao dans l'ancien Mexique. Les particularités du climat et du sol amènent, dans les différentes régions, à mettre à part une « marchandise générale » propre à servir à tout le commerce et d'intermédiaire dans les échanges. La même chose se produit avec l'occupation particulière à chaque tribu. Chez les peuples de chasseurs, le gibier est la « marchandise générale » qu'ils

¹ Laffitteau : « Mœurs des sauvages américains comparées aux mœurs des premiers temps », 1724, vol. II, pp. 322-323.

² Note marginale de R. L. (au crayon) : NB. Fouilles préhistoriques ! Avant tout les nomades.

³ « Sieb. », p. 246 (sans doute Nikolai Sieber, « David Ricardo et Karl Marx », Moscou, 1879. Cf. note 2, p. 49 de la traduction).

proposent en échange de tous les produits possibles. Dans le commerce de la compagnie de la baie d'Hudson, les peaux de castors ont joué ce rôle. Chez les tribus de pêcheurs, les poissons sont l'intermédiaire naturel de toutes les opérations d'échange. Dans les îles Shetland, d'après le récit d'un voyageur français, même pour l'achat d'un billet de théâtre on fait l'appoint avec du poisson¹. La nécessité d'avoir une telle marchandise appréciée de tous, pour servir de moyen général des échanges, se fait parfois vivement sentir. Voici par exemple comment *Samuel Baker*², voyageur bien connu, décrit son troc avec les tribus nègres au cœur de l'Afrique : « Il devient de plus en plus difficile de se procurer les vivres. Les indigènes ne vendent de la farine qu'en échange de la viande. C'est pourquoi nous nous la procurons comme suit : nous achetons auprès de marchands turcs des « marteaux » (bêches) de fer en échange de vêtements et de chaussures ; contre les marteaux, nous achetons un bœuf, celui-ci est amené dans un village éloigné et abattu, et la viande est partagée environ en 100 morceaux. Avec cette viande et avec trois grands paniers, mes gens s'assoient par terre, les indigènes viennent alors et versent chacun dans les paniers un petit panier de farine pour un morceau de viande. Voilà un exemple du pénible commerce de la farine en Afrique centrale. »

Avec le passage à l'élevage, le bétail devient la marchandise générale dans le troc, et la mesure générale de valeur. C'était le cas chez les Grecs anciens, comme Homère nous les dépeint. En décrivant l'armure de chaque héros, il dit que l'armure de Glaucus coûtait 100 bœufs, celle de Diomède 9 bœufs. Mais à côté du bétail, quelques autres produits servaient de monnaie chez les Grecs à cette époque. Le même Homère dit que, lors du siège de Troie, on payait le vin de Lemnos tantôt en bœufs, tantôt en cuivre ou en fer. Chez les anciens Romains, nous l'avons dit, la notion d'« argent » était identique à celle de bétail ; de même, chez les anciens Germains, le bétail était la marchandise générale. Avec le passage à l'agriculture, les métaux, le fer et le cuivre acquièrent une importance éminente dans l'économie, en partie comme matière dont on fabrique les armes et les outils agricoles. Le métal, produit plus abondant et d'un usage plus répandu, devient la marchandise générale et remplace de plus en plus le bétail. Il devient marchandise générale, d'abord parce que son utilité naturelle - comme matière de toutes sortes d'outils - le rend généralement désirable. A ce stade, il est utilisé dans le commerce à l'état brut aussi, en barres et au poids. Chez les Grecs, le fer était en usage général, chez les Romains le cuivre, chez les Chinois un mélange de cuivre et de plomb. Beaucoup plus tard, les métaux dits précieux, l'argent et l'or, sont utilisés pour les échanges. Eux aussi sont utilisés à l'état brut, au poids. L'origine de la marchandise générale, de la monnaie, simple produit utile à un usage quelconque, est encore visible³. Le simple morceau d'argent qu'on donnait un jour en échange de farine, pouvait servir le lendemain à fabriquer un brillant bouclier. L'usage exclusif des métaux précieux comme monnaie, c'est-à-dire sous forme de pièces de monnaie, était inconnu chez les Hindous, chez les Égyptiens et même chez les Chinois. Les anciens Juifs ne connaissaient que les pièces de métal au poids. C'est qu'Abraham, comme il est dit dans l'Ancien Testament, paya 400 sicles d'argent bien pesés à Ephron pour la tombe de Sara. Il est admis qu'on n'a commencé à frapper la monnaie qu'au Xe ou même au VIIIe siècle avant J.-C., et ce sont les Grecs qui commencèrent. Les Romains l'apprirent des Grecs, ils frappèrent leurs premières pièces d'argent et d'or au IIIe siècle avant J.-C.⁴ Avec les pièces de

¹ Note marginale de R. L.: Sieb., p. 247.

² Samuel Baker: « Voyage aux sources du Nil », pp. 221-222.

³ Note marginale de R. L. Pourquoi les métaux précieux ont-ils gardé ce rôle ?

⁴ Note marginale de R. L. Sieb., p. 248.

monnaie en or et en argent, la longue histoire millénaire de l'évolution de l'échange prend sa forme achevée et définitive.

L'argent, la marchandise générale, était déjà formé, avant même qu'on utilise les métaux pour faire de l'argent. Sous la forme de bétail, l'argent a déjà les mêmes fonctions dans l'échange qu'aujourd'hui les pièces d'argent : intermédiaire pour les opérations d'échange, mesure de valeur, moyen de thésauriser, incarnation de la richesse. Ce n'est que sous sa forme métallique que la destination de l'argent apparaît aussi sous son aspect extérieur. L'échange commence par le simple troc entre deux produits du travail. Il se réalise parce que l'un des producteurs - l'une des communautés ou des tribus - se passe mal des produits de l'autre. Ils s'aident mutuellement en échangeant les produits de leur travail. De telles opérations de troc se répétant régulièrement, un produit détient la préférence, parce que désiré de tous, il devient l'intermédiaire de tous les échanges, la marchandise générale. En soi, tout produit du travail pourrait devenir monnaie : les bottes ou les chapeaux, la toile ou la laine, le bétail ou le blé. Les marchandises les plus diverses ont joué ce rôle pendant un temps. Le choix ne dépend que des besoins particuliers et de l'occupation particulière des peuples. Le bétail est généralement apprécié comme produit utile, comme moyen de subsistance. A la longue, il est désiré comme monnaie et accepté comme tel. Car il sert à chacun comme tel, à conserver les fruits de son travail sous une forme échangeable à tout moment contre n'importe quel autre produit du travail. Le bétail, à la différence des autres produits privés, est le seul produit directement social, parce qu'échangeable à tout moment. Dans le bétail, la double nature de la monnaie s'exprime encore : un coup d'œil sur le bétail montre que, bien que marchandise générale, produit social, il est en même temps un simple moyen de subsistance que l'on peut abattre et consommer, un produit ordinaire du travail humain, du travail d'un peuple de bergers. Dans la pièce d'argent, tout souvenir de l'origine de la monnaie comme simple produit a déjà disparu. Le petit disque d'or frappé n'est bon à rien d'autre, n'a d'autre usage que de servir de moyen d'échange, de marchandise générale. Il n'est plus marchandise que dans la mesure où, comme toute autre marchandise, il est le produit du travail humain, du travail du chercheur d'or et de l'orfèvre, mais il a perdu tout usage privé comme moyen de subsistance, il n'est plus qu'un morceau de travail humain sans aucune forme utile ni utilisable pour la vie privée, il n'a plus aucun usage comme moyen de subsistance privé, comme nourriture, vêtement ou parure ou quoi que ce soit, il n'a plus pour but que l'usage purement social : il sert d'intermédiaire pour l'échange d'autres marchandises. C'est dans l'objet en soi le plus dénué de sens et de but, la pièce d'or, que le caractère purement social de l'argent, de la marchandise générale, trouve son expression la plus pure et la plus achevée.

L'adoption définitive de l'argent ¹ sous sa forme métallique a pour conséquence une forte extension du commerce et le déclin des relations sociales qui visaient autrefois non le commerce, mais la consommation personnelle. Le commerce désagrège la vieille communauté communautaire, il accélère l'inégalité de fortune entre ses membres, l'effondrement de la propriété commune et finalement le déclin de la communauté elle-même ². La petite exploitation paysanne libre qui ne produit que pour elle-même et ne vend que le superflu pour mettre l'argent dans le bas de laine, est peu à peu forcée, en particulier par l'introduction de l'impôt en argent, à vendre finalement toute sa production, pour acheter par la suite la nourriture, les vêtements,

¹ Note marginale de R.L.: NB. Remplacement des métaux courants par les métaux précieux, or.

² Note marginale de R. L. : Donner plus de détails.

les ustensiles ménagers, même le grain pour les semailles. La Russie des dernières décennies nous a donné l'exemple d'une telle transformation de l'exploitation paysanne, d'une exploitation produisant pour ses propres besoins en une exploitation produisant pour le marché et allant à la ruine complète. Dans l'esclavage antique, le commerce a apporté de profondes transformations. Tant que les esclaves ne servaient qu'à l'économie domestique, aux travaux agricoles ou artisanaux pour les besoins du maître et de sa famille, l'esclavage avait un caractère patriarcal. Lorsque les Grecs et les Romains eurent pris goût à l'argent et firent produire pour le commerce, une exploitation inhumaine des esclaves commença¹ qui amena les grandes révoltes d'esclaves, en elles-mêmes sans espoir, mais signe de ce que l'esclavage se survivait et était devenu un ordre insoutenable. La même chose se répète avec le servage au Moyen Age. C'était d'abord une forme de protection accordée à la paysannerie par les seigneurs nobles auxquels les paysans devaient une redevance déterminée en nature ou en travail, redevance qui couvrait les besoins propres des seigneurs. Plus tard, lorsque la noblesse eut découvert les agréments de l'argent, les redevances et les prestations en travail furent sans cesse augmentées dans des buts commerciaux, les corvées devinrent le servage, le paysan fut exploité jusqu'aux dernières limites². Pour finir l'extension du commerce et la domination de l'argent amenèrent à remplacer les prestations en nature des serfs par des redevances en argent. La dernière heure de tous les rapports féodaux a sonné. Le commerce du Moyen Age apporte puissance et richesse aux villes, il entraîne par là même la décomposition et la chute des anciennes corporations. L'essor de l'argent-métal donne naissance au commerce mondial. Dès l'antiquité, certains peuples, tels les Phéniciens, se consacrent au rôle de marchands entre les peuples pour attirer vers eux des masses d'argent et accumuler des richesses sous forme d'argent. Au Moyen Age, ce rôle échoit aux villes, surtout aux villes italiennes. Après la découverte de l'Amérique et de la voie maritime vers les Indes orientales à la fin du XVe siècle, le commerce mondial connaît une soudaine extension : les pays nouveaux offraient à la fois de nouveaux produits et de nouvelles mines d'or, c'est-à-dire la matière première de l'argent. Après les énormes importations d'or en provenance d'Amérique au XVIe siècle, les villes du nord de l'Allemagne - principalement les villes hanséatiques - accèdent à d'énormes richesses, puis c'est le tour de la Hollande et de l'Angleterre. Dans les villes européennes et, pour une grande part, à la campagne, l'économie marchande, c'est-à-dire la production en vue de l'échange, devient la forme dominante de la vie économique. L'échange commence dans les ténèbres de la préhistoire, aux frontières des tribus communistes sauvages, il s'élève et grandit en marge de toutes les organisations économiques planifiées successives³, simple économie paysanne libre, despotisme oriental, esclavage antique, servage et féodalisme du Moyen Age, corporations urbaines, puis les dévore l'une après l'autre, contribue à leur effondrement⁴ et établit finalement la domination de l'économie de producteurs privés isolés complètement anarchique et sans planification comme forme unique de l'économie régnante.

¹ Karl Marx: « Le Capital », Éditions sociales, 1950, tome I, p. 232.

² Ibid., pp. 234-235.

³ Note marginale de R.L. : NB. Faux frais de la société sans plan : elle doit reproduire toute sa richesse dans l'argent.

⁴ Note marginale de R. L. : NB. Signification du commerce pour la civilisation depuis ... (illisible). Intern. lien entre eux.

IV

[Retour à la table des matières](#)

Une fois l'économie marchande devenue la forme dominante de la production en Europe, au moins dans les villes, au XVIIIe siècle, les savants commencèrent à se demander sur quoi cette économie reposait. L'échange ne se fait que par l'intermédiaire de l'argent et la valeur de chaque marchandise dans l'échange s'exprime en argent. Que peut bien signifier cette expression de la valeur en argent et sur quoi repose la valeur de chaque marchandise dans le commerce ? Telles sont les premières questions qu'a étudiées l'économie politique. Dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle et au début du XIXe, les Anglais Adam Smith et *David Ricardo* firent cette grande découverte que la valeur d'une marchandise est le travail humain accumulé en elle, que dans l'échange des marchandises des quantités égales de travail différent s'échangent entre elles. L'argent n'est que l'intermédiaire et ne fait qu'exprimer la quantité de travail accumulée dans chaque marchandise. Il est étonnant qu'on puisse parler d'une grande découverte, car on pourrait croire qu'il n'y a rien de plus clair et qui aille plus de soi que de dire que l'échange des marchandises repose sur le travail accumulé en elles. L'habitude générale¹ et exclusive prise d'exprimer la valeur des marchandises en or avait masqué cet état naturel. Quand le cordonnier et le boulanger échangent leurs produits, on conçoit clairement que l'échange se produit parce que, malgré leur usage différent, chacun des produits a coûté du travail, que l'un a la même valeur que l'autre dans la mesure où ils ont exigé le même temps. Si je dis, une paire de souliers coûte 10 marks, cette expression est d'abord tout à fait mystérieuse. Qu'ont de commun une paire de chaussures et 10 marks, en quoi sont-ils identiques et peuvent-ils s'échanger ? Comment peut-on même comparer entre elles des choses si différentes ? Comment peut-on prendre en échange d'un produit utile comme des chaussures un objet aussi inutile et dénué de sens que les petits disques d'or ou d'argent frappés d'un sceau ? Comment se fait-il enfin que ces petits disques de métal aient le pouvoir magique de s'échanger contre tout dans le monde ?

Les fondateurs de l'économie politique, les Smith, les Ricardo, n'ont pas réussi à répondre à toutes ces questions. Découvrir que dans la valeur d'échange de toute marchandise, dans l'argent aussi, il y a simplement du travail humain, et qu'ainsi la valeur de toute marchandise est d'autant plus grande que sa production a exigé plus de travail et inversement, ce n'est reconnaître que la moitié de la vérité. L'autre moitié de la vérité consiste à expliquer comment et pourquoi le travail humain prend la forme étrange de la valeur d'échange et la forme mystérieuse de l'argent. Les fondateurs anglais de l'économie politique ne se sont pas posé cette question ; car ils considéraient le fait de créer des marchandises pour l'échange et pour de l'argent comme une propriété naturelle du travail humain. En d'autres termes, ils admettaient que l'homme doit produire de ses mains des marchandises pour le commerce tout aussi naturellement qu'il doit manger et boire, qu'il a des cheveux sur la tête et un nez au

¹ Note marginale de R. L. Illusions de l'or : la chasse à l'or - découverte de l'Amérique, mercantilisme de Charles Quint, Alchimie (or).

milieu de la figure. Ils y croyaient si fermement qu'Adam Smith se demande si les animaux ne commercent pas entre eux et il ne répond négativement que parce qu'on n'a pas observé de tels exemples chez les animaux. Il dit : « Elle (la division du travail) est la conséquence nécessaire, quoique lente et progressive, d'un certain penchant de la nature humaine... : le penchant à échanger, à s'aider réciproquement et à négocier une chose contre une autre. Ce n'est pas ici le lieu d'étudier si ce penchant est un de ces instincts inhérents à la nature humaine, dont on ne peut rendre compte ou, ce qui est plus probable, s'il est la conséquence nécessaire de la raison et du langage. Il est commun à tous les hommes et ne se retrouve chez aucune autre espèce animale qui semble ne connaître ni cette sorte de contrat ni aucune autre. »¹

Cette conception naïve signifie que les fondateurs de l'économie politique étaient persuadés que l'ordre social capitaliste dans lequel tout est marchandise et tout n'est produit que pour le commerce, est le seul ordre social possible et éternel, qu'il durera aussi longtemps que le genre humain vivra sur terre.

Karl Marx qui, en tant que socialiste, ne tenait pas l'ordre capitaliste pour le seul ordre éternellement possible mais pour une forme sociale historique et passagère, a, le premier, établi des comparaisons entre la situation actuelle et celle des époques antérieures. Il en est ressorti que les hommes ont vécu et travaillé pendant des millénaires sans savoir grand-chose de l'argent et de l'échange. Ce West que dans la mesure où tout travail commun et planifié cessa dans la société et où la société se désagrégea en un amas informe et anarchique de producteurs libres et indépendants, sur le fondement de la propriété privée, que l'échange devint le seul moyen d'unir les individus atomisés et leurs activités en une économie sociale cohérente. Le plan économique commun précédant la production fut remplacé par l'argent, qui devint le seul lien social direct, parce qu'il est la seule réalité commune aux nombreux travaux privés, morceau de travail humain sans aucune utilité, produit dénué de sens et inapte à tout usage dans la vie privée. Cette invention dénuée de sens est donc une nécessité sans laquelle l'échange et, par conséquent, toute l'histoire de la civilisation depuis la dissolution du communisme primitif, serait impossible. Les théoriciens de l'économie politique bourgeoise considèrent l'argent comme une chose importante et indispensable, mais seulement du point de vue de la communauté purement extérieure des échanges. On ne peut en réalité dire cela de l'argent que dans le sens où on dit par exemple que l'humanité a inventé la religion par commodité. L'argent et la religion sont deux produits prodigieux de la civilisation humaine, ils ont leur racine dans des situations très précises et passagères et, de même qu'ils sont apparus un jour, ils deviendront un jour superflus. Les énormes dépenses annuelles pour la production d'or, comme les dépenses du culte, comme les dépenses consacrées aux prisons, au militarisme, à l'assistance publique, qui pèsent lourdement sur l'économie sociale et sont des frais nécessaires de cette forme d'économie, disparaîtront d'eux-mêmes avec la disparition de l'économie marchande.

L'économie marchande, dans son mécanisme interne, nous paraît un ordre économique merveilleusement harmonieux et reposant sur les plus hauts principes de la morale. Car, premièrement, la liberté individuelle complète y règne, chacun travaille à quoi il veut, comme il veut, autant qu'il veut, selon son bon plaisir ; chacun est son propre maître et n'a à se soucier que de son propre avantage. Deuxièmement, les uns échangent leurs marchandises, c'est-à-dire le produit de leur travail, contre les produits des autres, le travail s'échange contre le travail, à quantités égales en

¹ Adam Smith : « Wealth of Nations ».

moyenne. Il règne donc une égalité et une réciprocité totale des intérêts. Troisièmement, il n'y a, dans l'économie marchande, de marchandise que contre une marchandise, de produit du travail que contre un produit du travail. C'est la plus grande équité. Effectivement, les philosophes et les hommes politiques du XVIIIe siècle qui luttèrent pour le triomphe de la liberté économique, pour l'abolition des derniers vestiges des anciens rapports de domination, des règlements des corporations et du servage féodal, les hommes de la grande Révolution Française promettaient à l'humanité le paradis sur terre, le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

D'importants socialistes étaient du même avis dans la première moitié du XIXe siècle. Lorsque l'économie politique scientifique fut fondée et que *Smith* et *Ricardo* eurent fait cette grande découverte que toute la valeur des marchandises repose sur le travail humain, quelques amis de la classe ouvrière s'imaginèrent qu'en opérant correctement l'échange des marchandises, l'égalité et la justice intégrales devaient régner dans la société. Car si on échange toujours du travail contre du travail en quantités égales, il est impossible que se produise une inégalité des richesses, sauf celle, bien méritée, entre le travailleur laborieux et le paresseux, et toute la richesse sociale doit appartenir nécessairement à ceux qui travaillent, à la classe ouvrière. Si nous voyons quand même ¹ dans la société actuelle de grandes différences dans la situation des hommes, la richesse à côté de la misère (et la richesse justement chez ceux qui ne travaillent pas), la misère chez ceux dont le travail crée toutes les valeurs, il faut manifestement que cela provienne de quelque malhonnêteté dans l'échange, due au fait que l'argent intervient comme intermédiaire dans l'échange des produits du travail. L'argent masque le fait que la véritable origine de toutes les richesses est le travail ; il provoque de continuelles oscillations des prix et donne la possibilité de prix arbitraires, d'escroqueries et d'accumulation de richesses aux dépens des autres. Supprimons donc l'argent ! Ce socialisme visant à la suppression de l'argent est apparu d'abord en Angleterre où, dès les années 20 et 30 du siècle dernier, de très talentueux auteurs, comme *Thompson*, *Bray* et d'autres, le défendaient ; puis le hobereau conservateur pomméranien et brillant économiste *Rodbertus* réinventa cette sorte de socialisme en Prusse et, pour la troisième fois, *Proudhon* réinventa ce socialisme en France en 1849. On entreprit même des essais pratiques. Sous l'influence de *Bray*, on créa à Londres et dans d'autres villes anglaises des « Bazars pour le juste échange du travail » où les marchandises étaient apportées et échangées rigoureusement d'après le temps de travail contenu en elles, sans l'intermédiaire de l'argent. *Proudhon* a proposé aussi à cet effet la fondation de sa « banque populaire ». Ces tentatives et la théorie elle-même firent bientôt faillite. En réalité, l'échange de marchandises sans argent est impensable et les variations de prix qu'on voulait supprimer sont le seul moyen d'indiquer aux producteurs de marchandises s'ils produisent trop ou trop peu d'une marchandise, s'ils emploient à leur production plus ou moins de travail qu'il ne faut, s'ils fabriquent les marchandises qu'il faut ou non. Si l'on supprime cet unique moyen de s'entendre entre producteurs de marchandises isolés dans une économie anarchique, ces derniers sont complètement perdus, ils ne sont pas seulement sourds-muets, mais aveugles. La production s'arrête et la tour de Babel capitaliste s'effondre. Les plans socialistes qui voulaient faire de la production marchande capitaliste une production socialiste par la seule suppression de l'argent, est donc une pure utopie.

¹ Note marginale de R. L. (au crayon) : Cf. John Bellers, Bernstein, Rev. Angl., p. 354.

Qu'en est-il donc en réalité de la liberté, de l'égalité et de la fraternité dans la production marchande ? Comment peut-il se former une inégalité des richesses dans cette production marchande, où chacun ne peut obtenir quoi que ce soit que contre un produit du travail et où des valeurs égales s'échangent contre des valeurs égales ? L'économie capitaliste se caractérise pourtant par l'inégalité criante dans la situation matérielle des hommes, par l'accumulation de richesses dans quelques mains et la misère croissante des masses. La question qui résulte logiquement de ce qui précède, est donc la suivante : Comment *l'économie marchande et l'échange des marchandises à leur valeur rendent-ils le capitalisme possible ?*

Chapitre cinquième

LE TRAVAIL SALARIÉ

I

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les marchandises s'échangent à leur valeur, c'est-à-dire d'après le travail socialement nécessaire contenu en elles. Si l'argent joue le rôle d'intermédiaire, cela ne change rien à ce fondement de l'échange : l'argent n'est que l'expression du travail social, et la quantité de valeur contenue dans chaque marchandise s'exprime par la quantité d'argent pour laquelle la marchandise est vendue. Sur la base de cette loi de la valeur, il règne une égalité complète entre les marchandises sur le marché. Il régnerait aussi une égalité complète entre les vendeurs de marchandises s'il n'y avait pas parmi les millions de marchandises différentes qui s'échangent sur le marché, une marchandise de nature tout à fait particulière : la force de travail. Cette marchandise est apportée sur le marché par ceux qui ne possèdent pas de moyens de production permettant de produire d'autres marchandises. Dans une société qui repose sur l'échange des marchandises, on n'obtient que par voie d'échange. Quiconque n'apporte pas de marchandises, n'a pas de moyen de subsistance. La marchandise est le seul titre donnant à un homme l'accès à une part du produit social, part qu'elle mesure en même temps. Tout homme obtient en marchandises de son choix une part correspondant à la quantité de travail socialement nécessaire qu'il a fourni sous forme de marchandise. Pour vivre, tout homme doit donc fournir et vendre une marchandise. La production et la vente de marchandises est devenue la condition de l'existence humaine. Pour produire n'importe quelle marchandise, il faut des moyens de travail, des outils, etc., des matières premières, un lieu de travail, un atelier avec les conditions nécessaires du travail, éclairage, etc., enfin une certaine quantité de nourriture pour vivre pendant

la durée de la production et jusqu'à la vente de la marchandise. Seules quelques rares marchandises négligeables peuvent être produites sans moyens de production, par exemple les champignons ou les baies récoltés dans la forêt, les coquillages ramassés sur le rivage. Même là, il faut quelques moyens de production, des paniers par exemple, et en tout cas des vivres permettant de subsister pendant ce travail. La plupart des marchandises exigent des frais importants, parfois énormes, en moyens de production, dans toute société de production marchande développée. A celui qui n'a pas ces moyens de production, qui ne peut produire des marchandises, il ne reste plus qu'à s'apporter lui-même, c'est-à-dire sa propre force de travail, comme marchandise sur le marché.

Comme toute autre marchandise, la marchandise « force de travail » a sa valeur déterminée. La valeur de toute marchandise est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production. Pour produire la marchandise « force de travail », une quantité déterminée de travail est également nécessaire, le travail qui produit la nourriture, les vêtements, etc., pour le travailleur. La force de travail d'un homme vaut ce qu'il faut de travail pour le maintenir en état de travailler, pour entretenir sa force de travail. La valeur de la marchandise « force de travail » est donc représentée par la quantité de travail nécessaire à la production des moyens de subsistance pour le travailleur. En outre, comme pour toute autre marchandise, la valeur de la force de travail se traduit sur le marché par un prix, c'est-à-dire en argent. L'expression monétaire, c'est-à-dire le prix de la marchandise « force de travail », s'appelle le *salair*e. Pour toute autre marchandise, le prix monte si la demande augmente plus vite que l'offre, et il baisse, si au contraire l'offre est plus grande que la demande. Il se passe la même chose en ce qui concerne la marchandise « force de travail » : quand la demande en travailleurs augmente, les salaires ont tendance à monter ; si la demande diminue ou si le marché du travail est saturé de marchandise fraîche, les salaires ont une tendance à baisser. Comme pour toute autre marchandise, la valeur de la force de travail et, donc, son prix, augmentent si la quantité de travail nécessaire à sa production, en l'occurrence les moyens de subsistance, exigent plus de travail pour leur propre production. Inversement, toute économie de travail dans la fabrication des moyens de subsistance du travailleur entraîne une baisse de la valeur de la force de travail, ainsi que son prix, le salaire. « Diminuez le coût de production des chapeaux », écrivait *Ricardo* en 1817, « et leur prix descendra finalement à leur nouveau prix naturel, même si la demande se multiplie par deux, trois ou quatre. Diminuez les frais d'entretien des hommes en abaissant le prix naturel des vivres et des vêtements nécessaires pour vivre, et vous verrez que les salaires baisseront, même si la demande en travailleurs monte considérablement. »

La marchandise « force de travail » ne se distingue en rien des autres marchandises sur le marché, si ce n'est qu'elle est inséparable de son vendeur, le travailleur, et qu'elle ne supporte pas d'attendre trop longtemps l'acheteur, parce qu'elle périra avec son porteur, le travailleur, par manque de vivres, tandis que la plupart des marchandises peuvent attendre plus ou moins longtemps leur vente. La particularité de la marchandise « force de travail » ne se manifeste donc pas sur le marché où seule la valeur d'échange joue un rôle. Cette particularité réside dans la valeur d'usage de cette marchandise. Toute marchandise est achetée pour les avantages que son usage peut apporter. On achète des bottes pour se protéger les pieds, une tasse pour boire du thé. A quoi peut servir la force de travail qu'on achète ? Évidemment, à travailler. Nous ne sommes pas plus avancés. En tout temps, les hommes ont pu et ont dû travailler, depuis que l'humanité existe, et pourtant des millénaires se sont écoulés, où la force de travail était complètement inconnue en tant que marchandise. Imaginons

que l'homme avec toute sa force de travail ne puisse produire de moyens de subsistance que pour lui-même, l'achat d'une telle force de travail, donc la force de travail comme marchandise, n'aurait aucun sens. Car si quelqu'un achète et paie la force de travail, puis la fait travailler avec ses propres moyens de production et s'il n'obtient comme résultat que de quoi entretenir le porteur de la marchandise achetée, le travailleur, cela voudrait dire que le travailleur, en vendant sa force de travail, obtient les moyens de production d'autrui et, avec eux, travaille pour lui-même. Ce serait une affaire aussi absurde du point de vue de l'échange des marchandises que si quelqu'un achetait des bottes pour en faire ensuite cadeau au cordonnier. Si la force de travail humaine ne permettait pas d'autre usage, elle n'aurait aucun avantage pour l'acheteur et ne pourrait pas apparaître comme marchandise. Car seuls des produits apportant certains avantages peuvent figurer comme marchandises. Pour que la force de travail puisse être une marchandise, il ne suffit pas que l'homme puisse travailler quand on lui donne des moyens de production, il faut qu'il puisse travailler plus qu'il n'est nécessaire à son propre entretien. Il faut qu'il puisse travailler en plus pour l'acheteur de sa force de travail. Il faut que la marchandise « force de travail » puisse remplacer, par l'usage que l'on en fait, c'est-à-dire par le travail, son propre prix, le salaire, et fournir en outre du surtravail à l'acheteur. La force de travail a effectivement cette propriété. Mais qu'est-ce à dire ? Est-ce une propriété naturelle de l'homme ou du travailleur que de pouvoir fournir du surtravail ? Eh bien ! à l'époque où l'homme avait besoin d'un an pour confectionner une hache en pierre, de plusieurs mois pour fabriquer un arc, ou faisait un feu en frottant pendant des heures deux morceaux de bois l'un contre l'autre, l'entrepreneur le plus rusé et le plus dénué de scrupules n'aurait pu extorquer d'un homme le moindre surtravail. Un certain niveau de productivité du travail est nécessaire pour que l'homme puisse fournir un surtravail. Il faut que les outils, l'habileté, le savoir, la maîtrise des forces de la nature aient déjà atteint un niveau suffisant pour que la force d'un homme soit en état de produire les moyens de subsistance nécessaires non seulement à lui-même, mais éventuellement à d'autres. Ce perfectionnement des outils, ce savoir, cette maîtrise de la nature ne s'acquièrent qu'à travers l'expérience douloureuse et millénaire de la société humaine. La distance qui existe entre les premiers outils de pierre grossièrement taillés, la découverte du feu, et les actuelles machines à vapeur et à électricité, c'est toute l'évolution sociale de l'humanité, évolution qui n'a été possible qu'à l'intérieur de la société, par la vie en commun et la coopération entre les hommes. Cette productivité du travail qui confère à la force du travail de l'actuel travailleur salarié la propriété de fournir du surtravail n'est pas une particularité physiologiques innée de l'homme, c'est un phénomène social, le fruit d'une longue évolution. Le surtravail de la marchandise « force de travail » n'est qu'un autre nom de la productivité du travail social, qui permet au travail d'un homme d'en entretenir plusieurs.

La productivité du travail, surtout lorsque les conditions naturelles la favorisent, à un niveau primitif de civilisation, ne conduit pas toujours et partout à la vente de la force de travail et à son exploitation capitaliste. Voyons ces régions tropicales de l'Amérique centrale et du sud, qui ont été après la découverte de l'Amérique et jusqu'au début du XIXe siècle des colonies espagnoles, régions au climat chaud et au sol fertile où les bananes sont la principale nourriture des populations. « Je doute, écrit *Humboldt*, qu'il existe ailleurs sur la terre une plante produisant une telle quantité de matière nutritive sur une si petite surface de terre. » « Un demi-hectare, planté de bananes de la grande espèce, calcule *Humboldt*, peut produire de la nourriture pour plus de 50 personnes, alors qu'en Europe, le même demi-hectare fournirait à peine 576 kg de farine en un an -quantité qui serait insuffisante pour nourrir deux personnes. » Or la banane ne réclame que très peu de soins, il suffit de remuer une ou

deux fois légèrement la terre autour des racines. « Au pied des Cordillères, dans les vallées humides de Veracruz, Valladolid et Guadalajara, continue *Humboldt*, un homme qui n'y consacre que deux jours d'un travail facile par semaine, peut se procurer des vivres pour toute sa famille. » Il est clair qu'en soi la productivité du travail permet ici une exploitation et un savant à l'âme authentiquement capitaliste, *Malthus*, s'écrie en pleurant, à la description de ce paradis terrestre : « Quels énormes moyens pour la production de richesses infinies ! » En d'autres termes : quelle mine d'or dans le travail de ces mangeurs de bananes, pour des entrepreneurs astucieux, s'ils pouvaient mettre ces paresseux au travail ! En réalité, les habitants de ces contrées bénies ne songeaient pas à trimer pour amasser de l'argent, ils surveillaient un peu les arbres de temps à autre, mangeaient leurs bananes de bon appétit et passaient leur temps libre au soleil à jouir de l'existence. *Humboldt* dit de façon très caractéristique : « Dans les colonies espagnoles, on entend souvent dire que les habitants de la zone tropicale ne sortiront pas de l'état *d'apathie* dans lequel ils demeurent depuis des siècles, tant que les bananiers n'auront pas été arrachés sur ordre du roi. » Cette « apathie », du point de vue capitaliste européen, est précisément l'état d'esprit des peuples qui vivent encore dans le communisme primitif où le but du travail humain est la satisfaction des besoins naturels de l'homme, et non l'accumulation de richesses. Tant que ces rapports prédominent, on ne peut songer à l'exploitation des hommes par d'autres hommes, aussi grande que soit la productivité du travail, ni à l'utilisation de la force de travail humain pour la production de surtravail.

L'entrepreneur moderne n'a pas découvert le premier cette propriété de la force de travail. Dès les temps anciens, nous voyons l'exploitation du surtravail par ceux qui ne travaillent pas. L'esclavage dans l'Antiquité, le servage au Moyen Age reposent tous deux sur le niveau déjà atteint de la productivité, sur la capacité du travail humain à entretenir plus d'un homme. Tous deux sont l'expression différente de la manière dont une classe de la société tire avantage de cette productivité en se faisant entretenir par l'autre classe. En ce sens, l'esclave antique et le serf médiéval sont les ancêtres directs de l'actuel ouvrier salarié. Ni dans l'Antiquité ni au Moyen Age, la force de travail n'est devenue une marchandise, malgré sa productivité et malgré son exploitation. Ce qu'il y a de particulier dans les rapports actuels du travailleur salarié avec l'entrepreneur, ce qui les distingue de l'esclavage comme du servage, c'est la liberté personnelle du travailleur. La vente de la force de travail est une affaire privée de l'homme, elle est volontaire et repose sur la liberté individuelle totale. Elle a pour condition que le travailleur ne possède pas de moyens de production. S'il en avait, il produirait lui-même des marchandises et ne vendrait pas sa force de travail. La séparation de la force de travail et des moyens de production est ce qui, à côté de la liberté personnelle, fait de la force de travail une marchandise. Dans l'économie esclavagiste, la force de travail n'est pas séparée des moyens de production, elle constitue elle-même un moyen de production et appartient en propriété privée au maître, au même titre que les outils, les matières premières, etc. L'esclave n'est qu'une partie de la masse indistincte des moyens de production pour le propriétaire d'esclaves. Dans le servage, la force de travail est liée au moyen de production, la glèbe, elle n'est qu'un accessoire du moyen de production. Les corvées et les redevances ne sont pas fournies par des personnes, mais par la terre ; si la terre passe en d'autres mains de travailleurs par héritage ou autrement, il en est de même des redevances.

Maintenant, le travailleur est personnellement libre, il n'est pas la propriété de quelqu'un, il n'est pas non plus enchaîné au moyen de production. Les moyens de production sont entre certaines mains, la force de travail en d'autres mains, et les deux

propriétaires se font face en acheteurs et en vendeurs libres et autonomes, le capitaliste en acheteur, le travailleur en vendeur de la force de travail. La liberté personnelle et la séparation entre la force de travail et les moyens de production ne conduisent pas toujours au travail salarié, à la vente de la force de travail, même quand la productivité du travail est élevée. Nous en avons vu un exemple dans la Rome antique, après que la masse des petits paysans libres ait été chassée de ses terres par la formation de grands domaines nobles exploitant des esclaves. Ils restèrent personnellement des hommes libres, mais, ne possédant plus de terres, donc de moyens de production, ils affluèrent à Rome en prolétaires libres. Cependant, ils ne pouvaient y vendre leur force de travail, car ils n'auraient pas trouvé d'acheteurs ; les riches propriétaires et les capitalistes n'avaient pas besoin d'acheter de la force de travail libre, parce qu'ils se faisaient entretenir par leurs esclaves. Le travail des esclaves suffisait alors pleinement à satisfaire les besoins des grands propriétaires qui se faisaient fabriquer toutes les choses possibles par eux. Or ils ne pouvaient utiliser plus de force de travail que ce qu'il fallait pour leur propre vie et pour leur luxe, car le but de la production par les esclaves était la consommation et non la vente de marchandises. Il était interdit aux prolétaires romains de vivre de leur travail, il ne leur restait qu'à vivre de la mendicité, de la mendicité d'État, de la distribution périodique de vivres. Au lieu du travail salarié, on eut dans la Rome antique l'entretien des hommes libres et sans biens aux frais de l'État. Ce qui fait dire à l'économiste français Sismondi :

Dans la Rome antique. la société entretenait ses prolétaires, aujourd'hui les prolétaires entretiennent la société. » Si aujourd'hui le travail des prolétaires pour leur propre entretien et pour celui d'autres personnes, si la vente de leur force de travail est possible, c'est parce que le travail libre est la seule et unique forme de la production et parce qu'en tant que production marchande, elle n'a pas pour but la consommation directe, mais la vente. Le propriétaire d'esclaves achetait des esclaves pour sa commodité et pour son luxe, le seigneur féodal extorquait des corvées et des redevances aux serfs dans le même but : pour vivre largement avec sa parenté. L'entrepreneur moderne ne fait pas produire aux travailleurs des vivres, des vêtements, des objets de luxe pour sa consommation, il leur fait produire des marchandises pour les vendre et en retirer de l'argent. Ce qui fait de lui un capitaliste et du travailleur un salarié.

La vente de la force de travail comme marchandise implique toute une série de relations historiques et sociales déterminées. L'apparition de la marchandise « force de travail » sur le marché indique : 1) que le travailleur est personnellement libre ; 2) qu'il est séparé des moyens de production et que ceux-ci sont rassemblés entre les mains de ceux qui ne travaillent pas ; 3) que la productivité du travail a un niveau élevé, c'est-à-dire qu'il est possible de fournir un surtravail ; 4) que l'économie marchande est dominante, c'est-à-dire que la création de surtravail sous la forme de marchandises à vendre est le but de l'achat de la force de travail.

Du point de vue du marché, l'achat et la vente de la marchandise force de travail est une affaire tout à fait ordinaire, comme il s'en fait des milliers à chaque instant, comme l'achat de bottes ou d'oignons. La valeur de la marchandise et ses variations, son prix et ses oscillations, l'égalité et l'indépendance de l'acheteur et du vendeur sur le marché, le caractère libre de l'affaire - tout cela est exactement identique à toute autre opération d'achat. Cependant, la valeur d'usage particulière de cette marchandise, les rapports particuliers que cette valeur d'usage crée, font de cette opération quotidienne de l'univers marchand un rapport social particulier. Voyons ce qui va en sortir.

L'entrepreneur achète la force de travail et, comme tout acheteur, il paie sa valeur, c'est-à-dire les frais de production, en payant à l'ouvrier un prix en salaire qui couvre l'entretien de l'ouvrier. La force de travail achetée est en mesure, avec les moyens de production utilisés en moyenne dans la société, de produire plus que les simples faits d'entretien. C'est déjà une condition de toute l'opération qui, sinon, n'aurait pas de sens ; en cela réside la valeur d'usage de la marchandise « force de travail ». Étant donné que la valeur de l'entretien de la force de travail est déterminée, comme pour toute autre marchandise, par la quantité de travail nécessaire à sa production, nous pouvons admettre que la nourriture, les vêtements, etc., permettant de maintenir quotidiennement en état de travailler le travailleur, demandent, disons par exemple : six heures de travail. Le prix de la marchandise « force de travail », c'est-à-dire le salaire, doit représenter en argent six heures de travail. L'ouvrier ne travaille pas six heures pour son patron, il travaille plus longtemps, disons par exemple onze heures. Dans ces onze heures, il a en six heures restitué au patron le salaire reçu, puis il y rajouté encore cinq heures de travail gratuit, il en a fait cadeau au patron. La journée de travail de tout ouvrier se compose de deux parties : une partie payée, où l'ouvrier ne fait que restituer la valeur de son entretien, où il travaille pour ainsi dire pour lui-même, et une partie non payée, où il fait du travail gratuit ou du surtravail pour le capitaliste.

La situation était semblable pour les formes antérieures d'exploitation sociale. A l'époque du servage, le travail du serf pour lui-même et son travail pour le seigneur étaient même distincts dans le temps et l'espace. Le paysan savait exactement quand et en quelle quantité il travaillait pour lui et quand et en quelle quantité il travaillait pour l'entretien de son seigneur noble ou religieux. Il travaillait d'abord quelques jours sur son propre champ, puis quelques jours sur les terres seigneuriales. Ou bien il travaillait le matin sur son champ et l'après-midi sur celui du seigneur, ou bien encore quelques semaines sur le sien et ensuite quelques semaines sur le champ seigneurial. Dans un village de l'Abbaye Maurusmünster en Alsace, vers le milieu du XIIe siècle, les corvées étaient par exemple fixées comme suit : du milieu d'avril au milieu de mai, chaque famille paysanne fournissait un homme trois jours pleins par semaine, de mai à la Saint Jean un après-midi par semaine, de la Saint Jean aux fenaisons, deux jours par semaine, à l'époque de la moisson, trois après-midi par semaine et, de la Saint Martin à Noël, trois jours pleins par semaine. A la fin du Moyen Age, avec les progrès du servage, les corvées augmentèrent tant, il est vrai, que presque tous les jours de la semaine et toutes les semaines de l'année y passaient et que le paysan n'avait presque plus le temps pour cultiver son propre champ. Même alors, il savait qu'il ne travaillait pas seulement pour lui, mais pour d'autres. Le paysan le plus borné ne pouvait se faire d'illusion.

Dans le travail salarié moderne, la situation est tout autre. L'ouvrier ne produit pas pendant la première partie de sa journée de travail les objets dont il a besoin : nourriture, vêtements, etc., et ensuite d'autres choses pour le patron. L'ouvrier d'usine produit toute la journée le même objet, un objet dont il n'a besoin lui-même que pour une très petite part ou même pas du tout : des ressorts d'acier ou des courroies de caoutchouc ou du tissu de soie ou des tuyaux de fonte. Dans leur masse indistincte, les ressorts d'acier ou les courroies ou le tissu qu'il produit au cours de la journée se ressemblent tous, on n'y remarque pas la moindre différence, qu'une partie d'entre eux représente du travail payé et une autre du travail non payé, qu'une partie soit pour l'ouvrier et une autre pour le patron. Au contraire, le produit auquel travaille l'ouvrier n'a pour lui aucune utilité et pas la moindre parcelle ne lui appartient; tout ce que

l'ouvrier produit appartient à l'entrepreneur. Voilà une grande différence extérieure entre le travail salarié et le servage. Le serf avait peu de temps pour travailler sur son propre champ et le travail qu'il faisait pour lui lui appartenait. Dans le cas du travailleur salarié moderne, tout le produit appartient au patron et son travail à l'usine a l'air de ne rien avoir de commun avec son entretien. Il a reçu son salaire et peut en faire ce qu'il veut. En échange, il doit faire le travail que lui indique le patron et tout ce qu'il produit appartient au patron. La différence, invisible au travailleur, apparaît dans les comptes du patron, quand il calcule ce que lui rapporte la production de ses ouvriers. Pour le capitaliste, c'est la différence entre la somme d'argent qu'il encaisse après la vente du produit et ses dépenses, tant pour les moyens de production que pour les salaires de ses ouvriers. Ce qui lui reste comme profit, c'est justement la valeur créée par le travail non payé, c'est-à-dire la plus-value créée par les ouvriers. Tout travailleur produit d'abord son propre salaire, puis la plus-value dont il fait cadeau au capitaliste, même s'il ne produit que des courroies de caoutchouc, des étoffes de soie ou des tuyaux de plomb. S'il a tissé 11 mètres de soie en 11 heures, 6 mètres de cette étoffe contiennent la valeur de son salaire et 5 sont la plus-value pour le patron.

La différence entre le salariat et le servage ou l'esclavage a d'autres conséquences importantes. L'esclave ou le serf fournissaient leur travail pour les besoins privés, la consommation du seigneur. Ils produisaient pour lui des vivres, des vêtements, des meubles, des objets de luxe, etc. C'était la norme avant que l'esclavage et le servage dégénèrent et déclinent sous l'influence du commerce. Les capacités de consommation de l'homme, même le luxe de la vie privée, ont leurs limites à chaque époque. Le propriétaire d'esclaves antique ou le noble du Moyen Age ne pouvaient avoir plus que des greniers pleins, des étables pleines, de riches vêtements, une vie opulente pour eux-mêmes et leur entourage, des demeures richement meublées. On ne peut pas conserver en trop grandes réserves les objets d'usage quotidien, sinon ils se détériorent : le grain risque de moisir ou les souris et les rats risquent de le manger, les réserves de foin et de paille brûlent facilement, les vêtements s'abîment, etc., les produits laitiers, les fruits et les légumes se conservent difficilement. La consommation avait, même en cas de vie très opulente, ses limites naturelles dans l'économie de servage ou d'esclavage, et par là même, l'exploitation de l'esclave ou du serf avait ses limites. Il en est autrement pour l'entrepreneur qui achète la force de travail pour produire des marchandises. La plupart du temps, ce que le travailleur fabrique à l'usine n'est utile, ni à lui ni au patron. Ce dernier ne fait pas produire des vêtements ou de la nourriture pour lui, mais une marchandise dont il n'a pas besoin du tout lui-même. Il fait produire les étoffes de soie ou des tuyaux ou des cercueils pour s'en débarrasser le plus vite possible, pour les vendre. Il les fait produire pour en tirer de l'argent. Ses dépenses lui sont restituées, le surtravail lui est donné sous la forme monétaire. C'est dans ce but, pour faire de l'argent avec le travail impayé des travailleurs, qu'il fait toute l'affaire et achète la force de travail. Or nous savons que l'argent est le moyen de l'accumulation de richesses sans limites. Sous la forme monétaire, la richesse ne perd rien de sa valeur, même si elle est entreposée très longtemps. Au contraire, nous le verrons, la richesse entreposée sous forme monétaire semble même augmenter. Sous la forme monétaire, la richesse ne connaît aucune limite, elle peut augmenter à l'infini. Par suite, la soif de surtravail chez le capitaliste moderne n'a pas non plus de limites. Plus il tirera de travail non payé de ses travailleurs, mieux ce sera. Extorquer de la plus-value, et l'extorquer sans limites, tel est le but et le rôle de l'achat de force de travail.

La tendance naturelle du capitaliste à accroître la plus-value qu'il extorque aux travailleurs trouve avant tout deux voies simples qui s'offrent d'elles-mêmes, si l'on considère la façon dont est composée la journée de travail. La journée de travail de tout ouvrier salarié se compose normalement de deux parties : une partie où l'ouvrier restitue son propre salaire et une partie où il fournit du travail non payé, de la plus-value. Pour augmenter au maximum la seconde partie, l'entrepreneur peut procéder de deux façons : soit qu'il prolonge la journée de travail, soit qu'il réduise la première partie, la partie payée de la journée de travail, c'est-à-dire abaisse le salaire de l'ouvrier. Effectivement, le capitaliste a recours aux deux méthodes, d'où résulte une double tendance dans le système du salariat : une tendance à la prolongation de la journée de travail et une tendance à la réduction des salaires.

Quand le capitaliste achète la marchandise « force de travail », il l'achète, comme toute autre marchandise, pour en tirer un avantage. Tout acheteur de marchandise cherche à tirer le plus d'usage possible de ses marchandises. Le plein usage et tous les avantages de la marchandise appartiennent à l'acheteur. Le capitaliste qui a acheté la force de travail a, du point de vue de l'achat de marchandise, le droit d'exiger que la marchandise achetée lui serve, aussi longtemps que possible. S'il a payé la force de travail pour une semaine, l'usage lui en appartient pendant une semaine et, de son point de vue d'acheteur, il a le droit de faire travailler l'ouvrier sept fois 24 heures s'il le peut. D'un autre côté, le travailleur, en tant que vendeur de marchandise, a un point de vue inverse. Certes, l'usage de la force de travail appartient au capitaliste, cependant cet usage trouve ses limites dans la force physique et intellectuelle de l'ouvrier. Un cheval peut travailler huit heures par jour sans être abîmé. Un homme doit, pour récupérer la force usée dans le travail, avoir un certain temps pour prendre de la nourriture, des vêtements, pour se reposer, etc. S'il ne l'a pas, sa force de travail non seulement s'use, mais se détruit. Un travail excessif l'affaiblit et raccourcit la vie du travailleur. Si, par un usage immodéré de la force de travail, le capitaliste raccourcit la vie du travailleur de deux semaines en une semaine, c'est comme s'il s'était approprié trois semaines pour le salaire d'une semaine. Toujours du point de vue du commerce de marchandises, cela signifie que le capitaliste vole l'ouvrier. En ce qui concerne la longueur de la journée de travail, le capitaliste et le travailleur défendent, sur le marché, deux points de vue opposés, et la longueur effective de la journée de travail ne peut se décider que comme une question de *rapport de forces*, par la lutte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière ¹. En soi, la journée de travail n'a aucune limite déterminée ; nous trouvons, selon les époques et les lieux, des journées de travail de huit, dix, douze, quatorze, seize et dix-huit heures. La journée de travail est l'enjeu d'une lutte séculaire. Dans cette lutte, nous distinguons deux périodes importantes. La première commence dès la fin du Moyen Age, au XIV^e siècle, alors que le capitalisme fait ses premiers pas timides et commence à secouer les chaînes des corporations. A l'époque la plus florissante de l'artisanat, la durée normale du travail était habituellement d'environ dix heures, et les repas, le sommeil, le repos, les dimanches et les jours de fête étaient comptés largement et confortablement. Cela suffisait à l'ancien artisanat avec ses méthodes de travail assez lentes, mais non aux entreprises qui commençaient à prendre la forme de fabriques.

La première chose que les capitalistes arrachèrent aux gouvernements, ce furent des lois contraignantes pour prolonger la durée du travail. Du XIV^e siècle jusqu'à la fin du XVII^e siècle, nous voyons en Angleterre, comme en France et en Allemagne, des lois sur la *journée de travail minimale*, c'est-à-dire l'interdiction faite aux ouvriers

¹ Note marginale de R. L. : Intérêts de la production capitaliste elle-même ?

et aux compagnons de travailler moins d'une durée déterminée, douze heures par jour le plus souvent. La lutte contre la paresse des travailleurs, voilà le grand cri depuis le Moyen Age jusqu'au XVIIIe siècle. Depuis que le pouvoir des anciennes corporations artisanales est brisé et qu'une masse prolétarienne sans aucun moyen de travail n'a que la vente de sa force de travail, depuis que d'autre part les grandes manufactures sont nées avec leur fébrile production de masse, un tournant s'opère. On se met à pressurer les travailleurs de tout âge et des deux sexes de façon si effrénée que des populations ouvrières sont en quelques années fauchées comme par la peste. En 1863, un député déclarait au parlement anglais : « L'industrie cotonnière a 90 ans... En trois générations de la race anglaise, elle a dévoré neuf générations d'ouvriers cotonniers. »¹ Et un écrivain bourgeois anglais, *John Wade*, écrit dans son ouvrage sur *L'histoire de la classe moyenne et de la classe ouvrière* : « La cupidité des maîtres de fabriques leur fait commettre, dans la poursuite du gain, des cruautés que les Espagnols, lors de la conquête de l'Amérique, ont à peine surpassées dans leur poursuite de l'or. »² En Angleterre, dans les années 1860, au XIXe Siècle, on employait dans certaines branches d'industrie, comme la fabrication de dentelles, des enfants de 9 à 10 ans depuis 2, 3 et 4 heures du matin jusqu'à 10, 11 et 12 heures du soir. On connaît la situation en Allemagne, telle qu'elle régnait il y a peu dans l'étamage des miroirs au mercure et dans la boulangerie ou telle qu'elle règne dans la confection, dans l'industrie à domicile. C'est l'industrie capitaliste moderne qui la première a inventé le travail de nuit. Dans toutes les sociétés antérieures, la nuit passait pour un temps réservé par la nature au repos de l'homme. L'entreprise capitaliste a découvert que la plus-value extorquée de nuit aux ouvriers ne se distingue en rien de celle qu'on extorque de jour et elle a instauré les équipes de jour et de nuit. De même, le dimanche, rigoureusement respecté par les corporations au Moyen Age, est tombé victime de la soif capitaliste de plus-value et s'ajoute aux autres jours de travail. Des douzaines d'autres petites inventions ont permis d'allonger la journée de travail : la prise des repas pendant le travail, sans aucune pause, le nettoyage des machines après la fin du travail pendant le temps de repos, et non plus pendant le temps de travail normal, etc.

Cette pratique des capitalistes, qui s'est appliquée librement et sans frein dans les premières décennies, rendit bientôt nécessaire une nouvelle série de lois sur la journée de travail, cette fois-ci non plus pour la rallonger, mais pour la raccourcir. Ces premières prescriptions légales sur la durée maximale de la journée de travail ont été imposées, non pas tant sous la pression des travailleurs que par le simple instinct de conservation de la société capitaliste. Les premières décennies de la grande industrie ont eu des effets si dévastateurs sur la santé et les conditions de vie des travailleurs, ont provoqué une mortalité et une morbidité si effrayantes, de telles déformations physiques, un tel abandon moral, des épidémies, l'inaptitude au service militaire, que l'existence même de la société en paraissait profondément menacée³. Il était clair que si l'État ne mettait pas un frein à la poussée naturelle du capital vers la plus-value, ce dernier transformerait à plus ou moins long terme des États entiers en vastes

¹ Karl Marx: « Le Capital », Éditions Sociales, 1950, tome I, p. 262.

² Karl Marx: « Le Capital », Éditions Sociales, 1950, tome I, p. 239.

³ Depuis l'introduction de la conscription obligatoire, la taille moyenne des hommes adultes et, par suite, la taille légalement prescrite pour le recrutement ne cesse de diminuer. Avant la Grande Révolution, la taille minimum dans l'infanterie française était de 165 cm après la loi de 1818, elle était de 157 cm ; depuis 1852, de 156 cm il y a en moyenne en France la moitié d'exemptés pour taille insuffisante ou autre infirmité. En Saxe, en 1780, la taille moyenne des soldats était de 178 cm ; dans les années 1860, elle n'était plus que de 155 cm ; en Prusse, elle était de 157 cm. En 1858, Berlin n'a pu fournir son contingent de remplacement, il manquait 156 hommes.

cimetières où l'on ne verrait plus que les ossements des travailleurs. Or, sans travailleurs, pas d'exploitation des travailleurs. Il fallait donc que, dans son propre intérêt, pour permettre l'exploitation future, le capital impose quelques limites à l'exploitation présente. Il fallait un peu épargner la force du peuple pour garantir la poursuite de son exploitation. Il fallait passer d'une économie de pillage non rentable à une exploitation rationnelle. De là sont nées les premières lois sur la journée de travail maximale, comme naissent d'ailleurs toutes les réformes sociales bourgeoises. Les lois sur la chasse en sont une réplique. De même que les lois fixent un temps prohibé pour le gibier noble, afin qu'il puisse se multiplier rationnellement et servir régulièrement à la chasse, de même les réformes sociales assurent un temps prohibé à la force de travail du prolétariat, pour qu'elle puisse servir rationnellement à l'exploitation capitaliste. On comme *Marx* le dit: la limitation du travail en usine était dictée par la même nécessité qui force l'agriculteur à mettre de l'engrais dans ses champs. La législation des fabriques voit le jour pas à pas, d'abord pour les enfants et les femmes, dans une lutte tenace de dizaines d'années contre la résistance des capitalistes individualistes. Puis la France a suivi, la Révolution de février 1848 proclama la journée de douze heures sous la pression du prolétariat parisien victorieux, et c'est la première loi générale sur la durée du travail de tous les travailleurs, même des adultes, dans toutes les branches d'industrie. Aux États-Unis, en 1861, dès la fin de la guerre civile qui abolit l'esclavage, un mouvement général des travailleurs commence pour la journée de huit heures et passe ensuite sur le continent européen. En Russie, les premières lois pour la protection des femmes et des enfants mineurs sont nées de l'agitation dans les usines du district de Moscou en 1882, et la journée de 11 heures et demie pour les hommes est née des premières grèves générales des 60 000 ouvriers du textile à Petersbourg en 1896 et 1897. L'Allemagne, avec ses lois protégeant seulement les femmes et les enfants, est maintenant à la traîne des autres grands États modernes.

Nous n'avons parlé que d'un aspect du travail salarié : la durée du travail, et nous voyons que le simple achat et la simple vente de la marchandise « force de travail » entraîne des phénomènes singuliers. Il faut ici dire avec *Marx* : « Notre travailleur, il faut l'avouer, sort de la serre chaude de la production autrement qu'il n'y est entré. Il s'était présenté sur le marché comme possesseur de la marchandise « force de travail », vis-à-vis de possesseurs d'autres marchandises, marchand en face de marchand. Le contrat par lequel il vendait sa force de travail semblait résulter d'un accord entre deux volontés libres, celle du vendeur et celle de l'acheteur. L'affaire une fois conclue, il se découvre qu'il n'était point un *agent libre*; que le temps pour lequel il lui est *permis* de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est *forcé* de la vendre, et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche point tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter. Pour se défendre contre les « serpents de leurs tourments », il faut que les ouvriers ne fassent plus qu'une tête et qu'un cœur ; que par un grand effort collectif, par une pression de *classe*, ils dressent une barrière infranchissable, un *obstacle social* qui leur interdise de se vendre au capital par *contrat libre*, eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et la mort. » ¹

Par les lois sur la protection du travail, la société actuelle reconnaît officiellement pour la première fois que l'égalité et la liberté formelles qui sont le fondement de la production et de l'échange de marchandises, ont fait faillite, qu'elles se sont transformées en leurs contraires, dès lors que la force de travail se présente comme une marchandise.

¹ Karl Marx: « Le Capital », livre I, p. 836. Ibid.

III

[Retour à la table des matières](#)

La deuxième méthode du capitaliste pour augmenter la plus-value consiste à abaisser les salaires. Le salaire, pas plus que la journée de travail, n'a de limites déterminées. Quand nous parlons de salaire, il nous faut avant tout distinguer l'argent que le travailleur reçoit de l'entrepreneur et la quantité de moyens de subsistance qu'il a pour cet argent. Si nous savons que le travailleur reçoit un salaire de 2 marks par jour, c'est comme si nous ne savions rien. Car avec ces 2 marks, on peut acheter beaucoup moins en période de vie chère qu'en période de vie bon marché ; dans un pays, la pièce de 2 marks implique un autre niveau de vie que dans un autre, cela varie même d'une contrée à l'autre dans un même pays. Le travailleur peut aussi recevoir plus d'argent qu'avant en salaire et ne pas vivre mieux, sinon vivre plus mal. Le salaire réel est la somme des moyens de subsistance que le travailleur obtient, tandis que le salaire en argent n'est que le salaire nominal. Si le salaire n'est que l'expression monétaire de la valeur de la force de travail, cette valeur est représentée par la quantité de travail employée à produire les moyens de subsistance nécessaires au travailleur.

Que sont les « moyens de subsistance nécessaires » ? Indépendamment des différences individuelles d'un travailleur à l'autre, qui ne jouent pas de rôle, les différences de niveau de vie de la classe ouvrière dans les différents pays et aux différentes époques montrent que c'est là une notion très variable et extensible. L'ouvrier anglais le mieux placé considère la consommation quotidienne de bifteck comme nécessaire à la vie, le coolie chinois vit d'une poignée de riz. Vu le caractère extensible de la notion de « moyens de subsistance nécessaires », une lutte semblable à celle concernant la longueur de la journée de travail se déroule entre capitaliste et travailleurs au sujet de l'importance du salaire. Le capitaliste se place à son point de vue d'acheteur de marchandises en déclarant : il est certes tout à fait juste que je doive, comme tout acheteur honnête, payer la marchandise « force de travail » à sa valeur, mais quelle est la valeur de la force de travail ? Eh bien ! je donne à mon ouvrier autant qu'il lui faut pour vivre ; ce qui est absolument nécessaire à l'entretien de la vie humaine est indiqué d'abord par la science, la physiologie, et ensuite par l'expérience universelle. Il va de soi que je donne exactement ce minimum ; car si je donnais un sou de plus, je ne serais plus un acheteur honnête, mais un imbécile, un philanthrope qui fait de sa poche des cadeaux à celui dont il a acheté une marchandise ; je ne fais pas non plus cadeau d'un sou à mon cordonnier ou à mon marchand de cigares et j'essaie d'acheter leur marchandise aussi bon marché que possible. De même, je cherche à acheter la force de travail aussi bon marché que possible et nous sommes parfaitement quittes si je donne à mon ouvrier le strict minimum pour vivre.

Le capitaliste a entièrement raison du point de vue de la production marchande. L'ouvrier n'a pas moins raison, quand il lui rétorque, en tant que vendeur de

marchandise : je ne peux réclamer plus que la valeur effective de ma marchandise « force de travail ». J'exige justement que tu me paies la pleine valeur de ma marchandise. Je ne désire donc pas plus que les moyens de subsistance nécessaires. Quels sont-ils ? Tu dis que la physiologie et l'expérience y répondent en montrant le minimum dont un homme a besoin pour vivre. Tu entends donc par « moyens de subsistance nécessaires » la nécessité *physiologique* absolue. Cela est contre la loi de l'échange de marchandises. Car tu sais aussi bien que moi que ce qui détermine la valeur d'une marchandise sur le marché, c'est le travail *socialement* nécessaire à sa production. Si ton cordonnier t'apporte une paire de bottes et en réclame 20 marks parce qu'il y a travaillé quatre jours, tu lui diras : « J'ai les mêmes bottes à l'usine pour 12 marks, car la paire y est fabriquée en un jour, avec des machines. Votre travail de quatre jours n'était pas nécessaire sociale. ment - car il est déjà courant de produire des bottes mécaniquement -, même s'il était nécessaire pour vous qui n'avez pas de machines. Je n'y peux rien et ne vous paie que le travail socialement nécessaire, soit 12 marks. » Tu procédera ainsi pour l'achat de bottes, il faut donc que tu me paies les frais socialement nécessaires à l'entretien de ma force de travail, quand tu l'achètes. M'est socialement nécessaire pour vivre tout ce qui, dans notre pays et à notre époque, est considéré comme tel pour un homme de ma classe. En un mot, tu ne dois pas me donner le minimum physiologiquement nécessaire, ce qui me maintient tout juste en vie, comme à un animal, tu dois me donner le minimum socialement courant, qui m'assure mon niveau de vie habituel. Alors seulement, en acheteur honnête, tu as payé la valeur de la marchandise, sinon tu l'achètes en dessous de sa valeur. »

Nous voyons que du point de vue purement marchand, l'ouvrier a au moins autant raison que le capitaliste. Ce n'est qu'à la longue qu'il impose ce point de vue ; car il ne peut l'imposer... que comme classe sociale, c'est-à-dire comme collectivité, comme organisation. C'est avec la formation des syndicats et du parti ouvrier que le salarié commence à imposer la vente de sa force de travail à sa valeur, c'est-à-dire à imposer son niveau de vie comme une nécessité sociale. Avant l'apparition des syndicats dans tel pays et dans telle branche d'activité, ce qui y est déterminant pour les salaires c'est la tendance des capitalistes à abaisser la subsistance au minimum physiologique, pour ainsi dire animal, c'est-à-dire à payer constamment la force de travail au-dessous de sa valeur. Les temps où la coalition et les organisations ouvrières n'opposaient pas encore leur résistance à la domination effrénée du capital ont amené la même dégradation barbare de la classe ouvrière en ce qui concerne les salaires, qu'en ce qui concerne la durée du travail avant les lois sur les fabriques. C'est une croisade du capital contre toute trace de luxe, de confort, d'aisance, qui aurait pu rester au travailleur des temps de l'artisanat et de la paysannerie. C'est un effort pour réduire la consommation du travailleur à la simple absorption d'un minimum de nourriture, comme on nourrit le bétail, comme on huile une machine. Les ouvriers qui ont le plus bas niveau et le moins de besoins sont cités en exemple aux ouvriers trop « gâtés ». Cette croisade contre le niveau de vie des travailleurs a, comme le capitalisme lui-même, commencé en Angleterre. Un écrivain anglais du XVIII^e siècle gémit : « Que l'on considère seulement la quantité ahurissante de choses superflues que consomment nos ouvriers de manufactures, eau-de-vie, gin, thé, sucre, fruits exotiques, bière forte, tissus imprimés, tabac à priser et à fumer, etc. » On citait alors les ouvriers français, hollandais, allemands aux ouvriers anglais comme modèles de sobriété. Un fabricant anglais pouvait écrire : « Le travail est un tiers meilleur marché en France qu'en Angleterre : car les pauvres (c'est ainsi qu'on appelait les ouvriers) français travaillent dur et sont parcimonieux en nourriture et en vêtements, ils consomment

principalement du pain, des fruits, des herbes, des racines et du poisson séché ; ils mangent rarement de la viande et très peu de pain, quand le blé est cher. »

Vers le début du XIXe siècle, un Américain, le comte *Rumford*, a rédigé un livre *de cuisine* pour ouvriers avec des recettes pour rendre la nourriture moins chère. Voici une recette extraite de ce célèbre livre qui reçut un accueil enthousiaste de la bourgeoisie de plusieurs pays : « Cinq livres d'orge, cinq livres de maïs, 30 pfennigs de hareng, 10 pfennigs de sel, 10 pfennigs de vinaigre, 20 pfennigs de poivre et d'herbes - total : 2,08 marks - donnent une soupe pour 64 personnes, et le prix par tête peut encore être abaissé de 3 pfennigs, vu les prix moyens du grain. » Les travailleurs des mines d'Amérique du Sud ont sans doute le travail le plus dur du monde, car il consiste à remonter chaque jour sur leurs épaules une charge de 90 à 100 kg de minerai, d'une profondeur de 450 pieds jusqu'à la surface ; or Justus *Liebig* raconte qu'ils ne vivent que de pain et de fèves. Ils préféreraient se nourrir seulement de pain, mais leurs maîtres ont découvert qu'ils travaillent moins dur avec du pain, alors ils les traitent comme des chevaux et les forcent à manger des fèves, car elles contribuent davantage que le pain à la formation des os. En France, la première révolte de la faim eut lieu dès 1831, ce fut la révolte des canuts de Lyon. C'est sous le Second Empire, lorsque le machinisme proprement dit fait son entrée en France, que le capital se livre aux plus grandes orgies dans l'abaissement des salaires. Les entrepreneurs désertèrent les villes pour la campagne où les bras sont moins chers. Ils poussèrent la chose si loin qu'il y eut des femmes travaillant pour un salaire journalier d'un sou, c'est-à-dire 4 pfennigs. Ces temps heureux ne durèrent pas longtemps, il est vrai ; car de tels salaires ne permettaient même pas l'existence animale. En Allemagne, le capital a d'abord introduit des conditions semblables dans le textile où les salaires abaissés en dessous même du minimum physiologique ont provoqué dans les années 1840 les révoltes de la faim des tisserands de Silésie et de Bohême. Aujourd'hui le minimum animal constitue la règle pour les salaires, partout où les syndicats n'exercent pas leur action sur le niveau de vie, chez les ouvriers agricoles en Allemagne, dans la confection, dans les différentes branches de l'industrie à domicile.

IV

LA FORMATION DE L'ARMÉE DE RÉSERVE

[Retour à la table des matières](#)

Quand elle augmente la charge du travail et diminue le niveau de vie des travailleurs jusqu'à la limite physiologiquement possible et même en deçà, l'exploitation capitaliste ressemble à l'exploitation de l'esclavage et du servage au moment de la pire dégénérescence de ces deux formes d'économie, donc quand elles étaient près de s'écrouler. Mais ce que seule la production marchande capitaliste a engendré et qui était complètement inconnu de toutes les époques antérieures, c'est le non-emploi et par suite la non-consommation des travailleurs, en tant que phénomène permanent, ce

qu'on appelle l'armée de réserve des travailleurs. La production capitaliste dépend du marché et doit suivre la demande. Cette dernière change constamment, engendrant alternativement ce qu'on appelle les années, les saisons, les mois de bonnes et de mauvaises affaires. Le capital doit constamment s'adapter à ce changement de la conjoncture et occuper en conséquence tantôt davantage, tantôt moins de travailleurs. Il doit, pour avoir continuellement à sa disposition la quantité nécessaire de force de travail répondant aux exigences même les plus élevées du marché, maintenir en réserve un nombre important de travailleurs inemployés, à côté de ceux qui sont employés. Les travailleurs inemployés n'ont pas de salaire, puisque leur force de travail ne se vend pas, elle est seulement en réserve ; la non-consommation d'une partie de la force de travail est partie intégrante de la loi des salaires dans la production capitaliste.

Comment des chômeurs réussissent à vivre, cela ne regarde pas le capital, il repousse toute tentative de supprimer l'armée de réserve comme une menace contre ses propres intérêts vitaux. La crise anglaise du coton en 1863 en a fourni un exemple éclatant. Lorsque le manque de coton brut américain força soudain les filatures et les tissages anglais à interrompre leur production et que près d'un million de travailleurs se trouvèrent sans pain, une partie de ces chômeurs décida d'émigrer en Australie pour échapper à la famine. Ils demandèrent au parlement anglais d'accorder deux millions de livres sterling pour permettre l'émigration (le 50 000 ouvriers sans travail. Cette requête ouvrière provoqua les cris d'indignation des fabricants de coton. L'industrie ne pouvait vivre sans machines, et les ouvriers sont comme les machines, il en faut en réserve. « Le pays » subirait une perte de quatre millions de livres sterling, si les chômeurs affamés partaient subitement. Le parlement refusa en conséquence le fonds d'émigration et les chômeurs continuèrent à tirer le diable par la queue, pour constituer la réserve nécessaire au capital. Un autre exemple criant a été fourni, en 1871, par les capitalistes français. Après la chute de la Commune, le massacre des ouvriers parisiens, dans les formes légales et en dehors d'elles, prit de telles proportions que des dizaines de milliers de prolétaires, souvent les meilleurs et les plus travailleurs, l'élite de la classe ouvrière, furent assassinés ; alors le patronat, qui avait assouvi sa soif de vengeance, fut quand même pris d'inquiétude à l'idée que le manque de « bras » en réserve risquait d'être cruellement ressenti par le capital ; l'industrie allait, à cette époque, après la fin de la guerre, vers une expansion importante des affaires. Aussi plusieurs entrepreneurs parisiens s'employèrent-ils auprès des tribunaux pour modérer les poursuites contre les Communards et sauver les bras ouvriers du bras séculier pour les remettre au bras du capital.

L'armée de réserve a une double fonction pour le capital d'une part, elle fournit la force de travail en cas d'essor soudain des affaires, d'autre part la concurrence des chômeurs exerce une pression continue sur les travailleurs employés et abaisse leurs salaires au minimum. Marx distingue dans l'armée de réserve quatre couches dont la fonction est différente pour le capital et dont les conditions de vie diffèrent. La couche supérieure, ce sont, les ouvriers d'industrie périodiquement inemployés qui existent même dans les professions les mieux situées. Leur personnel change parce que chaque travailleur est chômeur un certain temps, puis employé pendant d'autres périodes leur nombre varie beaucoup selon la marche des affaires il est très important en période de crise et faible quand la conjoncture est bonne ; ils ne disparaissent jamais complètement et augmentent avec le progrès de l'industrie. La deuxième couche, c'est la masse des prolétaires sans qualification affluant de la campagne vers les villes ; ils se présentent sur le marché avec les exigences les plus modestes et ne sont liés à aucune branche industrielle particulière ; ils sont à l'affût d'une occupation,

formant un réservoir de main-d'œuvre pour toutes les industries. La troisième catégorie, ce sont les prolétaires de bas niveau qui n'ont pas d'occupation régulière et sont sans cesse à la recherche d'un travail occasionnel. C'est là qu'on trouve les journées de travail les plus longues et les plus bas salaires et c'est pourquoi cette couche est tout aussi utile, et tout aussi directement indispensable au capital que celle du plus haut niveau. Cette couche se recrute constamment parmi les travailleurs excédentaires de l'industrie et de l'agriculture, en particulier dans l'artisanat en voie de déperissement et les professions subalternes en voie d'extinction. Cette couche constitue le fondement de l'industrie à domicile et agit dans les coulisses, derrière la scène officielle de l'industrie. Elle n'a pas tendance à disparaître, elle croît au contraire parce que les effets de l'industrie à la ville et à la campagne vont dans ce sens et parce qu'elle a une forte natalité.

La quatrième couche de l'armée de réserve prolétarienne, ce sont les véritables « pauvres », qui sont en partie aptes au travail et que l'industrie ou le commerce emploient partiellement en périodes de bonnes affaires ; en partie inaptes au travail : vieux travailleurs que l'industrie ne peut plus employer, veuves de prolétaires, orphelins de prolétaires, victimes estropiées et invalides de la grande industrie, de la mine, etc., enfin ceux qui ont perdu l'habitude de travailler, les vagabonds, etc. Cette couche débouche directement sur le sous-prolétariat : criminels, prostituées. Le paupérisme, dit Marx, constitue l'hôtel des invalides de la classe ouvrière et le poids mort de son armée de réserve. Son existence découle aussi inévitablement de l'armée de réserve que l'armée de réserve découle du développement de l'industrie. La pauvreté et le sous-prolétariat font partie des conditions d'existence du capitalisme et augmentent avec lui : plus la richesse sociale, le capital en fonction et la masse d'ouvriers employés par lui sont grands, et plus est grande la couche de chômeurs en réserve, l'armée de réserve. Plus l'armée de réserve est grande par rapport à la masse des ouvriers occupés, plus est grande la couche inférieure de pauvreté, de paupérisme, de crime. La masse des travailleurs inemployés et donc non rémunérés, et avec elle la couche des Lazare de la classe ouvrière - la pauvreté officielle - augmentent en même temps que le capital et la richesse. « Voilà, dit Marx, la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. » ¹

La formation d'une couche permanente et croissante de chômeurs était inconnue de toutes les formes antérieures de société. Dans la communauté communiste primitive, il va de soi que tout le monde travaille, autant qu'il faut, pour subvenir à son entretien, en partie par besoin immédiat, en partie sous la pression et l'autorité morales et sociales de la tribu, de la communauté. Tous les membres de la société sont pourvus en moyens de subsistance. Le mode de vie du groupe communiste primitif est assez bas et assez simple, les conditions sont primitives. Dans la mesure où il y a des moyens, ils sont également pour tous, et la pauvreté au sens actuel, la privation des moyens qui existent dans la société, est inconnue. La tribu primitive a faim, de temps en temps ou souvent, quand les conditions naturelles lui sont défavorables ; son dénuement est celui de la société en tant que telle, le dénuement d'une partie de ses membres, face à l'opulence d'une autre partie est impensable ; dans la mesure où les vivres sont assurés à l'ensemble de la société, ils le sont à chacun de ses membres.

Dans l'esclavage oriental et antique, c'est la même chose. Aussi exploité et pressuré que fût l'esclave public égyptien ou l'esclave privé grec, aussi grand que fût

¹ Marx: «Le Capital», Éditions Sociales, 1950, tome 3, p. 87.

l'écart entre son maigre niveau de vie et l'opulence de son maître, sa situation d'esclave lui assurait quand même l'existence. On ne laissait pas mourir d'inanition les esclaves, comme personne ne laisse mourir son cheval ou son bétail. C'est la même chose aux temps du servage médiéval : tout le système de dépendance féodale où le paysan était attaché à la glèbe et où chacun était le maître d'autres hommes ou le serviteur d'un autre ou les deux à la fois, ce système attribuait à chacun une place déterminée. Aussi pressurés que fussent les serfs, aucun seigneur n'avait le droit de les chasser de la glèbe, donc de les priver de leurs moyens d'existence. Les rapports féodaux obligeaient le maître à aider les paysans en cas de catastrophes, d'incendies, d'inondation, de grêle, etc. Ce n'est qu'à la fin du Moyen Age, quand le féodalisme commence à s'effondrer et le capitalisme moderne à faire son apparition, que la situation change. Au Moyen Age, l'existence de la masse des travailleurs était assurée. Il se forma bien, dès cette époque, un petit contingent de pauvres et de mendiants, dû aux nombreuses guerres ou à la disparition de fortunes individuelles. L'entretien de ces pauvres passait pour une obligation de la société. Déjà l'empereur *Charlemagne* prescrivait expressément dans ses Capitulaires : « En ce qui concerne les *mendiants* qui errent dans le pays, nous voulons que chacun de nos vassaux nourrisse les pauvres, soit sur son fief, soit dans sa maison, et qu'il ne leur permette pas d'aller mendier ailleurs. » Plus tard, ce fut la vocation particulière des couvents que d'héberger les pauvres et de leur donner du travail s'ils y étaient aptes. Au Moyen Age, tout nécessiteux était assuré de trouver un accueil dans chaque maison, l'entretien des pauvres était un devoir et il ne s'y attachait pas le mépris qui s'attache au mendiant actuel.

L'histoire connaît un seul cas où une large couche de la population fut privée d'occupation et de pain. C'est le cas déjà mentionné de la paysannerie de la Rome antique chassée de ses terres et transformée en prolétariat pour lequel il ne restait aucun emploi. Cette prolétarianisation des paysans était la conséquence de la formation de grands latifundia et de l'expansion de l'esclavage. Elle n'était pas nécessaire à l'existence de l'esclavage et de la grande propriété. Le prolétariat romain inemployé était simplement un malheur, une charge nouvelle pour la société qui cherchait à y remédier en distribuant périodiquement des terres et des vivres, en organisant des importations massives de grain et en faisant baisser le prix des céréales. En fin de compte, ce prolétariat était tant bien que mal entretenu par l'État dans la Rome antique.

La production marchande capitaliste est, dans l'histoire de l'humanité, la première forme d'économie où l'absence d'occupation et de moyens pour une couche importante et croissante de la population et la pauvreté d'une autre couche, également croissante, ne sont pas seulement la conséquence, mais aussi une nécessité, une condition d'existence de l'économie. L'insécurité de l'existence de toute la masse des travailleurs et le dénuement chronique ou la pauvreté de larges couches déterminées sont pour la première fois un phénomène normal de la société. Les savants de la bourgeoisie, qui ne peuvent imaginer d'autre forme de société, sont tellement pénétrés de la nécessité naturelle des chômeurs et des miséreux qu'ils y voient une loi naturelle voulue par Dieu. L'Anglais *Malthus* a bâti là-dessus, au début du XIXe siècle, sa célèbre théorie de la surpopulation, selon laquelle la pauvreté vient de ce que l'humanité a la mauvaise habitude d'augmenter plus rapidement que ses moyens de subsistance.

Ces résultats sont dus au simple fait de la production marchande et de l'échange des marchandises. Cette loi de la marchandise qui repose formellement sur l'égalité et

la liberté totale, aboutit automatiquement, sans intervention des lois ou de la force, par une nécessité d'airain, à une inégalité sociale criante qui était inconnue dans toutes les situations antérieures reposant sur la domination directe d'un homme sur les autres. Pour la première fois, la faim devient un fléau qui s'abat quotidiennement sur la vie des masses laborieuses. On prétend voir là une loi naturelle. Le prêtre anglican Towsend a écrit, dès 1786 : « Une loi naturelle semble vouloir que les pauvres aient un certain degré d'insouciance, de sorte qu'il y en a toujours pour remplir les fonctions les plus serviles, les plus sales et les plus vulgaires de la communauté. Le fonds de bonheur humain en est beaucoup augmenté, les personnes plus délicates sont libérées de ce dur travail et peuvent vaquer sans être dérangées à des tâches plus élevées. La loi sur les pauvres tend à détruire l'harmonie et la beauté, la symétrie et l'ordre de ce système que Dieu et la nature ont instauré dans le monde. »

Les « délicats » qui vivent aux dépens des autres ont toujours vu dans toute forme de société qui leur assure les joies de l'existence d'exploiteur, le doigt de Dieu et une loi de la nature. Les plus grands esprits n'échappent pas à cette illusion historique. Plusieurs milliers d'années avant le curé anglais, le grand penseur grec Aristote a écrit : « C'est la nature elle-même qui a créé l'esclavage. Les animaux se divisent en Mâles et en femelles. Le mâle est un animal plus parfait et il commande, la femelle est un animal moins parfait et elle obéit. Il y a de même dans le genre humain des hommes qui sont aussi inférieurs aux autres que le corps l'est à l'âme ou l'animal à l'homme ; ce sont des êtres qui ne sont bons qu'aux travaux corporels et qui sont incapables d'accomplir quelque chose de plus parfait. Ces individus sont destinés par la nature à l'esclavage parce qu'il n'y a pour eux rien de meilleur que d'obéir à d'autres... Y a-t-il finalement une si grande différence entre l'esclave et l'animal ? Leurs travaux se ressemblent, ils ne nous sont utiles que par leur corps. Concluons de ces principes que la nature a créé certains hommes pour la liberté et d'autres pour l'esclavage, qu'il est utile et juste que l'esclave se soumette. » La « nature » qui est rendue responsable de toute forme d'exploitation doit en tout cas s'être fortement corrompue le goût avec le temps. Car même s'il valait la peine d'imposer la honte de l'esclavage à une masse populaire pour faire s'élever sur son dos un peuple libre de philosophes et de génies comme Aristote, l'abaissement actuel de millions de prolétaires pour faire pousser de vulgaires fabricants et de gras curés est un objectif peu séduisant.

V

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons étudié jusqu'à maintenant le niveau de vie que l'économie marchande capitaliste assure à la classe ouvrière et à ses différentes couches. Nous ne savons encore rien de précis sur les rapports entre ce niveau de vie ouvrier et la richesse sociale dans son ensemble. Les travailleurs peuvent avoir parfois plus de moyens, une nourriture plus abondante, de meilleurs vêtements qu'auparavant, si la richesse des autres classes a augmenté encore plus rapidement, la part du produit social qui revient aux travailleurs a diminué. Le niveau de vie des ouvriers peut monter dans l'absolu et baisser relativement aux autres classes. Le niveau de vie de tout homme et de toute

classe ne peut être jugé correctement que si on l'apprécie par rapport à la situation de l'époque donnée et des autres couches de la même société. Le prince d'une tribu nègre primitive et à demi-sauvage ou barbare, en Afrique, peut avoir un niveau de vie plus bas, c'est-à-dire une demeure plus simple, des vêtements moins bons, une nourriture plus grossière que l'ouvrier d'usine moyen en Allemagne. Ce principe vit cependant « princièrement » par rapport aux moyens et aux exigences de sa tribu, alors que l'ouvrier allemand vit pauvrement, comparé au luxe de la riche bourgeoisie et aux besoins actuels. Pour juger correctement la position des ouvriers dans la société actuelle, il est donc nécessaire d'étudier non seulement le salaire absolu, c'est-à-dire la grandeur du salaire, mais aussi le salaire relatif, c'est-à-dire la part que le salaire représente dans le produit entier de son travail. Nous avons supposé dans notre exemple précédent que le travailleur devait, dans une journée de travail de 11 heures, récupérer son salaire, c'est-à-dire son entretien, pendant les six premières heures, puis créer gratuitement pendant cinq heures de la plus-value pour le capitaliste. Dans cet exemple, nous avons admis que la production de moyens de subsistance coûte six heures de travail à l'ouvrier. Nous avons vu que le capitalisme cherche par tous les moyens à abaisser le niveau de vie de l'ouvrier pour accroître le plus possible le travail non payé, la plus-value. Supposons que le niveau de vie du travailleur ne change pas, qu'il est en mesure de se procurer toujours la même quantité de nourriture, de vêtements, de linge, de meubles, etc. Supposons que le salaire, pris absolument, ne diminue pas. Si pourtant la production de ces moyens d'existence est devenue meilleur marché grâce aux progrès de la technique et demande moins de temps, l'ouvrier aura besoin de moins de temps pour récupérer son salaire. Supposons que la quantité de nourriture, de vêtements, de meubles, etc., dont l'ouvrier a besoin par jour, n'exige plus que cinq heures de travail au lieu de six. Dans une journée de travail de onze heures, le travailleur ne travaillera plus six heures, mais seulement cinq pour remplacer son salaire et il reste six heures pour le travail non payé, pour créer de la plus-value pour le capitaliste. La part du produit qui revient au travailleur a diminué d'un sixième, celle du capitaliste a augmenté d'un cinquième. Or le salaire absolu n'a nullement baissé. Il peut même arriver que le niveau de vie de l'ouvrier s'élève, c'est-à-dire que le salaire absolu augmente, par exemple de 10 %, non seulement le salaire en argent, mais les moyens de subsistance réels de l'ouvrier. Si la productivité du travail augmente, dans le même temps ou peu après, de 15 %, la part du produit qui revient au travailleur, c'est-à-dire son salaire relatif, a baissé, bien que le salaire réel ait monté. La part du produit qui revient au travailleur dépend donc de la productivité du travail. Moins il faut de travail pour produire ses moyens de subsistance, plus son salaire relatif diminue. Si les chemises, les bottes, les casquettes qu'il porte se fabriquent avec moins de travail grâce aux progrès de la fabrication, il peut se procurer la même quantité de chemises, de bottes et de casquettes qu'auparavant avec son salaire, il reçoit quand même une plus petite fraction de la richesse sociale, du travail social global. Tous les produits et matières premières possibles entrent en certaines quantités dans la consommation quotidienne du travailleur. Il n'y a pas que la fabrication des chemises qui rend l'entretien de l'ouvrier meilleur marché, mais aussi la fabrication du coton qui fournit l'étoffe des chemises et l'industrie des machines qui fournit les machines à coudre, et l'industrie du fil qui fournit le fil. Il n'y a pas non plus que les progrès dans la boulangerie qui rendent l'entretien de l'ouvrier meilleur marché, mais aussi l'agriculture américaine qui fournit les céréales et les progrès des chemins de fer et de la navigation à vapeur qui transportent les céréales en Europe, etc. Tout progrès de l'industrie, toute augmentation de la productivité du travail humain aboutit à ce que l'entretien des ouvriers coûte de moins en moins de travail. L'ouvrier doit consacrer une fraction toujours

moindre de sa journée de travail à remplacer son salaire, et une fraction toujours plus importante au travail non payé, à la création de plus-value pour le capitaliste.

Or, le progrès continu et ininterrompu de la technique est une nécessité vitale pour les capitalistes. La concurrence entre les entrepreneurs individuels force chacun d'entre eux à vendre ses produits aussi bon marché que possible, c'est-à-dire en économisant au maximum le travail humain. Si un capitaliste a introduit dans son usine une nouvelle amélioration, la concurrence force les autres entrepreneurs de la même branche à améliorer la technique, pour ne pas se faire éliminer du marché. Cela s'exprime à l'extérieur par l'introduction du machinisme à la place du travail à la main et par l'introduction de plus en plus rapide de nouvelles machines plus perfectionnées à la place des anciennes. Les inventions techniques sont devenues le pain quotidien dans tous les domaines de la production. Le bouleversement technique, tant dans la production proprement dite que dans les moyens de transport, est un phénomène incessant, une loi vitale de la production marchande capitaliste. Tout progrès dans la productivité du travail se manifeste dans la diminution de la quantité de travail nécessaire à l'entretien de l'ouvrier. La production capitaliste ne peut pas faire un pas en avant sans diminuer la part qui revient aux travailleurs dans le produit social. A chaque nouvelle invention de la technique, à chaque perfectionnement des machines, à chaque nouvelle application de la vapeur et de l'électricité dans l'industrie et dans les transports, la part du travailleur dans le produit devient plus petite et celle du capitaliste plus grande. Le salaire relatif tombe de plus en plus bas, de façon irrésistible et ininterrompue, la plus-value, c'est-à-dire la richesse non payée extorquée au travailleur par les capitalistes, augmente irrésistiblement et constamment.

Nous voyons de nouveau ici une différence frappante entre la production marchande capitaliste et toutes les formes antérieures d'économies. Dans la société communiste primitive, on partage le produit directement après la production, de façon égale, entre tous les travailleurs, c'est-à-dire entre tous les membres, car il n'y a pratiquement pas d'oisifs. Dans le servage, ce n'est pas l'égalité, mais l'exploitation de ceux qui travaillent par ceux qui ne travaillent pas qui est déterminante. Pourtant on ne détermine pas la part de ceux qui travaillent, des serfs, dans le fruit de leur travail, on fixe exactement la part de l'exploiteur, du seigneur féodal, sous forme de corvées et de redevances déterminées qu'il reçoit des paysans. Ce qui reste comme temps de travail et comme produit est la part du paysan, de sorte qu'avant la dégénérescence extrême du servage, le paysan a jusqu'à un certain point la possibilité d'augmenter sa propre part en redoublant d'efforts. Certes, cette part du paysan diminue pendant le Moyen Age, les nobles et l'Église exigeant toujours plus de corvées et de redevances. Il y a cependant toujours des normes précises, bien qu'arbitrairement fixées, des normes visibles, établies par les hommes, même si ces hommes sont inhumains, qui déterminent la part tant du serf que de son seigneur et exploiteur dans le produit. C'est pourquoi le paysan médiéval voit et sent très exactement quand de plus grandes charges lui sont imposées et quand sa part s'amenuise. Une lutte est-elle possible contre cet amenuisement, et elle éclate effectivement, là où c'est possible, sous la forme d'une lutte ouverte du paysan exploité contre la réduction de sa part dans le produit de son travail. Dans certaines conditions, cette lutte est couronnée de succès : la liberté de la bourgeoisie urbaine n'a pas d'autre origine que la lutte des artisans, qui étaient initialement des serfs, pour se débarrasser peu à peu de toutes les corvées, et

prestations multiples de l'époque féodale, jusqu'à ce qu'ils arrachent le reste - la liberté personnelle totale de propriété ¹ dans la lutte ouverte.

Dans le système salarial, il n'y a pas de prescriptions légales ou coutumières, ou même arbitraires fixant la part du travailleur dans son produit. Cette part est fixée par le degré de productivité du travail, par le niveau de la technique ; ce n'est pas l'arbitraire des exploiters, mais le progrès de la technique qui abaisse impitoyablement et sans arrêt la part du travailleur. C'est une puissance invisible, un simple effet mécanique de la concurrence et de la production marchande qui arrache au travailleur une portion toujours plus grande de son produit et lui en laisse une toujours plus petite, une puissance qui agit sans bruit, derrière le dos des travailleurs et contre laquelle la lutte est impossible. Le rôle personnel de l'exploiteur est visible quand il s'agit du salaire absolu, c'est-à-dire du niveau de vie réel. Une réduction de salaire qui entraîne un abaissement du niveau de vie réel des ouvriers est un attentat visible des capitalistes contre les travailleurs et ceux-ci y répondent aussitôt par la lutte, là où existe un syndicat et, dans les cas favorables, ils l'empêchent. La baisse du salaire relatif s'opère sans la moindre intervention personnelle du capitaliste, et contre elle, les travailleurs n'ont pas de possibilité de lutte et de défense à l'intérieur du système salarial, c'est-à-dire sur le terrain de la production marchande. Contre le progrès technique de la production, contre les inventions, contre l'introduction des machines, contre la vapeur et l'électricité, contre les perfectionnements des transports, les ouvriers ne peuvent pas lutter. Or, l'action de ces progrès sur le salaire relatif des ouvriers résulte automatiquement de la production marchande et du caractère de marchandise de la force de travail. C'est pour, quoi les syndicats les plus puissants sont impuissants contre cette tendance à la baisse rapide du salaire relatif. La lutte contre la baisse du salaire relatif est la lutte contre le caractère de marchandise de la force de travail, contre la production capitaliste tout entière. La lutte contre la chute du salaire relatif n'est plus une lutte sur le terrain de l'économie marchande, mais un assaut révolutionnaire contre cette économie, c'est le mouvement socialiste du prolétariat.

D'où les sympathies de la classe capitaliste pour les syndicats qu'elle avait d'abord combattus furieusement, une fois que la lutte socialiste eut commencé et dans la mesure où les syndicats se laissent opposer au socialisme. En France, les luttes ouvrières pour l'obtention du droit de coalition ont été vaines jusque dans les années 1870 et les syndicats étaient poursuivis et frappés de sanctions draconiennes. Cependant, peu après que la Commune eut inspiré à la bourgeoisie une peur panique du spectre rouge, un brusque changement s'opéra dans l'opinion publique. L'organe du président Gambetta, *La République Française*, et tout le parti régnant des « républicains rassasiés » commencent à encourager le mouvement syndical, à faire pour lui une active propagande. Aux ouvriers anglais, on citait en exemple au début du XIXe siècle la sobriété des ouvriers allemands ; c'est au contraire l'ouvrier anglais, non pas sobre, mais « avide », le trade-unioniste mangeur de bifteck, que l'on recommande comme modèle à l'ouvrier allemand. Tant il est vrai que pour la bourgeoisie la lutte la plus acharnée pour l'augmentation du salaire absolu est une vétille inoffensive par rapport à l'attentat contre le saint des saints, contre la loi du capitalisme qui tend à une baisse continue du salaire relatif.

¹ L'expression « la liberté personnelle totale de propriété » a été rayée au crayon dans le manuscrit et remplacée dans la marge par l'expression « les droits politiques ».

VI

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne pouvons nous représenter la loi capitaliste des salaires qui détermine les conditions matérielles d'existence de l'ouvrier qu'en récapitulant toutes les conséquences, ci. dessus exposées, du rapport salarial. Il faut distinguer le salaire absolu du salaire relatif. Le salaire absolu à son tour se présente sous une double forme : d'une part comme une somme d'argent, un salaire nominal, d'autre part comme la somme des moyens d'existence que le travailleur peut acquérir avec cet argent, comme salaire réel. Le salaire du travailleur en argent peut rester constant ou même monter, et son niveau de vie, c'est-à-dire son salaire réel, diminuer en même temps. Le salaire réel tend constamment au minimum absolu, au minimum physiologique, autrement dit il y a une tendance continuelle du capital à payer la force de travail au-dessous de sa valeur. Seule l'organisation des travailleurs crée un contrepoids à cette tendance du capital. La principale fonction des syndicats consiste, par l'augmentation des besoins des travailleurs, par leur élévation morale, à remplacer le minimum physiologique par le minimum social, c'est-à-dire par un niveau de vie et de culture déterminé des travailleurs en dessous duquel les salaires ne peuvent pas descendre sans provoquer aussitôt une réaction de défense. C'est là que réside la grande importance économique de la social-démocratie : en ébranlant politiquement et moralement les masses ouvrières, elle élève leur niveau culturel et par là leurs besoins économiques. En prenant l'habitude de s'abonner à un journal, d'acheter des brochures, le travailleur élève son niveau de vie et par suite son salaire. L'action de la social-démocratie a une double portée, dans la mesure où les syndicats d'un pays donné entretiennent une alliance ouverte avec la social-démocratie, parce que l'hostilité des couches bourgeoises envers la social-démocratie les amène à créer des syndicats concurrentiels qui font à leur tour pénétrer l'influence éducatrice de l'organisation et l'élévation du niveau culturel dans de nouvelles couches du prolétariat. En Allemagne, outre les syndicats libres liés à la social-démocratie, de nombreux syndicats chrétiens, catholiques et libéraux, exercent leur action. De même, on crée en France des syndicats jaunes pour combattre les syndicats socialistes, en Russie les explosions les plus violentes dans les actuelles grèves révolutionnaires de masses sont parties de syndicats « jaunes » et gouvernementaux. En Angleterre, où les syndicats gardent leurs distances à l'égard du socialisme, la bourgeoisie ne se donne pas la peine d'introduire elle-même l'idée de coalition dans les couches prolétariennes.

Le syndicat joue un rôle organique indispensable dans le système salarial actuel. Seul le syndicat permet à la force de travail de se vendre à sa valeur. La loi capitaliste de la marchandise n'est pas supprimée par les syndicats en ce qui concerne la force de travail, comme *Lassalle* l'a admis à tort, au contraire, elle ne peut se réaliser que par eux. Le capitaliste tend à acheter la force de travail à vil prix, l'action syndicale impose plus ou moins le prix réel.

Les syndicats exercent leur fonction sous la pression des lois mécaniques de la production capitaliste, à savoir premièrement l'armée de réserve permanente des

travailleurs inemployés, et deuxièmement l'alternance continuelle de hausses et de baisses de la conjoncture. Ces deux lois imposent des limites infranchissables à l'action syndicale. Les changements continuels de la conjoncture industrielle forcent les syndicats, à chaque baisse, à défendre les anciennes conquêtes contre les attaques du capital, et à chaque hausse, à lutter pour pouvoir élever le niveau des salaires au niveau correspondant à la situation favorable. Les syndicats sont toujours acculés à la défensive. L'armée de réserve industrielle limite l'action syndicale dans l'espace : n'est accessible à l'organisation et à son influence que la couche supérieure des ouvriers d'industrie les mieux situés, chez lesquels le chômage n'est que périodique et « flot-tant » selon une expression de *Marx*. La couche inférieure de prolétaires ruraux sans qualification affluant vers les villes, des professions semi-rurales irrégulières comme la fabrication de briques, etc., se prête beaucoup moins à l'organisation syndicale, ne serait-ce que par ses conditions spatiales et temporelles de travail et par le milieu social. Les vastes couches inférieures de l'armée de réserve, les chômeurs à l'occupa-tion irrégulière, l'industrie à domicile, les pauvres occupés occasionnellement, échappent à l'organisation. Plus la misère est grande dans une couche prolétarienne, et moins l'influence syndicale peut s'y exercer. L'action syndicale agit faiblement dans les profondeurs du prolétariat, elle agit davantage en étendue, même quand les syndicats n'englobent qu'une fraction de la couche supérieure du prolétariat : leur influence s'étend à toute la couche, parce que leurs conquêtes profitent à la masse des travailleurs employés dans la profession concernée. L'action syndicale augmente la différenciation au sein des masses prolétariennes en élevant au-dessus de la misère, en regroupant et consolidant les couches supérieures, l'avant. garde organisable des ouvriers d'industrie. L'écart entre la couche supérieure et les couches inférieures de la classe ouvrière en est accru. Dans aucun pays, il n'est aussi grand qu'en Angleterre où l'action civilisatrice complémentaire de la social-démocratie sur les couches plus profondes et moins capables de s'organiser fait défaut, alors qu'en Allemagne elle est importante.

Quand on examine le niveau des salaires en régime capitaliste, il est faux de ne tenir compte que des salaires effectivement payés aux ouvriers d'industrie ayant un emploi., comme c'est l'habitude, même chez les ouvriers, habitude empruntée à la bourgeoisie et aux auteurs à sa solde. L'armée de réserve des chômeurs, depuis les travailleurs qualifiés provisoirement sans travail jusqu'à la plus profonde pauvreté et au paupérisme officiel doivent entrer en ligne de compte, quand on détermine le niveau des salaires. Les couches les plus basses de miséreux et de réprouvés qui ne sont que faiblement ou même pas du tout employés ne sont pas un rebut qui ne compterait pas dans la « société officielle », comme bien entendu la bourgeoisie les présente, elles sont liées par des liens intimes à la couche supérieure des ouvriers d'industrie les mieux situés, au travers de tous les membres intermédiaires de l'armée de réserve. Ce lien interne se manifeste dans les chiffres, par l'augmentation soudaine de l'armée de réserve toutes les fois que la conjoncture se détériore et par sa diminution quand elle s'améliore, il se manifeste par la diminution relative de ceux qui se réfugient dans l'assistance publique, au fur et à mesure que la lutte de classes se développe, augmentant la conscience du prolétariat. Tout travailleur que son travail a transformé en invalide ou qui a le malheur d'avoir soixante ans, a cinquante chances sur cent de sombrer dans la couche inférieure de l'amère pauvreté, dans la « couche de Lazare » du prolétariat. L'existence des couches les plus basses du prolétariat est régie par les mêmes lois de la production capitaliste qui la gonflent ou la réduisent et le prolétariat ne forme un tout organique, une classe sociale dont les degrés de misère et d'oppression permettent de saisir la loi capitaliste des salaires dans son ensemble, qui si on y englobe les ouvriers ruraux et l'armée de réserve de chômeurs avec toutes ses

couches, depuis la plus haute jusqu'aux plus basses. C'est ne saisir que la moitié de la loi des salaires, que d'envisager les mouvements du salaire absolu. La loi de la baisse automatique du salaire relatif avec le progrès de la productivité du travail complète la loi capitaliste des salaires et en donne toute la portée réelle.

Dès le XVIII^e siècle, les fondateurs français et anglais de l'économie politique ont observé que les salaires ouvriers ont en moyenne tendance à se réduire au minimum vital. Ils expliquaient ce mécanisme d'une façon originale, à savoir par les variations dans l'offre de force de travail. Quand les travailleurs ont de plus hauts salaires, comme une nécessité vitale absolue, expliquaient ces savants, ils se marient plus souvent et mettent beaucoup d'enfants au monde. Le marché du travail en est si rempli qu'il dépasse la demande du capital. Le capital fait baisser les salaires, utilisant la concurrence entre les travailleurs. Si les salaires ne suffisent pas pour vivre, les ouvriers meurent en masse, leurs rangs s'éclaircissent, jusqu'à ce qu'il en reste juste autant que le capital en demande, et les salaires remontent. Par cette oscillation pendulaire entre une prolifération excessive et une mortalité excessive de la classe ouvrière, les salaires sont sans cesse ramenés au minimum vital. *Lassalle* a repris cette théorie qui était en honneur jusque dans les années 60 et l'a appelée « la loi d'airain »...

Les faiblesses de cette théorie sont manifestes, avec le développement de la production capitaliste. La marche fébrile des affaires et la concurrence ne permettent pas à la grande industrie d'attendre, pour que les salaires baissent, que les travailleurs se marient trop souvent du fait de l'abondance, puisqu'ils mettent trop d'enfants au monde, puis que ces enfants aient grandi et se présentent sur le marché du travail, pour y provoquer enfin la saturation souhaitée. Le mouvement des salaires, comme le pouls de l'industrie, n'a pas le rythme d'un pendule dont chaque oscillation durerait le temps d'une génération, soit vingt-cinq ans, les salaires sont pris dans une vibration incessante de sorte que la classe ouvrière n'a pas plus la possibilité d'adapter sa postérité au niveau des salaires que l'industrie ne peut attendre la postérité des travailleurs pour satisfaire sa demande. Les dimensions du marché du travail de l'industrie ne sont pas déterminées par la postérité naturelle des travailleurs, mais par l'apport continu des couches prolétariennes venant de la campagne, de l'artisanat et de la petite industrie, et par les femmes et les enfants des travailleurs eux-mêmes. La saturation du marché du travail, sous la forme d'une armée de réserve, est un phénomène constant et une nécessité vitale pour l'industrie moderne. Ce n'est pas le changement dans l'offre de force de travail, pas le mouvement de la classe ouvrière qui est déterminant pour le niveau des salaires, mais le changement dans la demande du capital, le *mouvement du capital*. La force de travail, marchandise toujours excédentaire, est en réserve, on la rémunère plus ou moins bien selon qu'il plaît au capital, en période de haute conjoncture, d'en absorber beaucoup, ou bien en période de crise, de la recracher massivement.

Le mécanisme des salaires n'est pas celui que supposent les économistes bourgeois et *Lassalle*. Le résultat, la situation effective qui en résulte pour les salaires, est bien pire que dans cette hypothèse. La loi capitaliste des salaires n'est pas une loi « d'airain », elle est encore plus impitoyable et plus cruelle, parce que c'est une loi « élastique » qui cherche à réduire les salaires des ouvriers employés au minimum vital tout en maintenant une vaste couche de chômeurs entre l'être et le néant au bout d'une corde élastique.

Ce n'est qu'aux débuts de l'économie politique bourgeoise qu'on pouvait imaginer la « loi d'airain des salaires » avec son caractère révolutionnaire. Dès l'instant où *Lassalle* en eut fait l'axe de ses campagnes d'agitation en Allemagne, les économistes, ces laquais de la bourgeoisie, se hâtèrent de renier la loi d'airain, de la condamner comme fautive et erronée. Toute une meute d'agents stipendiés du patronat, comme, *Faucher, Schultze-Delitzsch, Max Wirth*, entamèrent une croisade contre *Lassalle* et la loi d'airain et accablèrent leurs propres ancêtres, les *Adam Smith, Ricardo* et autres fondateurs de l'économie politique bourgeoise. Depuis que *Marx*, en 1867, a expliqué et démontré la loi élastique des salaires en régime capitaliste sous l'action de l'armée de réserve industrielle, les économistes bourgeois se sont complètement tus. La science professorale officielle de la bourgeoisie n'a plus de loi des salaires du tout, elle préfère éviter ce sujet délicat et se perdre en bavardage incohérent sur le caractère déplorable du chômage et l'utilité de syndicats modérés et modestes.

Le même spectacle s'offre en ce qui concerne l'autre importante question de l'économie politique : comment se forme, d'où provient le profit du capitaliste ? Comme sur la part de la richesse de la société qui revient à l'ouvrier, sur la part du capitaliste les fondateurs de l'économie politique au XVIIIe siècle donnent la première réponse scientifique. C'est *Ricardo* qui a donné sa forme la plus claire à cette théorie, en expliquant avec logique et perspicacité que le profit capitaliste est le travail non payé à l'ouvrier.

VII

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons commencé notre étude sur la loi des salaires par l'achat et la vente de la marchandise « force de travail ». Pour cela, il faut déjà un prolétaire salarié sans moyen de production et un capitaliste qui en possède suffisamment pour fonder une entreprise moderne. D'où sont-ils venus, pour apparaître sur le marché du travail ? Dans l'exposé antérieur, nous n'avions en vue que les producteurs de marchandises, c'est-à-dire des gens ayant leurs propres moyens de production, produisant eux-mêmes leurs marchandises et les échangeant. Comment l'échange de marchandises d'égale valeur peut-il donner naissance d'un côté au capital, de l'autre au complet dénuement ? L'achat de la marchandise « force de travail », même à sa valeur pleine, conduit, par l'usage de cette marchandise, à la formation de travail non payé ou de plus-value, c'est-à-dire le capital. La formation de capital et d'inégalité s'éclaire, si nous considérons le travail salarié et ses effets. Il faut pour cela que le capital et les prolétaires soient déjà là ! La question est donc la suivante : d'où proviennent les premiers prolétaires et les premiers capitalistes ? Comment s'est opéré le premier bond de la production marchande simple à la production capitaliste ? En d'autres

termes : comment s'est accompli le passage de l'artisanat médiéval au capitalisme moderne ?

L'histoire de la dissolution du féodalisme nous renseigne sur la formation du premier prolétariat moderne. Pour que le travailleur puisse apparaître sur le marché en travailleur salarié, il fallait qu'il ait obtenu la liberté personnelle. La première condition, c'était donc l'abolition du servage et des corporations. Il fallait aussi que le travailleur perde tout moyen de production. Cela se produisit au début des temps modernes quand la noblesse terrienne constitua ses domaines actuels. Les paysans furent chassés par milliers des terres qui leur appartenaient depuis des siècles et les terres communales se transformèrent en terres seigneuriales. La noblesse anglaise le fit quand l'extension du commerce au Moyen Age et l'essor des manufactures de laine dans les Flandres lui présentèrent l'élevage de moutons pour l'industrie lainière comme une affaire intéressante. Pour transformer les terres arables en pâturages à moutons, on chassa les paysans de leurs terres et de leurs fermes. Cela dura en Angleterre du XVe au XIXe siècle. Dans les années 1814-1820, sur les domaines de la comtesse de Sutherland, par exemple, quinze mille habitants furent expulsés, leurs villages incendiés et leurs champs transformés en pâturages dans lesquels cent trente et un mille moutons remplacèrent les paysans. La brochure *Les milliards silésiens*, de Wolf, donne une idée de la part prise en Allemagne, en particulier par la noblesse prussienne, à cette fabrication de « libres » prolétaires à partir de paysans. Les paysans libres comme l'air et sans moyens n'avaient plus que la liberté de mourir de faim ou, libres qu'ils étaient, de se vendre pour un salaire de famine. ¹

¹ À la fin de ce chapitre, les mots suivants sont inscrits au crayon dans le manuscrit : La réforme ! Bl. 293 ss. Formation du type psychologique de l'esclave salarié moderne à partir des mendiants persécutés. Bl. 350.

Chapitre sixième

LES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

I

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu naître la production marchande, après que toutes les formes de société où la production est organisée et planifiée - la société communiste primitive, l'économie d'esclavage, l'économie médiévale de servage - se soient dissoutes par étapes. Puis nous avons vu naître de la simple production marchande, c'est-à-dire de la production artisanale urbaine à la fin du Moyen Age, l'économie capitaliste actuelle tout à fait automatiquement, sans que l'homme le veuille ou en ait conscience. Au début, nous avons posé la question: *comment l'économie capitaliste est-elle possible?* C'est la question fondamentale de l'économie politique, en tant que science. Eh bien, la science y répond abondamment. Elle nous montre que l'économie capitaliste est à première vue une impossibilité, une énigme insoluble, étant donné l'absence de tout plan, de toute organisation consciente. Et pourtant elle s'ordonne en un tout et elle existe :

- par l'échange des marchandises et l'économie monétaire qui lie économiquement entre eux tous les producteurs de marchandises et les régions les plus reculées de la terre et impose la division du travail mondiale ;

- par la libre concurrence qui assure le progrès technique et en même temps transforme constamment les petits producteurs en prolétaires, apportant au capital la force de travail qu'il peut acheter ;

- par la loi capitaliste des salaires qui, d'une part, veille automatiquement à ce que jamais les salariés ne s'élèvent au-dessus de leur état de prolétaires et n'échappent au travail sous les ordres du capital, et qui, d'autre part, permet une accumulation toujours plus grande de travail non payé se transformant en capital, une accumulation et une extension toujours plus grandes de moyens de production ;

- par l'armée de réserve industrielle qui permet à la production capitaliste de s'étendre à volonté et de s'adapter aux besoins de la société ;

- par les variations de prix et les crises qui amènent, soit quotidiennement, soit périodiquement, un équilibre entre la production aveugle et chaotique et les besoins de la société.

C'est ainsi, par l'action mécanique des lois économiques énumérées ci-dessus, qui se sont constituées d'elles-mêmes, sans aucune intervention consciente de la société, que l'économie capitaliste existe. Bien que toute cohésion économique organisée manque entre les producteurs individuels, bien qu'il n'y ait aucun plan dans l'activité économique des hommes, la production sociale peut ainsi se dérouler et se relier à la consommation, les besoins de la société peuvent tant bien que mal être satisfaits et le progrès économique, le développement de la productivité du travail humain, fondement de tout le progrès de la civilisation, sont assurés.

Or, ce sont là les conditions fondamentales d'existence de toute société humaine et tant qu'une forme historique d'économie satisfait à ces conditions, elle peut exister, elle est une nécessité historique.

Les relations sociales n'ont pas des formes rigides et immuables. Elles passent au cours des temps par de nombreux changements, elles sont soumises à un bouleversement continu qui fraie la voie au progrès de la civilisation, à l'évolution. Les longs millénaires de l'économie communautaire primitive qui conduisent la société humaine, des premiers commencements d'une existence encore semi-animale jusqu'à un haut niveau de développement, à la formation du langage et de la religion, à l'élevage et à l'agriculture, à la vie sédentaire et à la formation de villages, sont suivis peu à peu de la décomposition du communisme primitif, de la formation de l'esclavage antique, qui à son tour amène de nouveaux et grands progrès dans la vie sociale, pour aboutir lui-même au déclin du monde antique. De la société communautaire des Germains en Europe centrale sort, sur les ruines du monde antique, une nouvelle forme d'économie, le servage, sur laquelle se fonde le féodalisme médiéval.

L'évolution continue sa marche ininterrompue : au sein de la société féodale du Moyen Age, les germes d'une nouvelle forme d'économie et de société se forment dans les villes : les corporations artisanales, la production marchande et un commerce régulier s'instaurent pour finalement désagréger la société féodale. Elle s'effondre, pour faire place à la production capitaliste qui s'est développée à partir de la production marchande artisanale, grâce au commerce mondial, grâce à la découverte de l'Amérique et de la voie maritime vers les Indes.

Le mode de production capitaliste lui-même n'est pas immuable et éternel si on le considère dans la gigantesque perspective du progrès historique ; il est aussi une simple phase transitoire, un échelon dans la colossale échelle de l'évolution humaine, comme toutes les formes de société qui l'ont précédé. Examinée de plus près, l'évolution du capitalisme le mène à son propre déclin, mène au-delà du capitalisme. Nous avons jusqu'ici recherché ce qui rend *possible* le capitalisme, il est temps maintenant de voir ce qui le rend *impossible*. Il suffit pour cela de suivre les lois internes de la domination du capital dans leurs effets ultérieurs. Ce sont ces lois qui, parvenues à un certain niveau de développement, se tournent contre les conditions fondamentales sans lesquelles la société humaine ne peut pas exister. Ce qui distingue le mode de production capitaliste des modes de production antérieurs, c'est sa tendance interne à s'étendre à toute la terre et à chasser toute autre forme de société plus ancienne. AU temps du communisme primitif, le monde accessible à la recherche historique était également couvert d'économies communistes. Entre les différentes communautés communistes il n'y avait pas de relation du tout ou bien seulement des relations très lâches. Chaque communauté ou tribu vivait refermée sur elle-même et si nous trouvons des faits aussi étonnants que la communauté de nom entre l'ancienne communauté péruvienne en Amérique du Sud, la « marca », et la communauté germanique médiévale, la « marche », c'est là une énigme encore inexplicée, ou un simple hasard. Même au temps de l'extension de l'esclavage antique, nous trouvons des *ressemblance plus* ou moins grandes dans l'organisation et la situation des diverses économies esclavagistes et des États esclavagistes de l'antiquité, mais non une communauté de vie économique. De Même, l'histoire des corporations artisanales s'est répétée plus ou moins dans la plupart des villes de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hollande, de l'Angleterre, etc., au Moyen Age. Toutefois c'était le plus souvent l'histoire de chaque ville séparément. La production capitaliste s'étend à tous les pays, en leur donnant la même forme économique et en les reliant en une seule grande économie capitaliste mondiale.

A l'intérieur de chaque pays industriel européen, la production capitaliste refoule sans arrêt la petite production paysanne et artisanale. En même temps, elle intègre tous les pays arriérés d'Europe, tous les pays d'Amérique, d'Asie, d'Afrique, d'Australie, à l'économie mondiale. Cela se passe de deux façons : par le commerce mondial et par les conquêtes coloniales. L'un et l'autre ont commencé ensemble, dès la découverte de l'Amérique à la fin du XVe siècle, puis se sont étendus au cours des siècles suivants ; ils ont pris leur plus grand essor surtout au XIXe siècle et ils continuent de s'étendre. Tous deux - le commerce mondial et les conquêtes coloniales - agissent la main dans la main. Ils mettent les pays industriels capitalistes d'Europe en contact avec toutes sortes de formes de société dans d'autres parties du monde, avec des formes d'économie et de civilisation plus anciennes, économies esclavagistes rurales, économies féodales et surtout économies communistes primitives. Le commerce auquel ces économies sont entraînées les décompose et les désagrège rapidement. La fondation de compagnies commerciales coloniales en terre étrangère fait passer le sol, base la plus importante de la production, ainsi que les troupeaux de bétail quand il en existe, dans les mains des États européens ou des compagnies commerciales. Cela détruit partout les rapports sociaux naturels et le mode d'économie indigène, des peuples entiers mont pour une part exterminés, et pour le reste prolétariés et placés, sous une forme ou sous l'autre, comme esclaves ou comme travailleurs salariés, sous les ordres du capital industriel et commercial. L'histoire des décennies de guerres coloniales pendant tout le XIXe siècle, les soulèvements contre la France, l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne en Afrique, contre la France, l'Angleterre, la Hollande et les États-Unis en Asie, contre l'Espagne et la

France en Afrique, c'est l'histoire de la longue et tenace résistance apportée par les vieilles sociétés indigènes à leur élimination et à leur prolétarianisation par le capital moderne, lutte d'où partout le capital est sorti vainqueur. Cela signifie une énorme extension de la domination du capital, la formation du marché mondial et de l'économie mondiale où tous les pays habités de la terre sont les uns pour les autres producteurs et preneurs de produits, travaillant la main dans la main, partenaires d'une seule et même économie englobant toute la terre.

L'autre aspect, c'est la paupérisation croissante de couches de plus en plus vastes de l'humanité, et l'insécurité croissante de leur existence. Avec le recul des anciens rapports communistes, paysans ou féodaux aux forces productives limitées et à l'aisance réduite, et aux conditions d'existence solides et assurées pour tous, devant les relations coloniales capitalistes, devant la prolétarianisation et devant l'esclavage salarial, la misère brutale, un travail insupportable et inhabituel et de surcroît l'insécurité totale de l'existence s'instaurent pour tous les peuples en Amérique, en Asie, en Australie, en Afrique. Après que le Brésil, pays riche et fertile, ait été, pour les besoins du capitalisme européen et nord-américain, transformé en un gigantesque désert et en une vaste plantation de café, après que les indigènes aient été transformés en esclaves salariés prolétariés dans les plantations, ces esclaves salariés sont soudain livrés pour de longues périodes au chômage et à la faim, par un phénomène purement capitaliste, la « crise du café ». Après une résistance désespérée de plusieurs décennies, l'Inde riche et immense a été soumise à la domination du capital par la politique coloniale anglaise, et depuis lors la famine et le typhus, qui fauchent d'un seul coup des millions d'hommes, sont les hôtes périodiques de la région du Gange. A l'intérieur de l'Afrique, la politique coloniale anglaise et allemande a, en vingt ans, transformé des peuplades entières en esclaves salariés ou bien les a fait mourir de faim ; leurs os sont dispersés dans toutes les régions. Les soulèvements désespérés¹ et les épidémies dues à la faim dans l'immense Empire chinois sont les conséquences de l'introduction du capital européen, qui a broyé l'ancienne économie paysanne et artisanale. L'entrée du capitalisme européen aux États-Unis s'est accompagnée d'abord de l'extermination des Indiens d'Amérique et du vol de leurs terres par les immigrants anglais, puis de l'introduction au début du XIXe siècle d'une production brute capitaliste pour l'industrie anglaise, puis de la réduction en esclavage de quatre millions de nègres africains, vendus en Amérique par des marchands d'esclaves européens, pour être placés sous les ordres du capital dans les plantations de coton, de sucre et de tabac.

Ainsi un continent après l'autre, et dans chaque continent, un pays après l'autre, une race après l'autre passent inéluctablement sous la domination du capital². D'innombrables millions d'hommes sont voués à la prolétarianisation, à l'esclavage, à une existence incertaine, bref à la paupérisation. L'instauration de l'économie capitaliste mondiale entraîne l'extension d'une misère toujours plus grande, d'une charge de travail insupportable et d'une insécurité croissante de l'existence sur la surface du globe, à laquelle correspond la concentration du capital. L'économie capitaliste mondiale implique que l'humanité entière s'attèle toujours plus à un dur travail et souffre de privation et de maux innombrables, qu'elle soit livrée à la dégénérescence physique et morale, pour servir l'accumulation du capital. Le mode de production capitaliste a cette particularité que la consommation humaine qui, dans toutes les économies antérieures, était le but, n'est plus qu'un moyen au service du but

¹ Note marginale de R.L. (au crayon) : typhus famélique.

² Note marginale de R. L. (au crayon) : extermination des peuples primitifs.

proprement dit : l'accumulation capitaliste. La croissance du capital apparaît comme le commencement et la fin, la fin en soi et le sens de toute la production. L'absurdité de tels rapports n'apparaît que dans la mesure où la production capitaliste devient mondiale. Ici, à l'échelle mondiale, l'absurdité de l'économie capitaliste atteint son expression dans le tableau d'une humanité entière gémissant sous le joug terrible d'une puissance sociale aveugle quelle a elle-même créée inconsciemment : le capital. Le but fondamental de toute forme sociale de production : l'entretien de la société par le travail, la satisfaction des besoins, apparaît ici complètement renversé et mis la tête en bas, puisque la production pour le profit et non plus pour l'homme devient la loi sur toute la terre et que la sous-consommation, l'insécurité permanente de la consommation et par moments la non-consommation de l'énorme majorité de l'humanité deviennent la règle.

En même temps, l'évolution de l'économie mondiale en traîne d'autres phénomènes importants, pour la production capitaliste elle-même. L'instauration de la domination du capital européen dans les pays extra-européens passe par deux étapes : d'abord la pénétration du commerce et l'intégration des indigènes à l'échange de marchandises, en partie la transformation des formes préexistantes de production indigène en production marchande ; puis l'expropriation des indigènes de leurs terres, et par suite de leurs moyens de production, sous telle ou telle forme. Ces moyens de production se transforment en capital entre les mains des Européens, tandis que les indigènes se transforment en prolétaires. Une troisième étape succède en règle générale aux deux premières : la création d'une production capitaliste propre dans le pays colonial, soit par des Européens immigrés, soit par des indigènes enrichis. Les États-Unis d'Amérique, qui ont d'abord été peuplés par les Anglais et autres immigrants européens après l'extermination des peaux-rouges indigènes, constituèrent d'abord un arrière-pays agricole pour l'Europe capitaliste, fournissant à l'Angleterre les matières premières, telles que le coton et le grain, et absorbant toutes sortes de produits industriels. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, il se forme aux États-Unis une industrie qui, non seulement refoule les importations d'Europe, mais livre une dure concurrence au capitalisme européen en Europe et dans les autres continents. Aux Indes, le capitalisme anglais se voit confronté à un dangereux concurrent dans l'industrie indigène, textile et autre. L'Australie a suivi le même chemin, se transformant de pays colonial en pays capitaliste industriel. Au Japon, dès la première étape, le heurt avec le commerce mondial a fait surgir une industrie propre, ce qui a préservé le Japon du partage colonial. En Chine, le processus de démembrement et de pillage du pays par le capitalisme européen se complique du fait des efforts du pays pour créer sa propre production capitaliste avec l'aide du Japon, afin de se défendre de la production capitaliste européenne, ce qui redouble les souffrances de la population. La domination et le commandement du capital se répandent sur toute la terre par la création d'un marché mondial, le mode de production capitaliste se répand aussi peu à peu sur tout le globe. Or, les besoins d'expansion de la production et le territoire où elle peut s'étendre, c'est-à-dire ses débouchés, sont dans un rapport de plus en plus tendu. C'est un besoin inhérent et une loi vitale de la production capitaliste de ne pas rester stable, de s'étendre toujours plus et plus vite, c'est-à-dire de produire toujours plus vite d'énormes quantités de marchandises, dans des entreprises toujours plus grandes, avec des moyens techniques toujours plus perfectionnés.

Cette capacité d'extension de la production capitaliste ne connaît pas de limites, parce que le progrès technique, et par suite les forces productives de la terre, n'ont pas de limites. Cependant, ce besoin d'extension se heurte à des limites tout à fait déterminées, à savoir le profit du capital. La production et son extension n'ont de sens

que tant qu'il en sort au moins le profit moyen « normal ». Il dépend du marché que ce soit le cas, c'est-à-dire du rapport entre la demande solvable du côté du consommateur et la quantité de marchandises produites ainsi que de leurs prix. L'intérêt du capital qui exige une production toujours plus rapide et plus grande, crée à chaque pas les limites de son marché, qui font obstacle à l'impétueuse tendance de la production à s'étendre. Il en résulte que les crises industrielles et commerciales sont inévitables ; elles rétablissent périodiquement l'équilibre entre la tendance capitaliste à la production, en soi illimitée, et les limites de la consommation, et permettent au capital de se perpétuer et de se développer.

Plus les pays qui développent leur propre industrie capitaliste sont nombreux, et plus le besoin d'extension et les capacités d'extension de la production augmentent d'un côté, et moins les capacités d'extension du marché augmentent en rapport avec les premières. Si l'on compare les bonds par lesquels l'industrie anglaise a progressé dans les années 1860 et 1870, alors que l'Angleterre dominait encore le marché mondial, avec sa croissance dans les deux dernières décennies, depuis que l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique ont fait considérablement reculer l'Angleterre sur le marché mondial, il en ressort que la croissance a été beaucoup plus lente qu'avant. Le sort de l'industrie anglaise attend aussi l'industrie allemande, l'industrie nord-américaine et finalement toute l'industrie du monde. A chaque pas de son propre développement, la production capitaliste s'approche irrésistiblement de l'époque où elle ne pourra se développer que de plus en plus lentement et difficilement. Le développement capitaliste en soi a devant lui un long chemin, car la production capitaliste en tant que telle ne représente qu'une infime fraction de la production mondiale. Même dans les plus vieux pays industriels d'Europe, il y a encore, à côté des grandes entreprises industrielles, beaucoup de petites entreprises artisanales arriérées, la plus grande partie de la production agricole, la production paysanne, n'est pas capitaliste. A côté de cela, il y a en Europe des pays entiers où la grande industrie est à peine développée, où la production locale a un caractère paysan et artisanal. Dans les autres continents, à l'exception de l'Amérique du Nord, les entreprises capitalistes ne constituent que de petits îlots dispersés tandis que d'immenses régions ne sont pas passées à la production marchande simple. La vie économique de ces couches sociales et de ces pays d'Europe et hors d'Europe qui ne produisent pas selon le mode capitaliste est dominée par le capitalisme. Le paysan européen peut bien pratiquer l'exploitation parcellaire la plus primitive, il dépend de l'économie capitaliste, du marché mondial avec lequel le commerce et la politique fiscale des États capitalistes l'ont mis en contact. De même, les pays extra-européens les plus primitifs se trouvent soumis à la domination du capitalisme européen ou nord-américain par le commerce mondial et la politique coloniale. Le mode de production capitaliste pourrait avoir une puissante extension s'il devait refouler partout les formes arriérées de production. L'évolution va dans ce sens. Cependant, cette évolution enferme le capitalisme dans la contradiction fondamentale : plus la production capitaliste remplace les modes de production plus arriérés, plus deviennent étroites les limites du marché créé par la recherche du profit, par rapport au besoin d'expansion des entreprises capitalistes existantes. La chose devient tout à fait claire si nous nous imaginons pour un instant que le développement du capitalisme est si avancé que sur toute la surface du globe tout est produit de façon capitaliste, c'est-à-dire uniquement par des entrepreneurs capitalistes privés, dans des grandes entreprises, avec des ouvriers salariés modernes. L'impossibilité du capitalisme apparaît alors clairement.

ANNEXE I

ROSA LUXEMBURG, ENSEIGNANTE ¹

[Retour à la table des matières](#)

Rosa *Luxemburg* n'était pas seulement un écrivain et un orateur à l'activité intense et d'un niveau incomparablement élevé ; elle était aussi un véritable professeur, une éducatrice oeuvrant directement au service de la pensée et de l'action socialistes.

Elle l'a été dans la vieille école du parti, cet institut créé par l'ancien parti social-démocrate sur l'insistance du vieux *Liebkecht*, afin de former, pour le mouvement ouvrier, des militants nouveaux et mieux armés.

Rosa *Luxemburg* y enseignait l'économie politique. (On est tenté de mettre « enseignant » entre guillemets, tant ce qu'apportait Rosa *Luxemburg* était différent, et même entièrement opposé à ce qu'on entend en général aridement par enseignement.) Elle amenait pas à pas ses élèves à se confronter eux-mêmes avec les principaux raisonnements de l'économie politique bourgeoise, pour les conduire jusqu'aux notions fondamentales du marxisme ; puis elle lisait avec eux le premier volume du *Capital*, élucidant jusque dans les détails *chaque difficulté*, et discutait enfin avec eux des problèmes *abordés dans* les deuxième et troisième volumes.

Comment nous forçait-elle à nous confronter nous-mêmes avec les problèmes de l'économie politique et à mettre au clair nos propres idées ? Par des questions ! En

¹ Die Junge Garde, n, 10, 1920, p. 78.

interrogeant et réinterrogeant sans cesse, elle extrayait de notre classe ce qui s'y cachait de connaissance concernant des faits qu'il s'agissait de constater. Par des questions, elle faisait jaillir la réponse et nous faisait sentir nous-mêmes combien cette réponse était creuse. Par des questions, elle explorait les raisonnements et nous faisait voir si ces raisonnements se tenaient ou s'ils boitaient. Par des questions, elle nous forçait à reconnaître notre propre erreur et à trouver par nous-mêmes une solution à toute épreuve.

Et elle procédait ainsi dès la première heure, alors qu'elle se trouvait devant un matériel humain inconnu, et nous devant un domaine du savoir entièrement nouveau pour nous. Dès la première heure, elle commençait à nous « torturer », comme elle disait elle-même en plaisantant : Qu'est-ce que l'économie politique ? Y a-t-il une réalité correspondant à cette doctrine ? Oui ? En quoi consiste-t-elle ? Et quand, naturellement, nous avons échoué à l'expliquer : Alors, quelle réalité y a-t-il donc ? L'économie mondiale. L'économie politique est-elle la théorie de l'économie mondiale ? Y a-t-il toujours eu une économie mondiale ? Qu'y avait-il avant ? Et ainsi de suite jusqu'à la dernière heure du cours où elle nous quittait en nous exhortant instamment à ne jamais rien admettre sans examen, à ne jamais cesser de tout vérifier : « jouer à la balle avec tous les problèmes, c'est ce qu'il faut ! »

Cette méthode d'enseignement qui consiste à faire progresser les élèves par eux-mêmes, c'est, du nom de celui qui l'employa déjà il y a plus de 2 000 ans avec la jeunesse athénienne, la méthode socratique. Tous les grands et vrais éducateurs s'en sont servis ; pour le maître comme pour l'élève, en tout cas sûrement pour le maître, c'est la méthode la plus pénible, celle qui exige le plus de dévouement au métier d'enseignant, mais c'est aussi la plus féconde et celle qui apporte le plus de satisfactions, car ce qu'on enseigne et ce qu'on apprend de cette façon n'est pas un fatras retenu de mémoire et emporté par le temps. Et il faut une veulerie vraiment grossière pour en arriver à fouler aux pieds et à renier des connaissances ainsi acquises !

Comme il était facile à Socrate et aux autres grands éducateurs d'appliquer cette méthode d'enseignement et de s'y tenir, si on les compare à Rosa Luxemburg. Les élèves de Rosa Luxemburg venaient tout droit des usines, des ateliers, des bureaux ; c'étaient des adultes sans aucune habitude de l'activité intellectuelle, ils avaient grandi dans l'atmosphère générale de l'hypocrisie et de la stupidité allemandes, qui environnait et emprisonnait le prolétaire depuis les soldats de plomb et les légendes des manuels scolaires jusqu'au seuil de la social-démocratie et des syndicats « libres ». Pour les contraindre à la pensée disciplinée et critique, pour leur faire s'approprier les doctrines de Karl Marx, il fallait le génie pédagogique de Rosa Luxemburg. Comme partout où s'exerçait son activité, là aussi, elle visait au plus haut, elle visait aux étoiles. Et là aussi, elle a atteint le but fixé, elle a été à la hauteur de la tâche ! A sa gloire et à son mérite incontesté de théoricienne, d'oratrice et d'écrivain, il faut ajouter ceux d'éducatrice de tout premier rang.

Dans les premiers temps du cours, beaucoup d'élèves, en entendant les questions intelligentes, subtiles et impitoyablement logiques de Rosa Luxemburg, se sentaient ébranlés dans la bonne opinion qu'ils avaient creux-mêmes, eux qui avaient déjà réussi à assumer des responsabilités dans le parti. Les questions de Rosa commençaient à labourer et à retourner leur cerveau, à leur faire pressentir l'existence de sphères intellectuelles entièrement nouvelles et insoupçonnées. Ils avaient alors l'impression, pendant le cours, de se trouver devant une tour d'ivoire de la sagesse,

sans aucun pont, sans aucune échelle pour y accéder. Mais très vite, les élèves éprouvaient le bonheur de participer à un processus de prise de conscience de leur propre humanité, de nouer des liens d'homme à homme, malgré la distance qui les séparait du professeur ; ils sentaient bientôt la petite main ferme de Rosa Luxemburg les conduire, secourablement, gentiment et élégamment, infatigablement, pour les faire sortir du temps d'apprentissage et les faire déboucher sur la vie.

Il y avait parfois, à l'école du parti, des heures particulièrement solennelles. C'était le cas quand le sujet du cours nous amenait à effleurer d'autres sciences, ou à y pénétrer. Quand toutes les conditions manquaient aux élèves pour résoudre par eux-mêmes les questions posées, Rosa se lançait dans des exposés d'ensemble touchant parfois la sociologie, parfois l'histoire, parfois la physique. Elle dégagait alors avec limpidité l'essentiel, exactement ce qu'il fallait, et le faisait sans aucune fioriture oratoire, ce qui était justement une merveille de talent oratoire. On éprouvait alors comme un frisson sacré devant le génie universel de cette femme.

Cette éducatrice, cette dirigeante, cette créatrice de nouvelle vie intellectuelle, on l'a arrachée au prolétariat, on l'a assassinée. C'était il y a maintenant un an. Ses assassins étaient des jeunes qui ne connaissaient pas l'importance de Rosa Luxemburg, mais qui agissaient sur ordre de gens qui la connaissaient.

En un millénaire, il ne surgit sans doute sur terre qu'un être humain ayant les dons et l'importance de Rosa Luxemburg.

Les crosses et les balles des mercenaires pouvaient mettre fin à ce qui était mortel en elle.

Ce qui était immortel triomphe. Les écrits, les enseignements, l'exemple lumineux d'une activité infatigable, d'un combat révolutionnaire audacieux ne peuvent être effacés, même par la pire terreur blanche !

Que la jeunesse s'instruise par les écrits de Rosa Luxemburg ! Que la jeunesse s'instruise par son militantisme et son action !

Qu'en ce jour anniversaire de son assassinat, la jeunesse entende surtout sa voix claire et sonore qui nous exhorta si souvent, nous, ses élèves: **TOUT CONTRÔLER D'UN ESPRIT CRITIQUE**, s'approprier les enseignements de Karl Marx, agir avec réflexion, mais avec audace et décision.

Que la jeunesse s'engage envers Rosa assassinée à être fidèle à son enseignement, à agir dans son esprit.

Rosi WOLFSTEIN-FRÖLICH

ANNEXE II

L'ÉCOLE DU PARTI ¹

[Retour à la table des matières](#)

« Je n'ai aucune idée de ce qu'est l'école pour propagandistes et rédacteurs ; de quoi s'agit-il, qui en est l'inspirateur ? » ² Rosa pose la question de manière claire et concise à Luise Kautsky, s'inquiétant de ce qu'était ce projet d'une école de formation des ouvriers, et qui en était à l'origine ; ce projet répond en effet à l'un de ses dons les plus profonds. Ses qualités pédagogiques, développées dès le lycée, puis au cours de son premier semestre de vie d'étudiante lorsqu'elle participait, à Zurich, au « cercle philosophico-pédagogique », la conduiront à remplir cette tâche, qu'elle n'acceptera qu'après de longues hésitations mais n'« enverra jamais promener » par la suite ³. On constate une grande réserve de sa part, voire une certaine hostilité à l'idée d'une éventuelle collaboration à ce travail de formation à l'école du parti, six mois encore avant de l'accepter. Cette méfiance est perceptible dans une réponse jusqu'ici ignorée, suscitée par une décision de Luise Kautsky dont celle-ci fait part à Rosa dans une lettre peu avant Pâques 1907. Luise veut se mettre à la disposition du parti comme professeur de français. Le ton de la réponse de Rosa peut s'expliquer par trois causes. La première et la plus importante est peut-être sa rupture récente avec Léo (Jogichès), dont elle n'a pas encore donné la raison. Cela la rend irritable, et elle défend à Luise de prononcer son nom (celui de Rosa) en présence de Léo. La deuxième raison est

¹ Helmut Hirsch : « Rosa Luxemburg in Selbstzeugnissen und Bilddokumenten ». Rowohlt. Hambourg 1969.

² R. L. à Luise Kautsky, 22 août 1906, IISG : KDXVI, 213.

³ R. L. à Luise Kautsky, 17 mars 1910, IISG : KDXVI, 226.

peut-être que Luise, qui jouera désormais dans le cercle des amis intimes de Rosa un rôle de plus en plus important (à côté du nouveau soupirant de Rosa, le jeune Constantin Zetkine) manifeste par cette décision un peu trop d'indépendance. Or il s'agit précisément d'enseigner la langue que Rosa, malgré ses bonnes notes au lycée, ne possède qu'imparfaitement. Enfin, troisièmement, la chaire pour laquelle Heinrich Schulz, qui est le véritable créateur et administrateur de cette « école de formation » ouverte en hiver 1906, réclame un « marxiste solide, ayant une formation d'économie politique »¹, est offerte non pas à elle, mais à l'Autrichien Rudolf Hilferding. Ce qui la fâche, écrit-elle à Luise, « c'est que je ne t'ai pas empêchée d'offrir tes services à Schulz pour l'enseignement du français. En réalité, c'est de la philanthropie et, de cette manière, tu gaspilles le peu de temps dont tu disposes ».²

Quelques jours avant la réouverture de l'école, en hiver 1907, l'inattendu se produit. Non seulement Hilferding, mais encore un autre professeur, le Hollandais Anton Pannekoek, reçoivent de la police politique un avertissement : s'ils « reprennent leur activité à l'école du Parti »,³ ils seront expulsés de Prusse. Une fois encore, le cadeau de Lübeck, la nationalité allemande, se révèle précieux. Sur la recommandation de Kautsky, on offre à Rosa le poste ainsi libéré, et elle accepte. Non sans une *observation sarcastique* : « Je me soucie de l'école comme d'une guigne, et je ne suis pas faite pour être maître d'école. »⁴ Le peu d'intérêt qu'elle manifeste n'a pas besoin d'explications supplémentaires. Mais quant aux dons de maître d'école : qui s'en vanterait, si l'on songe à la moyenne des écoles allemandes d'alors ! L'école du parti, cependant, n'a rien d'une école moyenne. Et Rosa a sûrement le pressentiment qu'avec sa collaboration, elle sera encore plus extraordinaire qu'elle ne l'est déjà.

Rien ne définit mieux la signification de cette nouvelle activité de Rosa que ce qu'elle en dit elle-même, lorsqu'elle rend compte de son expérience d'une année d'enseignement aux délégués du congrès de Nuremberg. Dans son discours, elle détendit auprès des 600 000 membres du Parti une institution qui coûtait annuellement à peu près 60 000 marks-or. Il était d'autant plus nécessaire de justifier ces dépenses que certains orateurs, parmi lesquels un de ses prédécesseurs à la rédaction du « Vorwärts », Eisner, avait exprimé des critiques à l'égard de la nouvelle institution, au cours de la discussion sur le rapport d'activité du Comité directeur. Rosa ne tient guère compte des arguments d'Eisner. Son attitude *ferait honneur* à tout pédagogue. « Si je prends la parole, ce n'est pas pour protester contre la critique qui est adressée à l'école du Parti, mais pour déplorer l'absence d'une critique concrète sérieuse. L'école du Parti est une nouvelle institution très importante, qui mérite partout la considération et une critique sérieuse. » Suit une autocritique non moins louable et une plaisanterie sur elle-même qui, par un effet de surprise, provoque l'hilarité : elle se présente, elle la révolutionnaire, comme une conservatrice. Il est douteux que beaucoup aient compris la vérité *profonde de cet* humour, à savoir la conscience d'une certaine inflexibilité liée à son milieu. « Je dois reconnaître moi-même qu'au départ je n'ai accueilli la fondation de l'école du Parti qu'avec la plus grande méfiance, d'une part à cause de mon conservatisme inné (rires), d'autre part, parce que je me disais au *tréfonds* de moi-même qu'un parti tel que le Parti social-

¹ Heinrich Schulz : « Arbeiterbildung », in « Die Neue Zeit », XXIV (1905-1906), I, p. 137.

² R. L. à Luise Kautsky, Pâques 1907, IISG : KDXVI, 216.

³ « Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Essen. » Berlin, 1907, p. 57.

⁴ Cité par Netti, p. 375.

démocrate devrait concentrer son action de *propagande plutôt* sur une agitation *directe auprès des masses*. »

Puis vient un aveu, qui prend tout son poids si l'on songe aux arguments de départ et à ses réserves - aveu dont le principal mérite est que ce professeur - plus de cinquante ans avant les révoltes *étudiantes* - *n'en* appelle pas à la *critique des spécialistes* ou à ses collègues, mais se réclame de ses élèves. « Mon activité à l'école du Parti a levé la plus *grande partie* de mes doutes. C'est à l'école même, par mon contact constant avec les élèves, que j'ai appris à apprécier cette nouvelle institution, et je puis dire avec une conviction totale : j'ai le sentiment que nous avons créé là quelque *chose* de neuf dont nous n'apercevons pas encore toutes les conséquences, et *quelque chose* de bon qui sera profitable et précieux pour le Parti. Sans doute y a-t-il encore maintes critiques à faire, et ce serait un miracle s'il en était autrement. » Elle aborde alors ce qui constitue l'essentiel dans tout établissement scolaire, la question des élèves ou étudiants - ici il s'agit plutôt d'étudiants, car ceux qui participent aux cours ont entre 22 et 40 ans - ainsi que le problème éternel de tout pédagogue, le programme. « Si je refuse toute suggestion concernant un changement dans le choix des élèves - car nous avons constaté en tant que professeurs l'excellence des résultats, à tel point que je ne pourrais *souhaiter un* meilleur corps d'élite - j'ai cependant plusieurs critiques à *faire concernant* le programme. En tête du programme *devrait figurer* l'histoire du socialisme international. » (...) Puis elle aborde une question encore plus importante. *Que deviendront les élèves* qui auront suivi les cours de l'école ? Comment les orientera-t-on, une *fois* leurs études *achevées*, en évitant à la *fois* l'écueil de l'indifférence sociale et la tentation *de les* surcharger d'activités ? « Il peut arriver que les organisations du Parti envoient des élèves à l'école comme on envoie un bouc émissaire dans le désert - sans se soucier ensuite de ce qu'il *advientra d'eux* [très juste !], sans leur offrir un champ d'action suffisant. Il existe par ailleurs un autre danger : c'est que l'on soit trop exigeant à l'égard *des élèves* de l'école, une *fois* qu'on leur a donné un poste. » ¹

Voici donc pour les *débats du* congrès de Nuremberg. Il faut encore ajouter *que* les participants aux cours étaient déchargés de tout souci matériel, facteur capital pour des gens appartenant aux couches populaires les plus défavorisées des grandes villes. Non seulement l'enseignement et les livres étaient gratuits, mais au cours de la première année trente et un participants purent acheter pour 2 000 marks de livres, et ceci à des prix réduits. « Les participants ainsi que leurs familles sont à la charge du parti pendant toute la durée du cours. » Point important : le nombre des participants est « limité à trente pour chaque cours semestriel », et ce nombre ne peut « être dépassé, dans certaines circonstances exceptionnelles, que de peu (trente et un ou trente-deux) ». ² Le danger d'une surcharge des effectifs est ainsi éliminé par avance. Souvent même les places disponibles ne sont pas toutes occupées et on reste en deçà du seuil-limite de trente élèves, parce que « le syndicat des métallurgistes notamment » néglige d'envoyer des candidats aux « dix places vacantes » qui sont accordées depuis 1908 aux centrales syndicales. ³ Ceci s'explique lorsqu'on sait que la part du lion d'un enseignement global de 777 heures, à savoir l'économie politique (250 heures) revient à un professeur qui, une fois, cita en exemple aux syndicats allemands

¹ Compte rendu du congrès de Nuremberg, p. 230.

² « Protokoll über die Verhandlungen des Parteitage der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Essen. » Berlin, 1907, p. 90,

³ R.L. à Wilhelm Dittmann (23 mai 1911) (SPD-Archiv Bonn).

des imprimeurs le syndicat moscovite de la même branche, qui, d'après elle, réussirait à ébranler « la foi en la sacro-sainte méthode de l'avance discrète à petits pas ». ¹ L'accent mis sur cette discipline apparemment abstraite de l'économie montre à quel point le S.P.D. était en avance sur tous ses contemporains. Loin derrière Rosa vient Schulz, qui avait droit à 105 heures d'enseignement « d'expression orale et écrite et de technique journalistique ». Puis vient Mehring avec 90 heures d'histoire ancienne et moderne ; ensuite l' « histoire du développement économique » (80 heures), enseignée par Cunow qui remplace Pannekoek. Les disciplines juridiques sont également bien représentées. Stadthagen dispose de 86 heures pour enseigner « le droit ouvrier, la législation sociale, le statut des domestiques et la constitution ». Le Dr Hugo Heinemann a droit à 46 heures pour le « droit pénal, la procédure pénale et l'exécution pénale », le Dr Kurt Rosenfeld dispose du même nombre d'heures pour le « droit civil ». Simon Katzenstein a droit, lui aussi, à 46 heures pour une série de conférences sur la politique communale. En revanche, Stadthagen, qui est entré à l'école en même temps que Rosa, ne dispose pour le semestre qui va du 1^{er} octobre 1907 au 31 mars 1908 que de 28 heures pour ses conférences sur la physique. Dans les semestres ultérieurs, le programme sera différent quant au contenu et aux horaires, si bien qu'à la fin Rosa, par exemple, donnera 240 heures d'histoire économique et d'économie politique.

Il est important de noter que cette institution, qui n'est pas sans ressembler à un collège américain moderne, est dirigée collectivement par l'ensemble des professeurs ; à la direction participent également, à titre consultatif, un représentant des étudiants et un représentant du Comité directeur du Parti ; cette assemblée se réunit en moyenne une fois par mois. On consulte le Comité directeur du Parti dans son ensemble quand il s'agit de discuter des résultats du semestre passé ou de la préparation du semestre à venir ; on le consulte également pour les décisions importantes, notamment d'ordre financier. Par ailleurs, on organise des réunions avec les étudiants. Ceux-ci ne réclament parfois que « de petites améliorations concernant l'organisation interne ou externe des études ». ² Cependant, on peut lire dans l'un des rapports annuels de l'assemblée des étudiants, ceci : « Certains souhaitent que les heures consacrées aux disciplines théoriques : économie politique, histoire, sociologie, ainsi que les cours surtout pratiques consacrés à la technique du discours, au style et au journalisme, soient augmentés, mais qu'en revanche, on réduise l'horaire des disciplines juridiques et de la politique communale.

« Dans le projet de programme du troisième cycle, ces vœux ont été partiellement pris en considération. » Une autre fois, on peut lire : « Pour tenir compte de plusieurs réclamations des élèves qui se plaignent d'un emploi du temps surchargé, au cours du nouveau semestre il y aura, en plus des deux après-midi libres, encore un après-midi qui sera libéré de tout enseignement. » ³ En d'autres termes, les réformes sont introduites à la demande des élèves. En outre, pour le travail qu'ils ont à faire l'après-midi ou pour les exercices de séminaire, ils peuvent demander l'aide de leurs professeurs, dont les cours sont groupés le matin pour cette raison.

¹ « Die zwei Methoden der Gewerkschaftspolitik », in « Die Neue Zeit » XXV (1906-1907) I, p. 137.

² « Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Magdeburg », Berlin 1910, p. 58.

³ « Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Chemnitz », Berlin 1912, p. 46.

Ceci ne nous dit encore rien de la valeur effective de cette expérience social-démocrate ni du mérite qui revient à Rosa. Personne ne s'étonnera que les rapports officiels du Parti respirent l'autosatisfaction. Ce qui surprendra peut-être davantage, c'est l'ordre dans lequel on présente les témoignages de satisfaction : « les élèves, le collège des professeurs et la direction du Parti ont été, cette année encore (lit-on en 1911), entièrement satisfaits des résultats du cours ». ¹

Le pédagogue ne s'étonnera pas non plus d'entendre parler de discussions de fin de semestre décevantes et de souvenirs dithyrambiques, souvenirs qui font d'autant plus illusion que celui qui les relate est trop proche ou au contraire trop éloigné de ce dont il témoigne.

Avant la guerre mondiale n'oblige à fermer « l'école de guerre socialiste » (comme on a appelé une fois l'école du Parti), on pria Rosa de donner une série de conférences privées sur Marx, pour des amis non prolétaires. Elle qui lit en commun avec ses élèves « des usines, des ateliers et des bureaux », comme l'écrit Rosi Wolfstein, le premier livre du Capital, et commente avec eux les deux autres livres, aimerait bien échapper à cela. Car, écrit-elle à Luise, « je n'attends que très peu de chose de ces séances et suis terriblement fatiguée. Mais Kurtchen Roselfeld est accouru aujourd'hui encore hors d'haleine à l'école et m'a encore une fois, moi faible femme, écrasée de ses arguments. Ces séances doivent commencer au plus tôt, car Madame le Dr (Marta) Rosenbaum et le Dr Roeder et sa femme semblent tout à coup être tombés amoureux du Capital. Ta présence me sera un réconfort ». A propos d'un détail technique, Rosa fournit alors la preuve qu'elle comprend, avec toute sa sensibilité, assez l'osmose d'une conférence, pour ne pas imposer à Luise une seconde audition. « Du reste, je commencerai par lire à ces messieurs et dames le fameux premier cahier de mon Introduction à l'économie politique que j'ai lu un jour, à certain couple ami, au bord du lac des 4 Cantons. Peut-être n'as-tu pas envie de subir cette lecture une seconde fois. Il vaudrait mieux en ce cas que tu t'abstiennes de venir à la première leçon. » ²

C'est un fait historique important que ce collège socialiste pratique déjà, même dans les cours réguliers, la coéducation, et que l'on trouve, à côté des fonctionnaires du Parti et des syndicats, des maçons, des ouvriers du verre et du bois, des mineurs et des transporteurs, des couvreurs et des coiffeurs, également des collègues, et que le professeur soit une femme.

Quelle était donc la leçon dont Karl et Luise avaient déjà eu la primeur en Suisse ? Était-ce le premier chapitre (comprenant six pages et demie imprimées) intitulé Qu'est-ce que l'économie politique ? et qui devait introduire l'ouvrage abandonné ensuite, publié plus tard à Moscou en langue russe par Thalheimer (lui-même tombé par la suite en disgrâce) et à Berlin par Levi sous le titre d'Introduction à l'économie politique ? Le chapitre contenait une polémique très vive contre les savants allemands renommés et les définitions qu'ils donnaient de l'économie politique. Cet ouvrage, manifestement incomplet, sans unité de style, devait être une sorte de manuel d'histoire de civilisation de niveau universitaire, certainement pas de conception révolu-

¹ «Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Jena», Berlin 1911, p. 47.

Voir aussi «Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Jena», Berlin 1913, p. 34.

² Rosi Wolfstein : « Rosa Luxemburg als Lehrerin », in : « Die Junge Garde » 10, p. 75. Rosi Wolfstein est la future femme de P. Froelich.

tionnaire, avec des références à la sociologie (l'anthropologie) et l'histoire économique, fondé sur les conceptions et les catégories créées par Marx et Engels mais augmenté de matériel nouveau. L'accent était mis sur la naissance et la disparition de la communauté rurale à l'époque féodale et ses corollaires internationaux. Rosa dispensait à ses élèves tous les jours deux heures d'enseignement « coupées par quart d'heure de récréation ». ¹ Si elle prenait une page imprimée par heure et résumait à la fin de l'heure par écrit, comme il semble que ce fût l'habitude, ce qui avait été dit, le sujet put en effet être traité au cours d'un semestre.

A côté des coups d'épingle donnés aux « lumières de la science », semblables à ceux que Rosa distribuait généreusement dans ses articles de journaux, il y avait des illustrations frappantes de son point de vue tirées de l'histoire des différents pays, qui devaient être familières aux auditeurs.

Ceux-ci imaginaient-ils que l'Allemagne - grâce à la pression exercée par la social-démocratie bien entendu, et par les syndicats - offrait un modèle de législation sociale aux autres pays ? Loin de là. « C'est en Russie que furent instaurées les premières lois de protection des femmes et des mineurs, après les grands troubles de 1882 dans le secteur industriel de Moscou, et la journée de 11 heures et demie pour les hommes est une conquête de la première grève générale des 60 000 ouvriers du textile de Pétersbourg en 1896 et 1897. L'Allemagne est en retard sur tous les autres grands États modernes par sa législation ouvrière qui ne concerne que la protection des femmes et des enfants. » ² Si de telles révélations n'incitaient pas les quelque 200 militants allemands, qui suivirent les cours de Rosa pendant les sept semestres où elle enseigna, à prendre des notes, à chercher des références et à réfléchir, alors tout le travail de formation était vain.

[Retour à la table des matières](#)

¹ R. L. à Wilhelm. Dittman (23 mai 1911) (SPD Archiv, Bonn); voir R. L. à Mathilde Seidel, 3 février 1908 (Nachl. Seidel 47 a, Zentralbibl. Zürich).

² « Einführung in die Nationalökonomie », Berlin 1925, p. 256.